

Annexe

Journal officiel des Communautés européennes

N° 142

Octobre 1971

Édition de langue française

Débats du Parlement européen

Session 1971-1972

Compte rendu in extenso des séances

du 18 au 22 octobre 1971

Maison de l'Europe, Strasbourg

Sommaire

Séance du lundi 18 octobre 1971 1

Reprise de la session, p. 2 — Excuses, p. 2 — Démission de membres du Parlement européen, p. 2 — Désignation de membres du Parlement européen, p. 2 — Édition révisée de deux rapports de commission, p. 2 — Renvoi en commission, p. 2 — Renvoi en commission, p. 2 — Autorisation d'établir des rapports, p. 3 — Transmission du projet de budget pour 1972 — Fixation du délai pour la transmission des avis, p. 3 — Communication du Conseil, p. 3 — Dépôt de documents, p. 3 — Composition des commissions, p. 6 — Décision sur l'urgence, p. 6 — Limitation du temps de parole, p. 6 — Ordre des travaux, p. 6 — Règlement concernant la réforme du Fonds social européen — Décision relative aux départements français d'outre-mer, p. 8 — Communication de la Commission concernant la deuxième convention relative à l'aide alimentaire, p. 17 — Règlement relatif à l'octroi d'une aide à certains types de tabacs, p. 23 — Règlement relatif au concours du FEOGA, section orientation, p. 26 — Composition des commissions, p. 29 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 29.

Séance du mardi 19 octobre 1971 31

Adoption du procès-verbal, p. 32 — Communication de la commission juridique concernant les pétitions n°s 2/70 et 2/71, p. 32 — Rapport annuel sur la situation économique de la Communauté, p. 32 — Directive sur les garanties concernant la constitution de la société anonyme, p. 70 — Règlement concernant le prix de base et la qualité type du porc abattu, p. 80 — Règlement concernant les prix indicatifs et le prix d'intervention de l'huile d'olive, p. 82 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 87.

AVIS AU LECTEUR

En même temps que l'édition en langue française paraissent des éditions dans les trois autres langues officielles des Communautés : l'allemand, l'italien et le néerlandais. L'édition en langue française contient les textes originaux des interventions faites en langue française et la traduction en français de celles qui ont été faites dans une autre langue. Dans ce cas, une lettre figurant immédiatement après le nom de l'orateur indique la langue dans laquelle il s'est exprimé : (A) correspond à l'allemand, (I) à l'italien et (N) au néerlandais.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition publiée dans la langue de l'intervention.

(Suite)

Séance du mercredi 20 octobre 1971 88

Adoption du procès-verbal, p. 89 — Souhaits de bienvenue à une délégation de la Chambre des représentants et du Sénat irlandais, p. 89 — Autorisation d'établir un rapport, p. 89 — Communication du Conseil conformément à la procédure prévue dans le rapport des ministres des affaires étrangères, p. 89 — Budget opérationnel et taux de prélèvement de la CECA pour 1972, p. 106 — Budget général des Communautés pour 1972, p. 107 — Règlement concernant l'importation d'huile d'olive en provenance d'Espagne, de Tunisie, du Maroc et de Turquie, p. 128 — Règlement portant dispositions complémentaires pour le marché vitivinicole, p. 128 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 146.

Séance du jeudi 21 octobre 1971 147

Adoption du procès-verbal, p. 147 — Directive relative aux législations des États membres concernant la bière, p. 147 — Modification de l'ordre du jour, p. 161 — Règlements concernant les produits à base de viande, p. 162 — Composition des commissions, p. 164 — Dépôt d'un document, p. 164 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 164.

Séance du vendredi 22 octobre 1971 165

Adoption du procès-verbal, p. 165 — Vérification de pouvoirs, p. 166 — Budget supplémentaire n° 1 des Communautés européennes, p. 166 — Budget supplémentaire n° 2 des Communautés européennes, p. 167 — Règlement financier applicable au Fonds social européen, p. 167 — Règlement concernant le statut des fonctionnaires des Communautés européennes, p. 168 — Règlement concernant les indemnités journalières de mission des fonctionnaires, p. 170 — Calendrier des prochaines séances, p. 171 — Adoption du procès-verbal, p. 171 — Interruption de la session, p. 171.

Les résolutions adoptées lors des séances du 18 au 22 octobre 1971 figurent au Journal officiel des Communautés européennes n° C 114 du 11 novembre 1971.

SÉANCE DU LUNDI 18 OCTOBRE 1971

Sommaire

1. Reprise de la session	2	Adoption de la proposition de résolution	17
2. Excuses	2	16. Communication de la Commission concernant la deuxième convention relative à l'aide alimentaire. — Discussion d'un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures :	
3. Démission de membres du Parlement européen	2	M. Vredeling, rapporteur	17
4. Désignation de membres du Parlement européen	2	MM. Boano, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Armengaud, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Richarts ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Vredeling	19
5. Édition révisée de deux rapports de commission	2	Adoption de la proposition de résolution	23
6. Renvoi en commission	2	17. Règlement relatif à l'octroi d'une aide à certains types de tabacs. — Discussion d'un rapport de M ^{lle} Lulling, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
7. Autorisation d'établir des rapports	3	M ^{lle} Lulling, rapporteur	23
8. Transmission du projet de budget pour 1972 — Fixation du délai pour la transmission des avis	3	MM. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Lulling ; Boano ; Mansholt	24
9. Communication du Conseil	3	Renvoi en commission	26
10. Dépôt de documents	3	18. Règlement relatif au concours du FEOGA, section orientation. — Discussion d'un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
11. Composition des commissions	6	M. Vredeling, rapporteur	26
12. Décision sur l'urgence	6	MM. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Aigner	27
13. Limitation du temps de parole	6	Adoption de la proposition de résolution	29
14. Ordre des travaux	6	19. Composition des commissions	29
15. Règlement concernant la réforme du Fonds social européen — Décision relative aux départements français d'outre-mer. — Discussion d'un rapport complémentaire de M ^{lle} Lulling, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publiques :		20. Ordre du jour de la prochaine séance	29
M ^{lle} Lulling, rapporteur	8		
MM. Müller, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Laudrin, au nom du groupe de PUDE ; Girardin ; Vredeling ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Vredeling ; Coppé ; Laudrin ; Coppé ; Lulling ; Coppé	9		

PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

Président

(La séance est ouverte à 17 h)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. *Reprise de la session*

M. le Président. — Je déclare reprise la session du Parlement européen qui avait été interrompue le 23 septembre 1971.

2. *Excuses*

M. le Président. — MM. Arndt, Engwirda, Brouwer et Mommersteeg s'excusent de ne pouvoir participer à la présente période de session.

MM. van der Stoel et Baas s'excusent de ne pouvoir assister aux séances de ce jour, de mardi et de mercredi.

3. *Démission de membres du Parlement européen*

M. le Président. — Par lettre en date du 24 septembre 1971, M. Luzzatto m'a fait part de son intention de résigner ses fonctions au sein du Parlement européen.

En outre, par lettre en date du 6 octobre 1971, M. Dröscher m'a fait savoir qu'il renonçait à son mandat de membre du Parlement européen.

Le Parlement prend acte de la démission de ces deux membres.

4. *Désignation de membres du Parlement européen*

M. le Président. — Le 7 octobre 1971, la Chambre des députés de la République italienne a désigné M. Franco Boiardi comme membre du Parlement européen en remplacement de M. Luzzatto.

En outre, le 31 octobre 1971, le Bundestag de la république fédérale d'Allemagne a désigné M. Gerhard Reischl comme membre du Parlement européen en remplacement de M. Dröscher.

La vérification de ces mandats aura lieu lors de la prochaine réunion du bureau, étant entendu que, conformément à l'article 3, paragraphe 3, du règlement, ces collègues siégeront provisoirement au Parlement ou dans ses commissions avec les mêmes droits que les autres membres.

Je souhaite la bienvenue à nos nouveaux collègues.

5. *Édition révisée de deux rapports de commission*

M. le Président. — Lors de sa séance du 23 septembre 1971, le Parlement avait renvoyé à la commission des finances et des budgets, à la demande de cette commission, le rapport de M. Rossi, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant modification du statut des fonctionnaires des Communautés européennes et du régime applicable aux autres agents de ces Communautés (doc. 115/71).

Dans l'intervalle, cette commission a élaboré un nouveau texte qui a été distribué sous le n° 140/71 et qui se substitue à celui du document n° 115/71 devenu sans objet.

Je rappelle en outre que, sur ma proposition, le Parlement avait décidé, lors de sa séance du 21 septembre 1971, d'examiner, au cours de la séance d'aujourd'hui, le rapport de M^{lle} Lulling sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à un règlement concernant la réforme du Fonds social européen et à une décision du Conseil relative aux départements français d'outre-mer (doc. 116/71).

Dans l'intervalle, la commission des affaires sociales et de la santé publique a révisé le texte de ce rapport complémentaire et le nouveau texte, distribué sous le n° 147/71, se substitue à celui du document n° 116/71 devenu sans objet.

6. *Renvoi en commission*

M. le Président. — J'informe le Parlement que la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une décision relative à l'instauration d'un système commun de tarification de l'usage des infrastructures de transport, qui avait été renvoyée le 17 mai 1971 à la commission des transports pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets, a également été renvoyé pour avis à la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques.

En outre, la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement sur l'application du statut d'entreprise commune aux activités relevant de l'industrie des hydrocarbures (doc. 120/71 — partie B), qui avait été renvoyée, le 23 septembre 1971, à la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques pour examen au fond, a été renvoyée pour avis à la commission juridique.

Enfin, la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une décision autorisant la réalisation d'emprunts en vue d'une contribution de la Communauté au financement des centrales nucléaires de puissance (doc.

Président

120/71 — partie C) qui, le 23 septembre 1971, avait également été renvoyée pour examen au fond à la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, a été renvoyée, pour avis, à la commission des finances et des budgets.

7. Autorisation d'établir des rapports

M. le Président. — J'ai autorisé la commission des relations économiques extérieures à établir un rapport sur les problèmes que posent les travaux préparatoires de la prochaine Conférence sur le commerce mondial et le développement qui aura lieu au printemps 1972 à Santiago du Chili, la commission des relations avec les pays africains et malgache devant être saisie pour avis sur cette question.

En outre, j'ai autorisé cette même commission à établir un rapport sur l'accord commercial entre la CEE et l'Argentine, qui sera vraisemblablement signé en novembre prochain.

**8. Transmission du projet de budget pour 1972 —
Fixation du délai pour la transmission des avis**

M. le Président. — J'ai reçu du Conseil des Communautés européennes le projet de budget général des Communautés européennes pour 1972, établi par le Conseil.

Ce projet de budget a été distribué sous le n° 139/71 et, conformément à l'article 23, paragraphe 2, du Règlement, renvoyé à la commission des finances et des budgets.

En application des dispositions de l'article 23, paragraphe 3, du Règlement, et en accord avec la commission des finances et des budgets, j'avise les commissions qui désireraient éventuellement être saisies pour avis de ce projet de budget général, que le délai de transmission de leur avis à la commission compétente est fixé, au 3 novembre 1971, au plus tard, compte tenu des délais qui sont imposés au Parlement.

9. Communication du Conseil

M. le Président. — J'ai reçu du Conseil des Communautés européennes copie conforme des accords suivants :

- Accord entre la Communauté économique européenne et la république de Haute-Volta relatif à la fourniture de maïs à titre d'aide alimentaire d'urgence ;
- Accord, sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et le Comité international de la Croix-Rouge portant prorogation du délai d'exécution de l'Accord conclu

entre la Communauté économique européenne et le Comité international de la Croix-Rouge relatif à la fourniture de lait écrémé en poudre à titre d'aide alimentaire.

Ces documents seront versés aux archives du Parlement.

10. Dépôt de documents

M. le Président. — Depuis l'interruption de la session, j'ai reçu les documents suivants :

a) du Conseil des Communautés européennes :

- le projet de budget supplémentaire n° 1 des Communautés européennes pour l'exercice 1971, établi par le Conseil (doc. 138/71),

ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets ;

- le projet de budget supplémentaire n° 2 concernant l'état des dépenses de recherches et d'investissement des Communautés européennes pour l'exercice 1971, établi par le Conseil (doc. 136/71),

ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets.

b) du Conseil des Communautés européennes, les demandes de consultation sur :

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant le Rapport annuel sur la situation économique de la Communauté (doc. 130/71),

ce document a été renvoyé à la commission économique et, pour les parties relatives aux politiques budgétaires des États membres, à la commission des finances et des budgets ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil, relative à une directive portant modification de l'article 31 de la directive du Conseil du 4 mars 1969 concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives au régime du perfectionnement actif, (doc. 131/71),

ce document a été renvoyé à la commission des relations économiques extérieures ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures de longueur (doc. 132/71),

ce document a été renvoyé à la commission juridique ;

Président

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres, relatives à l'attestation et au marquage des câbles, chaînes, crochets et de leurs accessoires (doc. 133/71),

ce document a été renvoyé à la commission juridique ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

I - un règlement relatif à la définition de la notion de « trafic frontalier »

II - une deuxième directive concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires et aux accises perçues dans le trafic international de voyageurs

III - rapport sur l'application par les États membres de la directive : « Franchises fiscales pour les voyageurs » du 28 mai 1969

(doc. 134/71),

ce document a été renvoyé à la commission juridique pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à la nomenclature des marchandises pour les statistiques du commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses États membres (Nimexe) (doc. 135/71),

ce document a été renvoyé à la commission des relations économiques extérieures ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement modifiant les règlements (CEE) nos 2164/70, 2165/70, 463/71, 1235/71 relatif aux importations des huiles d'olive d'Espagne, de Tunisie, du Maroc et de Turquie (doc. 157/71),

ce document a été renvoyé à la commission des relations économiques extérieures pour examen au fond et, pour avis, à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à la création d'entreprises communes dans le champ d'application du traité CEE (doc. 158/71),

ce document a été renvoyé à la commission juridique pour examen au fond et, pour avis,

à la commission économique et à la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une décision relative à l'ouverture de la négociation d'un accord entre la CEE et la Suisse sur la mise en œuvre d'une réglementation concernant l'immobilisation temporaire de bateaux affectés au transport de marchandises et applicable à certaines voies d'eau (doc. 159/71),

ce document a été renvoyé à la commission des transports pour examen au fond et, pour avis, à la commission des relations économiques extérieures ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive portant modification de la directive du Conseil du 4 mars 1969 concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives au régime du perfectionnement actif (doc. 160/71),

ce document a été renvoyé à la commission des relations économiques extérieures.

c) *du président du Conseil des Communautés européennes :*

- une lettre concernant la proposition de règlement d'application de la décision n° 71/66/CEE du Conseil du 1^{er} février 1971 relative à la réforme du Fonds social européen (doc. 145/71).

d) *du Conseil des Communautés européennes, pour information :*

- un rapport spécial de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur les conséquences de la situation actuelle sur la politique agricole commune (doc. 137/71).

e) *de la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie :*

- les recommandations adoptées à Bruxelles le 18 septembre 1971 (doc. 129/71),

ce document a été renvoyé à la commission de l'association avec la Turquie pour examen au fond et, pour avis, à la commission des affaires sociales et de la santé publique et à la commission des relations économiques extérieures.

f) *des commissions parlementaires, les rapports suivants :*

Président

- rapport de M. André Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant modification du statut des fonctionnaires des Communautés européennes et du régime applicable aux autres agents de ces Communautés (doc. 140/71) ;
- rapport de M. Hendrikus Vredeling, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la communication de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant les modalités de mise en œuvre de la deuxième convention relative à l'aide alimentaire (doc. 141/71) ;
- rapport de M. Laurent Merchiers, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :
 - I - un règlement relatif à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires des produits à base de viande,
 - II - un règlement relatif à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires des produits à base de viande
 (doc. 142/71) ;
- rapport de M. Hans Richarts, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement fixant le prix de base et la qualité type du porc abattu pour la période du 1^{er} novembre 1971 au 31 octobre 1972 (doc. 143/71) ;
- rapport de M. Albert De Gryse, fait au nom de la commission juridique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une deuxième directive tendant à coordonner, en vue de les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 58, alinéa 2, du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital (doc. 144/71) ;
- rapport de M. Giovanni Bersani, fait au nom de la commission économique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté (doc. 146/71) ;
- rapport complémentaire de M^{lle} Astrid Lulling, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :
 - I - un règlement d'application de la décision n° 71/66/CEE du Conseil du 1^{er} février 1971 concernant la réforme du Fonds social européen,
 - II - une décision du Conseil portant application aux départements français d'outre-mer des articles 123 à 127 inclus du traité CEE
 (doc. 147/71) ;
- rapport de M. Hans Richarts, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement fixant les prix indicatifs et le prix d'intervention de l'huile d'olive pour la campagne de commercialisation 1971-1972 (doc. 148/71) ;
- rapport de M. Horst Gerlach, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget supplémentaire n° 1 des Communautés européennes pour l'exercice 1971 (doc. 149/71) ;
- rapport de M. Horst Gerlach, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le rapport de budget supplémentaire n° 2 concernant l'état des dépenses de recherches et d'investissement des Communautés européennes pour l'exercice 1971 (doc. 150/71) ;
- rapport de M. André Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil modifiant sa proposition d'un règlement financier applicable au budget des Communautés (Fonds social européen) (doc. 151/71) ;
- rapport de M. André Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement modifiant le statut des fonctionnaires des Communautés européennes en ce qui concerne les indemnités journalières de mission (doc. 152/71) ;
- rapport de M. Hendrikus Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant
 - I - un règlement portant prorogation pour l'année 1970 de la date limite à laquelle la Commission doit prendre une décision en ce qui concerne les demandes de concours du FEOGA, section orientation,

Président**II - un règlement relatif au concours du FEOGA, section orientation pour l'année 1972**

(doc. 153/71) ;

- rapport de M^{lle} Astrid Lulling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à l'octroi d'une aide spéciale à certains tabacs utilisés pour le capage de cigares (doc. 154/71) ;
- rapport de M. Mariano Pintus, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur les parties du rapport annuel sur la situation économique de la Communauté, relatives aux politiques budgétaires des États membres (doc. 155/71) ;
- rapport de M. Francis Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant notamment le règlement n° 816/70 portant dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché viti-vinicole (doc. 156/71) ;
- rapport de M. Herbert Kriedemann, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement modifiant les règlements (CEE) n°s 2164/70, 2165/70, relatifs aux importations des huiles d'olive d'Espagne, de Tunisie, du Maroc et de Turquie (doc. 161/71).

11. Composition des commissions

M. le Président. — J'ai reçu du groupe de l'Union démocratique européenne une demande tendant à nommer M. Hunault membre de la commission des relations avec les pays africains et malgache en remplacement de M. Habib-Deloncle.

J'ai reçu, par ailleurs, du groupe démocrate-chrétien les demandes de nominations ci-après, suite au renouvellement de la délégation néerlandaise :

- commission économique : M. van der Gun ;
- commission des finances et des budgets : MM. Notenboom et Brouwer ;
- commission de l'agriculture : M. de Koning ;
- commission des affaires sociales et de la santé publique : MM. van der Gun et de Koning ;
- commission des relations économiques extérieures : MM. Mommersteeg et Schuijt, ce dernier en remplacement de M. Brouwer ;

- commission juridique : M. Mommersteeg ;
- commission des transports : M. Notenboom ;
- commission de l'association avec la Grèce : M. Mommersteeg ;
- Conférence parlementaire de l'association : M. Bos.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Ces nominations sont ratifiées.

12. Décision sur l'urgence

M. le Président. — Je propose au Parlement de décider que les rapports qui n'ont pas pu être déposés dans le délai prévu par la réglementation du 11 mai 1971 soient examinés selon la procédure d'urgence.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'urgence est décidée.

13. Limitation du temps de parole

M. le Président. — Afin d'assurer le bon déroulement de nos débats, je vous propose, conformément à la procédure suivie lors de précédentes périodes de session et en application de l'article 31, paragraphe 4, du règlement, de limiter comme suit le temps de parole pour tous les points de l'ordre du jour, à l'exception du débat sur la situation économique — rapports de MM. Bersani et Pintus — et du premier débat budgétaire :

- 15 minutes pour le rapporteur et les orateurs mandatés par les groupes politiques, étant entendu qu'un seul orateur par groupe pourra bénéficier de ce temps de parole ;
- 10 minutes pour les autres orateurs ;
- 5 minutes pour les interventions sur les amendements.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

14. Ordre des travaux

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la fixation de l'ordre des travaux.

Dans sa séance du 7 octobre 1971, le bureau élargi avait établi un projet d'ordre du jour qui vous a été distribué.

Toutefois, compte tenu des demandes de modification qui me sont parvenues dans l'intervalle, je vous propose de fixer comme suit l'ordre de nos travaux :

Président*Cet après-midi :*

- Rapport complémentaire de M^{lle} Lulling sur la réforme du Fonds social européen ;
- Rapport de M. Vredeling sur la deuxième convention relative à l'aide alimentaire ;
- Rapport de M^{lle} Lulling sur certains tabacs utilisés pour le capage de cigares ;
- Rapport de M. Vredeling sur le concours du FEOGA, section orientation.

*Mardi 19 octobre 1971**9 h 30 :*

- Discussion commune
 - du rapport de M. Bersani sur la partie économique du rapport annuel de la Commission relatif à la situation économique,
 - et du rapport de M. Pintus sur la partie budgétaire du rapport annuel de la Commission relatif à la situation économique ;

15 h à 17 h :

- Réunions des groupes politiques.

17 h :

- Éventuellement suite de l'ordre du jour du matin ;
- Rapport de M. de Gryse concernant certaines garanties en faveur des associés et des tiers lors de la constitution de sociétés anonymes.

J'ai été saisi d'une demande tendant à renvoyer à la période de session de novembre le débat sur le rapport de M. Artzinger relatif à une directive concernant les impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés (doc. 117/71).

La commission des finances et des budgets ayant marqué son accord, je pense qu'il peut être donné suite à cette demande.

En accord avec le rapporteur, je vous propose d'examiner à ce point de l'ordre du jour les deux rapports ci-après :

- rapport de M. Richarts sur la fixation du prix de base et la qualité type du porc abattu (doc. 143/71) ;
- rapport de M. Richarts sur la fixation des prix indicatifs et du prix d'intervention de l'huile d'olive (doc. 148/71).

*Mercredi 20 octobre 1971**9 h :*

- Rapport de M. Scarascia-Mugnozza sur l'application de la procédure prévue dans le rapport des

ministres des affaires étrangères aux chefs d'État ou de gouvernement ;

- Communication de la Commission sur le budget opérationnel et le taux du prélèvement de la CEEA pour l'exercice 1972 ;
- Premier débat sur le projet du budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972.

15 h à 17 h :

- Réunions des groupes politiques.

17 h :

- Éventuellement, suite de l'ordre du jour du matin ;
- Rapport de M. Kriedemann sur les importations d'huile d'olive en provenance de l'Espagne, de la Tunisie, du Maroc et de la Turquie ;

La commission des relations économiques extérieures a demandé que la résolution contenue dans ce rapport soit examinée selon la procédure sans débat.

- Rapport de M. Vals sur les dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché viti-vinicole.

*Jeu di 21 octobre 1971**9 h 30 :*

- Rapport de M. Dittrich sur les législations des États membres concernant la bière.

15 h :

- Comité des présidents, suivi d'une réunion du bureau élargi.

16 h 30 :

- Éventuellement, suite de l'ordre du jour du matin ;
- Rapport de M. Merchiers sur les échanges de produits à base de viande.

*Vendredi 22 octobre 1971**9 h 30 :*

- Rapport de M. Gerlach sur le projet de budget supplémentaire n° 1 pour 1971 ;
- Rapport de M. Gerlach sur le projet de budget supplémentaire n° 2 pour 1971 ;
- Rapport de M. Rossi sur le budget du Fonds social européen ;
- Rapport de M. Rossi sur le statut des fonctionnaires des Communautés européennes ;

Président

— Rapport de M. Rossi sur les indemnités journalières de mission de fonctionnaires.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Ce projet d'ordre du jour est adopté.

15. Règlement concernant la réforme du Fonds social européen — Décision relative aux départements français d'outre-mer

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport complémentaire de M^{lle} Lulling, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

- I - un règlement d'application de la décision n° 71/66/CEE du Conseil du 1^{er} février 1971 concernant la réforme du Fonds social européen,
- II - une décision du Conseil portant application aux départements français d'outre-mer des articles 123 à 127 inclus du traité CEE
(doc. 147/71).

La parole est à M^{lle} Lulling qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M^{lle} Lulling, rapporteur. — Monsieur le Président, quand, le 8 juillet dernier, M. Coppel nous fit rapport sur les résultats de la session du Conseil des ministres du travail du 24 juin, nous fûmes déçus et inquiets.

Nous fûmes déçus, parce que, contrairement à ce que l'on nous avait permis d'espérer, le Conseil n'avait pas adopté, le 24 juin, le règlement d'application du Fonds social européen rénové, bien que notre Parlement eût rendu son avis dans un délai extrêmement court. L'on nous avait pressés, mais notre empressement ne fut malheureusement pas récompensé.

A cette déception s'ajouta une profonde inquiétude devant l'orientation, telle qu'elle nous fut décrite par M. Coppel, des débats du Conseil. Nos préoccupations nous ont incités à la décision de vous présenter ce rapport complémentaire, afin de confirmer certaines de nos positions dont, en modifiant sensiblement le projet élaboré par la Commission européenne, le Conseil semble vouloir s'écarter.

Les modifications qui nous inquiètent ont trait à trois domaines.

Il y a tout d'abord celui des professions indépendantes. Le Conseil semble avoir l'intention d'écarter du règlement d'application les dispositions relatives aux interventions du Fonds social rénové en faveur des handicapés, des personnes directement occupées dans une activité, salariée ou non, dans l'agriculture, et des personnes qui auparavant exerçaient une activité non salariée, dans le cas où ces trois catégories

de personnes sont appelées à exercer une nouvelle activité non salariée.

Dans notre avis du 9 juin, nous avions tout particulièrement appuyé la proposition de la Commission d'incorporer dans le règlement de base des dispositions prévoyant expressément qu'un handicapé, un salarié agricole ou un artisan de campagne, pourrait, lorsqu'il se convertit à une profession indépendante ou change de profession indépendante, bénéficier du concours du Fonds.

Nous insistons de nouveau pour qu'il en soit ainsi. Nous préférierions, certes, que cette disposition figurât dans le règlement d'application ; toutefois, si le Conseil veut l'insérer dans un règlement à part, nous sommes encore d'accord, mais nous demandons que ce règlement entre en vigueur en même temps que le règlement d'application de la décision 71/66.

Nous ne voulons pas, en effet, d'une discrimination à l'égard de ceux qui, dans le cadre de la réforme de l'agriculture ou pour d'autres raisons, veulent se réadapter pour exercer une profession indépendante. Aussi bien pour des raisons de justice sociale que pour permettre une bonne politique régionale, nous souhaitons que l'on n'exclue pas ces personnes des interventions du Fonds social européen rénové.

Notre deuxième sujet d'inquiétude concerne les nouvelles attributions du Comité du Fonds. Il est vrai que nous ne sommes pas formellement consultés sur ces propositions de la Commission. Néanmoins, dans notre avis du 9 juin, nous avons manifesté notre satisfaction des propositions de la Commission. Nous avons souligné la nécessité d'élargir les attributions du Comité du Fonds, ce qui correspond d'ailleurs aux revendications légitimes des partenaires sociaux. Si le Conseil ne procédait pas à cet élargissement, il heurterait de front les organisations syndicales dont le concours et l'appui sont essentiels pour le bon fonctionnement du Fonds social européen rénové. Nous insistons donc pour que le Conseil suive les bonnes propositions de la Commission en la matière.

Notre troisième et plus grand sujet d'inquiétude concerne les aides. Nous sommes préoccupés pour des raisons de fond et pour des raisons de forme.

Dans sa proposition de règlement d'application, la Commission avait proposé de faire figurer la liste des types d'aides dans un règlement spécial à adopter selon une procédure simple, afin de permettre son adaptation rapide aux nécessités. Dans notre avis du 9 juin, nous nous sommes, pour des raisons de souplesse et d'efficacité, ralliés à cette façon de voir. Nous avons ainsi renoncé à une consultation sur la liste des types d'aides. Nous pouvions, en effet, renvoyer à notre avis du 9 décembre 1969 sur la réforme du Fonds social européen, dans lequel nous avions expliqué en détail dans quels buts les aides devaient être accordées et quelles situations elles devraient couvrir.

Lulling

Entre temps, le Conseil a manifesté l'intention d'insérer dans le règlement de base, pour des raisons essentiellement juridiques, des principes-cadres, auxquels devront répondre les types d'aides, qui feront l'objet d'un autre règlement.

En septembre dernier, le débat sur le rapport complémentaire a été ajourné, afin d'obtenir du Conseil la transmission de la proposition modifiée de la Commission se rapportant à l'article 4 du projet de règlement d'application, modification que la Commission a introduite le 24 juin 1971, en application de l'article 149 du traité CEE.

Le 4 octobre, le texte en question nous a été transmis.

Nous constatons avec satisfaction que la proposition modifiée de la Commission concernant les dispositions de principe sur les aides à insérer dans le règlement de base répond largement à notre prise de position détaillée du 9 décembre 1969.

Cependant, afin de garantir que la décision finale du Conseil — qui, nous l'espérons, sera prise demain — correspondra à la proposition de la Commission, nous tenons, tant pour des raisons de forme que pour des raisons de fond, à confirmer notre position antérieure, et à donner acte de l'accord du Parlement européen sur la proposition de modification de la Commission qui nous a été transmise par le Conseil.

Nous entendons, en effet, que soient insérés dans le règlement d'application des principes de base tels que le Fonds social rénové puisse mettre en œuvre des types d'aides destinés à :

- faciliter la réalisation de stages de formation et la participation à ces stages des personnes qui ont besoin d'acquérir, d'élargir, d'adapter ou d'améliorer leurs connaissances et capacités professionnelles ;
- faciliter le déplacement des personnes contraintes à changer de lieu de résidence pour exercer une activité professionnelle ainsi que celui de leurs familles, et leur intégration dans le nouveau milieu social et professionnel ;
- maintenir, pendant une période déterminée, le revenu des personnes dont l'activité est réduite ou suspendue et qui sont dans l'attente d'une formation ou d'un emploi ; nous insistons particulièrement sur ce troisième type d'aide ;
- favoriser l'information et l'orientation des personnes à la recherche d'un emploi ou d'un réemploi ;
- éliminer les obstacles qui rendent difficile l'accès de certaines catégories de travailleurs défavorisés à des emplois disponibles.

Nous acceptons évidemment, pour des raisons de souplesse et d'efficacité, que la liste des aides ainsi visées dans le règlement de base soit établie et modifiée selon les besoins par le Conseil, à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission.

Tels sont le but et le contenu de notre rapport complémentaire.

Nous demandons au Parlement, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique un vote si possible unanime sur notre proposition de résolution, afin de marquer, à la veille de la réunion du Conseil des ministres du travail, notre ferme volonté de voir entrer en vigueur, au plus tard le 1^{er} janvier 1972, un bon règlement d'application du Fonds social rénové, qui corresponde aux vues du Parlement européen, lesquelles reflètent d'ailleurs les vœux et les aspirations du monde du travail de la Communauté. En les suivant, le Conseil fera de la Communauté économique une communauté de solidarité humaine, solidarité qui sera son meilleur ciment et sa plus noble justification.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Müller, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Müller. — (A) Monsieur le Président, chers collègues, au nom du groupe démocrate-chrétien, je déclare que nous approuvons le rapport complémentaire de M^{lle} Lulling, et je remercie au nom de mon groupe le rapporteur d'avoir rédigé ce document.

Comme M^{lle} Lulling elle-même, je soulignerai, à mon tour, les points essentiels de la proposition de résolution soumise à notre Assemblée. En somme, nous demandons à présent au Conseil de ministres, lequel se réunira demain pour arrêter définitivement, espérons-le, ce règlement d'application relatif au Fonds social européen, de donner suite aux vœux exprimés à plusieurs reprises par le Parlement.

Nous reconnaissons que l'évolution du Fonds social, telle qu'elle apparaît à travers le règlement d'application, prouve que le Conseil de ministres et la Commission ont accepté une grande partie des suggestions du Parlement européen. Cela nous autorise à espérer que sur d'autres points aussi, le Conseil voudra bien nous écouter quand il arrêtera définitivement le règlement.

Je vous dirai d'abord que nous aimerions que le règlement d'application particulier, annoncé pour les travailleurs indépendants, entre en vigueur en même temps que le règlement d'application à l'étude. A mon avis, il n'était pas absolument nécessaire de prévoir en l'espèce un règlement particulier, bien que je reconnaisse volontiers que la Commission et le Conseil avaient des raisons, plus ou moins pratiques, de régler la question par voie de règlement.

Müller

Ce que nous voulons obtenir, au fond, c'est que les personnes qui ont une occupation non salariée, les mutilés, les handicapés, les personnes occupées dans l'agriculture ainsi que celles qui ont une occupation non salariée dans d'autres professions libérales, puissent également bénéficier de l'aide du Fonds, même si, par la suite, elles veulent reprendre une activité non salariée.

En second lieu, nous formulons ce vœu pressant : il est nécessaire que le Fonds social rénové attribue également au Comité du Fonds social les compétences qui sont les siennes. Le Parlement s'est prononcé à plusieurs reprises sur ce point-là. Dans le rapport de M^{lle} Lulling de décembre 1969 nous pouvons lire ceci, en effet : Le Fonds social doit conseiller la Commission et la seconder dans la gestion du Fonds, notamment lors de l'approbation des programmes proposés.

Il nous paraît important de souligner que la Commission pourrait fort bien tirer avantage des connaissances des membres de ce Comité. En l'occurrence, il s'agit de représentants des organisations des travailleurs, de représentants des organisations d'employeurs et d'experts gouvernementaux.

Les connaissances spécialisées que l'on peut trouver chez des membres de ces trois catégories justifient, à mon avis, que l'on accorde à ce Comité des compétences suffisantes pour lui permettre d'accélérer son travail.

Cette considération vaut aussi bien pour un second vœu, déjà formulé dans le rapport de 1969, à savoir que le Comité du Fonds puisse seconder la Commission dans la surveillance de l'application des décisions. Nous savons que la Commission, qui a son siège à Bruxelles et dont les effectifs sont relativement restreints, n'est absolument pas en mesure de vérifier, ne serait-ce que de loin, l'exécution des différentes mesures financées par le Fonds. Sur ce point, elle doit s'en remettre aux rapports que lui présentent les États membres. Dans bien des cas, cependant, elle pourrait recevoir des informations de première main, si elle collaborait étroitement avec ceux des membres du Comité du Fonds social, qui sont directement concernés par ce travail à l'intérieur des États membres.

En troisième lieu — et cela ressort aussi de la résolution adoptée en décembre 1969 — le Comité devrait être associé à l'établissement du budget du Fonds. Cette exigence n'a pas besoin d'être spécialement motivée.

Permettez-moi de mentionner un autre point encore, que nous trouvons dans la résolution de 1969 et dans celle d'aujourd'hui : il serait nécessaire que le Comité du Fonds participe également à l'examen des problèmes de la situation de l'emploi, sur la base des objectifs et des besoins qui découlent de la politique communautaire dans les différents domaines.

Il a été fait droit à cette demande du Parlement européen, puisqu'on a institué un organisme particulier, à savoir la conférence tripartite de l'emploi, qui a commencé à exercer son activité et qui donne de toute évidence de bons résultats.

Nous croyons en outre que le Fonds social doit aussi disposer des ressources et moyens qui lui permettront d'intervenir avec toute l'efficacité que le Conseil lui-même, et nous l'en remercions, a décidé de lui donner.

Nous voulons espérer que ce Fonds social pourra bientôt fonctionner. C'est d'ailleurs pour qu'il puisse entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1972 qu'a été promulgué ce règlement d'application.

De plus, nous espérons que la Commission fera valoir demain, pendant les délibérations du Conseil, les arguments que nous avançons aujourd'hui dans cette enceinte, de même que les résultats de notre débat, et surtout qu'elle s'appliquera à influencer le Conseil dans le sens indiqué par la présente résolution.

Nous aurons bientôt l'occasion de nous préoccuper, dans un autre contexte, il est vrai, de l'activité du Fonds social. Nous espérons disposer, à la fin de l'année prochaine, d'un premier rapport sur l'activité du Fonds, d'un rapport qui nous permette de dire effectivement que le Fonds, dans son activité, a fait face aux problèmes qui se posent dans le domaine en cause.

Dans le passé, le Fonds social européen — qui est, somme toute, le seul instrument qu'offre le traité dans le domaine de la politique sociale — n'a pu agir avec beaucoup d'efficacité, faute d'être doté des moyens nécessaires pour déployer une activité vraiment bénéfique.

Cette situation va désormais changer. Nous connaissons les sommes dont nous avons besoin et nous pensons que dès sa première année de fonctionnement, le nouveau Fonds déploiera une activité qui se soldera déjà par des résultats positifs à la fin 1972.

Nous avons le sentiment que ce n'est pas en vain que nous nous préoccupons à nouveau cette année, après un aussi court intervalle, de la réforme du Fonds social. Il est indispensable, en effet, que l'opinion publique sache que le Parlement européen s'intéresse au plus haut point au futur développement de la politique commune dans ce secteur.

La Commission connaît le point de vue du Parlement. Elle sait ce que nous attendons d'elle. Toutefois, nous avons tenu, aujourd'hui, à le redire avec insistance.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Laudrin, au nom du groupe de l'UDE.

M. Laudrin. — Monsieur le Président, c'est pour mes collègues de l'Union démocratique européenne une satisfaction de voir se clore enfin les travaux parlementaires concernant le Fonds social européen.

Vous me permettrez de joindre mes compliments à ceux qui ont été exprimés par les porte-parole des autres groupes à l'excellent rapporteur qu'est M^{lle} Lulling : elle y a apporté, outre sa compétence en matière sociale, une clarté de vues et une obstination qui nous ont permis, sous la présidence de M. Müller, d'améliorer un texte à qui, il faut peut-être le reconnaître, manquaient certaines précisions et certaines extensions désirables.

Nous nous réjouissons aussi, Monsieur le Président, que vous ayez obtenu, à cause d'une exigence de procédure, plus de détails de la part de la Commission dans la rédaction de l'article 4 concernant les types d'aides sur lesquels vous avez voulu que nous soyons consultés. Mais je pense que, malgré toutes ces précisions, M^{lle} Lulling a eu raison de maintenir dans sa proposition de résolution un paragraphe correspondant à des engagements qui avaient été demandés par notre commission et par le Parlement et qui, me semble-t-il, avaient été acceptés par les membres de la Commission, en particulier toutes les mesures concernant les handicapés, les personnes directement occupées dans une activité, salariée ou non, en agriculture, et les personnes qui exerçaient auparavant une activité non salariée.

M. Coppé pourra nous dire peut-être que, dans la rédaction de l'article 4 qui nous a été communiqué à la suite de votre demande, Monsieur le Président, le terme employé est tellement vague qu'il permet de comprendre tout le monde, puisqu'il s'agit de personnes et non pas de travailleurs précisés davantage ; je pense que les choses iraient mieux si on était plus précis, car vous savez comment notre commission a exigé sur ce point, Monsieur Coppé, des précisions que vous avez bien voulu nous accorder au terme de nos discussions.

Alors, j'aimerais que vous puissiez, sur ce point, confirmer ce que M^{lle} Lulling, au nom de notre commission, vous demande d'une façon si précise.

Cependant, des points restent encore à éclaircir sur lesquels je voudrais demander, au nom de mon groupe, quelques explications à M. le Représentant de la Commission.

Sur quelles bases allez-vous rembourser les opérations du Fonds social ?

Il y a le forfait, d'une part, et de l'autre le coût réel des opérations.

Vous savez quelle était la tendance de notre commission. Dites-nous si vous considérez le coût réel des opérations comme la base de vos interventions et dans quelles mesures vous éviterez certaines surenchères.

Comment sera constitué votre organisme gestionnaire et quelles seront ses compétences ?

On a souligné évidemment la nécessité de consulter les partenaires sociaux. Cela va de soi, mais je crois qu'il est indispensable — et M. Müller vient d'y faire allusion — que soit maintenu un certain contrôle parlementaire.

En effet, il s'agit de fonds qui sont effectivement mis à votre disposition et sur lesquels nous aurons, ou devons avoir un œil vigilant.

Enfin, il conviendra d'envisager à la fois des opérations pilotes d'une certaine envergure, dont j'aimerais que vous précisiez l'importance, et des actions spécifiques qui peuvent concerner des entreprises de dimension communautaire.

Mais pour tout cet ensemble — et c'est peut-être la question la plus importante que j'aimerais voir régler — quelles sont les dispositions financières que vous allez prendre ?

Si mes renseignements sont exacts, il semble que dans les années écoulées, le Fonds social, celui dont nous disposons depuis quelques années, dépensait ou pouvait dépenser dans l'année cinquante millions d'unités de compte.

Allons-nous doubler ces possibilités financières ?

Pouvons-nous accepter l'idée de les voir s'accroître, au cours des années qui viennent, suivant les besoins et au fur et à mesure qu'ils apparaîtront ?

C'est un des problèmes, Monsieur Coppé, que mon groupe et moi-même aimerions pouvoir élucider au cours de nos débats.

Si des points restent à éclaircir, il est néanmoins incontestable, Monsieur le Président, que le travail d'ensemble nous semble parfaitement au point et nous devons nous en réjouir.

Dans le domaine social, le traité de Rome n'était pas très explicite. Progressivement, par notre bonne volonté et par notre esprit communautaire, nous avons introduit des dispositions telles qu'il semble que les retards soient aujourd'hui comblés et que nous allons mettre à la disposition de la Communauté des moyens importants pour agir sur le plan social.

Il est temps de travailler. Au terme de nos délibérations, la clarté ne me paraît plus manquer désormais, surtout lorsque M. Coppé nous aura répondu sur tous les problèmes.

D'ores et déjà, je déclare à M^{lle} Lulling que notre groupe accepte sans réserve le texte qu'elle nous a présenté et que nous l'adopterons volontiers.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Girardin.

M. Girardin. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, je m'arrêterai brièvement au troisième motif d'inquiétude dont nous a fait part le rapporteur, je veux parler de la liste des aides auxquelles devra contribuer le Fonds.

Vous vous rappelez certainement qu'à la session de juin, j'ai eu l'honneur de présenter, avec d'autres collègues, un amendement à ce sujet. Amendement par lequel nous demandions que le Parlement européen soit consulté sur la liste des aides. Il fallait donc s'attendre à ce que nous nous occupions à nouveau du problème dont nous discutons en ce moment. En d'autres termes, nous revenons, si j'ose dire, sur les lieux du délit.

Je me rappelle que mon amendement fut repoussé par des arguments catégoriques aussi bien par le rapporteur que par le représentant de la Commission. On soutenait que ce n'était pas la tâche du Parlement européen de s'intéresser dans le détail à toute la question chaque fois que l'on apportait une modification mineure. On ajoutait même que le Parlement avait déjà été consulté sur tous les points qui le concernaient.

A cette occasion, comme je viens de le dire, nous avons été mis en minorité. A présent, j'ai lieu de me réjouir, puisque nous revenons précisément sur la question, que j'avais soulevée alors, à savoir l'obligation pour le Parlement de ne renoncer à aucune de ses prérogatives. Ses pouvoirs sont limités, et même, dans la pratique, ils sont nuls. Il est évident que, dans le cas d'espèce, le Parlement devait réclamer plus de pouvoirs, et non faire le contraire !

Aujourd'hui, je ne puis me déclarer satisfait de l'initiative actuelle, qui consiste à indiquer les types d'aides que nous aimerions voir inscrits dans le règlement relatif au Fonds social, car il s'agit là d'une intervention tardive, gratuite, superflue. En particulier, je regrette qu'au cours de la session de juin, nous n'ayons pas eu conscience de la nécessité de mieux protéger nos propres intérêts, nos propres prérogatives, et surtout que cet impératif n'ait été placé dans sa véritable lumière, spécialement par le rapporteur.

Quoi qu'il en soit, j'adopterai ici l'attitude que j'ai adoptée en commission, c'est-à-dire que je m'abstiendrai du vote. Je voudrais néanmoins que nous reprenions la proposition que nous avons faite en juin, et que nous demandions à titre de solution de rechange — ainsi que le rapporteur l'a exposé en commission — d'être consultés aussi bien sur la liste des aides auxquelles le Fonds devra contribuer. Est-ce possible ? Je ne sais. De toute façon, je me permets de vous reproposer cette alternative.

Espérons en tout cas qu'après ces diverses vicissitudes, le Fonds social renoué pourra entrer en fonction, comme on nous l'a promis, le 1^{er} janvier 1972. Il est certain, toutefois, que les premières indications politiques fournies par le Conseil au sujet de

l'esprit et de la volonté politique qui doivent inspirer la mise en application, ne répond pas à ce que notre Parlement a demandé maintes fois. En effet, ce que nous voulons, c'est que le Fonds social européen soit l'un des grands instruments d'une politique sociale qui unifie l'Europe, non seulement économiquement, mais aussi sur le plan social. L'égalisation dans le progrès, prescrite par les traités instituant la Communauté, ne pourra se faire tant que subsisteront des déséquilibres sociaux et territoriaux aussi graves entre les régions riches et les régions pauvres de l'Europe. De fait, tant que la migration des travailleurs restera obligatoire, en ce sens que quitter son pays pour trouver du travail ne sera pas un choix libre, mais une nécessité contraignant les hommes à l'un des sacrifices les plus pénibles, j'entends le déplacement forcé de nombreuses familles ; tant que nous aurons des zones économiquement en retard et sous-développées, servant de « réservoir » européen de main-d'œuvre ; tant que l'Europe n'aura pas résolu ces problèmes sociaux grâce à une volonté politique rigoureuse de solidarité économique, ordonnée à un plan précis d'investissements pour créer des postes de travail, il nous sera impossible de dire que nous avons agi dans un esprit communautaire, mais, malheureusement, suivant la logique, des égoïsmes nationaux, des intérêts et des privilèges. Et ce n'est pas ainsi, évidemment, que se fera l'Europe. Or, la récente décision du Conseil de réduire de 10 millions d'unités de compte les crédits du Fonds social européen prévus, justement, pour les interventions en faveur du chômage structurel, décision qui affecte singulièrement les régions les plus pauvres du territoire de la Communauté, dénote l'absence de compréhension de ces problèmes et confirme l'insuffisance des initiatives politiques européennes et nationales pour œuvrer dans le sens d'une Europe unie, unie non seulement économiquement, mais encore socialement et, partant, politiquement. Dans cette question, il nous faudra donc user de notre influence politique pour que soient réinscrits dans le budget du Fonds les dix millions d'unités de compte que le Conseil a supprimés. Pour ces raisons, et pour rester logique avec moi-même, cohérent avec l'attitude que j'avais adoptée à l'occasion de la session de juin et de la réunion de la commission, je m'abstiendrai donc lors du vote.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, permettez-moi de dire quelques mots. Je me rallie tout d'abord sans réserve aux observations de M. Müller et du rapporteur, M^{lle} Lulling. Ensuite, j'aimerais demander au Conseil d'adopter dans les délais les plus courts le règlement d'application, faute duquel le nouveau Fonds social ne peut entrer en vigueur.

Permettez-moi encore d'ajouter une observation qui rejoint plus ou moins les déclarations de M. Girardin. Je me rappelle très bien qu'au cours des séances

Vredeling

plénières du Parlement, en juin dernier, M. Girardin a déposé un amendement. Il l'a fait à bon escient. Il y soulignait que ce serait abusif de faire arrêter ou modifier la liste spéciale des mesures susceptibles de bénéficier d'une aide simplement sur proposition de la Commission, sans qu'il y ait consultation du Parlement. J'ai longtemps hésité, je l'avoue, avant de prendre position. Dans la suite, j'ai regretté de ne pas avoir voté pour l'amendement de M. Girardin. Il s'est avéré, en effet, qu'il n'entre pas dans l'intention du Conseil d'appliquer la procédure souple que nous jugeons souhaitable. Nous étions d'accord sur ceci : la Commission présenterait des propositions et le Conseil déciderait à leur sujet. Or, le Conseil n'envisage pas d'appliquer cette procédure souple. Aussi dois-je dire aujourd'hui que M. Girardin a raison. Puisque le Conseil complique tellement cette affaire, nous devons avoir notre mot à dire.

Le Parlement s'est toujours inspiré de cet adage : si le Conseil juge une question d'une importance politique et veut la traiter lui-même, pourquoi le Parlement ne la considérerait pas comme telle ? La graduation des thermomètres, par exemple, qui est une des questions à traiter par le Parlement, présente, à mon avis, un intérêt bien moindre que la liste des mesures qui seront déclarées du ressort du Fonds social. La Commission est saisie de la question. Elle a modifié sa proposition. Nous avons pu intervenir, en particulier à la commission des affaires sociales et de la santé publique. Et, magnanime, le Conseil nous a transmis la proposition modifiée de la Commission. Si nous comparons maintenant celle-ci avec notre avis, nous voyons que les choses ne se présentent pas si mal pour nous et que le contenu de la nouvelle proposition correspond plus ou moins à ce que nous avions voulu, à ceci près qu'il s'agit d'un règlement d'application, ce que nous ne voulions pas. Mais enfin...

Or, je me rends compte maintenant — et c'est ce que dit d'ailleurs M^{lle} Lulling dans son rapport — que le Conseil veut tout autre chose. Il entend supprimer toutes sortes d'avantages — nous le constatons au paragraphe 5 de l'exposé des motifs joint au rapport. Le Conseil refuse même toute intervention du Fonds pour certains cas. Je pense notamment aux travailleurs non salariés. Le Conseil entend modifier l'article 4 en sorte que le Fonds n'apporte plus son concours suivant des tableaux fixés au préalable, mais en fonction des coûts réels. Il s'agit là d'une notable différence. Au contraire de ce que propose la Commission, le Conseil ne veut aucune adaptation des compétences du Fonds à la nouvelle structure de celui-ci. Il veut décider lui-même là-dessus. La proposition de la Commission, sur ce point, était tout autre.

A ce sujet, je vais poser une question de fond à M. Coppé. M. Coppé est-il d'avis que le Conseil prendra à l'unanimité cette décision qui s'écarte de la proposition de la Commission ? Ou bien pense-t-il que la

Commission modifiera, demain, ses propositions sur ce point, de sorte que le Conseil puisse décider sur la base d'une nouvelle proposition modifiée de la Commission ? En toute honnêteté, je vous dirai qu'en ce qui concerne ce rapport, ma voix dépendra de la réponse que donnera M. Coppé à cette question.

Je répète ma question, Monsieur Coppé : avez-vous l'intention de modifier une fois encore votre proposition ou bien laisserez-vous le Conseil se débattre dans ses difficultés et aller jusqu'à prendre à l'unanimité une décision dérogeant à votre proposition ? Ceci, le Conseil peut toujours le faire. Reste que modifier la proposition de la Commission est un acte politique, dont elle a à répondre. C'est vous dire que le Parlement européen ne vous approuverait pas de le faire.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — (F) Monsieur le Président, je commencerai par remercier M^{lle} Lulling pour son rapport et pour le soutien qu'elle nous apporte.

Certes, nous avons été déçus, nous aussi, de ne pas avoir pu terminer, au Conseil du mois de juin, le travail qui avait été commencé et qui était en bonne voie. Mais nous n'avons malheureusement pas pu le terminer, étant donné les conditions dans lesquelles nous l'avions commencé, notamment parce que sur plusieurs points il fallait encore rapprocher des positions.

Monsieur le Président, les orateurs qui sont intervenus ont posé un certain nombre de questions et exprimé des inquiétudes sur lesquelles ils voudraient avoir des apaisements.

Le premier point consiste précisément dans l'ouverture du Fonds à des professions indépendantes.

Je voudrais rappeler que nous avons proposé à l'article 2 que les dispositions du Fonds soient applicables à des personnes appelées à exercer une activité non salariée, après avoir bénéficié des opérations du Fonds, si elles sont handicapées, si elles exerçaient auparavant une activité non salariée, ou si elles étaient directement occupées dans l'agriculture. Nous avons fait une application relativement large des dispositions de la décision du mois de février, puisque nous avons prévu que pouvaient en bénéficier toutes les personnes directement occupées dans l'agriculture, qu'elles soient indépendantes ou salariées.

Je crois, Monsieur le Président, qu'il sera difficile d'obtenir l'accord du Conseil sur l'ensemble de ces points ; je ne le cache pas, mais il m'est difficile aussi, en pleine discussion du Conseil, de dévoiler l'état de la question. Je suis persuadé que le Parlement le comprend. Ce que je veux dire, c'est que même si le Conseil n'admet pas la totalité de ces propositions, je

Coppé

suis, pour ma part, au nom de la Commission, décidé à réserver notre position et à demander qu'on réexamine ces propositions le plus rapidement possible, au vu des premières expériences qui auront été faites.

Je ne désespère donc pas, comme le Parlement le demande et comme nous l'avons envisagé dès le début, que l'on mette toutes les personnes engagées directement dans l'agriculture, sur le même pied. C'était notre thèse. Au cas où le Conseil ne se prononcerait pas maintenant, j'espère — et ceci est déjà une réponse à M. Vredeling — que nous pourrions aboutir ultérieurement.

Indépendamment de cette discussion sur l'article 5, c'est-à-dire sur les opérations B, je voudrais attirer l'attention du Parlement et particulièrement l'attention de M. Vredeling sur le fait qu'au titre des opérations A, c'est-à-dire des opérations qui sont directement liées à des politiques communes, — dont la première est précisément la politique agricole notamment la politique de transformation des structures agricoles — nous pouvons couvrir tous les domaines. Dans ce domaine également, nous pouvons rendre le Fonds social rénové applicable à tous ceux qui sont directement engagés dans l'agriculture, qu'ils soient indépendants ou non.

Par conséquent, sur ce terrain, — avec d'ailleurs le soutien du Parlement — ce sont les opérations du type A, directement liées à la politique commune, qui devront devenir, un jour, les opérations principales du Fonds social rénové. Je crois que dans ce domaine toutes les possibilités nous sont offertes et je ne désespère pas qu'en accord avec la commission de l'agriculture, nous parvenions assez rapidement à dégager une opération au titre de l'article 4.

M^{lle} Lulling a soulevé le problème des attributions du Comité du Fonds. Comme le prévoit l'article 153, le statut du Comité du Fonds est décidé par le Conseil de ministres. Toutefois, nous avons donné un avis — dont le Parlement a eu connaissance — et proposé un élargissement des attributions du Comité du Fonds. Nous avons prévu cet élargissement non seulement au titre du Comité dans son ensemble, mais aussi au titre d'un Comité restreint. En effet, nous voulons que ce dernier, qui serait, à notre avis, étroitement associé à toutes les questions relatives aux acceptations et aux agréments à des propositions des États membres — puisque toutes les propositions doivent venir des États membres — nous avons voulu, dis-je, que ce Comité restreint soit consulté sur l'ensemble. Nous avons même prévu, pour le cas où la décision ne serait pas suivie, l'obligation d'une explication devant ce Comité du Fonds. Je ne suis pas sûr que la décision sera prise demain, mais je ne voudrais pas, personnellement, retarder la mise en œuvre du règlement d'application sur ce point. Dans la mesure où il serait possible d'aboutir avant la fin de l'année, j'en serais très heureux. Même si la décision n'est pas prise conformément à notre propo-

sition d'avis, j'insisterai pour qu'elle intervienne le plus rapidement possible, et en tout cas avant la fin de 1971, afin que le Fonds social rénové devienne opérationnel le 1^{er} janvier 1972.

M^{lle} Lulling a abordé, au troisième point de son rapport, le problème des aides. Nous avons voulu une procédure souple. Lors de la discussion au Conseil de ministres, il nous a été demandé, pour des raisons juridiques, de prévoir les orientations normatives des aides. Je ne peux pas m'engager sur ce qui sera fait demain, et je ne puis pas dire que le Conseil de ministres refuse la procédure souple ; je ne le crois pas ; mais il a voulu que soient incorporées dans les règlements d'application les grandes lignes normatives des aides qui seront prévues.

Je tiendrai compte, Mademoiselle Lulling, notamment du maintien du revenu. Nous l'avons d'ailleurs prévu dans notre texte puisqu'on peut y lire : « faciliter la réalisation de stages de formation et la participation à ces stages des personnes qui ont besoin d'acquérir, d'élargir, d'adapter et d'améliorer leurs connaissances et capacités professionnelles — c'est la mobilité professionnelle que nous avons voulu traiter — faciliter le déplacement — il s'agit là de mobilité géographique — des personnes contraintes de changer de lieu de résidence pour exercer une activité professionnelle, ainsi que leurs familles, et leur intégration dans le nouveau milieu social et professionnel ». Je défendrai également le maintien, pendant une période déterminée, du revenu des personnes qui ont perdu leur emploi ou dont l'activité est réduite ou suspendue ou qui sont dans l'attente d'une formation ou d'un emploi.

C'est le point sur lequel M^{lle} Lulling a souhaité connaître la position de la Commission. Je répète que je défendrai demain cette position, avec le maximum d'énergie que me donne, aujourd'hui encore, l'insistance du Parlement sur ce point.

L'expérience de la CECA a montré que ce maintien du revenu avant et après le stage de formation professionnelle était en effet capital pour que réussissent la transformation des professions et la réadaptation professionnelle. Nous espérons que, sur ce point, nous pourrions convaincre le Conseil de ministres.

M. Müller nous a demandé si nous avons la possibilité de rendre le Fonds opérationnel l'année prochaine. Je crois que ce sera possible parce que, dès à présent, à la première lecture du budget au Conseil de ministres, une somme — insuffisante, certes — de 55 millions d'u.c. y a été inscrite pour l'ancien Fonds. Nous devons en même temps disposer de sommes assez considérables, parce que le nouveau Fonds travaille « a priori ». Voilà la grande différence entre l'ancien Fonds et le nouveau. Par conséquent, l'année prochaine, par la force des choses, nous devons pouvoir apurer le passé et commencer à travailler sur les bases du nouveau Fonds, c'est-à-dire avec les demandes qui seront adressées au préalable

Coppé

et que nous devons donc co-financer avec les États membres au fur et à mesure du déroulement des opérations.

Nous avons demandé 105 millions d'u.c. : 55 pour l'ancien Fonds et 50 pour le nouveau. Vous constaterez dans le projet de budget qui vous sera communiqué, que nous avons obtenu, à la première lecture du budget, 55 millions d'u.c. pour l'ancien Fonds et que nous avons dû consentir une réduction du montant du nouveau Fonds ; finalement sur les 105 millions que nous avons demandés pour les deux Fonds réunis, on ne nous accorderait, d'après les travaux, en première lecture, que 97 millions d'u.c. Je compte sur le Parlement pour insister afin que nous obtenions l'intégralité des fonds que nous avons demandés. Mais je dois dire que déjà, à la première lecture du budget, les délégations qui n'étaient pas d'accord pour octroyer l'intégralité des sommes demandées nous ont assurés que si, au mois de mai de l'année prochaine, on devait constater que le nouveau Fonds, dont nous ne connaissons pas encore l'application ni le fonctionnement, ne disposait pas de ressources suffisantes, le Conseil de ministres examinerait favorablement un projet de budget supplémentaire qui serait introduit à cette époque.

Donc, sur ce point, nous devons continuer à insister pour obtenir l'intégralité des sommes que nous avons demandées, car nous croyons que nous en aurons besoin. Mais en tout état de cause, nous pouvons prévoir qu'un projet de budget supplémentaire serait accueilli favorablement par le Conseil de ministres.

Les 100 millions que nous avons demandés pour l'année prochaine doivent tendre à devenir 200 à 300 millions au bout de deux ou trois ans.

Telle est la perspective qui s'offre à nous dans ce domaine ; il s'agit de tripler le montant du Fonds social initial, avec cette différence que la partie du Fonds social ancien disparaîtra évidemment au bout d'un an.

M. Laudrin m'a posé une question sur le coût réel. J'ai déjà répondu à l'autre question relative aux indépendants. Nous avons proposé des barèmes pour le tout. Je crois pouvoir vous dire que sur ce point, le Conseil ne nous suivra pas, au départ. Je reconnais qu'il est difficile de parler de ce que le Conseil veut faire, puisque nous sommes encore en cours de discussion. Mais en tout état de cause je veillerai à ce que nous puissions fixer des maximums au moins pour un certain nombre d'aides, de façon à serrer la réalité d'aussi près que possible. Mais, sur ce point également, j'ai, dès à présent, insisté auprès du Conseil pour que dans un délai d'un an « au vu des résultats de l'activité du Fonds et des constatations qui seraient faites par la Commission au terme du premier exercice, nous réexaminions la possibilité de réduire les disparités entre les aides attribuées par rapport aux disparités dans les coûts pratiqués », c'est-à-dire que nous cherchions à faire prévaloir — même

si ce n'est pas la première fois, contrairement à ce que nous espérons — l'idée de barèmes, comme nous l'avions proposé, parce que c'est la façon pratique dont peut fonctionner un tel Fonds social.

Pour les opérations pilotes, vous constaterez dans le projet de budget qui vous sera bientôt soumis ou qui l'est déjà, qu'au titre des études, des recherches et des expériences pilotes, nous avons prévu une somme de 250 000 unités de compte.

Ce n'est pas énorme par rapport aux 100 millions d'unités de compte prévus pour le Fonds social. Nous sommes modestes au départ, nous voudrions faire des expériences de laboratoire pour aider le Conseil de ministres, le Comité du Fonds et nous-mêmes, afin de voir quels sont les projets et les opérations de programmation les mieux adaptés aux besoins de la Communauté. Je demande au Parlement de nous faire confiance quant à cette somme limitée ; d'ailleurs, si elle était considérable, nous ne pourrions pas multiplier les opérations pilotes. Mais l'idée à laquelle M. Laudrin attache, comme nous, de l'importance, c'est que la Commission doit pouvoir disposer, pour ces opérations pilotes, d'un fonds inscrit à son budget qui lui permette d'engager des expériences qui doivent nous orienter dans nos décisions et dans les propositions que nous faisons au Conseil et au Comité du Fonds.

M. Girardin a reposé la question juridique de la consultation sur la liste normative des aides. Je ne rouvrirai pas le débat, le Conseil nous a soumis une nouvelle fois la question au titre de l'article 149, mais il a abordé en particulier la question de la situation des régions en retard de développement. Vous savez que dans un effort de compréhension auquel je tiens à rendre hommage dès à présent, il a été prévu dans la décision du mois de février — et nous en avons déjà discuté ici — que 50 % de ce Fonds, qui est le double du Fonds ancien puisqu'il y a déjà 100 millions et que nous voulons tendre vers 250 à 350 millions, seront attribués à des opérations du type B. Nous sommes tous d'accord pour dire que l'essentiel du Fonds social doit être constitué, à l'avenir, par des mesures d'accompagnement de politiques communes, notamment la politique agricole et, pour donner un autre exemple, la politique des préférences généralisées. Il est normal que ces opérations constituent l'essentiel, sinon nous ne réussirons pas à mener à bien les politiques communes dans l'union économique et monétaire.

Malgré cela, nous sommes d'accord pour que 50 % au moins soient, au départ, des opérations du type B, c'est-à-dire des opérations qui n'ont qu'une liaison indirecte avec les politiques communes. De surcroît, le Conseil est d'accord pour dire que 60 % des crédits disponibles au titre des opérations B seront réservés en priorité aux opérations tendant à éliminer le chômage et le sous-emploi de longue durée à caractère structurel, et cela dans les régions en retard

Coppé

de développement. Je crois que ces dernières dispositions prises par le Conseil doivent rassurer les régions en retard de développement ou qui ont vraiment besoin d'une aide en raison de leur chômage structurel. Je ne crois pas qu'il était possible d'obtenir davantage et je demande à M. Girardin d'être compréhensif en ce qui concerne les besoins pressants qui se dégagent dans la Communauté. Il est impossible d'obtenir plus de 60 %, et nous ferions plus de mal que de bien si nous devions revenir sur le taux.

(L'orateur poursuit en langue néerlandaise)

Pour terminer, je répondrai à la question de M. Vredeling.

Je suis entièrement d'accord avec lui pour dire que la décision d'application doit être prise aussi rapidement que possible. Mais il faut aussi que cette décision puisse être appliquée. Nous pouvons donc demander au Conseil d'approuver le nouveau statut qui est nécessaire à cette fin.

Je n'affirmerais cependant pas qu'une fois le règlement d'application adopté, le nouveau statut sera réellement nécessaire du point de vue juridique.

Je n'oserais pas dire pour l'instant, je le répète, que le Conseil refuse de suivre la procédure souple que vous savez. La fixation, dans le règlement d'application, des normes d'octroi des aides est un problème juridique. En tout cas, je suis convaincu que le Conseil appliquera une procédure souple dès qu'il s'agira de la mise en vigueur des normes relatives aux différentes contributions.

M. Vredeling a demandé si la commission européenne estime que dans l'agriculture, les indépendants aussi bien que les salariés peuvent garder leur statut actuel. Je maintiens qu'à cet égard, le point de vue que nous avons défendu et que nous continuons à défendre est le bon.

Pouvons-nous, je le répète, faire des propositions sur la base des dispositions de l'article 4 concernant les opérations A ? J'espère que M. Vredeling ne s'abstiendra pas de prendre l'initiative voulue dans ce domaine. En second lieu, j'espère qu'à la lumière des expériences que nous pourrions recueillir, nous réussirons à mettre en œuvre nos propositions aussi rapidement que possible dans le courant de l'année à à venir, en tenant compte de la proposition que le Parlement et nous-mêmes avons présentée conjointement.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je crois que M. Coppé ne m'a pas très bien compris. Mon propos n'était pas tellement de parler des deux sortes d'aides que l'on peut accorder aux indépendants

dans l'agriculture, mais plutôt du rapport de M^{lle} Lulling, et plus précisément du paragraphe 5. Dans ce paragraphe, M^{lle} Lulling ne dit pas que la Commission a rejeté sa proposition. Nous avons le texte sous les yeux. M. Coppé en a donné lecture, et nous avons pu juger sa tendance. M. Coppé trouve qu'il est suffisamment souple. Admettons-le donc et espérons avec lui. Cependant, à lire le paragraphe 5 de l'exposé des motifs, page 7, on peut comprendre que le Conseil a l'intention de faire plusieurs inepties. C'est pourquoi j'avais demandé à M. Coppé de répondre à ce qui suit. Le Conseil peut prendre n'importe quelle décision, pourvu qu'il la prenne à l'unanimité. Pouvez-vous, Monsieur Coppé, nous assurer que vous ne modifierez pas votre proposition dans le sens incriminé, à juste titre, par M^{lle} Lulling ? Voilà la question que j'ai posée.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président, je réponds que nous nous en tenons toujours aux principes de base de ces propositions, mais que le Conseil, statuant à l'unanimité, peut s'écarter des propositions que nous lui soumettons.

M. le Président. — La parole est à M. Laudrin.

M. Laudrin. — Monsieur le Président, j'avais demandé à M. Coppé de bien vouloir nous dire si, dans la rédaction qui a été proposée à la suite de votre demande personnelle, quand il s'agit de faciliter la réalisation des stages de formation et la participation à ces stages des personnes qui ont besoin d'acquiescer, d'élargir, d'adapter, si ce terme « des personnes » ne comprend pas nécessairement les handicapés, les travailleurs sortant de l'agriculture, les artisans et autres ?

En effet, il ne saurait être question d'éliminer ces travailleurs du bénéfice de ce texte.

M^{lle} Lulling a apporté la précision et il est toujours préférable de poser les principes par écrit, mais je demande si, dans la largeur même de sa rédaction, l'article 4 vise bien aussi, pour employer un style logicien, les artisans, les agriculteurs, les handicapés.

Ce texte de l'article 4 ne comporte aucune précision à cet égard.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, la discussion porte sur les non-salariés. En effet, le texte lui-même de la décision du mois de février prévoyait que : « Les concours du Fonds peuvent être accordés en faveur des personnes qui appartiennent à la population active et qui sont appelées à l'aide du Fonds ». Nous avons voulu élargir le paragraphe 2 de l'article 3, mais nous n'y sommes pas

Coppé

totallement parvenus, sauf pour les handicapés. Dans les autres cas, le concours du Fonds peut être accordé également à des personnes appelées à exercer une activité non salariée. Le Conseil nous suivra à coup sûr pour les non-salariés agricoles. Voilà exactement l'état de la question. Mais la décision du mois de février prévoyait que le Fonds ne servirait qu'à développer des activités relevant des professions salariées. C'est là que résidait la difficulté dans la décision de base. Nous n'avons pu ouvrir le Fonds que pour les salariés.

M. le Président. — La parole est à M^{lle} Lulling.

M^{lle} Lulling, rapporteur. — Monsieur le Président, je voudrais d'abord remercier tous ceux qui sont intervenus dans le débat.

En ce qui concerne M. Vredeling, il a maintenant satisfaction et j'espère qu'il votera la proposition de résolution.

Je voudrais faire un dernier effort pour convaincre M. Girardin de voter cette proposition de résolution parce que je crois qu'il peut, lui aussi, obtenir satisfaction. Ce qui sera inséré dans le règlement de base, ce sont des dispositions normatives concernant les aides, dispositions très larges, que j'ai citées dans mon discours d'introduction.

Ce que certainement M. Girardin ne veut pas non plus, c'est que dans le règlement de base figure la liste des types d'aides. Il faut faire la distinction entre les dispositions normatives qui figureront dans le règlement de base et sur lesquelles nous donnons maintenant notre avis et la liste des types d'aides qui, elle, doit pouvoir être modifiée avec souplesse. Qu'est-ce que la liste des types d'aides ? Je vous donnerai un exemple : la disposition normative consiste en une aide destinée à faciliter la réalisation de stages de formation. La liste des types d'aides a trait aux dépenses de logement, de nourriture, de transport et peut-être à des primes d'encouragement. On peut inventer d'autres formes d'aides, et il faut pouvoir adapter cette liste. Je crois donc, Monsieur Girardin, que vous ne voudriez certainement pas que ce Parlement soit consulté chaque fois que l'on ajoutera une aide destinée à faciliter la réalisation de stages de formation.

Vous avez donc satisfaction et je crois que personne dans ce Parlement ne voudrait que cette longue liste de types d'aides figure dans le règlement de base. Ce serait tout à fait contraire à la souplesse et à l'efficacité que nous souhaitions pour le Fonds.

J'espère donc qu'après ces explications, M. Girardin, voudra bien lui aussi, se rallier à notre proposition de résolution.

M. Vredeling. — Et le Conseil ?

M^{lle} Lulling, rapporteur. — Il n'y a pas de problème entre le Conseil et nous. Nous sommes d'accord avec lui sur la nécessité d'ancrer dans le règlement de base des dispositions normatives sur les aides.

Le Conseil est aussi d'accord avec nous pour reconnaître que la liste des types d'aides doit être établie selon une procédure plus simple.

M. Vredeling. — Par le Conseil ?

M^{lle} Lulling, rapporteur. — Par le Conseil, bien sûr ! à la majorité qualifiée selon une procédure plus simple.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes — Si le Conseil décidait toujours à la majorité qualifiée, comme il s'est engagé à le faire ici, il n'y aurait pas autant de retard dans d'autres domaines.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution. L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (*).

16. *Communication de la Commission concernant la deuxième convention relative à l'aide alimentaire*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la communication de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant les modalités de mise en œuvre de la deuxième convention relative à l'aide alimentaire (doc. 141/71).

La parole est à M. Vredeling qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Vredeling, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, ce n'est pas la première fois que le Parlement aborde la question de l'aide alimentaire. Mais aujourd'hui le débat peut, à mon avis, être très bref. Je me réjouis particulièrement de pouvoir, au nom de la commission des relations économiques extérieures, commencer mon intervention par une parole élogieuse à l'adresse de la Commission.

Nous retrouvons en effet dans la communication de la Commission au Conseil concernant les modalités de mise en œuvre de la deuxième convention relative à l'aide alimentaire, un nombre considérable de points sur lesquels, dans ses avis adressés à la Com-

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 8.

Vredeling

mission, le Parlement a mis l'accent de façon répétée.

L'argument chaque fois avancé par la Commission était que le Conseil n'entendait pas se prononcer sur la question. Cependant, aujourd'hui, dans sa communication, la Commission choisit la voie que le Parlement a montrée à diverses reprises.

Par ailleurs, il nous étonne quelque peu que la Commission, dans son document, ne signale nulle part qu'à présent ses propositions sont tout à fait conformes aux vœux du Parlement. Pourtant, elle aurait été bien avisée en y faisant allusion, ne fût-ce qu'en passant. Le Parlement l'a si souvent demandé qu'une référence à ses avis n'aurait pas été déplacée.

La Commission propose de faire en sorte que l'aide alimentaire que nous accordons aux pays qui en ont besoin, devienne plus que par le passé une aide communautaire, et cela dans sa conception comme dans ses modalités d'octroi. Il ne faut pas continuer à accorder sur le plan essentiellement national des aides qui, en raison des restitutions à l'exportation, sont financées par la CEE.

Le Commission propose la progression suivante : la part de l'aide communautaire dans l'ensemble de l'aide accordée aux pays bénéficiaires sous forme de céréales serait de 50 % pour l'année en cours, de 60 % pour l'année suivante, et de 70 % pour l'année 1973-1974.

Notons que les 70 % ne constituent pas nécessairement un point final. Si la deuxième convention internationale relative à l'aide alimentaire, annexée à l'Accord international sur le blé, expire en 1974, quant à elle, ne s'arrête pas dans son développement. Nous espérons tous que la convention sur l'aide alimentaire sera à nouveau prorogée. Dans ce cas, la nouvelle convention coïncidera avec le financement total du budget de la Communauté par des ressources propres. C'est en effet en 1974-1975 que les ressources propres seront pour la première fois utilisées dans leur totalité. A mon avis, ceci constitue déjà en soi une raison pour que l'aide alimentaire que nous accordons dans le cadre de la convention soit communautaire à 100 %.

La Commission propose de tendre à cet objectif au cours des trois prochaines années. Nous lui en sommes reconnaissants. Cela correspond d'ailleurs totalement à ce que nous avons toujours souhaité.

La communication de la Commission montre à quel point l'aide nationale, c'est-à-dire l'aide communautaire octroyée sur une base nationale, demeure en fait déficiente. Pendant l'année en cours (1970-1971), les États membres n'ont satisfait qu'à concurrence de 25 % aux engagements nationaux souscrits dans le cadre des accords communautaires ; l'aide communautaire qui, actuellement, ne représente qu'un tiers de l'action globale, est plus prompte parce que la procédure à suivre est plus simple.

On constate néanmoins qu'en matière d'aide alimentaire, les décisions véritables sont extrêmement lentes à venir.

Je songe à certaines actions urgentes qui traînent pendant cinq mois ! L'organisation excessivement bureaucratique de l'aide alimentaire commune en est la cause. Il est apparu que le comité compétent suit un calendrier préétabli. En cas de demande d'aide urgente, les fonctionnaires de ce comité ne se réunissent pas immédiatement à Bruxelles. Les dates pour les discussions sur l'octroi des aides sont fixées à l'avance. Parfois l'examen de la demande d'aide urgente a lieu deux mois après son introduction. C'est ce qui, en fait, détermine le rythme de l'octroi des aides.

La chose est parfaitement absurde et, du point de vue humanitaire, absolument choquante. Ainsi, le Biafra n'a-t-il jamais reçu l'aide qu'il aurait dû recevoir de la Communauté. Le conflit était terminé avant qu'elle ne fût accordée. La méthode est tout à fait inadmissible. Mais à quelque chose malheur est bon, si l'on peut dire, car dans l'intervalle la Somalie connut des difficultés et l'aide alimentaire destinée au Biafra put être accordée, à un rythme heureusement plus rapide, à ce pays qui, victime de la sécheresse, devait faire face à une pénurie d'aliments.

Il ressort de tout cela que l'aide alimentaire est extrêmement mal conçue et que le système a mal fonctionné. Nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises dans le passé et la Commission le reconnaît également dans sa communication au Conseil.

J'ai félicité la Commission pour sa communication. Elle contient exactement ce que nous avons toujours demandé. Je le répète brièvement : l'aide alimentaire doit être accordée par la Communauté et non pas par les États membres. Lorsque les Pays-Bas doivent fournir des céréales dans le cadre de l'aide alimentaire, le gouvernement les achète aux Pays-Bas ; c'est insensé, car c'est souvent en France que se trouvent les réserves. Puis, il y a les frais de transport, d'abord vers les Pays-Bas, ensuite vers les pays qui ont demandé l'aide. Mais il ne faut pas que je cède à la tentation de trop dire. Si je racontais comment les choses se passent, vos cheveux se dresseraient. On jette l'argent par les fenêtres ! Or, l'aide des États est accordée au moyen de fonds communautaires puisque les restitutions sont financées par la Communauté. Je ne veux pas en estimer le montant, mais il n'est pas négligeable.

Il y a autre chose encore : la façon dont l'aide alimentaire est employée dans les pays qui la reçoivent. Vous savez que l'on cherche à accorder l'aide dans le cadre de projets réels tendant à l'amélioration de la situation dans les pays en voie de développement intéressés. La Communauté doit exercer un contrôle sur cette aide car c'est elle qui la finance. La Commission est dans l'embarras parce qu'en somme elle

Vredeling

ne peut rien proposer d'autre que de confier ce contrôle chaque année à l'ambassade d'un État membre à désigner. Il incombera sans doute chaque fois à l'ambassade de l'État membre qui assume la présidence du Conseil.

Or, la présidence change de titulaire tous les six mois. Par conséquent, je ne vois pas très bien comment un ambassadeur dans un pays en voie de développement qui, tout compte fait, n'a pas tellement à voir avec la Communauté, mais qui est accrédité dans ce pays par son gouvernement, pourrait agir dans ce pays au nom de la Communauté. Sa position me semble difficile. Nous n'avons toutefois pas de meilleure solution à offrir au problème ? Mais il est pour nous l'occasion de souligner à nouveau la nécessité pour la Communauté d'avoir ses propres représentations diplomatiques dans les pays tiers.

Si cette nécessité se fait de plus en plus sentir dans d'autres domaines aussi, elle est particulièrement évidente dans celui qui nous occupe.

Une question encore à la Commission européenne. Nous avons mis l'accent sur le fait que la Communauté européenne accorde l'aide alimentaire sur base communautaire en vertu de la convention relative à l'aide alimentaire. Nous avons cependant remarqué qu'un produit plus important encore que les céréales, le lait en poudre — son intérêt réside surtout dans les protéines qu'il contient — ne fait l'objet d'aucune convention internationale. Or, la Communauté européenne fournit une part non négligeable de l'aide alimentaire sous forme de lait en poudre.

Nous avons été frappés de constater que ces fournitures sont en grande mesure fonction des excédents de lait en poudre existant dans la CEE. A nos yeux, et nous l'avons signalé à plusieurs reprises, la politique est condamnable qui consiste à ne venir en aide que lorsqu'il y a des excédents de certains produits.

A cet égard, une question se pose : la Communauté européenne a pris il y a deux ans l'engagement de livrer 120 mille tonnes de lait en poudre au Programme alimentaire mondial et 3 000 tonnes à la Croix-Rouge. Le délai d'expiration du règlement y afférent, qui avait été fixé au 10 octobre dernier, a été reporté au 30 juin 1972, et il a été dit qu'il se pourrait que ce délai soit une nouvelle fois prorogé. Faut-il rechercher l'origine de cette prorogation dans le fait que le marché du lait en poudre s'est quelque peu dégarni ?

La Communauté européenne n'a visiblement pas pu livrer la quantité convenue avant le 10 octobre. La fourniture a été remise à plus tard. Je ne sais si c'est dans la perspective de nouveaux excédents. Mais ce qu'il faut constater c'est que dans le domaine du lait en poudre, où il n'existe aucune convention internationale et donc aucune obligation de livraison,

la Communauté européenne accorde son aide en fonction de la situation du marché. Cette politique, nous l'avons toujours qualifiée, je le répète, d'absolument injuste. Si du lait en poudre doit être livré pour soulager les effets de la sous-alimentation ou de la famine, la Communauté européenne doit se le procurer même si les réserves sont épuisées. L'essentiel, c'est de soulager la misère, et non pas de savoir s'il y aura ou s'il n'y aura pas d'excédents.

Les autres points que j'avais encore voulu aborder sont d'une importance moindre. Je n'en parlerai donc pas. Nous approuvons sans réserve la ligne d'action indiquée dans la communication de la Commission européenne au Conseil. Nous estimons opportun, sur le plan politique, d'apporter à la Commission européenne, dans sa concertation avec le Conseil, le soutien qu'en l'espèce elle mérite. Plus tard nous serons sans doute appelés à nous pencher sur les règlements d'application. Nous aurons alors l'occasion de revenir plus en détail sur la question.

M. le Président. — La parole est à M. Boano, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Boano. — (1) Comme le veulent mon devoir et ma conviction, je me déclare d'accord sur le rapport en question, et désire en outre témoigner de l'engagement, du dévouement passionné, apporté depuis des années par M. Vredeling, rapporteur, à cette question, et souligner, par ailleurs, l'attention avec laquelle le Parlement l'a étudiée, puisque c'est aujourd'hui la huitième fois que nous en discutons.

Le document de la Commission, dont le rapport de M. Vredeling est un reflet, quoiqu'il en accentue certains côtés, est d'une grande clarté et d'une force de persuasion exemplaire, ceci tenant, je crois, à sa logique interne et à la force avec laquelle ce problème s'impose à notre conscience et à notre sensibilité d'hommes politiques. La triple finalité de ce document est des plus précises : 1) rechercher la plus grande efficacité possible dans les interventions ; 2) accorder des aides qui, en les traduisant parfaitement, répondent aux besoins prioritaires des pays bénéficiaires ; 3) faire en sorte que les coûts de l'aide économique à consentir aux pays en difficulté soit équitablement répartie entre les pays donateurs.

Ces objectifs sont recherchés avec une logique implacable, contraignante, qui est désignée dans le document par le terme de « cohérence ». Démarche cohérente qui se présente sous deux formes : d'une manière passive, quand l'auteur propose de juger d'abord et surtout les problèmes d'une manière globale et concertée ; d'une manière active, quand il propose de donner aux interventions un caractère rationnel et plus communautaire. Une aide communautaire qui se traduit par une progressivité des pourcentages (50, 60, 70 %) de l'intervention multilatérale et qui comporte une série d'instruments et de procédures.

Boano

A cela, il y a une raison fondamentale, c'est que les produits en question entrent tous dans une catégorie assujettie aux réglementations du marché communautaire ; cette action, qui porte sur l'envoi de céréales, bénéficie de la restitution aux exportations, ce qui, jusqu'à ces derniers temps, était le seul élément qui permettait à la Communauté de constater l'octroi d'aides selon des bases bilatérales par les États membres. Cet octroi doit donc revêtir un caractère de plus en plus communautaire et s'effectuer de plus en plus (et sur ce point le document de M. Vredeling s'écarte de celui de la Commission puisqu'il insiste sur cette exigence) par l'intermédiaire d'organismes internationaux à vocation technique et dotés d'une organisation spécialisée, tels que le PAM et la Croix-Rouge internationale.

Je suis d'accord avec M. Vredeling pour insister sur ce point, à condition, comme il l'a indiqué lui-même, que soit établie de façon explicite la provenance communautaire des aides. Ceci ne sera certes pas facile pour la fraction de l'aide distribuée (en vertu de la nouvelle convention) sous forme d'aide alimentaire directe là où subsistent des besoins particuliers, mais elle sera plus facile, sûrement, pour la plupart des aides consenties sous forme d'interventions financières pour favoriser le développement des pays bénéficiaires. Nous connaissons tous, grâce à une longue expérience, le prix que les États membres ont attaché à exercer cette activité sur un plan bilatéral. A présent, il est nécessaire qu'une importance aussi grande soit accordée à la partie croissante des interventions communautaires.

Les deux documents appellent l'attention du Conseil sur certains aspects qui sont purement techniques ou qui intéressent la rationalisation des procédures, mais aussi sur d'autres aspects plus caractéristiques, parce qu'ils se rapportent directement à la vitalité, à la présence de la Communauté. Je veux parler du pourcentage croissant de l'intervention communautaire, de l'attribution à la Commission d'un pouvoir de décision en matière de mobilisation des céréales, et enfin de l'octroi à la Commission de cette part de 5 % du montant total des aides, grâce à laquelle elle pourra intervenir immédiatement dans les cas où la situation présenterait une urgence dramatique. A peine est-il besoin de dire que c'est sur ces aspects-là que le Parlement européen attire l'attention du Conseil.

Nous partageons pleinement aussi, Monsieur le Président, les préoccupations exprimées dans les deux documents au sujet de la nécessité d'obtenir la garantie que ces fonds seront effectivement utilisés pour des actions encourageant le développement des pays bénéficiaires. C'est là une exigence dont je ne me lasserai jamais de souligner le caractère impérieux qu'elle revêt au regard de l'action à l'intérieur de la Communauté, et qui doit servir également, je crois, de norme rigoureuse pour notre action à l'extérieur. Et je pense même qu'au fur et à mesure qu'augmen-

tera l'engagement de la CEE dans ce secteur, la Communauté devra faire preuve d'une rigueur toujours plus grande.

En terminant, j'exprime le vœu qu'une coopération plus étroite s'instaure entre les organes communautaires et le FAO et que l'on mette au point un programme mondial d'aide aux pays en difficulté, car je suis convaincu qu'une politique agricole plus harmonisée ne pourrait que marquer de nouveaux progrès dans le domaine des accords internationaux sur quelques-uns des plus importants des produits agricoles de base.

C'est là un vœu qui n'est pas nouveau, et dont il existe dans la Communauté des précédents précis et intéressants, et je suis sûr que si nous atteignons cet objectif, je veux dire la conclusion d'accords internationaux pour les produits agricoles de base, nous trouverons une plate-forme rationnelle, appropriée et obligatoire pour discuter des complications, récemment apparues sur le plan du commerce international.

M. le Président. — La parole est à M. Armengaud, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, le groupe qui m'a mandaté apportera évidemment tout son appui à la résolution.

Il se permettra, toutefois, de présenter deux observations.

La première, c'est que la meilleure manière d'assurer l'aide alimentaire aux pays les plus pauvres et dans lesquels règne la famine, est d'assurer autant que possible aux producteurs de ces pays, pour leur production, à la fois un marché et des conditions de rémunération satisfaisantes. A cet égard, il convient aussi de rappeler que, pour permettre à ces pays pauvres une production suffisamment rémunératrice et qui les incite à la développer, il faudrait que certains États, même membres de la Communauté économique européenne, n'eussent pas pour politique, au nom du libéralisme le plus échevelé ou le plus brutal, de mettre en concurrence entre eux les pays en voie de développement, ce qui, je l'ai déjà dit, provoque des transferts d'un pays pauvre vers un autre pays pauvre, au détriment des deux d'ailleurs.

Prenons l'exemple de deux pays dans lesquels règne une misère relative et même, pour l'un d'entre eux, une très grande misère : l'Inde et le Pakistan. Si les différents pays industrialisés leur achetaient davantage de produits semi-transformés ou transformés, tels que les textiles, leur situation serait sans doute moins grave qu'elle ne l'est aujourd'hui. On peut d'ailleurs s'étonner que ceux qui ont prôné le fameux mécanisme des préférences généralisées soient aujourd'hui les premiers qui, par un accroissement des taxes à l'importation, les rejettent.

Armengaud

Ma deuxième observation se réfère au paragraphe 5 du rapport de M. Vredeling qui déclare :

« La Commission européenne ne fait qu'une seule fois allusion, dans son texte, à l'aspect « assainissement de son propre marché intérieur » comme mobile de l'aide alimentaire en céréales... Votre commission estime que cette notion est parfaitement déplacée dans le cadre d'une politique de développement. Pour des raisons humanitaires et politiques, l'aide aux populations nécessiteuses ne doit plus être financée par un solde ».

Sans doute, prévoir ce lien entre l'existence de surplus et l'aide alimentaire est-il inopportun sur le plan politique ; je dirais même que ce ne serait pas charitable.

Néanmoins, sur le plan pratique, il y a forcément, entre les deux choses, un lien de cause à effet, car s'il n'y avait pas de surplus dans les pays producteurs, comme l'Europe et les États-Unis, il n'y aurait pas, dans l'état actuel des choses, de quoi fournir l'aide alimentaire en quantité suffisante aux pays pauvres. Et, si nous le faisons sans disposer de surplus, nous courrions le risque de voir se raréfier les produits sur le marché intérieur de l'Europe ou des États-Unis ; cette raréfaction et la hausse des prix qui en résulterait développeraient encore l'inflation actuelle. Par conséquent, il faut bien admettre, et la Commission l'a fait plus d'une fois devant nous, la nécessité de prévoir une production légèrement, voire notablement, supérieure à celle des besoins de l'Europe elle-même, pour assurer l'existence de surplus, qui, placés sur le marché international, sont donnés aux pays pauvres.

J'ajouterai d'ailleurs que les États-Unis ne font pas autre chose : la *Commodity Credit Corporation* finance des stocks très importants qui dépassent de beaucoup les besoins à terme de l'économie américaine, et c'est une partie de ces surplus qui est donnée, au titre de l'aide alimentaire, à des pays très pauvres.

Par conséquent, autant je suis d'accord avec M. Vredeling sur l'inopportunité d'un lien apparent entre l'existence de surplus et l'aide alimentaire, autant j'estime qu'il ne faut pas se cacher derrière les mots, mais reconnaître que, dans l'état actuel des choses, il n'y aura d'aide que s'il y a des surplus.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Richarts.

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord faire remarquer que ce n'est pas en leur signalant la nécessité — qui est certainement réelle dans de nombreux pays du monde — d'améliorer les structures de production et en leur promettant des récoltes ultérieures meilleures que l'on rassasiera les affamés. Ces gens doivent recevoir

à manger sans tarder ! C'est pourquoi je me rallie à tous ceux qui estiment que la procédure de distribution doit être aussi simple et peu bureaucratique, mais encore aussi claire et contrôlable qu'il est humainement possible ; l'aide alimentaire ne peut, en effet, être une source de profits financiers.

Certes, la Communauté n'épargne pas ses efforts, y compris sur le plan communautaire, pour venir en aide aux pays en voie de développement. Je regrette toutefois que cette réalité ne soit pas suffisamment présente dans la conscience politique des bénéficiaires. C'est pourquoi je souligne les propos de M. Boano : nous devons nous efforcer de faire apparaître clairement l'origine de ces aides. Il est tout à fait normal que l'on se serve des institutions existantes. Cela revient d'ailleurs moins cher que s'il fallait créer un nouvel appareil de distribution. Mais on est en droit d'attendre de ces institutions, quelles qu'elles soient, qu'elles distribuent la marchandise non comme venant d'elles, mais en en précisant clairement l'origine.

Sur le continent africain surtout, dans les États associés, il existe encore des structures administratives qui remontent à l'époque coloniale. Ces administrations reçoivent naturellement, parce que l'on a besoin d'elles, une partie de l'aide à distribuer. Passant par ces administrations, l'aide risque évidemment d'être considérée comme une aide bilatérale où d'être présentée comme telle. C'est pourquoi j'adresse cette remarque et cette prière à la Commission : veillez à ce que, lorsque les aides sont, où que ce soit, fournies par la Communauté, les placards de la Commission et de la Communauté qui le signalent l'emportent sur ceux des institutions en cause ou des administrations nationales.

(Applaudissements)

M le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président, je dois tout d'abord vous prier d'excuser l'absence de mon collègue, M. Deniau, à qui il n'était pas possible de se trouver ici aujourd'hui. J'ai repris très volontiers sa tâche, dont j'espère m'acquitter aussi bien que lui. En tout cas, ma volonté est égale à la sienne.

Je pense que M. Vredeling a raison de dire que nous nous engageons dans la voie, dont je me suis à plusieurs reprises fait ici le défenseur, d'une aide plus communautaire que nationale. Tous, je pense, nous sommes d'accord sur ce point et nous réjouissons de constater que, dans le présent programme, l'aide communautaire passe, pour l'exercice 1973-1974, progressivement de 50 % à 70 % ; nous espérons pouvoir, dans un programme ultérieur, progresser davantage encore, de façon que très prochainement notre aide alimentaire puisse être totalement commu-

Coppé

nautaire. Si nous regardons ce qui se passe autour de nous, nous ne pouvons qu'approuver ceux qui pensent à une procédure rapide. Nous avons, ainsi qu'il ressort du texte, proposé une procédure rapide. Le Parlement va encore loin, en proposant une véritable procédure d'urgence. Je crois que nous devons, en effet, mettre tout en œuvre pour que l'aide puisse être fournie le plus rapidement possible là où elle est nécessaire. Si je considère les besoins actuels du Bengale, je pense que tout le monde se rendra compte qu'il faut que puissent être appliquées des procédures d'urgence et que des fonctionnaires puissent décider en l'espace de deux ou trois jours l'octroi d'une aide communautaire.

Nous saluons avec reconnaissance toutes les initiatives prises dans ce sens, de manière à mieux faire prendre conscience au Conseil et aux gouvernements nationaux de la nécessité d'appliquer des procédures d'urgence. Nous sommes aussi reconnaissants au Parlement de l'appui qu'ils nous a accordé en ce qui concerne l'amélioration du contrôle et l'utilisation dans les pays destinataires des crédits mobilisés. Nous devons, en effet, veiller à ce que ceux-ci soient, comme il convient, utilisés pour la mise en valeur des pays qui bénéficient de notre aide.

C'est à juste titre que M. Vredeling a demandé pourquoi nous n'accordions une aide que lorsque nous avions des excédents. M. Armengaud a soulevé la même question. Je voudrais présenter les choses sous une autre forme : nous devons en tout cas accorder une aide lorsque nous avons des excédents. Cela ne signifie évidemment pas que nous ne devons accorder notre aide que dans ce cas ; mais dans ce cas, nous le devons certainement. Les gens ne comprendraient absolument pas, et je ne vois pas comment nous pourrions défendre notre attitude, qu'ayant des excédents, nous fussions incapables de les utiliser pour venir en aide à des pays en voie de développement où règne la famine. Mais personne ne pensera que notre aide doive consister uniquement en excédents.

Je vois avec plaisir que M. Mansholt se prépare à répondre à la question posée par M. Vredeling au sujet des produits laitiers. Il est, en effet, mieux placé que moi pour le faire.

M. Boano a soulevé la question de l'urgence. Il a défendu la thèse, qui est la nôtre, que les mesures d'urgence doivent autant que possible être prises au niveau communautaire. Je le remercie de son appui.

M. Armengaud a donc, lui aussi, abordé le problème des excédents. Je ne puis, je crois, que répéter que pas plus l'opinion publique que notre conscience ne toléreraient que nous n'accordions pas l'aide, communautaire ou nationale, quand nous avons des excédents. Ces excédents, nous devons de toute manière les consacrer à l'aide. Mais nous devons donner plus que les seuls excédents. Si nous pouvons mobiliser les fonds, nous pourrions en même temps

fournir des machines agricoles et des engrais aux pays nécessiteux. Nous devons y penser en parlant de l'aide complémentaire, qui s'ajoute aux excédents, lesquels doivent, de toute façon aller aux pays qui en ont le plus grand besoin. La nourriture ne doit sûrement pas rester dans les silos des pays où elle est excédentaire.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président, je n'aurais pas pris la parole dans ce débat si M. Vredeling n'avait posé une question relative à un domaine dont je suis particulièrement chargé. Si M. Deniau est, quant à lui, chargé de les donner, c'est à moi qu'il incombe de réunir les produits nécessaires !

M. Vredeling a signalé, à juste titre, que la situation devenait impossible si nous faisons dépendre toute l'aide alimentaire communautaire — ou nationale d'ailleurs — de l'existence éventuelle d'excédents. C'est déjà très clair en ce moment. Nous avons des obligations en cours pour un total de 123 000 tonnes de poudre en lait ; M. Vredeling l'a déjà signalé. En ce moment, nous avons encore 50 à 60 000 tonnes à fournir. Cette poudre de lait ne se trouve pas dans les bureaux d'intervention. Tout le système repose sur le principe que seule peut être donnée de la poudre de lait provenant des bureaux d'intervention. Cela signifierait donc que nous ne pouvons pas remplir nos obligations. La Commission pense que la situation devient impossible. A l'avenir, nous devons contracter des obligations indépendantes de l'origine de la marchandise. L'aide alimentaire ne doit plus être considérée comme un moyen d'éliminer les excédents. Il faut mettre sur pied une politique d'aide alimentaire durable. Cela supposera donc, pour l'avenir, des décisions politiques. Pour ce qui est du contrat en cours, la Commission a décidé de demander au Conseil de l'autoriser à acheter des stocks sur le marché libre pour satisfaire aux obligations. La décision du Conseil sur ce point pourra probablement être prise dans le courant de la semaine prochaine. Je compte bien que, de cette façon, nous pourrions remplir toutes nos obligations, car sur le marché libre les quantités de poudre de lait disponibles sont encore insuffisantes.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je voudrais dire à M. Mansholt que, si une procédure rapide est nécessaire pour l'achat sur le marché libre des 143 000 tonnes de poudre de lait à fournir, le Parlement émet un avis favorable. Je prends la liberté de faire cette déclaration, en ma qualité de rapporteur de la commission des relations économiques extérieures, mais je pense que la commission de l'agriculture partagera ce point de vue.

Vredeling

Il est, en effet, absolument conforme à ce qu'ont toujours préconisé et la commission de l'agriculture et la commission des relations économiques extérieures. Nous pourrions donc, en quelque sorte, dès à présent, sans attendre la session de novembre du Parlement, habiliter à cet effet la Commission et le Conseil. La procédure peut paraître insolite, Monsieur le Président, mais qu'il me suffise de dire que cette poudre de lait est peut-être destinée au Bengale.

M. le Président. — Avec un pouvoir de cet ordre on peut être d'accord, sinon, Monsieur Vredeling, je serais toujours très prudent.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

*17. Règlement relatif à l'octroi
d'une aide à certains types de tabacs*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M^{lle} Lulling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil, concernant un règlement relatif à l'octroi d'une aide spéciale à certains tabacs utilisés pour le capage de cigares (doc. 154/71).

La parole est à M^{lle} Lulling qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M^{lle} Lulling, rapporteur. — Monsieur le Président, le problème du tabac dans la Communauté ne finit pas de nous occuper et de nous étonner.

Aujourd'hui, nous sommes en présence d'une proposition de la Commission qui a pour objet d'accorder une prime de 4,5 dollars par kilo, à 280 tonnes de tabac d'une variété subtropicale produite en Italie dans des conditions plutôt artificielles, les conditions naturelles existant, par exemple, au Cameroun, pays associé à la Communauté. Ces 280 tonnes qui seraient en stock en Italie proviennent de 1968-1969, période où l'organisation commune du marché du tabac n'existait pas et où ce tabac n'était pas couvert par une garantie de prix et d'écoulement du monopole italien.

En essayant de faire la lumière sur cette affaire, nous avons appris que la culture des variétés Sumatra et Java avait été introduite en Italie au début des années 1960, sous l'impulsion d'utilisateurs non italiens qui cherchaient de nouvelles sources d'approvisionnement, à la suite du transfert à Brême du marché de ces tabacs.

Malgré les gros investissements nécessaires pour la culture de ces variétés subtropicales en Europe — investissements d'ailleurs financés en majeure partie par les fabricants non italiens des bons cigares néerlandais — les affaires marchèrent très bien jusqu'en 1968.

A partir de cette époque, deux éléments commencèrent à perturber le marché : tout d'abord, l'auto-spéculation de producteurs transformateurs, et la spéculation d'autres acheteurs. Toutes ces spéculations portaient sur la prime de 4 à 5 dollars par kilo qu'ils attendaient dans le cadre de l'organisation commune de marchés qui, elle, annoncée en 1968 se faisait attendre jusqu'en 1970, ce qui explique l'attente spéculative des producteurs fabricants qui stockaient sur le marché mondial à de meilleures conditions.

En effet, à la même époque, à partir du 1^{er} janvier 1968, les tabacs en provenance des EAMA ont été admis en franchise sur le territoire de la Communauté, et c'est à partir de 1968 que quelque 600 tonnes de tabac de cape du Cameroun concurrencèrent les quelque 400 tonnes de tabacs produits en Italie, que leurs propres producteurs utilisateurs tenaient en stock en attendant la prime de 4 à 5 dollars par kilo.

En présence de ces faits, la commission de l'agriculture s'est posé quelques questions : tout d'abord, est-il opportun d'allouer une prime à des stocks provenant de récoltes antérieures à la mise en vigueur de l'organisation commune de marché de tabacs et pour une variété jamais garantie par l'organisation nationale ?

Notre réponse : une telle façon d'agir constituerait un dangereux précédent. Je suis d'ailleurs déjà en possession d'une lettre du « Bundesverband der Zigarrenindustrie » — le patronat allemand de l'industrie des cigares — qui me demande : « Et nous alors ? »

La deuxième question que s'est posé la commission de l'agriculture est la suivante : est-il justifié d'accorder une prime aux producteurs qui, au moins en partie pour des raisons de spéculation n'ont pas écoulé leur production, alors que d'autres l'ont fait, peut-être dans des conditions non satisfaisantes ? Est-ce qu'une telle décision, celle de donner une prime aux producteurs qui n'ont pas écoulé leur production, n'appellerait pas sur la scène ceux qui ont vendu leur production et qui nous demanderaient, après coup la même prime pour cette production qu'ils ont peut-être vendue à des conditions non satisfaisantes ?

J'en arrive à la troisième question que nous nous sommes posée : la mise sur le marché, grâce à une prime de 4,5 dollars par kilo, de stocks qui représentent presque le triple de la production communautaire annuelle actuelle — qui est encore, en effet, de 100 tonnes par an — ne perturberait-elle pas le

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 9.

Lulling

marché au détriment, cette fois, d'un de nos pays associés, qui produit le tabac de cape, je l'ai dit dans des conditions naturelles, et pour lequel la vente de ce tabac constitue une recette importante dans sa balance commerciale.

Monsieur le Président, votre commission de l'agriculture a considéré qu'il n'était ni juste de faire une discrimination à l'égard d'une partie des producteurs, ni indiqué de provoquer un risque de perturbation du marché au détriment d'un pays associé. Elle considère d'ailleurs en général qu'il n'est pas très opportun de concurrencer la production naturelle des pays en voie de développement par des aides massives à une production plutôt artificielle dans nos pays industrialisés.

Votre commission de l'agriculture ne peut donc se prononcer en faveur de la prime proposée pour les 280 tonnes de tabac récoltés en 1968-1969, car cette aide au produit risquerait de faire plus de mal que de bien.

Votre commission demande dans ces conditions à la Commission des Communautés de retirer sa proposition.

Mais, Monsieur le Président, votre commission de l'agriculture admet toutefois que des planteurs ont été incités à cette culture et que des problèmes sociaux peuvent se poser pour des planteurs individuels ou associés. Elle demande donc à la Commission des Communautés d'examiner si de tels cas sociaux existent et de présenter, le cas échéant, une nouvelle proposition tendant à verser une aide à ces planteurs, aide qui pourrait être financée soit par le FEOGA, soit par le Fonds social européen ou conjointement par les deux.

Monsieur le Président, votre commission entend effectivement aider les agriculteurs qui ont été victimes d'une spéculation de fabricants et de la conjoncture sur le marché mondial. Mais elle n'entend pas verser 1 250 000 dollars à des fabricants ou à des spéculateurs et nuire en même temps aux intérêts d'un de nos pays associés.

La commission de l'agriculture entend surtout sauver la politique agricole commune du ridicule dans lequel elle tomberait infailliblement si la proposition de la Commission, établie sous une pression gouvernementale, malheureusement peu habile, était suivie.

Monsieur le Président, nous avons une autre raison de demander à la Commission de retirer sa proposition. Nous avons appris que les stocks de 280 tonnes, qui devront faire l'objet des aides, n'existeraient plus. Toutefois, cette information est si récente qu'il ne nous a pas été possible de la vérifier avant l'adoption de notre rapport. Elle nous amène cependant à poser à M. Mansholt une question préalable, dont dépendra bien entendu le sort du rapport de la commission de l'agriculture.

Je saurais donc gré à M. Mansholt de bien vouloir nous dire si cette information est exacte et si, le cas échéant, avec cette raison majeure jointe aux autres que j'ai développées au nom de la commission de l'agriculture, la Commission européenne est prête à retirer purement et simplement sa proposition sur laquelle de toute façon, nous ne pouvons nous prononcer favorablement.

(Applaudissements)

M. le Président. — Monsieur Richarts, vous êtes le prochain orateur inscrit, mais seriez-vous disposé à céder votre tour à M. Mansholt pour qu'il éclaircisse tout de suite les questions préalables qui lui ont été posées ?

M. Richarts. — (A) Oui, Monsieur le Président.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, maintenant que vous m'avez donné la parole, je vous prie de m'autoriser à répondre tout de suite à la question de M^{lle} Lulling. Je ne pourrai toutefois le faire qu'à condition de revenir sur certaines des considérations qu'elle a avancées.

J'apprécie beaucoup le rapport, Monsieur le Président.

La Commission européenne a longtemps hésité à présenter cette proposition au Conseil. Elle l'a cependant fait, à la demande expresse du gouvernement italien, afin de donner au Conseil l'occasion d'examiner s'il est disposé à ajouter quelque chose au règlement sur le marché du tabac, lequel est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1970 pour une partie de la récolte des années 1968 et 1969. Comme M^{lle} Lulling vient de le dire, la Commission européenne entendait que les producteurs de tabac bénéficient de cette aide.

Je prends acte de ce qu'a dit M^{lle} Lulling, à savoir :

- a) que les producteurs ne profiteraient pas de cette aide. (On serait disposé à leur accorder une aide, mais sous une autre forme ; c'est pourquoi elle prie la commission européenne de présenter une autre proposition sur ce point) ;
- b) qu'un certain nombre de fabricants ou de commerçants bénéficieraient, eux, de cette aide ;
- c) que ces stocks de tabac n'existeraient plus.

Pour ce qui est de ce dernier point, tout ce que je puis vous dire, c'est que selon le gouvernement italien, ces stocks existent vraiment. Nous n'avons évidemment pas la possibilité, à l'heure actuelle, de vérifier s'il en va bien ainsi. A mon avis, ce ne serait pas là une raison suffisante de retirer la proposition.

Mansholt

J'ajouterai toutefois que les autres arguments des membres de la commission et du rapporteur me paraissent importants. Je pense notamment à ce que M^{lle} Lulling a dit à propos de l'octroi de la prime : a) elle pourrait perturber le marché et b) les producteurs de tabac n'en bénéficieraient pas. J'y vois une raison suffisante de prier le Parlement de suspendre l'examen du règlement en attendant que la Commission lui fournisse des précisions. Cela n'exclut pas, à mon avis, que la Commission puisse se rallier à la suggestion que le rapporteur a formulée dans son exposé, de donner au besoin à l'aide éventuelle un tout autre caractère, dans le sens indiqué par la commission parlementaire.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, la commission de l'agriculture et son rapporteur ont le grand mérite d'avoir jeté un coup d'œil sous les feuilles de tabac et d'avoir découvert qu'il s'y cache quelque chose qui mérite d'être mis à jour. La commission s'est ainsi chargée d'une tâche qui incombait, en fait, à la Commission européenne. Les informations complémentaires qui ont fait apparaître le caractère douteux de cette affaire nous ont été fournies non pas par l'exécutif, mais par des membres de la commission parlementaire. Le fonctionnaire de la Commission qui était présent en savait apparemment plus long que ce qu'il pouvait, voulait ou osait en dire. Dès que les choses se gâtèrent, il abandonna la partie, ce qui n'était pas de mauvaise tactique. Mais il est apparu, à l'occasion de contacts avec des membres, que les intérêts des producteurs ne servaient manifestement que de paravent à autre chose, à quelque chose que nous ne pouvons pas encore définir exactement. On nous avait dit qu'il s'agissait de 4 000 producteurs, mais nous avons appris par la suite qu'il s'agissait essentiellement des intérêts de deux grosses entreprises.

On nous a dit que les tabacs en question, provenant des récoltes de 1968 et de 1969, n'étaient certainement plus détenus par les producteurs, qu'il n'était plus question de ces 280 tonnes. Nous n'avons pas eu la possibilité de vérifier l'exactitude de cette affirmation, mais nous n'avons aucune raison de ne pas croire notre informateur, qui est digne de foi.

C'est donc une affaire bien obscure que celle-là et je vous suis très reconnaissant, Monsieur Mansholt, d'avoir fait ce soir ce qui s'imposait, à savoir désarmer provisoirement l'affaire. Mais lorsque vous nous informerez, je vous en prie, que ce soit avec toute la précision qui s'impose. Il s'agira d'annoncer la couleur. Il faudra aussi nous révéler les dessous de l'affaire et désigner les responsables de cette proposition, que l'on ne fait encore que deviner.

La commission s'est toujours montrée disposée à aider les producteurs et elle n'y manquera pas non plus en l'occurrence.

Je dois vous dire, Monsieur le Président, que le bruit a même couru que 1,2 million d'unités de compte aurait peut-être déjà été versé. Je ne dirai pas que c'est vrai. Je me contente de poser la question. J'entends vous indiquer ainsi, Monsieur Mansholt, comment vous devez nous informer. Si nos soupçons devaient se confirmer, il y aurait là une offense au Parlement, contre laquelle tous les partis représentés ici s'élèveraient énergiquement.

Nous sommes très curieux de savoir, Monsieur Mansholt, quels renseignements vous nous apporterez.

(Applaudissements)

M^{lle} Lulling, rapporteur. — Je suis très reconnaissante à M. Mansholt de nous avoir promis d'étudier le problème et je vous demande, Monsieur le Président, de renvoyer le rapport, en vertu de l'article 26 du règlement, à la commission de l'agriculture.

M. le Président. — La parole est à M. Boano.

M. Boano. — (I) Monsieur le Président, j'ai suivi avec attention — sans toutefois disposer des éléments nécessaires pour formuler un jugement — l'exposé de M^{lle} Lulling. Elle a parlé, avec beaucoup de grâce et d'amabilité, des spéculateurs hollandais unis par d'étranges liens au gouvernement italien qui les aurait protégés. Il me semblait déceler une espèce d'admiration dans ses paroles, comme si le sujet cessait d'être économique pour devenir artistique : l'art pour l'art.

Je voudrais toutefois demander une précision à M. Mansholt au sujet d'une de ses affirmations. Il s'est demandé s'il ne fallait pas étudier de plus près la question de l'existence ou de l'inexistence de ces stocks. En tant qu'Italien — ce titre donne encore plus de poids à la question — je voudrais vous demander, Monsieur le Président, de veiller à ce que cette enquête soit menée avec la plus grande rigueur, afin que soit effacé le moindre doute et que nous puissions nous prononcer en nous fondant non pas sur des insinuations, mais sur des témoignages explicites. Je répète que je ne puis prononcer un jugement en la matière, mais j'estime que, par respect pour un des pays de la Communauté, le comportement de celui-ci, qu'il soit bon ou mauvais, doit être tiré au clair par une enquête aussi approfondie que possible.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président, c'est bien volontiers que je donnerai suite au vœu de l'honorable parlementaire et que je ferai pro-

Mansholt

céder à une enquête approfondie sur la question. Le Parlement sera tenu au courant des résultats.

M. le Président. — Je suis donc saisi d'une demande de renvoi en commission présentée par M^{lle} Lulling, au nom de la commission de l'agriculture.

La demande de renvoi étant présentée par la commission compétente au fond, le renvoi est de droit. Le rapport est donc renvoyé à la commission de l'agriculture.

La discussion sur ce point de l'ordre du jour est close.

**18. Règlement relatif au concours du FEOGA
section orientation**

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- I - un règlement portant prorogation, pour l'année 1970, de la date limite à laquelle la Commission doit prendre une décision en ce qui concerne les demandes de concours du FEOGA, section orientation ;
- II - un règlement relatif au concours du FEOGA, section orientation, pour l'année 1972 ;

(doc. 153/71).

La parole est à M. Vredeling qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Vredeling, *rapporteur*. — (N) Monsieur le Président, j'hésite quelque peu à vous présenter ce rapport : c'est aujourd'hui la quinzième ou la seizième fois qu'au nom de la commission de l'agriculture, je me vois obligé d'entretenir le Parlement d'une affaire qui apparemment ne présente guère d'intérêt, et même à en parler un peu plus longuement qu'auparavant. Il s'agit d'une proposition de la Commission portant report de diverses dates. Je renonce à en exposer tous les détails pour ne pas m'y perdre moi-même, tant la question est complexe. En somme, le problème est le suivant : le représentant de la Commission a signalé à la commission de l'agriculture que les projets déposés par les États membres en vue de l'octroi de subventions au titre de la section orientation du Fonds ne peuvent, par manque de personnel, être examinés en temps voulu. C'est pourquoi l'exécutif propose de proroger le délai prévu pour l'introduction de ces projets. Il propose, en outre, de reporter la date à laquelle les décisions doivent être arrêtées. Je vous signale que les dates fixées par le règlement de base n'ont encore jamais été respectées.

Elles ont toujours été reportées. Nous n'en avons que trop parlé. Il nous est même arrivé d'affirmer que c'était bien la dernière fois que nous étions disposés à en discuter et qu'il était indispensable, vu l'impossibilité manifeste de respecter les délais, d'adapter le règlement de base à la réalité. Ce raisonnement ne tient cependant plus devant l'argument de la Commission : les effectifs nécessaires lui font défaut. Il ne convient pas, à mon sens, de modifier une loi pour la seule raison que l'on manque de personnel. Ce sont les effectifs que, dans ce cas, il faut augmenter plutôt que de reporter les dates.

Nous ne proposons donc plus de modifier les dates fixées par le règlement de base. Nous voulons cependant attirer l'attention sur les implications de l'affaire. La question du financement des projets introduits par les États membres a été entourée du plus grand silence, à bon droit d'ailleurs, dès le moment où la Commission a lancé ses propositions concernant les structures. Elle a dit : la majeure partie des 285 millions d'unités de compte qui peuvent être affectés chaque année à l'amélioration des structures, nous la réservons au financement des nouveaux plans que le Conseil doit arrêter. C'est ce qu'on fait maintenant depuis un certain nombre d'années déjà. Les réserves ainsi constituées se montent actuellement à 342 millions d'unités de compte. Ces fonds sont réservés au financement des nouvelles propositions que la Commission a faites en matière de structures et qui ont déjà fait l'objet d'une décision politique sous la forme d'une résolution du Conseil. Le procédé, sur lequel le Parlement s'est déjà penché à diverses reprises, est fort singulier. Ce n'est pas une constitution de réserves au sens propre du terme. C'est une opération purement politique qui s'effectue sur le papier. On dit : normalement nous devrions, cette année, dépenser 285 millions ; mais, indépendamment des autres obligations, nous ne dépenserons — je cite ici un chiffre à titre d'exemple — que 100 millions ; le solde, nous le réserverons pour le moment où la Communauté aura décidé de pratiquer une politique de structures commune. C'est une opération qui, pendant un an, en tant que geste, peut avoir un certain sens. Mais à la répéter sans cesse on aboutit à une situation absurde. Ce même règlement, qui permet à la Commission de régler le financement de sa politique en matière de structures, prévoit également que, si au cours d'une année déterminée, il se révèle nécessaire d'y affecter un montant supérieur à 285 millions d'unités de compte, la Commission peut faire des propositions au Conseil tendant à dépasser ce chiffre. Le Conseil, ayant en principe déjà pris la décision, est tenu à y donner suite. Cela engendre un automatisme qui est quelque peu comparable à celui qui caractérise les dépenses de la section garantie. Par ailleurs, cette constitution de réserves peut donner matière à une dialectique un peu spéculative. Au Conseil de ministres des finances s'étonnant du prix de la politique agricole, M. Mansholt pourrait répondre : mais nous avons convenu, par le passé,

Vredeling

de mettre quelque chose de côté. Or, en réalité, rien n'a été mis de côté. Les fonds doivent être fournis par les ministres des finances ou provenir de ressources propres. En réalité, aucune réserve n'a été constituée. Former ainsi des réserves, c'est, du moins de l'avis de la commission, jeter quelque peu de la poudre aux yeux.

Or, la situation est telle que, même si les propositions de la Commission sont adoptées cet automne ou au début de l'année prochaine, il ne sera pas possible de faire appel à ces réserves au cours des années à venir. La Commission nous a appris que, si la décision avait été prise cette année-ci, la réserve « politique », pour l'appeler ainsi, n'aurait été épuisée qu'en 1976. Par suite du report des dates, elle ne serait épuisée qu'en 1977. Quoi qu'il en soit, il est certain que l'on pourra puiser pendant longtemps dans ces fonds avant de les avoir complètement utilisés. C'est pourquoi tout ceci a un sens très relatif. La Commission étant contrainte, chaque fois, de reporter les dates, la situation est devenue telle — et nous nous devons d'y appeler votre attention — qu'abstraction faite des réserves ainsi constituées, l'ensemble des fonds d'une année budgétaire destinés à l'amélioration des structures risque d'échapper à l'agriculture.

Monsieur le Président, initialement, la décision concernant les projets à financer devait être prise le 31 décembre de l'année qui suit celle pendant laquelle les États membres étaient tenus à présenter les plans à la date limite du 30 octobre. Quatorze mois se seraient écoulés en tout cas entre la date à laquelle les projets devaient être déposés et la date à laquelle la Commission devait statuer sur leur sort. Du fait que la date limite pour la présentation des plans a été reportée et que la Commission ne dispose pas des effectifs nécessaires pour les étudier, le retard augmente de plus en plus. La Commission propose de reporter du 30 octobre au 31 mars de l'année suivante la date limite pour la présentation des projets des États membres.

Le représentant de l'exécutif a déclaré à une réunion de notre commission, qu'en raison du manque de personnel, la Commission ne pouvait examiner les projets qu'au cours de l'automne suivant. Ce qui nous paraît curieux c'est que du 31 mars jusque, disons, en septembre, on les laisse ainsi moisir. Si tant est qu'on en soit arrivé là, il vaudrait mieux, à notre avis, donner aux États membres la possibilité de présenter des projets plus « up to date », et fixer comme dernier délai la date du 30 juin. La Commission pourrait alors commencer à les examiner après les vacances. C'est la raison pour laquelle nous proposons de reculer encore la date afin de serrer la réalité au plus près. C'est au 31 décembre de l'année suivante que la Commission doit alors prendre une décision définitive. Par suite de ce décalage, toute une année budgétaire risque d'être perdue. Les dates ont

en effet été tellement reportées que l'année est pratiquement terminée.

Je tiens à souligner que la Commission, ainsi que le Conseil — qui est l'organe responsable en dernière instance — affectent actuellement suffisamment de personnel à cette tâche pour que les retards accumulés puissent être rattrapés. Ainsi, lorsque l'on commencera à mettre en œuvre les importantes mesures prises dans le cadre de la politique commune des structures, il ne sera pas besoin de différer chaque fois le financement des divers projets.

De même que la Commission, nous estimons cependant qu'en finançant des projets individuels, comme cela était prévu à l'origine, on ne pratique pas une politique de structure adéquate.

D'autre part, le Conseil s'est engagé à affecter chaque année un montant de 285 millions d'unités de compte à l'amélioration des structures agricoles. Nous avons déjà souligné ce point à plusieurs reprises.

C'est une promesse et, comme dit le proverbe : « Chose promise, chose due ».

Comment l'argent sera-t-il dépensé ? J'espère qu'il le sera de façon intelligente ; mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit en ce moment.

Il nous faut bien constater, et c'est cela l'essentiel, que les fonds ne sont pas destinés à l'agriculture ; ils sont d'année en année pour une grande part soustraits à l'agriculture.

C'est une politique qui, à mon grand étonnement d'ailleurs, n'a pas suscité beaucoup d'opposition de la part des organisations agricoles. Du moins n'ai-je pas connaissance d'une quelconque intervention de leur part dans ce sens. A mon avis, c'est dû uniquement au fait que les gens n'ont pas compris. L'affaire est tellement compliquée que l'on ne s'aperçoit tout simplement pas qu'en reportant ces dates on soustrait de l'argent à l'agriculture.

Je le dis publiquement dans l'espoir que la presse agricole s'empare d'une affaire qui vaut la peine d'être signalée, et exerce ainsi une pression sur le Conseil afin qu'il prenne une décision.

Monseigneur le Président, telle est la contribution que je voulais apporter à ce débat. Par-delà la Commission européenne, c'est à l'opinion publique tout entière que s'adressent mes observations.

M. le Président. — La parole est à M. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, je remercie notre collègue M. Vredeling pour la clarté de son rapport. Mais je lui suis plus reconnaissant en-

Richarts

core d'avoir parlé ouvertement, comme il vient de le faire, de l'argent qui n'a pas été dépensé.

Cependant, procédons par ordre et voyons d'abord, très rapidement, le problème du report de date. M. Vredeling a dit combien de fois nous avons eu, jusqu'à présent, à nous en occuper. Je me contenterai donc de poser à la Commission une question toute simple. Ne pourriez-vous pas, Monsieur Mansholt, tirer de la situation la seule conclusion possible et proposer une date qui puisse être respectée ? Ou bien maintenez-vous toujours que la lenteur de l'examen des demandes, qui sont parfois incomplètes, n'est imputable qu'à la pénurie de personnel. Chacun sait que le Parlement et la commission de l'agriculture ont toujours appuyé vos demandes de personnel destiné à cette division. On sait aussi qu'on ne peut pas affecter n'importe qui à cette division, que ceux qui y travaillent doivent être des spécialistes et que les spécialistes sont rares.

C'est pourquoi je vous pose la question suivante : vous faut-il du personnel supplémentaire pour que tout s'arrange enfin ?

Venons-en maintenant à votre réserve stratégique, qui s'approche maintenant de la limite des 400 millions. Vous savez que l'on a déjà critiqué, au sein de ce Parlement, le principe de cette constitution de réserves. Vous savez également que la commission des finances et des budgets et la commission de l'agriculture n'ont pas du tout le même avis au sujet de la constitution de réserves. Peut-être sont-elles d'accord sur le fond, mais la commission des finances et des budgets estime, quant à elle, que du moins, l'argent non dépensé n'aura pas été dépensé en vain. L'argument vaut ce qu'il vaut, Monsieur Vredeling, mais en tout cas c'en est un.

En outre, il nous paraissait réconfortant de savoir qu'en cas de besoin, nous ne nous trouverions pas démunis. D'autre part, nous savons naturellement que cet argent serait dépensé depuis longtemps. Nous ne savons même pas s'il aurait suffi si le Conseil avait suivi les propositions de la Commission sur les programmes communautaires dont nous avons longuement discuté en commission de l'agriculture ainsi qu'en séance plénière. Le Conseil n'en a rien fait. C'est la première fois que nous voyons le Conseil approuver, par une résolution de principe, une politique structurelle communautaire, et ce sur la base de directives que vous avez proposées puis modifiées, et sur lesquelles nous pourrions, je l'espère, nous prononcer en novembre de cette année. Ni la commission ni le Parlement ne voudraient faire défaut. Mais je tiens à dire clairement que nous attendons du Conseil qu'il arrête ces directives suffisamment tôt pour que les Parlements nationaux puissent en tout cas avoir égard en 1972 à ce qu'impliquent ces directives, car ils auront à s'en occuper et à prévoir au budget national les crédits nécessaires à leur applica-

tion. Il en résulte naturellement que les directives et partant, l'argent qui a été « mis de côté » pourront être mis en œuvre en tout cas dans le courant de 1973. Bien entendu, d'ici là, plus de 400 millions d'unités de compte se seront accumulés et il va de soi que nous ne pourrions plus les dépenser cette année-là.

M. Vredeling a parfaitement raison de dire que nous aurons peut-être à nous occuper de la question jusqu'en 1976. Il faut dire les choses telles qu'elles sont, pour ne pas donner à l'opinion publique l'impression que nous voulons maintenant répandre l'argent à profusion, ce qui n'est certainement pas le cas. Nous entendons insister auprès de la Commission et du Conseil pour qu'ils veillent à ce que ces directives soient arrêtées le plus rapidement possible.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt pour faire connaître au Parlement la position de la Commission des Communautés européennes sur la proposition de modification présentée par la commission parlementaire.

M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes — (N) Monsieur le Président, je remercie le rapporteur pour le commentaire qu'il a fait de son rapport. La pénurie de personnel nous a évidemment déjà joué pas mal de mauvais tours. C'est à elle que sont dues en partie les difficultés résultant des reports de dates. Mais il y a d'autres causes, que je ne citerai pas pour l'instant. Ces causes, dont il n'a pas encore été question, le Parlement les connaît. Il y a aussi le délai de présentation des projets, que souvent, les États membres ne respectent pas. On pourrait citer de multiples raisons. Je puis vous dire, en tout cas, que la Commission est particulièrement heureuse que le Conseil ait accepté de prévoir à cet effet, au nouveau budget, un nombre appréciable de fonctionnaires supplémentaires. Il s'agit, en l'espèce, du budget agricole. Je tiens à vous dire, eu égard à l'attention que le Parlement a apportée à l'examen des propositions relatives aux structures, s'agissant d'un fonds des structures, que la majeure partie du nouveau personnel sera affectée à ce secteur par la direction de l'agriculture, de manière non seulement à combler le retard, mais aussi à préparer l'exécution des tâches nouvelles qui nous attendent.

Je suis heureux que le rapporteur ait proposé la date du 1^{er} juillet, que je reprends donc à mon compte. J'approuve sans réserve cette proposition.

Je ne ferai qu'une seule remarque au sujet de la réserve dont M. Richarts a parlé. Je lui répondrai que la Commission veillera avant tout très attentivement à ce que les directives portent sur les dépenses des États membres pour l'exercice budgétaire 1972, et à ce que ces dépenses puissent être financées en

Mansholt

vertu des directives. Cela signifie que si les directives sont arrêtées, par exemple, en février, et que les législations nationales y sont adaptées en mars, nous ferons tout pour qu'elles soient applicables à l'année entière. Ces dates sont déjà assez proches. Nous attendons, de toute façon l'avis du Parlement pour le mois de novembre. Je crois que ce sera possible.

Je ferai maintenant une remarque au sujet de la réserve elle-même. Je crois pouvoir dire qu'il s'agit d'autre chose que d'une réserve politique. Les fonds en question sont disponibles et il n'y a plus, pour ainsi dire, qu'à y recourir. Cela signifie qu'il ne se posera, pendant les quatre premières années, aucun problème de financement. Je ne m'en étonne pas moins non seulement du débat d'aujourd'hui, mais aussi de la discussion dont la réserve a fait l'objet la fois passée.

J'avais alors estimé devoir réexaminer la question de savoir ce qu'il fallait penser de nouvelles mises en réserve de fonds. J'ai abouti à la conclusion suivante, c'est que nous devons constituer une réserve telle que le budget soit utilisé complètement, ni plus, ni moins. Cela signifie qu'il ne faut laisser sans emploi aucune des ressources accordées par les gouvernements et le Parlement. Il s'agit d'évaluer au plus près les sommes nécessaires à l'exécution des directives, mais ce n'est pas si facile. On peut cependant faire une estimation, et sur la base de celle-ci, procéder en tout cas à l'affectation des sommes qu'il est possible de réserver à chaque projet. Il s'agira encore de sommes très appréciables, car la période de démarrage de la mise en application des directives sera assez longue, peut-être plus longue que nous ne l'avions pensé. Ces fonds seront donc attribués aux projets.

Il faut ensuite tenir compte du fait que par dérogation à la proposition de la Commission en vertu de laquelle nous avons constitué une réserve, le financement sera en moyenne non pas de 50 %, mais de 25 %. Nous allons donc devoir procéder à la révision complète du budget de réserve. Si nous continuions à constituer des réserves comme par le passé, les remarques de la commission de l'agriculture seraient parfaitement justifiées. Je suis tout disposé à augmenter les sommes allouées aux projets de façon que nous n'ayons pas de difficultés en ce qui concerne les directives. On peut donc s'attendre à une augmentation des sommes allouées aux projets. La Commission entend qu'aucune ressource ne se perde. Bien entendu, cela n'implique nullement que nous puissions examiner les projets moins attentivement, ni qu'on en vienne à exécuter des projets marginaux ou sous-marginaux. Un examen approfondi restera de rigueur. Peut-être y aura-t-il lieu d'inviter les gouvernements à présenter encore plus de projets qu'ils ne le font actuellement. Je crois que ce sera là une réponse satisfaisante à certaines critiques émises par le Parlement à l'égard de la constitution de réserves du FEOGA.

M. le Président. — La parole est à M. Aigner.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, j'avais renoncé à me prononcer sur ces problèmes en qualité de rapporteur de la commission des finances et des budgets, car c'eût été reprendre la discussion de l'an passé. En effet, sur le plan de la technique financière, j'ai déjà défini clairement notre position.

Cependant, les déclarations qui viennent d'être faites m'ont amené à demander la parole. Je vous serais très reconnaissant, Monsieur Mansholt, d'accepter de venir discuter dès que possible avec la commission des finances et des budgets du Parlement, de la constitution de réserves et des conditions d'affectation des fonds, et peut-être, de nous faire un exposé des voies dans lesquelles la Commission entend s'engager et surtout, de ce que le Conseil en pense. Nous disposons maintenant de certaines indications sur les conceptions du Conseil en matière de constitution de réserves. Vous connaissez, Monsieur Mansholt, les dangers qui sont inhérents à la thésaurisation. Il conviendrait que, tous ensemble, nous veillions à limiter les risques autant que possible.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (*).

19. Composition des commissions

M. le Président — J'ai reçu du groupe socialiste une demande tendant à nommer M. Reischl membre de la commission juridique, en remplacement de M. Radoux, et membre de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Cette nomination est ratifiée.

20. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, mardi 19 octobre 1971, avec l'ordre du jour suivant :

9 h 30 :

Discussion commune

— du rapport de M. Bersani sur la partie économique du rapport annuel de la Commission relatif à la situation économique,

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 11.

Président

— et du rapport de M. Pintus sur la partie budgétaire du rapport annuel de la Commission relatif à la situation économique ;

17 h :

— éventuellement suite de l'ordre du jour du matin ;

— rapport de M. De Gryse concernant certaines garanties en faveur des associés et des tiers lors de la constitution de sociétés anonymes ;

— rapport de M. Richarts sur la fixation du prix de base et la qualité type du porc abattu ;

— rapport de M. Richarts sur la fixation des prix indicatifs et du prix d'intervention de l'huile d'olive.

La séance est levée.

(La séance est levée à 19 h 45)

SÉANCE DU MARDI 19 OCTOBRE 1971

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal	32	4. Directive sur les garanties concernant la constitution de la société anonyme. — Discussion d'un rapport de M. De Gryse, fait au nom de la commission juridique : M. De Gryse, rapporteur	70
2. Communication de la commission juridique concernant les pétitions n ^{os} 2/70 et 2/71	32	MM. Meister, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Koch, au nom du groupe socialiste ; Broeksz ; Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes	72
3. Rapport annuel sur la situation économique de la Communauté. — Discussion commune d'un rapport de M. Bersani, fait au nom de la commission économique et d'un rapport de M. Pintus, fait au nom de la commission des finances et des budgets : M. Bersani, rapporteur	32	Examen de la proposition de directive ..	78
M. Pintus, rapporteur	36	Amendement n ^o 1 à l'article 8 : MM. Armengaud ; De Gryse ; Armengaud ; Haferkamp ; Armengaud	78
MM. De Winter, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Wolfram, au nom du groupe socialiste ; Armengaud, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Offroy, au nom du groupe de l'UDE ; Schwörer, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Koch, au nom du groupe socialiste ; Lange ; Spénale ; Löhr ; Romeo ; Oele ; Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes	40	Retrait des amendements n ^{os} 1, 2 et 3 ..	80
Examen de la proposition de résolution du rapport de M. Bersani	67	Adoption de la proposition de résolution	80
Amendement n ^o 2 au paragraphe 6 : MM. Offroy ; Bersani ; Lange ; Bersani ; Cousté ; Lange ; Fellermaier ; Spénale ; Cousté ; Oele ; Bersani ; Cousté	67	5. Règlement concernant le prix de base et la qualité type du porc abattu. — Discussion d'un rapport de M. Richarts, fait au nom de la commission de l'agriculture : M. Richarts, rapporteur	80
Adoption de l'amendement n ^o 2 modifié ..	69	MM. Vetrone ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes	81
Amendement n ^o 3 au paragraphe 11 : MM. Cousté ; Bersani	69	Adoption de la proposition de résolution	81
Adoption de l'amendement n ^o 3	70	6. Règlement concernant les prix indicatifs et le prix d'intervention de l'huile d'olive. — Discussion d'un rapport de M. Richarts, fait au nom de la commission de l'agriculture : M. Richarts, rapporteur	82
Amendement n ^o 1 au paragraphe 13 : MM. Spénale ; Bersani	70	MM. Vetrone, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Zaccari ; Vredeling, au nom du groupe socialiste ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes	82
Adoption de l'amendement n ^o 1	70	Adoption de la proposition de résolution	87
Adoption de la proposition de résolution de M. Bersani	70	7. Ordre du jour de la prochaine séance ..	87
Adoption de la proposition de résolution de M. Pintus	70		

PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

(La séance est ouverte à 9 h 35)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. *Adoption du procès-verbal*

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. *Communication de la commission juridique concernant les pétitions n^{os} 2/70 et 2/71*

M. le Président. — Par lettre du 22 septembre 1971, le président de la commission juridique m'a communiqué qu'après avoir examiné la pétition n^o 2/70 de M^{me} Gabriella Chierici et de M. Giorgio Rosa relative à la question de l'« Isola delle Rose » (Italie), ladite commission est arrivée, unanimement, à la conclusion que cette pétition n'est pas recevable du fait que l'île en question est située en dehors du territoire de la République italienne et que la requête ne concerne donc pas le champ d'action des Communautés.

En outre, par lettre du 30 septembre 1971, le président de la commission juridique m'a fait savoir qu'après avoir examiné la pétition n^o 2/71 de M. H.J.M. Aben relative aux articles publiés par l'hebdomadaire allemand « Die Zeit » sous la signature de « Wieland Europa », cette commission a été unanime pour estimer que cette pétition ne revêtait pas la forme habituelle d'une requête ou d'un recours au Parlement européen et qu'elle était donc irrecevable pour raisons de forme.

3. *Rapport annuel sur la situation économique de la Communauté*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion commune des deux rapports suivants :

— rapport de M. Bersani, fait au nom de la commission économique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté (doc. 146/71) ;

— rapport de M. Pintus, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur les parties du rapport annuel sur la situation économique de la Communauté relatives aux politiques budgétaires des États membres (doc. 155/71).

La parole est à M. Bersani qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Bersani, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, depuis longtemps déjà, nous estimons que notre politique en général et, plus particulièrement, le succès que connaîtra la première phase de réalisation de l'union économique et monétaire sont étroitement tributaires de la politique conjoncturelle. C'est uniquement si la situation économique est équilibrée que nous pourrions prendre les décisions essentielles à cet égard, dans le cadre de la politique économique à moyen terme. Il nous appartient aujourd'hui d'examiner les propositions de la Commission qui tendent, dans une situation plus difficile que par le passé, à renforcer la coordination des politiques conjoncturelles de notre Communauté. Le 22 mars 1971, après que le Parlement européen eut donné un avis favorable, le Conseil a adopté une décision fixant une procédure qui trouve en ce moment sa première application. En vertu de cette décision, le Conseil procédera trois fois par an à un examen de l'évolution de la conjoncture, à savoir une première fois au cours du premier trimestre, en vue de refaire le bilan de l'année précédente et d'adapter les nouvelles lignes d'orientation aux tendances conjoncturelles de l'année en cours, une deuxième fois pendant le second trimestre, afin de préciser la politique économique de l'année en cours, et une troisième fois à la fin de l'avant-dernier trimestre. Ce troisième examen donnera lieu à un rapport annuel sur la situation économique générale.

C'est ce document que nous avons sous les yeux ; il fait suite à d'autres rapports qui nous ont été présentés au cours des six premiers mois et qui ont fait l'objet de débats, comme vous vous en souvenez. Entre temps, nous avons mis à l'essai quelques autres procédures nouvelles, destinées à assurer la coordination des budgets. Pour la première fois, des hauts fonctionnaires des administrations financières des États membres ont eu la possibilité de se réunir et d'étudier les arguments qui plaident en faveur d'une meilleure coordination et d'une convergence plus poussée des politiques budgétaires de nos pays. La commission économique estime que l'attitude ainsi adoptée à l'égard de la politique conjoncturelle et de ses liens inévitables avec la politique tant monétaire que budgétaire est positive, car elle tend à doter la Communauté des instruments meilleurs et plus efficaces qui sont indispensables non seulement à la coordination de nos politiques nationales, mais aussi à leur évolution progressive vers une formulation de caractère plus communautaire.

Si nous comparons la situation actuelle à celle qui prévalait il y a quelques mois, lors de notre dernier débat de politique conjoncturelle, qui portait sur le rapport établi par M. Oele, nous constatons que si elle était certes moins inquiétante qu'aujourd'hui, notre Assemblée avait cependant déjà décelé certaines

Bersani

tendances défavorables : d'abord, la hausse générale des prix, nettement supérieure à celle qui ressortait des prévisions effectuées l'année dernière, puis le retard intervenu dans la coordination des politiques budgétaires, surtout compte tenu des deux suggestions qu'avait présentées le Parlement et qui tendaient l'une à adopter des tarifs sélectifs, l'autre à insérer une section intitulée « conjoncture » dans le plan des budgets nationaux. Nous avons évoqué en son temps le problème que posent les eurodevises face à la détérioration progressive de la situation monétaire internationale. C'est à ce sujet que l'Assemblée parlementaire avait clairement indiqué une ligne commune d'action, qui aurait permis d'arriver au cœur de ces problèmes essentiels (je me réfère ici à ses deux documents du 19 avril et du 17 mai, ainsi qu'au suivant, adopté à la suite d'une proposition présentée par M. Lange, président de la commission économique).

En outre, l'Assemblée avait appelé l'attention de la Commission et du Conseil sur la nécessité de stimuler la demande et de soutenir plus efficacement la politique des investissements. Elle avait également évoqué la situation de l'emploi, en rappelant qu'il fallait enfin promouvoir, dans ce secteur essentiel, des mesures qui s'inspirassent d'une politique active, et elle avait esquissé les grandes lignes de la politique plus efficace que l'administration publique pourrait appliquer à l'égard des événements conjoncturels. Par conséquent, une politique conjoncturelle de la CEE s'est peu à peu dégagée des débats menés sur la base des rapports de MM. Oele et Lange au cours des sessions d'avril, de mai et de septembre. A mesure que la situation se détériorait, notre Assemblée a invité le Conseil et la Communauté avec une vigueur toujours renouvelée, à prendre des initiatives plus énergiques, à affronter de façon plus directe et plus opérante le problème de la coordination, bref, à dépasser le stade de la persuasion pour se lancer dans une véritable politique anticyclique intégrée.

Au cours de ces quelques mois, la situation s'est sensiblement aggravée, corroborant ainsi — soit dit en passant — nos prévisions, celles des autorités communautaires et de M. le vice-président Barre. Les tendances qui existaient déjà à l'intérieur de la Communauté se sont renforcées, s'accompagnant de tendances inflationnistes et déflationnistes étroitement interdépendantes, qui se sont traduites par les aspects si particuliers et souvent entièrement nouveaux qui caractérisent l'évolution conjoncturelle de la Communauté depuis quelques années. A ces tendances internes défavorables, qui étaient d'ordre structurel ou conjoncturel, sont venues s'ajouter les conséquences de mesures adoptées au mois d'août dernier par le gouvernement des États-Unis. Ces dispositions ont fait éclater une crise monétaire internationale qui a posé à la Communauté des problèmes aussi complexes qu'épineux, sur lesquels je reviendrai par la suite et que votre commission éco-

nomique étudie de près depuis un certain temps déjà. Il est évident que seule leur solution permettra de créer un cadre mieux adapté à des mesures efficaces de politique anticyclique. Comme nous le savons tous, les difficultés ne s'arrêtaient pas là ; outre les mesures de protection tarifaire, de l'ordre de 10 %, le gouvernement des États-Unis a adopté en faveur de toute une série de secteurs de production américains, des mesures internes de soutien qui se situent elles aussi à un taux moyen de 10 %. Il en est résulté une situation inquiétante, car ces décisions perturbent le mécanisme de la concurrence internationale ; elles frappent directement 80 % des exportations de la Communauté à destination des États-Unis et réduisent sérieusement nos possibilités actuelles et futures de faire victorieusement face à la conjoncture.

Parallèlement, toute une série de difficultés d'ordre politique ont fait leur apparition. Le fond du problème n'est pas exclusivement d'ordre monétaire ou commercial ; en réalité, il est essentiellement de nature politique et oblige, dans une situation où l'évolution économique de tous les pays d'Occident s'est ralentie, à repenser et à réviser les grands thèmes de la collaboration au niveau de la politique mondiale.

Dans ce contexte, nous devons constater objectivement que la conjoncture s'est détériorée et qu'elle continuera de fléchir pendant plusieurs mois encore, sans doute jusqu'à la fin de l'année 1972. M. Barre a déclaré que l'économie de la Communauté et, de façon plus générale, celle du monde occidental, traversera une période de langueur jusqu'aux premiers mois de 1973.

A mon avis, ces prévisions reflètent fidèlement la réalité. Il convient de noter que c'est la première fois que la conjoncture fléchit en même temps dans les six pays. En effet, nous avons déjà connu des cas de conjonctures défavorables, mais ils se limitaient à tel ou tel pays et, grâce à l'esprit de solidarité qui l'anime, le système communautaire les a tour à tour aidés à surmonter ces crises rapidement. Aujourd'hui, le fléchissement de la conjoncture qui se produit simultanément dans les six pays et, pratiquement, dans l'ensemble du monde occidental, soulève des problèmes nouveaux et exige, sous une forme entièrement nouvelle et très différente de celle d'autrefois, l'adoption de mesures concrètes qui ne se bornent pas à une coordination, mais qui ouvrent la voie à des initiatives précises de caractère communautaire.

L'application progressive de procédures communautaires devrait apporter une contribution utile à cet égard et faciliter la mise en œuvre d'actions communautaires destinées à surmonter les crises conjoncturelles.

Certains aspects des difficultés conjoncturelles actuelles sont décrits de façon détaillée et, me semble-t-il, objective dans le rapport sur la situation économique qui évoque en particulier la tendance à la

Bersani

stagnation qui prévaut dans diverses branches d'activité en République fédérale, le fléchissement marqué des investissements, la hausse excessive des prix, les phénomènes inquiétants de déclin dans l'emploi et d'augmentation du sous-emploi en Italie, le déclin intervenu dans la demande et dans les dépenses aux Pays-Bas, le renforcement de la concurrence sur le marché international, notamment de la part des États-Unis et du Japon. A mon avis, ces faits sont exposés de façon réaliste et nous pouvons accepter, dans l'ensemble, l'appréciation qu'en donne le rapport.

La Commission esquisse à notre intention quelques grandes lignes de sa politique conjoncturelle. Elle a traité notamment deux aspects de cette phase défavorable de la conjoncture, à savoir le problème des prix et celui du ralentissement de l'expansion économique.

On peut certes discuter les chiffres dont la Commission a assorti les objectifs qu'elle se propose en vue de maîtriser ces deux tendances et de les orienter vers une solution raisonnable, capable d'ouvrir la voie à une reprise de l'économie mais il n'en est pas moins exact qu'il s'agit effectivement de deux phénomènes sur lesquels nous faisons porter tous nos efforts, c'est-à-dire ceux de la Communauté, des États nationaux et des partenaires sociaux qui collaborent avec nous — bref, de toutes les forces vives et conscientes de leurs responsabilités de notre société communautaire.

Il est évidemment difficile, dans ces circonstances, de définir exactement les mesures qui s'imposent. La Commission est très prudente à cet égard dans son rapport, et son attitude est entièrement justifiée si l'on songe au moment auquel ce document a été présenté. Nous tenons à féliciter la Commission de l'avoir établi si rapidement après les événements. Elle a fait preuve d'une célérité dont nous ne pouvons que lui rendre hommage. Il n'en demeure pas moins que, de l'avis de nombreux observateurs, les mesures qu'elle propose ne semblent pas adaptées aux rebondissements imprévus de cette crise.

Comme je l'ai déjà dit, nous nous trouvons dans une situation conjoncturelle qui se caractérise par un ensemble étroitement lié de tendances inflationnistes et déflationnistes et de crises dans la demande et dans les investissements, qui s'insèrent toutefois dans un nouvel équilibre entre la demande et l'offre. C'est pourquoi il est indispensable d'élaborer, en fonction de cette situation, des mesures efficaces capables de nous aider, dans le peu de temps imparti à la politique conjoncturelle, à faire face aux difficultés économiques et monétaires et aux graves tensions sociales qui en sont le corollaire, tout en établissant un budget cohérent. Je viens d'évoquer le malaise social. L'opinion publique est de plus en plus sensible aux conséquences de la conjoncture actuelle sur l'emploi et sur le niveau de vie, et ces questions sont manifestement au centre des préoccupations des or-

ganisations sociales, qui réclament à juste titre que l'on prenne des initiatives adaptées aux exigences de l'heure.

Les mesures que la Commission propose d'adopter afin de revenir le plus rapidement possible à un équilibre relatif dans le développement économique ne s'écartent guère des méthodes habituelles : freiner la tendance à la hausse des prix en la ramenant à un niveau qui ne dépasse pas 3 à 3,5 % ; modérer l'augmentation des rémunérations (et pas seulement des salaires) en la maintenant à un niveau moyen de l'ordre de 6 à 7 %, de façon qu'elle soit équitablenent ajustée à la cadence plus lente de l'expansion (c'est là un problème particulièrement ardu qu'il n'est pas facile de ramener à un dénominateur commun), enfin, appliquer une politique plus active dans le domaine des investissements publics et privés. Ces mesures de politique conjoncturelle sont ensuite liées à une politique budgétaire clairement définie, assortie d'un critère d'austérité qui doit présider à l'établissement des budgets. L'augmentation des dépenses publiques devra être étroitement liée à l'accroissement du revenu réel de nos pays en accordant la préférence aux dépenses afférentes aux équipements collectifs sur celles qui favorisent la consommation des ménages. Toutefois, l'Italie pose un problème particulier, car ce pays présente des phénomènes très nets de récession et a besoin, de façon impérieuse, de stimuler les investissements, surtout grâce à l'initiative du secteur public.

Je crois que la Commission a raison d'inviter les autorités italiennes à financer d'urgence le solde égal à 20 % du revenu global brut du pays, qui offre au gouvernement italien la possibilité d'intervenir comme la section « conjoncture » du projet de budget de la Communauté, en ce sens qu'il dispose dans l'immédiat des moyens nécessaires pour agir efficacement sur la conjoncture. Un autre instrument lui est fourni par la modulation de la législation fiscale. Il s'agit là d'une conception de la politique budgétaire en tant que mesure anticyclique qui mérite, je crois, d'être accueillie favorablement, bien qu'elle manque encore de précision. Au sein de la commission économique et de la commission des finances et des budgets, cette question a fait l'objet d'un examen approfondi, tout comme la possibilité, en cas de fléchissement prononcé de la demande, d'exonérer les salaires de certains impôts en essayant de favoriser la part de l'épargne salariale qui peut être affectée à une politique d'investissements et de développement plus active. On établirait ainsi un lien entre cet aspect particulier de la politique fiscale et les problèmes les plus urgents de la réalité du monde communautaire. La commission économique a également étudié d'autres questions posées par la conjoncture et s'est notamment attachée au secteur de la construction. Nous savons tous le rôle important qu'il joue dans toute politique destinée à relever le niveau général des activités productrices et sociales. Nous avons constaté que les tendances inflationnistes

Bersani

étaient réellement inquiétantes dans cette branche. En Allemagne, elles ont dépassé 23 à 24 % au cours de l'année dernière. Nul ne conteste que dans tous les pays de la Communauté, ce secteur est l'un des éléments sur lesquels il faut agir pour lutter contre la conjoncture. Un autre point que la commission économique a également étudié a trait à l'élaboration d'un critère plus judicieux pour la répartition géographique des investissements et à une politique plus active et plus concrète en matière d'emploi.

C'est là un problème qui n'a pas été résolu dans certaines parties de la Communauté, à savoir dans les régions périphériques et moins favorisées, où les conséquences de la conjoncture actuelle se feront sentir avec le plus de gravité. Et pourtant, le plein emploi est l'une des pierres de touche de notre solidarité et de l'efficacité du système, voire de la valeur même de notre Communauté. Lorsque nous essayons, face à ses effets immédiats, de définir les causes de l'évolution conjoncturelle, nous devons reconnaître qu'il y a lieu de soumettre à un examen particulièrement sévère les retards intervenus dans l'aide que nous devons apporter à ces régions pour leur permettre de surmonter les problèmes que leur posait le développement économique et social, ne fût-ce qu'en raison des conflits sociaux qui risquent de se produire.

Une politique concrète et coordonnée dans le domaine des investissements est réclamée à l'unanimité de tous côtés ; dans ce secteur, nous devons peut-être revenir à des suggestions formulées il y a longtemps déjà et que nous avons abandonnées en cours de route, et voir s'il n'est pas possible de dépasser le stade des initiatives prises à l'échelon national dans chacun de nos six pays pour en venir à des formes appropriées d'initiatives communautaires. On a proposé, à ce sujet, d'instituer un fonds européen spécial. Toutefois, la question d'une utilisation plus judicieuse des instruments dont la Communauté dispose déjà demeure entier : le FEOGA, le Fonds social, la politique régionale pourraient apporter une contribution précieuse dans ce domaine. Nous devons évoquer une fois encore, à ce propos, les critiques déjà si souvent avancées : nous avons procédé trop lentement dans la mise en œuvre de ces instruments essentiels, et la faute n'en incombe certes ni à la Commission ni au Parlement. C'est au niveau politique que les obstacles et les retards ont été trop nombreux ; mais à l'échelon administratif aussi, souvent par manque de personnel suffisant ou en raison de procédures trop compliquées, ces instruments ont été utilisés à une échelle beaucoup trop limitée pour pouvoir aboutir à des résultats appréciables.

Il est un point, qui touche au problème de l'emploi, que l'on ne saurait omettre ici ; il s'agit des sociétés multinationales qui occupent une place de plus en plus importante dans l'économie des pays d'Occident en général et de la Communauté en particulier, notamment en ce qui concerne les rapports de cette

dernière avec les États-Unis. Nous sommes heureux que lors de sa dernière assemblée, l'OTAN ait abordé ce problème dans une optique identique à la nôtre. Dans la résolution qu'elle a adoptée le 28 septembre dernier, l'Assemblée de l'Atlantique Nord a déclaré qu'en raison de leur caractère apatride, les sociétés multinationales risquaient de devenir des puissances en elles-mêmes, à moins d'être strictement et efficacement contrôlées par une autorité dans leur pays d'origine et dans les pays d'accueil. L'Assemblée a recommandé que soient arrêtés le plus rapidement possible des définitions et des critères uniformes à l'échelle internationale, ainsi que de véritables règles internationales ou, à tout le moins, un « code de comportement » international.

Ce problème a été considéré en fonction de ces difficultés particulières d'ordre international, mais il va bien au-delà. Nous n'avons pu nous défendre de l'impression que, dans plusieurs pays de la Communauté, les centres de direction des sociétés mères, qui ont leur siège aux États-Unis, étaient en mesure d'arrêter des décisions visant à réduire les activités de production de leurs filiales en Europe, suscitant ainsi dans notre Communauté un danger de chômage. Il est évident que dans nos négociations avec les États-Unis, nous devons en appeler fermement — estimons-nous — à la responsabilité des autorités économiques de ce pays. Ce problème est encore aggravé par la situation monétaire actuelle. L'autre jour, M. Barre a fait à Washington d'importantes déclarations qui contiennent, dans l'ensemble, les mêmes idées que celles que cette haute Assemblée a défendues à maintes reprises. Cependant, elles ont laissé dans l'ombre un argument essentiel, à savoir que si nous ne parvenons pas à conclure un accord de politique monétaire dans des délais raisonnables (qui ne devraient sans doute pas dépasser Noël prochain, compte tenu du fait que le Conseil de l'Atlantique Nord doit se réunir au début du mois de décembre), les six pays seront sans doute obligés de prendre d'urgence des initiatives en vue de réaliser ce système intracommunautaire de parité des changes qui apparaît toujours plus comme la condition *sine qua non* de la stabilité des relations économiques et, plus encore, des relations politiques de la Communauté. Nous sommes persuadés qu'il devient de plus en plus indispensable de fixer des délais et des lignes de conduite précises pour la politique économique et pour la politique monétaire considérées comme un tout. A ce propos, nous espérons que M. Barre nous apportera des précisions qui revêtent une importance particulière. L'établissement d'un ordre monétaire nouveau qui garantisse le contrôle et la transparence du marché des eurodevises et qui restaure au plus vite des parités de change à l'intérieur de la Communauté (afin d'éviter les dangers qu'un ajournement de cette question comporterait, dangers qui se sont déjà fait sentir dans le secteur agricole), de même qu'une révision immédiate des mesures et des barrières tarifaires sont certes des objectifs qu'il faut

Bersani

poursuivre. Et je crois que cette haute Assemblée n'aura aucun mal à affirmer une fois encore qu'elle accorde son appui politique à l'action que la Commission et le Conseil ont menée de concert dans ce sens.

Tout à l'heure, j'ai fait allusion à l'interdépendance qui existe entre les problèmes conjoncturels et les problèmes de structure. Nous devons examiner de près l'influence qu'exercent sur la conjoncture ces interactions entre les facteurs d'ordre monétaire, économique et social, et la persistance, dans de vastes régions des Communautés, d'une faiblesse économique et sociale endémique. De pair avec les remèdes désormais classiques, il convient d'en envisager d'autres, mieux adaptés à la nouveauté et à l'ampleur des difficultés. Nous devons nous demander si les moyens dont dispose la Communauté sont suffisants à cet égard. Dans les circonstances actuelles devrions-nous surtout veiller à enrayer les tendances les plus défavorables, autrement dit, nous limiter à une action visant à surmonter tant bien que mal la situation, ou bien tirer délibérément parti de cette conjoncture pour relever le défi que nous lance la situation intérieure et internationale et préparer par une ferme volonté politique la relance des Communautés ? Telles sont, en dernière analyse, les deux grandes options qui se posent en matière de politique conjoncturelle. Le fléchissement actuel intervient à un tournant délicat de l'évolution des Communautés, au moment où elles essaient d'accélérer le processus d'élargissement et où la situation politique, marquée par la première phase de réalisation de l'union économique et monétaire, exige une cohésion beaucoup plus étroite entre la volonté et les efforts des six pays, alors que nous savons que tout au contraire, des difficultés considérables, — et qui nous préoccupent tous — les divisent.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, à mes yeux, il est important qu'en ce moment où nous nous apprêtons à approuver les principes qui figurent dans le rapport sur la situation économique présenté par la Commission, nous cherchions à identifier les moyens qui nous permettront de tirer le mieux parti de nos ressources et de nos efforts. Nous avons dit qu'il fallait renforcer les structures, établir un rapport plus étroit entre les mesures que réclame la situation conjoncturelle et une conception structurelle plus large de la politique à moyen et à long terme, qu'il fallait rechercher et favoriser davantage la collaboration des partenaires sociaux. A la commission économique, nous nous sommes demandé si, dès lors que nous exigeons de tous qu'ils consentent des sacrifices et que nous essayons de rendre toujours plus cohérente l'évolution interne et externe des Communautés, nous ne devrions pas prendre une initiative spéciale afin d'inciter les partenaires sociaux des Communautés à assurer plus activement leur part de responsabilité à l'égard des questions communautaires, éventuellement en adaptant leur organisation interne à cette fin. La Com-

mission a demandé que la politique des revenus soit l'une des pierres angulaires de la politique conjoncturelle et de la politique à moyen terme. Les travailleurs ont relancé ces jours-ci l'idée d'une politique des revenus lors de leur congrès et nous savons qu'elle revient, comme un *leitmotiv*, dans tous les discours politiques dès que l'on traverse une période difficile ; mais nous savons également que les grandes organisations syndicales ou, au moins, la plupart d'entre elles, hésitent à l'accepter tout court. C'est ainsi qu'aux États-Unis d'Amérique, M. George Meany, président de la AFL-CIO, a émis à ce propos des réserves justifiées immédiatement après les déclarations du président Nixon.

Il faut donc chercher des voies et des méthodes nouvelles, capables de conduire à des mesures allant au-delà de formules plus ou moins rigides, et favorisant une convergence d'efforts et de responsabilités en vue de la réalisation de notre grande œuvre commune, et c'est dans cet esprit que votre commission économique a été unanime à soumettre cette suggestion au Parlement.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, en résumé, il s'agit d'insérer toujours mieux ces mesures de politique conjoncturelle dans un vaste effort d'accélération et de perfectionnement de notre construction communautaire. Ces difficultés de caractère conjoncturel peuvent donner naissance à des difficultés d'un autre ordre, mais elles peuvent également, si nous le voulons, et si les autorités compétentes le veulent, conduire à accélérer notablement la réalisation de l'union économique et monétaire (par rapport au long programme de huit ans prévu en son temps par la commission Werner) et de l'union politique, c'est-à-dire de notre union fondamentale.

C'est ce but que nous devons avoir présent à l'esprit, c'est lui que nous assignent les responsabilités politiques dont nous sommes chargés, en cette heure où j'ai l'honneur, au nom de la commission économique, d'inviter cette haute Assemblée à approuver les principes contenus dans la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Pintus qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Pintus, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le rapport aussi exhaustif que précis de M. Bersani brosse un tableau complet de la situation économique et conjoncturelle ; il me dispense donc de rappeler certains principes généraux, de sorte que je puis entrer immédiatement dans le vif de mon sujet.

Certes, Monsieur le Président, les temps présents ne sont faciles ni pour l'économie mondiale, ni pour l'économie européenne, ni pour celle de nos divers pays. La fluctuation du mark au mois de mai dernier,

Pintus

les décisions prises en août par le président Nixon, les difficultés qu'éprouvent les États membres de la Communauté à trouver une forme de politique monétaire commune, le danger d'éclatement qui plane sur l'union économique et monétaire que nous nous proposons de créer, enfin, l'effondrement qui menace la politique agricole commune sont autant de faits hautement dramatiques qui justifient entièrement que l'on s'accorde de tous côtés à juger alarmant l'état de l'économie du monde en général, et de l'Europe en particulier.

La conjoncture économique mondiale me fait songer à Procuste, ce brigand de l'antiquité qui attaquait les voyageurs sur les routes de l'Attique et qui, pour les tuer, les étendait sur un lit et leur coupait les jambes si elles dépassaient du lit ou les étiraient dans le cas contraire.

En effet, si nous pensons aux remèdes que les économistes conseillent d'appliquer pour surmonter les crises conjoncturelles, la similitude avec le lit de Procuste est frappante, car en réduisant trop les dépenses, on court le danger de créer du chômage, alors qu'en ne les comprimant pas ou, au contraire, en les augmentant, on risque de provoquer l'inflation. Cette même comparaison s'applique à toutes les mesures prévues dans ce domaine. Il faut donc doser les remèdes, en se gardant de tout excès qui pourrait engendrer des maux pires que ceux que l'on se propose de combattre, autrement dit, pour reprendre ma comparaison, il faut éviter de procéder à l'amputation de parties économiques essentielles ou, au contraire, à leur elongation artificielle et douloureuse. Un dosage précis et judicieux devrait viser premièrement à imposer une discipline des dépenses qui permette d'éviter des hausses excessives des prix ; deuxièmement, à éliminer les éléments qui favorisent ou provoquent la stagnation économique, en renonçant en même temps à toute intervention de nature à provoquer des poussées inflationnistes. Dans cet ordre d'idées, une politique budgétaire conforme aux réalités devrait viser à maintenir l'augmentation des dépenses budgétaires dans les limites de l'accroissement du produit national brut en valeur (monétaire). Il serait peut-être même préférable, dans certaines circonstances, de se fixer comme norme l'accroissement du produit national réel. Toutefois, comme nous le verrons plus loin, c'est là un objectif difficile à atteindre et auquel les États ne parviennent pratiquement jamais. Tout en adoptant donc, comme plafond, le taux d'accroissement du produit national en valeur, afin de ne pas créer des difficultés excessives sur le plan économique, il faudrait prévoir des exceptions particulièrement justifiées, du fait que l'application de ce critère risquerait de conduire à un ralentissement ou à une accélération du processus de production. La situation diffère selon les pays, mais ils devraient tous admettre des dérogations, car nous examinons ici non des raisonnements abstraits, mais la réalité qui ne

peut être changée au gré des théories. A ce propos, je tiens tout particulièrement à rappeler que lorsque l'on passe de la stagnation à une récession, l'emploi exige une attention particulière et oblige à appliquer une politique budgétaire qui ne contribue pas à réduire le nombre des postes de travail. En fait, une augmentation des investissements publics limitée à l'accroissement du produit national brut réel suffit à maintenir le développement économique à un niveau satisfaisant à la seule condition que le produit national brut réel s'accroisse dans des proportions considérables ; en revanche, une expansion du budget public limitée à l'accroissement du produit national brut réel devient tout à fait insuffisante en période de « *stagflation* », c'est-à-dire à un moment où il est plus que jamais nécessaire de stimuler les dépenses publiques dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'économie et, à plus forte raison, d'une relance des activités.

Cela dit, nous chercherons, comme je le rappelais tout à l'heure, à enrayer les poussées inflationnistes qu'il faut réduire autant que possible dans une situation économique qui présente, dans les divers pays, des caractéristiques plus ou moins accentuées de « *stagflation* ». A cette fin, et sans encourager exagérément l'inflation, il convient d'admettre que les augmentations des dépenses publiques doivent se situer non point dans les limites de l'accroissement du produit national brut réel, mais dans celles de l'accroissement du produit national brut en valeur monétaire. C'est de ce principe que s'inspire la proposition de résolution, qui comprend le passage suivant à l'alinéa c du paragraphe 6 :

« maintenir à cette fin, dans la phase actuelle de la conjoncture, l'accroissement maximum des dépenses budgétaires dans les limites de l'accroissement du produit national brut, sauf exceptions particulièrement justifiées ».

Le paragraphe 7 est, par ailleurs, libellé comme suit :

« différencier les accroissements de dépenses, en modérant les dépenses de consommation et en développant celles qui ont trait aux structures et aux équipements collectifs ».

Ni moi, ni la commission des finances et des budgets, nous ne préconisons *sic et simpliter* de jumeler les deux principes « *accroissement des dépenses publiques* » et « *accroissement du produit national brut en valeur* » ; nous optons pour une solution qui, tout en établissant dans tous les cas pour l'augmentation des dépenses publiques un plafond égal à l'accroissement du produit national brut réel, permette de parvenir à une fourchette maximale à l'intérieur de laquelle les deux notions soient vraiment jumelées. J'estime que nous ne devrions pas nous écarter de cette fourchette, car le maintien de l'accroissement des dépenses publiques dans les limites de celui du produit brut réel incite à la récession dans une phase généralisée de « *stagflation* » plus ou moins accentuée.

Pintus

A ce sujet, permettez-moi de citer quelques chiffres qui ont trait aux pays membres et que j'emprunte à une publication officielle des Communautés (l'étude n° 8 de 1970). Il ressort de ces statistiques, qui portent sur les dix dernières années, que pendant cette période, l'accroissement des dépenses budgétaires a été dans tous les pays constamment supérieur à celui du produit national brut réel, et souvent même supérieur à l'accroissement du produit national brut en valeur. Pour ne pas abuser de votre patience, je me limiterai à quelques chiffres : en 1962, le produit national brut réel de la République fédérale a augmenté de 4,2 %, le produit national brut en valeur de 8,7 % et le budget fédéral de 13,5 %. En 1963, les taux correspondants étaient de 3,4 %, de 6,5 % et de 8,1 %. On pourrait citer ces chiffres (qui sont significatifs) pour tous les autres pays, mais je me suis borné à ceux qui concernent la République fédérale parce qu'il s'agit d'un pays qui s'est toujours notoirement fixé comme objectif d'appliquer la règle du produit national brut réel. Cela n'empêche qu'elle non plus n'a pas réussi à la respecter, en dépit de tous les efforts consentis à cette fin par ses gouvernements successifs.

J'irai même plus loin en rappelant que lorsque cette norme a été exceptionnellement atteinte, comme cela a été le cas en France en 1968, les dépenses budgétaires ont augmenté dans des proportions extraordinaires au cours de l'exercice suivant. En 1968, le produit national brut réel s'est accru de 2,7 % en France et le produit national brut en valeur de 14,9 % (le pays traversait donc une phase d'inflation marquée), alors que les dépenses budgétaires ont augmenté de 8,2 % seulement. L'année suivante, l'accroissement du produit national brut réel est demeuré à peu près stationnaire, se situant à 3 %, celui du produit national brut en valeur s'est monté à 9,3 % et celui des dépenses budgétaires de l'État a atteint 15,8 %.

Cette évolution s'explique par le fait que le frein mis aux dépenses l'année précédente avait provoqué une tendance à la récession que le gouvernement a jugé de son devoir de surmonter en augmentant très fortement les dépenses budgétaires.

Je ne vous infligerai pas d'autres chiffres, Mesdames, Messieurs : j'ai simplement voulu vous en citer quelques-uns parce qu'ils sont révélateurs d'une situation significative.

Un autre remède consiste entre les divers types de dépenses ; en général, il s'agit d'augmentations sélectives visant à modérer les dépenses qui favorisent la consommation et à accroître au contraire celles qui ont trait aux structures et aux équipements collectifs.

Mais, comme je l'ai déjà dit, des mesures de cet ordre demeureront sans effet si elles ne sont pas sagement dosées en fonction de la situation réelle prévalant dans chaque pays, afin d'éviter les déphasages qui se produisent inévitablement lorsque l'on

applique des principes abstraits qui ne reposent pas suffisamment sur la réalité.

C'est dans ce sens, me semble-t-il, que la Commission a orienté son rapport annuel, dans lequel elle a à la fois trouvé le ton qui convenait et suggéré des remèdes capables de combattre les difficultés présentes. Nous tenons à en rendre hommage à M. Barre qui préside avec tant de compétence et de passion à ce secteur.

Dans son rapport annuel, la Commission des Communautés donne la priorité absolue à un assouplissement des instruments de la politique conjoncturelle et surtout, de la politique budgétaire. Dans ce domaine, les États membres devraient préparer les moyens juridiques et institutionnels qui leur permettront de recourir à des mesures de modulation de la fiscalité et des dépenses. En outre, une adaptation rapide de la fiscalité et de la politique budgétaire aux situations conjoncturelles est indispensable à l'application d'une politique de modulation des prix et des coûts, et elle constitue également un antidote contre les réactions que suscitent inévitablement les mesures conjoncturelles. Quant à ces dernières, elles seront d'autant plus saines et économiquement judicieuses qu'elles se prêteront, elles aussi, facilement à des modifications, qui seront, selon les cas, légères ou importantes. D'ordinaire, ce n'est pas facile en raison de la rigidité des budgets, particulièrement prononcée dans certains États et qui dresse un obstacle sérieux — également de nature juridique et institutionnelle — à l'application rapide de mesures conjoncturelles dans le domaine de la politique budgétaire. A cela s'ajoute que les gouvernements sont liés par le budget annuel voté par le Parlement, et il n'est pas facile à l'exécutif d'en modifier de sa propre initiative les lignes essentielles en fonction de la conjoncture et au-delà des limites prévues dans le budget adopté.

Le comité de politique budgétaire des Communautés étudie ce problème depuis quelques années et a indiqué les solutions possibles dès 1968 : la modulation des dépenses publiques est une mesure qui dépend surtout de la volonté politique que manifestent le gouvernement et le parlement de chaque pays d'utiliser les ressources publiques de façon plus systématique, en fonction des objectifs assignés à la politique économique. De l'avis du comité politique budgétaire, il serait utile que la législation budgétaire comprenne des dispositions permettant, selon les cas, d'ajourner certaines dépenses ou de les augmenter en cours d'exercice si la situation économique l'exige.

La loi de la République fédérale du 8 juin 1967 offre un exemple de cet ordre et le comité estime qu'elle constitue un instrument juridique utile, grâce auquel il est possible, par le truchement du budget et dans des limites étroitement définies, soit de favoriser la stabilité, soit de stimuler l'économie sans avoir à modifier les pouvoirs de telle ou telle institution.

Pintus

Les instruments dont les pays doivent se doter permettraient d'agir aussi bien à court qu'à moyen terme et de concilier les exigences propres à ces deux perspectives. A cette fin, il faut insérer le budget annuel dans un cadre pluriannuel.

Le comité de politique budgétaire a également examiné les diverses dépenses budgétaires pour essayer de déterminer la nature et le degré des corrections ou des modifications qui pourraient leur être apportées à court et à moyen terme.

Si j'ai rappelé tous ces faits, Mesdames, Messieurs, dans un exposé qui paraît peut-être inutile, mais qui ne l'est pas à mon avis, c'est pour en tirer quelques conclusions.

L'adaptation des instruments de la politique monétaire a déjà fait l'objet d'études préliminaires au niveau de la Communauté. Nous sommes donc en droit de nous demander pourquoi, dans son rapport sur la situation économique, la Commission des Communautés ne s'y est pas référée expressément, et pourquoi elle n'a pas plaidé de façon plus énergique en faveur d'une adaptation des instruments de la politique budgétaire à la situation conjoncturelle. Serait-ce dû au fait que les experts n'ont pas encore achevé leurs travaux sur l'harmonisation des structures budgétaires nationales ? Ou bien la Commission a-t-elle craint de modifier certains équilibres sur lesquels il est encore possible d'agir sans se heurter à la résistance délibérée des États membres.

Il serait inutile que la Commission préconisât ses vues sur ce point, car les suggestions que le comité de politique budgétaire a présentées au sujet d'un problème aussi important que celui de l'adaptation des politiques budgétaires à la situation conjoncturelle devraient non seulement être étudiées par les experts, mais également fournir aux hommes politiques matière à un dialogue.

A l'échelon communautaire, l'étude de ce problème devrait conduire, avec le concours des trois institutions, à des conclusions tangibles. Il serait donc souhaitable qu'après avoir précisé leur doctrine sur l'adaptation des politiques budgétaires et sur une action rapide en matière de conjoncture, ces institutions fassent participer les États membres à leurs efforts visant à élaborer, dans le cadre d'une initiative prise au niveau européen, des instruments harmonisés en fonction du modèle commun.

J'en arrive ainsi à ma conclusion, Monsieur le Président, et vous prie de ne pas me tenir rigueur de l'aridité de mon exposé, qui tient à l'aridité de la matière que j'avais à traiter. Permettez-moi d'ajouter qu'aucune politique conjoncturelle ne sera efficace si l'harmonie fait défaut entre les divers facteurs de production, parmi lesquels j'inclus les forces sociales. C'est là une raison essentielle qui s'ajoute à toutes celles qui réclament que les travailleurs soient associés à l'assainissement de la situation économique. Dans cette perspective, il faudrait

prendre rapidement des mesures afin que les augmentations de salaire qui s'imposent soient alignées, comme je l'ai déjà dit, sur le taux d'accroissement du produit national brut en valeur et que la fiscalité soit adaptée de façon à alléger la charge fiscale qui pèse sur le revenu du travail.

A cette fin, la Commission des Communautés devrait promouvoir, dans le cadre de la coordination des politiques budgétaires, des mesures destinées à limiter les effets d'une éventuelle stagnation économique en préservant autant que possible le pouvoir d'achat des classes laborieuses, également dans le souci de maintenir le niveau d'emploi. Parallèlement, elle devrait examiner s'il est opportun qu'elle suggère — comme je l'ai mentionné tout à l'heure — une réforme des mécanismes budgétaires afin qu'ils puissent être utilisés plus efficacement en tant qu'instruments de la politique conjoncturelle.

Pour terminer, je voudrais m'arrêter à quelques considérations sur l'utilité que présenterait la création d'instruments destinés à étendre et à renforcer la collaboration et la solidarité communautaires dans ce domaine. Je me rends parfaitement compte de ce que des interventions communautaires visant à remédier à la conjoncture défavorable qui prévaut dans les divers pays soulèvent un problème qu'il n'est pas facile de résoudre, et qu'en tout état de cause, elles ne pourront s'effectuer dans l'immédiat. Cependant, l'unification économique et monétaire — que nous appelons, je crois, tous de nos vœux et qui se révèle toujours plus indispensable et urgente face à l'évolution actuelle de l'économie internationale — montre également qu'il convient d'éviter que les difficultés auxquelles se heurtent un ou plusieurs pays freinent les progrès de l'ensemble de la construction communautaire. Il semble donc à votre rapporteur qu'il est conforme à l'intérêt commun de tendre vers une synchronisation aussi parfaite que possible des situations économiques propres à chaque pays. Je crois que le Fonds européen d'action conjoncturelle dont la création est suggérée dans la proposition de résolution constituerait un instrument capable de favoriser une évolution commune. Parmi les objectifs qui lui seraient assignés devrait figurer celui de contribuer à corriger les cycles conjoncturels au niveau voulu, à savoir celui de la Communauté. En effet, on ne saurait oublier que le concours mutuel déjà prévu dans le cadre d'un fonds « fictif » géré par les banques centrales ne s'est pas révélé suffisant, et qu'il le sera encore moins dans le cas où tous les partenaires de la Communauté, voire seulement la majorité d'entre eux, se trouveraient simultanément en difficulté en raison de la convergence des cycles conjoncturels. Le Fonds européen d'action conjoncturelle pourrait faciliter la solution des graves problèmes que poseraient des circonstances de cet ordre. Comme je l'ai déjà dit, cette question ne pourra être résolue du jour au lendemain, mais une étude sur ce sujet offrirait déjà un bon point de départ. Le présent débat ne permettra

Pintus

certes ni de résoudre, ni même de formuler les problèmes que posent le fonctionnement et le financement de ce fonds. Nous pourrions tout au plus évoquer la possibilité de le financer au moyen de prélèvements sur les accroissements éventuels du produit de l'impôt en cas de forte expansion économique, qu'il utiliserait en période de stagnation. Ce qui importait à votre rapporteur, c'était d'appeler votre attention et celle des autres organes communautaires sur cette question, afin que la Commission puisse décider de procéder à son étude.

Reste la question d'un renforcement des relations entre les États nationaux et les institutions communautaires, question qui se présente sous deux aspects, à savoir les échanges d'informations et le calendrier des débats. En ce qui concerne le premier point, je crois qu'il serait utile que ces échanges soient institués entre les parlements nationaux et le Parlement européen et qu'ils portent sur les orientations économiques, en tenant compte également de la politique budgétaire. Ils contribueraient certainement à créer dans les diverses parties de la Communauté un climat propice à une interpénétration des problèmes, des solutions et des volontés à collaborer.

Quant au calendrier des débats, nous devons reconnaître qu'un examen tel que celui auquel nous procédons au mois d'octobre intervient peut-être un peu tard et qu'il serait préférable de l'inscrire à l'ordre du jour de la session de septembre, car ses résultats parviendraient ainsi à la connaissance des gouvernements au moment où les divers États ont à arrêter leurs décisions.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous prie une fois encore de me pardonner l'aridité de mon exposé et les lacunes qu'il présente en dépit de sa longueur. Je tenais à souligner quelques aspects en vue d'indiquer l'optique générale dans laquelle il convient d'aborder les problèmes essentiels, et j'espère que je ne suis pas resté trop loin du but que je m'étais fixé.

(Applaudissements)

M. le Président. — Nous passons à la discussion générale.

La parole est à M. De Winter au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. De Winter. — Monsieur le Président, le groupe démocrate-chrétien de cette Assemblée donnera son appui au rapport et à la proposition de résolution élaborés par M. Bersani, qui une fois de plus, a apporté une contribution excellente et très importante à nos travaux.

Le rapport annuel qui est actuellement soumis à nos délibérations a été élaboré immédiatement après les événements qui ont engendré de graves difficultés et de graves perturbations dans la situation moné-

taire internationale et dans le commerce mondial, perturbations qui placent la Communauté dans la situation la plus difficile qu'elle ait connue depuis son origine et qui font d'ailleurs l'objet tant des préoccupations dont le rapporteur s'est fait l'interprète que de celles du président Malfatti et des vice-présidents Barre et Mansholt dans les négociations qu'ils ont menées et mènent encore avec Washington.

Monsieur le Président, je sais que comparaison n'est pas raison, et je ne voudrais pas affirmer qu'à Washington il s'agit, en l'occurrence, d'une chose comparable au match Carpentier-Dempsey, bien qu'il y ait toujours un certain risque à opposer un poids moyen à un poids lourd. Nous avons connu jusqu'à présent le *Kennedy Round* dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est en sommeil, si même il n'est pas entaché d'une dangereuse maladie de langueur. Je veux espérer que nous allons maintenant assister à un *Malfatti Round*, un round dans lequel M. Malfatti et son équipe pourront vraiment obtenir pour le Marché commun les résultats nécessaires à son bon fonctionnement et à son développement. Il est certain que l'équipe Malfatti peut compter dans ce but sur l'appui chaleureux et effectif de tous ses supporters.

Le rapporteur a passé en revue d'une façon complète les objectifs essentiels imposés par la conjoncture actuelle. Je me borne à les rappeler, sans entrer dans le détail, cet objectif étant le freinage de la hausse des prix et des coûts de production, la lutte contre l'inflation sous ses différentes formes, la répartition plus équitable des bénéfices et des revenus, le renforcement de l'austérité des politiques budgétaires, l'encouragement à l'épargne, le maintien du niveau de l'emploi, l'augmentation des investissements en faveur des régions les moins favorisées. Tout cela se résumant à la nécessité pour la Communauté d'être dotée, grâce à l'action conjuguée de la Commission, du Conseil et du Parlement, d'une législation qui favorise la stabilité et l'expansion de l'économie et assure l'équilibre des échanges avec l'extérieur, de façon à garantir un haut degré de l'emploi, la stabilité du niveau des prix et salaires et l'équilibre de la balance des paiements. Comme le souligne le rapporteur, il ne faut pas oublier de renforcer, par une volonté d'action résolue et même accrue, en raison des circonstances du moment, l'action et l'intégration communautaires, en liaison avec le Royaume-Uni et les autres pays candidats.

En cette matière, nous avons regretté que des divergences soient apparues entre les points de vue défendus et les attitudes adoptées par différents membres de la Communauté, en matière monétaire notamment, situation qu'il convient de corriger et de redresser afin de revenir, dans le plus court délai possible, à une véritable collaboration communautaire.

En vertu de l'article 4 de la décision prise par le Conseil en mars dernier, décision relative au renforcement de la coordination des politiques économiques

De Winter

à court terme, la Commission européenne soumet au Conseil un rapport annuel sur la situation économique de la Communauté et, après consultation du Parlement, le Conseil adopte le rapport qui est ensuite transmis aux parlements nationaux.

Le rapport signale à ce sujet « qu'aussi longtemps que les pouvoirs du Parlement européen en matière de politique budgétaire seront limités, celui-ci ne pourra se substituer aux parlements nationaux et les décisions finales devront être prises au niveau de ces parlements. C'est pourquoi, dit le rapporteur, les ministres réunis en Conseil ne sont pas en mesure de s'engager à appliquer les directives qui sont proposées par la Commission des Communautés européennes. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est les adopter et s'engager à défendre les orientations préconisées devant leurs parlements nationaux.

Nous nous trouvons manifestement ici, Monsieur le Président, en présence d'une situation anachronique. Alors que la Communauté devrait pouvoir faire, sans aucune perte de temps, tout ce qui est en son pouvoir pour éviter les répercussions économiques et sociales que la situation économique pourrait engendrer — et nous savons tous que ces répercussions peuvent être extrêmement graves — elle est pratiquement dénuée des pouvoirs nécessaires pour le faire. Cela démontre, une fois de plus, qu'il devient indispensable de réformer le cadre institutionnel, pour doter le Parlement européen des pouvoirs appropriés, ainsi que nous l'avons déjà signalé dans cette enceinte à maintes reprises.

Le même article 4 — et le rapporteur le signale également — fait observer que la procédure prévoit la possibilité pour le Conseil de ne pas se limiter à adopter le rapport annuel après la consultation du Parlement européen, mais de fixer des orientations pour les États membres. En pareil cas, le rôle du Parlement européen en matière de coordination des politiques budgétaires s'en trouvera sensiblement réduit. C'est un point sur lequel le groupe démocrate-chrétien de cette haute Assemblée insiste tout spécialement. Il devient donc indispensable d'élucider et de préciser la procédure prévue par l'article 4 considéré.

Le groupe démocrate-chrétien fait également sienne la remarque formulée par le rapporteur au paragraphe 13 selon laquelle :

« il est indispensable, si l'on veut que la procédure de coordination des politiques économiques à court terme aboutisse à des résultats, de synchroniser les procédures budgétaires dans les États membres, de manière que le Conseil puisse adopter le rapport annuel avant que les parlements nationaux n'entament l'examen des budgets ».

Nous savons que des contacts officiels sont normalement pris entre la Commission exécutive et les gouvernements nationaux. Mais il serait, me semble-t-il, préférable que les délais soient tels que le Parlement européen puisse donner son avis en

temps utile pour renforcer les positions prises par la Commission exécutive.

Monsieur le Président, je termine en déclarant que je n'ai rien à ajouter aux considérations formulées par M. Bersani à l'endroit des orientations de la politique économique à court terme. Les commentaires du rapporteur sont en effet d'une pertinence telle qu'il serait vain de vouloir y ajouter quoi que ce soit.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Wolfram, au nom du groupe socialiste.

M. Wolfram. — (A) Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, au nom du groupe socialiste, je voudrais tout d'abord remercier la Commission de la célérité avec laquelle elle a présenté le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté, établi en application de la décision arrêtée le 22 mars dernier par le Conseil.

Nos remerciements vont également à MM. les rapporteurs Bersani et Pintus.

Un rapport annuel sur la situation économique revêt une importance décisive pour la coordination des politiques à court terme des États membres. C'est pourquoi mon groupe se félicite que, pour la première fois, ce document ait été présenté dans les délais prévus.

En effet, comme ce rapport contient les grandes lignes de la politique économique dont les États membres doivent s'inspirer, il a une valeur toute particulière.

Dès le début de mon intervention, je tiens à rappeler que nous ne devons pas admettre, en notre qualité de Parlement européen, que nos pouvoirs soient amoindris, et que si le Conseil apportait des modifications à ces orientations, l'Assemblée devrait être appelée à se prononcer à leur sujet. Dans l'analyse critique de la situation économique actuelle, nous nous heurtons à maints problèmes. Celui qui nous inquiète et nous préoccupe le plus a trait à l'évolution des prix, et pour jeter quelque lumière sur la conjoncture actuelle, je commencerai par une citation :

« Tout donne à penser que nous nous trouvons à l'aube d'une nouvelle révolution des prix d'une ampleur insoupçonnée et qui s'étend sur tout le monde civilisé. Il est désormais incontestable que le renchérissement du coût de la vie est un phénomène international qui s'observe à des degrés divers, il est vrai, dans tous les pays civilisés. »

Ce passage, Mesdames, Messieurs, s'applique à la situation actuelle, bien qu'il soit emprunté aux « *Annalen für soziale Politik und Gesetzgebung* » de l'année 1914. Je voulais simplement montrer que la hausse des prix n'est pas un problème nouveau, mais

Wolfram

que les économistes et les hommes politiques s'en occupent, de près ou de loin, depuis le début de ce siècle.

Certes, sur le plan structurel, la situation actuelle présente un aspect nouveau, en ce sens qu'en dépit du ralentissement de l'activité économique, les hausses de prix se poursuivent et que leur persistance ne peut s'expliquer uniquement par le retard avec lequel l'évolution des prix s'adapte normalement aux fluctuations de l'économie. Le terme à la mode de « *stagflation* menaçante » est plus apte à susciter des réactions psychologiques qu'à apporter des explications et des remèdes.

Ce qui est également nouveau par rapport aux décennies précédentes, c'est que plus personne ayant un sens des responsabilités en matière économique n'est disposé à lutter contre les hausses de prix à l'aide de moyens radicaux entraînant le chômage et des pertes de croissance. Il faut exclure toute mesure tendant à modérer les prix dont les salariés seraient seuls à faire les frais. Nous refusons également l'idée, avancée à titre d'hypothèse, d'instituer une armée industrielle de réserve. Pour le groupe socialiste, le chômage n'est pas un instrument de lutte anticyclique ; tout au contraire, le chômage structurel doit être éliminé.

Dans ces circonstances, il convient d'apprécier que la Commission n'ait pas sous-estimé la situation réelle dans laquelle se trouve la Communauté. Il faut se féliciter que le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté contienne des lignes directrices pour la coordination des politiques économiques à court terme et, qu'en plus de la situation conjoncturelle de la demande, l'analyse de la politique conjoncturelle ait également accordé une place plus importante aux politiques structurelle et régionale.

La phase actuelle de fléchissement de l'activité économique met à nouveau l'accent sur les problèmes d'ordre structurel. C'est pourquoi il faut appliquer une politique conjoncturelle délibérée, mais nous reviendrons certainement en détail sur ce point lors de l'examen du rapport de M. Mitterdorfer.

Je suis également heureux de ce que les difficultés soulevées par les sociétés multinationales aient été évoquées, et je songe ici notamment à la déclaration que la commission économique a faite à ce sujet.

Les recommandations de la Commission relatives à l'amélioration des instruments de la politique conjoncturelle revêtent une importance toute particulière. Cependant, sont-elles suffisantes dans la situation actuelle dont on a dit avec raison que, face au défi lancé par les États-Unis et à l'instabilité de la conjoncture, elle était la plus difficile de toutes celles que la Communauté a traversées depuis qu'elle existe ? C'est là une question à laquelle, personnellement, je répondrai négativement.

A mon avis, plusieurs problèmes subsistent, que nous n'avons su résoudre jusqu'à présent de façon satisfaisante, ni dans la politique conjoncturelle de la Communauté, ni dans celle des pays membres.

Comme par le passé, l'analyse des problèmes d'ordre conjoncturel qui se posent à chaque fois laisse à désirer. Comme par le passé, les possibilités et les limites des moyens dont dispose la politique conjoncturelle dans une situation donnée ne sont pas clairement définies, et la question du dosage des mesures de stabilisation conjoncturelle demeure controversée.

Avant que je ne passe à quelques réflexions sur ces divers points, permettez-moi de m'arrêter aux problèmes qu'ont suscités les décisions prises par le gouvernement des États-Unis.

Le tâche la plus urgente qui incombe à la Communauté consiste à chercher, en fonction de leur importance, également dans la politique étrangère des États-Unis, dans sa politique en matière de défense et dans celle qu'il a suivie dans le domaine du développement, les causes de la crise actuelle de sa balance des paiements. Nous avons à élaborer des vues communes pour une réforme radicale du système monétaire mondial, tout en continuant à réaliser progressivement l'union économique et monétaire ; aussi devons-nous lutter en commun pour le rétablissement de la liberté des échanges mondiaux.

C'est ce dernier point qui soulève les principales difficultés, et j'en suis entièrement conscient. Je n'examinerai pas ici les diverses solutions qui s'offrent à nous ; ce sujet devrait être réservé à un autre débat ; mais vous me permettrez peut-être d'insister à ce propos sur les trois points suivants :

Il faudrait se garder de toute réorganisation du système monétaire mondial ne conduisant pas à une souplesse plus grande que celle dont est doté le système issu des accords de Bretton Woods ; il ne devrait plus y avoir de système ayant pour étalon une monnaie nationale. Avant tout, compte tenu du volume minimal de leurs réserves monétaires (si l'on en juge d'après la soixantaine de milliards de dollars qui se promènent un peu partout dans le monde), les États-Unis d'Amérique devraient bénéficier, dans la politique qu'ils appliquent en matière de taux de change, d'une plus grande marge de manœuvre et d'un soutien plus ferme des pays d'Europe. Parallèlement au rétablissement de parités fixes à l'intérieur de la Communauté, nous devons mettre au point des mécanismes obligeant à coordonner les ordres de priorité dans nos politiques conjoncturelles sinon, nous nous retrouverons sous peu au même point qu'au mois de mai dernier.

A mon avis, le Conseil serait bien inspiré, lors de ses prochaines délibérations, d'approuver l'insistance avec laquelle le Parlement européen souligne le passage correspondant de sa résolution.

Wolfram

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de m'arrêter rapidement aux bases théoriques sur lesquelles repose l'analyse de la conjoncture. Si j'ai bien saisi le débat scientifique consacré à cette question, la Commission a fondé son étude sur certaines hypothèses plausibles concernant l'inflation due aux coûts et l'inflation induite par la demande, hypothèses que les économistes de l'école empirique rejettent. Cela vaut notamment pour la spirale prix-salaires, postulat qui transparaît malheureusement aussi en filigrane dans le rapport annuel.

A ce propos, je voudrais citer, à titre de référence neutre, le conseil allemand des experts chargés d'apprécier l'évolution économique, qui a rejeté cette théorie à plusieurs reprises dans ses avis annuels, en faisant valoir qu'il suffit de considérer un processus interdépendant dans une perspective à moyen terme pour que plus personne ne soit capable de dire si ce sont les prix ou les salaires qui sont la cause ou, au contraire, l'effet de l'inflation.

A mon sens, il serait également souhaitable que, dans un débat qui risque déjà en soi de déchaîner les passions, la Commission évite de recourir à des notions chargées d'un contenu éthique pour déterminer les coupables ou les innocents.

Cependant, même au-delà du postulat affirmant l'existence d'une spirale prix-salaires, les instruments de travail méthodologiques et statistiques dont dispose la théorie relative à la conjoncture sont insuffisants. La remarque sarcastique de M. le professeur Helmstädter, selon lequel la théorie sur la conjoncture ne peut avoir échoué, puisqu'elle est morte depuis longtemps, décrit fort bien la situation actuelle. En effet, il ne suffit pas de constater l'existence d'une poussée due aux coûts ou d'une pression provoquée par la demande, sans compter qu'il faudrait encore s'entendre sur les critères que l'on utilise à cette fin.

Pour qu'elle puisse servir de base aux mesures à adopter en matière de politique économique, une analyse de la conjoncture doit déceler les causes des phénomènes observés, afin que l'on puisse recourir aux remèdes appropriés. L'incertitude qui entoure les prévisions relatives à l'évolution de la conjoncture tient en bonne partie aux lacunes de la théorie relative à la conjoncture, et l'on ne peut que souhaiter qu'il sera possible de les combler grâce à une collaboration entre les organes nationaux et communautaires compétents et avec le concours des universités et des instituts de recherche économique.

J'en arrive ainsi à une autre question que je voudrais traiter rapidement ; il s'agit de la mise au point d'une stratégie efficace en matière de politique conjoncturelle et de l'utilisation des instruments appropriés de la politique économique. Je crois que nous avons tous un peu perdu la confiance que nous mettions dans l'utilité des mesures de politique conjoncturelle. Presque tous les gouvernements ont essayé de lutter

contre l'inflation mais, en toute franchise, nous devons avouer que les résultats sont demeurés maigres.

Ces considérations s'appliquent en premier lieu à la politique fiscale. Certes, il est très facile de dire que les réductions budgétaires ne devraient pas porter sur les dépenses relatives à l'infrastructure. Cependant, comme personne ne veut ni ne peut réduire les dépenses afférentes à la sécurité sociale, les autres possibilités sont très limitées. En outre, sans doute, tous les pays de la Communauté se trouvent dans l'obligation d'augmenter les dépenses de consommation publique et les investissements publics afin de résoudre les nombreux problèmes qui se posent dans le domaine social et dans celui de l'environnement. La stabilité monétaire dépend probablement moins du taux absolu de croissance que de la structure des dépenses et de leur financement.

Dans le domaine de la politique monétaire, nous devons d'abord reconnaître que même si des mesures de protection sont prises sur le plan des échanges internationaux, notre système monétaire est trop souple pour que l'on puisse contrôler efficacement la masse monétaire à l'aide des instruments habituels. Certes, il serait concevable, à l'extrême rigueur, de serrer les freins au point d'épuiser entièrement les liquidités, mais c'est là une éventualité que nul ne saurait envisager. Aucun pays n'a pu établir un contrôle suffisant de la masse monétaire, de sorte qu'en dépit des efforts consentis par les instituts d'émission, les conditions nécessaires au financement des hausses de prix se sont trouvées réunies. Par conséquent, la politique monétaire devra desserrer les freins et s'aligner sur les taux d'intérêt pratiqués à l'échelon international, même s'il paraît souhaitable, du point de vue de l'économie intérieure, de maintenir les restrictions afin d'éviter qu'un taux de réévaluation insoutenable ne conduise à un ralentissement excessif de la conjoncture.

Dès lors que l'on étudie les effets des instruments de la politique conjoncturelle, il faut se pencher sur la question — omise dans le rapport de la Commission — du retard avec lequel interviennent les mesures de politique économique, autrement dit, du laps de temps qui s'écoule entre le moment où la difficulté a été reconnue et celui où la mesure de politique économique adoptée en vue d'y remédier commence à exercer ses effets. Dans ce domaine, les enseignements tirés de l'expérience sont très divers. Cependant, aussi longtemps que nous n'en saurons pas davantage sur les rapports de causalité, nous devons partir du postulat que ce décalage externe dans le temps s'étend sur six à dix-huit mois, fait qui nous entrave dans nos possibilités de maîtriser la conjoncture.

Une autre question que la Commission n'a pas abordée dans son rapport annuel sur la situation économique concerne l'incidence de la politique de stabilisation sur la distribution du revenu. Il s'agit

Wolfram

des relations de causalité suivantes : lorsque, dans une situation conjoncturelle semblable à celle qui prévaut actuellement, les travailleurs et les syndicats se contentent d'augmentations de salaire relativement modestes en dépit de la hausse des prix, il en résulte, dans le processus de relance de l'activité économique, la fameuse « explosion des bénéfices », et le déséquilibre dans la distribution du revenu qui en est le corollaire risque d'entraîner par la suite une « explosion des salaires », destinée à dédommager les travailleurs des pertes subies. De cette façon, les fondements sont créés pour une nouvelle évolution cyclique de l'économie. Le problème est encore aggravé lorsque les pouvoirs publics accordent des allègements fiscaux ou des subventions spéciales aux industriels en vue d'accroître leur propension à investir. Ce cercle vicieux ne pourra être brisé par des mesures d'incitation à l'épargne, mais uniquement par de nouvelles mesures encourageant la formation du revenu chez les travailleurs. A défaut de dispositions de cette nature, il ne sera sans doute guère possible d'obtenir l'accord des syndicats pour des sacrifices à accomplir en matière de politique salariale.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans mon exposé, je me suis surtout attaché aux aspects critiques de la conjoncture actuelle et aux questions qui demeurent ouvertes. Or, si cette situation comporte des risques, elle offre aussi des possibilités considérables pour une intégration de la Communauté élargie.

Nous reconnaissons entièrement que le présent rapport annuel sur la situation économique a été établi dans des conditions difficiles.

Les événements qui se sont produits au cours de ces derniers mois dans le domaine de la politique monétaire et commerciale ont aggravé encore l'insécurité existante ; il est donc normal que la Commission se soit surtout livrée à des considérations d'ordre général dans son rapport. J'estime cependant qu'à l'avenir, il devrait être plus précis et plus concret.

Nous devrions avoir pour objectif prioritaire de revenir à une croissance économique équilibrée, conformément aux directives contenues dans le troisième programme de politique économique à moyen terme.

Il est indispensable de surmonter rapidement les difficultés d'ordre monétaire et de rétablir la stabilité, sans pour autant compromettre l'expansion à moyen terme.

Il faudra résoudre ces problèmes au niveau communautaire.

Comme le propose la Commission, nous devons créer les moyens nécessaires à une politique conjoncturelle et budgétaire souple, rétablir des parités fixes entre les pays membres et réduire la marge de fluctuation des cours de change à l'égard des pays tiers.

Nous avons besoin — comme l'exige la commission économique de cette haute Assemblée — d'une légis-

lation européenne favorisant la stabilité et l'expansion de l'économie et assurant l'équilibre des échanges commerciaux avec l'extérieur, de façon à garantir un haut degré de l'emploi, la stabilité du niveau des prix et l'équilibre de la balance des paiements.

Le groupe socialiste espère fermement que ce premier rapport et ceux qui le suivront rempliront le rôle qui leur a été imparti, que les pays membres seront disposés à suivre les recommandations qui y sont contenues et à réserver la priorité à des solutions communautaires, que le Conseil parviendra à s'entendre sur un programme intracommunautaire et qu'il résoudra les problèmes monétaires mondiaux au niveau communautaire, enfin, que nous nous sentirons tous responsables et que nous veillerons constamment à ce que la Communauté atteigne les buts économiques et sociaux qu'elle s'est fixés.

Le groupe socialiste approuve le rapport et les avis formulés à son sujet par les commissions parlementaires.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Armengaud, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, mes chers collègues, le groupe qui m'a mandaté ne fera pas d'observations sur la proposition de résolution, encore qu'à son sens, celle-ci ne touche qu'une partie des problèmes qui nous préoccupent. Je n'entrerai pas non plus dans la discussion du problème de l'inflation, si ce n'est pour faire une allusion très brève au fait que cette inflation est largement due aux sollicitations désordonnées de la société de consommation et dire que, si on veut la freiner, il est nécessaire de mettre un terme aux excès de la demande excessive qu'entraîne cette forme de société.

Je voudrais simplement faire des observations, brèves mais précises, sur deux aspects de la question. Nous nous trouvons, en réalité, devant deux sortes de difficultés : des difficultés intérieures à l'Europe et des difficultés extérieures à celle-ci.

En ce qui concerne l'Europe d'abord, je voudrais rappeler que si, dans le domaine monétaire, nos divers pays ont pris récemment des attitudes différentes, cela tient largement, ou essentiellement même, à ce que les structures économiques de nos pays ainsi que le comportement de leurs groupes économico-sociaux ou de leurs catégories sociales ne sont pas les mêmes.

Permettez-moi une simple comparaison entre deux pays voisins, qui, normalement, devraient marcher d'un même pas dans le progrès technique : l'Allemagne et la France. J'ai déjà dit, dans cette Assemblée, qu'une des raisons qui permettent à l'Allemagne d'avoir une position très libre à l'égard des problèmes monétaires, laquelle consiste à laisser flotter sa mon-

Armengaud

naie, tient à ce que la structure de son économie et notamment de son commerce extérieur lui permet d'avoir des excédents considérables, dans lesquels est incorporée une énorme valeur ajoutée, tandis qu'un pays comme le mien a, malheureusement, par tradition, une balance commerciale très fluctuante, très hésitante, très instable et dont l'équilibre est généralement assuré par des exportations industrielles sporadiques ou de caractère politique et par des exportations de produits agricoles soutenues actuellement, pour une part importante, par le FEOGA.

Il est évident que ces deux pays ne peuvent avoir en matière monétaire, lors d'une crise, un comportement identique : alors que l'Allemagne peut laisser flotter sa monnaie, la France ne peut, en l'état actuel des choses, se le permettre.

Cela, sans doute, est notre faute. Néanmoins il faut constater, si l'on regarde l'Europe, que les structures de nos différents pays n'étant pas les mêmes, il est difficile à ceux-ci d'avoir, à l'égard d'un problème monétaire, une politique identique et des réactions communes.

Par ailleurs, l'approche des problèmes internationaux n'est pas la même dans tous les pays de l'Europe des Six.

Pour des raisons politiques évidentes et qui ne sont pas contestables, l'Allemagne éprouve le besoin de sentir la présence américaine chez elle. Par conséquent, elle a tendance à se rapprocher de l'orientation de pensée des dirigeants américains, même en matière monétaire.

La France a une position différente, plus indépendante à l'égard du « parapluie américain ». Cette attitude ne manque pas de se répercuter sur la manière dont elle se tourne vers les États-Unis pour résoudre un problème, d'ailleurs difficile.

L'autre difficulté est extérieure.

Il faut d'abord se rappeler que les États-Unis sont la victime de leur générosité, mais aussi d'un certain désir de rayonner sur le monde occidental. La *Pax americana*, dont chacun comprend l'importance, a des conséquences évidentes sur la monnaie américaine. En effet, les États-Unis assument des charges considérables devenues trop lourdes pour leur économie.

Mais le moyen choisi le 15 août 1971, par le président Nixon, pour résoudre ces problèmes, ne paraît pas satisfaisant.

En effet, s'il tend à redresser la balance des paiements américaine par des mesures excessivement protectionnistes et par des techniques de subventions aux exportations, il aboutit surtout à un reflux des excédents de production allemands ou japonais sur d'autres marchés que celui des États-Unis, d'où, ces marchés étant limités, une réduction des possibilités

d'échanges internationaux et des menaces de récession hors des États-Unis.

Par conséquent, la politique menée par les États-Unis leur permettra peut-être de régler leur propres problèmes, ce qui n'est pas certain, mais, en tout cas, elle rend plus difficile la solution des nôtres. Je le dis avec d'autant plus de conviction que j'ai la chance — ou la malchance — d'entretenir une correspondance régulière avec le président d'une association économique américaine qui est l'un des conseillers du président Nixon. Celui-ci, dans une des dernières lettres ou notes qu'il m'a envoyées et qui reproduit, dans une large mesure, l'exposé qu'il a fait devant la commission des finances du Sénat américain, considère que l'une des raisons profondes de la crise américaine, est le comportement de l'Europe elle-même. Il dit en particulier, après avoir critiqué la faible part que les Européens prennent à la défense occidentale, que l'existence d'un tarif extérieur commun, d'une politique agricole commune, de la TVA a des effets directs sur l'économie américaine ; il les considère comme des méthodes de protection excessivement sévères de notre propre économie et, en ce qui concerne la TVA, comme une subvention indirecte considérable, étant donné son taux, à l'exportation. Je me suis évertué à lui expliquer que son raisonnement n'était pas fondé, que MM. Barre et Deniau avaient, à l'occasion de discussions avec les autorités américaines, montré que, là aussi, l'approche de mon correspondant était fautive et que, par conséquent, l'opinion qu'il émettait devant le Sénat américain et devant le président Nixon n'était pas satisfaisante, même intellectuellement. Mais je n'ai pas réussi à le convaincre et j'ai senti, au contraire, un raidissement très net de sa recommandation en matière de politique américaine, ce qui, évidemment, ne facilitera pas le redressement de la situation.

Cela dit, que pouvons-nous faire, car il ne suffit pas de se lamenter ?

Il faut d'abord remarquer qu'il n'y a pas de solution purement nationale. Il m'apparaît que ce ne sont pas les égoïsmes nationaux qui permettront de résoudre nos problèmes. En fait, si les Américains veulent se tirer seuls d'affaire, j'ai peur que l'on n'aille à une crise telle des échanges internationaux que nous en subirions tous les conséquences très graves notamment en ce qui concerne le taux de croissance et le niveau des rémunérations comme de l'emploi.

Mais ma première observation au sujet de l'avenir, c'est l'effort que les Européens ont à faire sur eux-mêmes, M. Pintus a parlé, tout à l'heure, et il a bien fait, de la cohésion européenne. Personnellement, celle-ci me paraît fondamentale, mais elle doit résulter de la coordination des tâches, des productions, par conséquent, de la redistribution des productions, aussi bien agricoles qu'industrielles, au sein de l'Europe des Six, de manière à assurer un équilibre entre ces productions et un équilibre dans la prospérité des

Armengaud

différentes régions, ce qui est la condition nécessaire du maintien du plein emploi à l'intérieur de l'Europe entière.

Il faut aller vers une certaine harmonisation des mécanismes sociaux, vers une entente dans la politique monétaire européenne — à cet égard, le plan Werner a tracé une ligne dont on devrait se préoccuper. Il faut avoir une politique d'épargne et d'investissement commune, une politique des prix commune, enfin une politique étrangère et une politique de sécurité communes. Tant que nous n'aurons pas fait cet effort, tous ensemble, nous ne redresserons évidemment pas la situation de l'Europe elle-même et nous n'assurerons à celle-ci ni la cohésion ni, encore une fois, cet équilibre entre nous, qui n'existe pas à l'heure actuelle.

L'autre volet est extérieur : que peut-on faire pour éviter que se poursuive la crise qui découle de la situation monétaire des États-Unis ? Il s'agit, en réalité, de l'insolvabilité du pays le plus riche du monde, et cette insolvabilité porte sur des sommes qui sont infimes par rapport à sa propre richesse. Comme l'a dit M. le Président de la République française, « cinquante à soixante milliards se promènent un peu partout dans le monde ». C'est une situation inflationniste générale, mais, en réalité, environ 30 milliards de ces dollars représentent des dettes immédiatement exigibles des États-Unis auprès des banques centrales. En fait, les Américains demandent de nouveaux prêts pour couvrir le déficit de leur balance des paiements.

Pour combler ce déficit, ils n'ont que deux solutions.

La première est de vendre à l'étranger beaucoup plus qu'ils n'achètent. C'est la politique dans laquelle s'est engagé le président Nixon et à laquelle les États-Unis s'efforcent depuis des années sans succès. Ils ne pourront éventuellement y parvenir qu'en freinant considérablement les importations en provenance des pays tiers et en subventionnant les exportations vers les pays tiers, ce qui fausse tout le commerce international. Par conséquent, des réactions économiques, voire politiques, extrêmement graves sont à craindre dans les différents pays qui seront victimes de cette situation. Le monde occidental risque, par suite, d'en être fortement troublé.

L'autre solution consiste à utiliser les 10 milliards de dollars de leurs réserves d'or de Fort Knox. Mais cette somme est insuffisante, si on la compare aux 30 milliards détenus actuellement par les banques centrales.

Dans ces conditions, les pays créditeurs ne peuvent accepter la prolongation de la situation actuelle et, notamment, l'accroissement de crédits sans contrepartie ni délai.

Enfin, dans quelle mesure les Européens peuvent-ils prêter, presque à fonds perdus à un pays qui est infiniment plus riche que chacun d'eux ?

Alors, que faire ? Je ne prétends pas que ce que je vais vous dire soit une solution certaine. C'est une simple suggestion. Je n'en suis d'ailleurs pas l'auteur ; j'en ai entendu parler dans les milieux journalistes compétents. L'on suggère que ce ne soient pas seulement l'or, les droits de tirage spéciaux et les monnaies à parité fixe qui soient acceptés par les banques centrales dans leurs réserves. Si nous examinons, en effet, la situation des grandes entreprises, nous constatons que les dettes des unes vis-à-vis des autres sont réglées par des transferts d'actions, d'où cette série d'opérations, que vous avez connues, de fusion ou de concentration. On peut donc se demander s'il ne serait pas opportun de briser la cloison étanche, actuellement maintenue par les banques centrales, entre le secteur privé et le secteur public. En effet, les milliards de dollars qui s'accumulent dans les réserves des banques proviennent des investissements des sociétés américaines en Europe ou au Japon. Il est donc permis de se demander si les fameux eurodollars — qui n'ont actuellement pas de support — détenus par les Européens ne pourraient pas servir à ceux-ci à acheter une partie, d'ailleurs négligeable, du portefeuille des grandes entreprises américaines, les 30 milliards de dollars auxquels je faisais allusion tout à l'heure représentent environ moins de 0,5 % de la capitalisation boursière américaine actuelle. Par conséquent, il semble bien que, pour un montant très faible eu égard à la richesse américaine, nous pourrions trouver, pour les différentes nations d'Europe, la possibilité d'utiliser les eurodollars pour nous donner une certaine garantie. Après tout, même si la garantie des biens des entreprises américaines, à concurrence de 30 milliards de dollars, n'est pas aussi certaine que celle de l'or, elle vaut en tout cas mieux que du papier qui ne repose sur rien !

Telles sont les observations que je souhaitais faire sur le rapport de nos collègues.

Je me suis permis, en premier lieu, de faire une suggestion qui n'a rien d'original : la cohésion européenne. J'ai redit, une fois de plus, que je ne croyais pas que celle-ci pût être atteinte par le mécanisme de la concurrence permanente entre nous et dans tous les domaines.

En ce qui concerne l'extérieur, je me suis borné à une suggestion. Je regrette simplement que l'on n'ait pas, à la dernière réunion de l'OCDE, vu apparaître une volonté européenne commune. On a eu un peu l'impression que les États-Unis jouent les Européens les uns contre les autres, ce qui est contraire à nos intérêts et même, à terme, aux leurs.

Dans ces conditions, le groupe des libéraux et apparentés s'est permis de présenter ces observations amicales, non pas sur le rapport, mais sur l'ensemble du problème qui nous est posé.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Offroy, au nom du groupe de l'UDE.

M. Offroy. — Monsieur le Président, le groupe de l'Union démocratique européenne a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt des rapports présentés par MM. Bersani et Pintus. Il voudrait présenter quelques observations sur les conclusions auxquelles sont parvenus les rapporteurs, ainsi que sur le document de base de la Commission des Communautés européennes.

Les deux rapports déclarent que le rétablissement aussi rapide que possible des parités fixes entre les monnaies européennes est une nécessité urgente. Sur ce point, nous partageons entièrement l'opinion des rapporteurs. Mais nous voudrions inciter la Commission à creuser davantage la question. En effet, une chose est certaine : même si, comme nous le souhaitons, nous arrivons à un rétablissement des parités fixes entre les monnaies européennes, même si nous réussissons — ce qui est déjà plus difficile — à inscrire ce rétablissement des parités fixes dans le cadre d'un réajustement général des parités dans le monde, ce résultat ne suffira pas à faire disparaître le déficit de la balance des paiements américaine.

Il serait donc souhaitable que la Commission étudie les mesures à prendre pour financer ce déficit, qui va subsister encore pendant quelques années, afin d'éviter qu'il ne pèse sur l'encaisse des banques centrales européennes. Il y aurait lieu d'examiner de quelle manière pourront être consolidées les dettes actuelles des États-Unis, dont vient de parler M. Armengaud, afin qu'elles ne soient pas une menace permanente, une sorte d'épée de Damoclès suspendue au-dessus des banques européennes.

Notre seconde observation s'écartera un peu de celle que vient de présenter M. Armengaud. Nous sommes plutôt plus optimistes que lui quant à l'évolution des rapports entre la Communauté européenne et les États-Unis au sujet des situations monétaire et commerciale. Lorsque nous comparons, par exemple, le déroulement des discussions qui ont eu lieu à Londres au Comité des Dix, puis de celles qui ont eu lieu plus récemment à Washington, nous décelons une certaine amélioration, en ce sens que, dans un premier stade, les Américains refusaient toute remise en cause des décisions qu'ils avaient prises le 15 août, alors que, maintenant, ils commencent à admettre que l'on pourrait discuter certains éléments, tant en ce qui concerne la surtaxe sur les importations que les mesures d'ordre monétaire.

Nous savons — l'histoire américaine le prouve — que la politique du « big stick » est, pour les Américains, une tentation périodique, et que, de temps en temps, ils ne peuvent résister au vertige que représente le coup de poing sur la table à l'adresse de tous les États étrangers.

Or, il nous semble — nous verrons si l'évolution des prochaines semaines confirme ce jugement — que l'on commence à comprendre, du côté américain, que ce n'est pas par la politique du « gros bâton » qu'ils arriveront à redresser la situation économique et monétaire du monde, et plus particulièrement la leur.

Il est bien évident que si par une surtaxe sur les importations, ils déclenchaient une récession en Europe, hypothèse qui n'est pas entièrement imaginaire puisque 87 % de nos exportations vers les États-Unis sont atteintes par cette surtaxe, les chances de rétablir la balance des paiements et même la balance commerciale américaine s'éloigneraient de plus en plus. Nous estimons donc que ceux qui ont préconisé à l'égard des États-Unis une attitude amicale mais ferme, avaient raison. Il ne s'agit pas bien entendu de faire de l'anti-américanisme : les États-Unis sont pour tous les pays membres de notre Communauté des amis et des alliés, et ils doivent le rester. Mais il s'agit d'hommes d'affaires connaissant les réalités du « business » ; ils comprennent un langage ferme et précis. Nous pensons que celui-ci doit continuer à leur être tenu et nous avons le sentiment que c'est dans la mesure où une certaine entente a pu être obtenue entre les pays membres de la Communauté et où cette entente a pu déborder du cadre de la Communauté pour aller jusqu'à la Grande-Bretagne et même jusqu'au Japon, que nous avons obtenu une première reconsidération par les États-Unis de leurs mesures unilatérales du 15 août.

Nous espérons donc que les pays membres de la Communauté, ainsi que la Commission, poursuivront dans la voie de ce que j'appellerai le réalisme économique, qui consiste à montrer que la politique américaine ne peut pas être basée uniquement sur des mesures unilatérales.

Il faut oser parler aux États-Unis d'un certain nombre de questions. Les Américains n'hésitent pas à demander aux Japonais de limiter leurs importations de textiles à destination des États-Unis par exemple. Pourquoi ne discuterions-nous pas avec les Américains des possibilités qu'il y aurait de diminuer les exportations de dollars vers les pays européens ? Il n'est tout de même pas normal que ces dollars servent perpétuellement à financer l'achat d'industries européennes alors qu'ils sont émis sans aucune contrepartie. Il faut, je crois leur montrer, et c'est possible, qu'une amélioration de la balance commerciale des États-Unis est basée sur le maintien, peut-être même sur le développement, des échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Europe.

Tout à l'heure, M. Armengaud disait que son correspondant américain lui reprochait certaines des mesures qui ont été prises sur le plan européen ; mais il est bien facile de démontrer que le tarif extérieur commun de la Communauté européenne est très inférieur à celui des États-Unis, que les mesures de subventions à l'agriculture ne sont pas plus impor-

Offroy

tantes en Europe qu'aux États-Unis, loin de là, que d'une façon générale notre politique est infiniment moins protectionniste que celle des États-Unis, que si le Kennedy Round n'a pas donné tous les résultats voulus, c'est parce que les Américains n'ont pas réussi, comme ils l'avaient promis lors des négociations, à supprimer cet *American selling price* qui est l'un des obstacles au développement des échanges entre l'Europe et les États-Unis.

Nous ne manquons donc pas d'arguments. N'hésitons pas à les exposer, à discuter courtoisement, calmement mais fermement ! Je crois que nous arriverons ainsi à des résultats.

Il faut également que les pays membres étudient entre eux les mesures à prendre pour contrôler les mouvements spéculatifs de capitaux. Il est facile et démagogique de rejeter la faute sur les spéculateurs. S'il existe des spéculateurs, il me semble normal qu'ils spéculent. Au contraire, il appartient aux gouvernements à prendre des mesures pour que cette spéculation ne soit pas payante, qu'elle ne donne pas les résultats que certains obtiennent actuellement et pourraient obtenir dans l'avenir. Un certain nombre de mesures de contrôle devraient pouvoir être étudiées et permettraient de lutter contre cette spéculation.

Enfin, nous devrions avancer dans l'union économique et monétaire, malgré les obstacles rencontrés ces derniers mois sur notre route.

Il est certain que des formules de coopération qui limiteraient l'importance du dollar dans les échanges internationaux, seraient une mesure de soulagement pour les banques centrales européennes, mais favoriseraient également les Américains. En effet, cette masse de dollars flottants finit par être un danger aussi bien pour les États-Unis que pour les pays qui reçoivent ces capitaux.

Une autre observation que nous voudrions présenter, Monsieur le Président, concerne la proposition de M. Pintus sur la création d'un Fonds européen d'action conjoncturelle.

Nous souhaitons que la Commission examine très attentivement cette proposition.

M. Pintus l'a formulée d'une manière assez modérée. Il est évident qu'il faut étudier de quelle manière une formule de ce genre pourrait être adoptée, mais nous estimons que la création d'un Fonds européen d'action conjoncturelle correspondrait, dans l'esprit de M. Pintus, si j'ai bien compris, à ce Fonds de coopération qui a été prévu dans le plan Werner en matière monétaire.

Nous souhaitons donc qu'il soit procédé à une étude approfondie de cette suggestion.

Pour ce qui est de la procédure établie par la décision du 22 mars 1971, les rapporteurs se félicitent en général, dans le rapport écrit, des solutions adoptées. Toutefois, j'ai noté que, dans son exposé oral, M.

Pintus avait souligné que la procédure paraissait trop tardive, et je l'ai moi-même déclaré en commission aux divers Commissaires intéressés.

L'un d'eux m'a répondu qu'il était difficile de faire un travail très efficace au mois d'août, si l'on voulait avancer la date de présentation des rapports.

Un autre commissaire m'a indiqué que les gouvernements eux-mêmes avaient donné trop tardivement leurs informations pour que l'on puisse avancer cette date.

Personnellement, je présenterai une suggestion en demandant à la Commission de bien vouloir l'étudier.

Je me demande, en effet, si cette procédure ne pourrait pas être complétée par une invitation adressée aux États membres, de faire connaître avant le mois d'août, les principales orientations budgétaires qu'ils ont l'intention de proposer à leurs parlements nationaux.

Sur la base de ces grandes lignes des orientations budgétaires, qui seraient ensuite communiquées au Parlement, nous pourrions discuter, en même temps que nous étudierions le rapport établi par la Commission exécutive.

Ainsi, après examen de ces deux documents, nous pourrions émettre un avis qui serait porté à la connaissance des parlements nationaux avant que n'intervienne le vote de leur budget.

En effet, il me semble qu'une lacune subsiste dans notre formule.

Nous discutons, ce matin, de l'orientation des politiques budgétaires et cet après-midi, au Parlement français, le ministre des finances va indiquer quelle sera l'orientation du budget.

Il en est de même, je crois, en Allemagne.

En Belgique, il y a aussi un léger retard, mais c'est en raison des élections.

Aux Pays-Bas, la discussion vient également trop tard.

Donc, d'une façon générale, nous devons considérer que si la procédure adoptée le 22 mars dernier est satisfaisante, le calendrier, lui, ne l'est pas.

En conséquence, je désirerais que la Commission étudie de quelle manière elle pourrait améliorer ce calendrier, afin que les parlements nationaux soient informés du point de vue du Parlement européen avant de prendre une position d'ensemble sur les grandes orientations budgétaires.

Enfin, la dernière observation que je voudrais présenter concerne la consultation des partenaires sociaux. Les deux rapports, celui de M. Bersani et celui de M. Pintus, soulignent qu'il est nécessaire d'améliorer la consultation des partenaires sociaux, afin d'avoir leur accord sur les mesures à prendre. Le

Offroy

rapport de la Commission l'indique également. Je crois que tant que nous en resterons là, nous risquons de demeurer dans le domaine des vœux pieux. Nous pouvons adresser des objurgations aux partenaires sociaux pour leur demander de comprendre qu'il faut ralentir la hausse des salaires, qu'il faut limiter les revendications sociales, mais je ne pense pas qu'en adoptant une telle attitude nous arriverons à un résultat satisfaisant, car nous n'empêcherons pas les partenaires sociaux de demander une part croissante dans l'augmentation du produit national.

A mon avis, la limitation des dépenses de consommation et l'accroissement des investissements collectifs, qui sont préconisés dans les rapports dont je viens de parler, sont des mesures nécessaires, mais elles ne sont pas suffisantes. Si nous voulons que les partenaires sociaux adoptent réellement la position raisonnable préconisée dans les différents rapports, il faut leur donner quelque chose en échange. Si nous offrons des compensations précises dans le domaine de la fiscalité, dans la limitation des charges imposées aux petits revenus, soit par une diminution des dépenses soit par la création de nouvelles recettes — ce n'est pas à nous de le préciser mais aux ministres des finances des différents pays —, je crois que nous proposerons aux partenaires sociaux, sinon une certitude, tout au moins une argumentation que nous pourrions développer pour leur dire : nous faisons un effort, faites-en un de votre côté.

Je suis convaincu que dans ce domaine, seul un aménagement dans un sens social de la fiscalité des différents États permettra d'aboutir à un résultat satisfaisant, surtout si l'on tient compte du fait que les différents rapporteurs ont indiqué que nous allons vraisemblablement vers une situation économique qui va être difficile pendant de longs mois — peut-être pendant des années — et que ce problème du rapport avec des partenaires sociaux et de la limitation des revenus sociaux ne se pose pas simplement dans l'immédiat, mais encore pendant toute l'année qui vient.

C'est à la lumière de ces observations, Monsieur le Président, que le groupe de l'Union démocratique européenne estime que le Parlement doit adopter les deux propositions de résolution qui ont été présentées par M. Bersani et par M. Pintus.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. CORONA*Vice-président*

M. le Président. — La parole est à M. Schwörer, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Schwörer. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au nom de mon groupe, je tiens

à m'associer aux compliments qui ont été adressés à M. Pintus pour le travail qu'il a consacré aux parties du rapport annuel sur la situation économique qui ont trait aux politiques budgétaires. Il a soigneusement analysé cette question aussi difficile qu'importante.

Permettez-moi également de remercier la Commission d'avoir présenté ce rapport annuel sur la situation économique dans les délais prévus. En effet, ce document a pour objet de permettre aux États membres de coordonner leurs politiques conjoncturelles, et cette coordination s'impose incontestablement d'urgence si nous voulons réaliser l'union économique et monétaire dont nous savons tous qu'elle est la base indispensable à la stabilité, à la croissance et au plein emploi dans la Communauté.

Je commencerai par quelques points de procédure. Mon groupe s'accorde à penser avec M. le Rapporteur qu'il serait préférable de présenter ce rapport plutôt dans l'année, car cela nous permettrait de l'examiner de près et d'essayer d'en faire accepter les conclusions à nos parlements nationaux respectifs lors de leur débat budgétaire. Il ne nous reste qu'à espérer que ce vœu sera réalisé la prochaine fois.

En deuxième lieu — et c'est là un point d'une importance fondamentale — les parlements nationaux devraient considérer explicitement l'examen des lignes d'orientation présentées par la Communauté comme l'un des éléments de décision nécessaires à l'établissement du budget de l'État. Le groupe démocrate-chrétien est également de l'avis de M. le Rapporteur lorsqu'il déclare que les pouvoirs du Parlement européen doivent également être renforcés afin que ces lignes directrices soient dotées de l'autorité nécessaire pour être suivies par les parlements nationaux.

Plus il est difficile dans certaines phases de la conjoncture, d'imposer la politique budgétaire indispensable, plus il devient essentiel de remplir ces conditions. Nous savons tous par expérience combien les lignes d'orientation de la Commission peuvent être utiles, notamment lorsque la nécessité de maintenir la stabilité oblige à établir un budget restrictif qui empêche de répondre aux vœux émis en matière de politique intérieure.

J'en arrive ainsi à ces lignes d'orientation. D'aucuns font valoir que la politique financière est la seule qui soit efficace en matière de conjoncture, mais qu'elle est aussi la plus difficile à faire accepter sur le plan politique. Cela vaut en particulier pour une politique financière destinée à modérer une conjoncture excessive. C'est pourquoi les États recourent souvent à une politique monétaire restrictive qui, étant édictée par les banques centrales, est plus facilement acceptée par les intéressés. Cependant, cette politique des banques centrales a généralement pour effet d'augmenter les coûts et, partant, les prix. En outre, elle provoque des afflux indésirables

Schwörer

d'argent qui s'accompagnent de tous les phénomènes bien connus d'emballlement de la conjoncture.

Je me rends parfaitement compte de ce que la politique fiscale a, elle aussi, des inconvénients. Les postes de dépenses étant dans une large mesure rigides, les restrictions s'opèrent presque toujours au détriment des investissements indispensables et sont ensuite suivies d'un mouvement en sens contraire. Cette politique alternant les feux rouges et les feux verts ne contribue nullement à régulariser le cours de la conjoncture mais provoque au contraire des hausses brusques de prix et finit par engendrer dans nombre de domaines un taux d'inflation plus élevé que dans d'autres. A mon avis, il faudrait prévoir, à long terme, pour les principaux secteurs d'investissements économiques, des fonds spéciaux qui permettraient de financer ces mesures absolument capitales à une cadence continue.

Permettez-moi de passer maintenant au rapport soumis à notre examen : je conviens entièrement avec M. le Rapporteur et avec la commission de ce qui est difficile, dans la conjoncture présente, d'établir des lignes d'orientation applicables pour une année tout entière. La situation actuelle se caractérise par de fortes augmentations des prix, un ralentissement de la croissance économique et un début de fléchissement dans l'emploi. Toutes ces tendances nous obligent à procéder avec prudence, également dans nos décisions de politique financière.

Il n'en demeure pas moins certain qu'il faut combattre les hausses de prix qui sont à l'origine du ralentissement de la croissance et des difficultés qui commencent à se faire sentir dans le secteur de l'emploi. La Commission fait elle-même observer, à juste titre, à la page 4 de son rapport que cette inflation est due à des causes internes.

Quoi qu'il en soit, il faut les éliminer, ne serait-ce que progressivement. Or, l'une des principales causes de l'inflation réside précisément dans le taux d'accroissement du budget de l'État, surtout lorsqu'il est financé à l'aide d'emprunts en période de haute conjoncture. En limitant ces taux d'accroissement, on réduit donc la marge de manœuvre de l'inflation.

Les opinions diffèrent quant au taux d'accroissement des budgets qu'il conviendrait d'adopter. Dans son rapport, M. Pintus préconise de le maintenir dans les limites de l'accroissement du produit national brut en valeur. Dans la pratique, cela signifie que le volume des augmentations budgétaires sera déterminé par le taux intégral d'augmentation des prix et par la croissance réelle. Personnellement, cette méthode me paraît contestable. Il faudrait au contraire essayer de se fonder sur la croissance réelle, assortie d'un taux d'inflation normal de 1,5 à 2 %. En période de crise, il sera en tout état de cause nécessaire d'établir un budget éventuel et de lutter contre un déclin dans l'emploi. D'autre part, c'est sous cette forme que M. le vice-président Barre a présenté sa

conception du taux de croissance lors de la session de Luxembourg. Je vois qu'il me fait un signe de tête affirmatif ; mes vues correspondent donc bien à celles qu'il défend au sujet du taux d'accroissement des budgets nationaux.

Mesdames, Messieurs, trois raisons m'incitent à plaider en faveur du maintien de l'augmentation des budgets dans les limites de l'accroissement *réel*, et non de l'accroissement *en valeur*.

Premièrement, on risque d'encourager un comportement favorable à l'inflation en dépensant de façon irréfléchie la masse monétaire artificiellement gonflée par l'inflation. Certains gouvernements pourraient même aller jusqu'à tabler sur ces volumes accrus d'argent.

Deuxièmement, il est à mon avis inadmissible de récompenser l'État qui n'a pas su maintenir la stabilité en lui donnant, par le biais de l'inflation, des moyens plus importants. Nous savons tous que dans la course entre les hausses de prix et le financement des investissements à l'aide de recettes gonflées par l'inflation, ce sont toujours les premières qui gagnent, les victimes étant les épargnants, les économiquement faibles et les salariés.

La troisième raison qui me pousse à réclamer que l'on se fonde sur l'accroissement réel réside dans l'effet d'avertissement que l'application de ce principe a sur d'autres secteurs. Comment pourrions-nous exiger de nos partenaires sociaux qu'ils adoptent un comportement générateur de stabilité si l'État n'est pas disposé à être le premier à donner l'exemple ?

S'il est à mon avis indispensable de maintenir les augmentations budgétaires dans les limites de l'accroissement réel, c'est parce que seule une expansion de la croissance réelle peut fournir une base saine à l'évolution ultérieure de notre économie.

Dans son rapport, M. Pintus aborde la question de la répartition des taux d'accroissement entre les divers secteurs, et il précise à ce propos qu'il faudrait augmenter les dépenses d'investissement et modérer les dépenses de consommation.

Or, nous savons tous que dans la réalité, cet objectif reste le plus souvent dans le domaine des bonnes intentions. A l'heure actuelle, ne constatons-nous pas précisément que l'on procède dans le sens opposé dans nos divers pays ? Pour cette raison également, je crois qu'il serait préférable, comme je l'ai déjà dit au début de mon exposé dans un autre contexte, d'inscrire ces dépenses d'investissement à des budgets supplémentaires, comme c'est le cas avec les budgets éventuels.

M. le Rapporteur propose également « d'éliminer les éléments qui favorisent ou provoquent la stagnation économique. » Je ne puis que souscrire à cette suggestion et pense qu'ici également, il faudrait ajouter

Schwörer

qu'en plus des investissements publics, il y a lieu de promouvoir les investissements privés. Nul ne conteste qu'à l'avenir, seuls les investissements permettront d'améliorer réellement la croissance. Étant donné la situation tendue qui règne sur le marché du travail, seuls des investissements peuvent conduire à une rationalisation et à une véritable expansion de la croissance.

C'est ici qu'il convient d'aborder le chapitre de la politique de structure.

Je me félicite de ce que l'on ait reconnu qu'il existe encore, dans ce domaine, des réserves de croissance que les États membres et la Communauté pourraient mobiliser en adoptant les mesures nécessaires, c'est-à-dire des incitations fiscales et des subventions budgétaires qui renforceraient les initiatives dans ce domaine. Toutefois, il faut se garder de freiner les activités en période de haute conjoncture ; tout au contraire il faut tirer parti de cette phase de haute conjoncture, car c'est alors seulement que les industriels sont disposés à investir.

M. Pintus a également proposé, dans son rapport, d'associer les partenaires sociaux au processus de stabilisation et je me rallie entièrement à ses vœux.

Je me joins également à lui pour penser qu'il faudrait renforcer la valeur des augmentations salariales peu élevées en les faisant bénéficier d'allègements fiscaux, notamment lorsque ces gains sont destinés à l'épargne ou à des investissements à long terme. Je tiens à déclarer une fois encore expressément que si l'on devait assister à un déclin dans l'emploi ou à l'apparition de véritables phénomènes de récession, il faudrait soutenir la force d'achat des salariés au moyen de fortes réductions d'impôt, même si ces dernières devaient créer des déficits dans le budget de l'État et obliger à enfreindre la règle dont je viens de recommander l'adoption dans le domaine de la politique fiscale.

Quoi qu'il en soit, le chômage ne peut en aucun cas être un instrument de la politique conjoncturelle.

Il faut se féliciter de ce que M. le Rapporteur propose de coordonner les instruments économiques dont disposent les divers pays. Il est incontestable que dans la pratique, il faut établir des différences en fonction de la situation conjoncturelle du moment et selon les pays membres.

Toutefois, gardons-nous de croire que de par leur seule existence, les instruments de politique conjoncturelle opéreront des miracles en matière de stabilité. Les faits ont, hélas, montré que leur application se heurte souvent, dans la politique intérieure, à des obstacles qui barrent le chemin à la stabilité.

Permettez-moi d'ajouter un mot à propos du Fonds d'action conjoncturelle dont la création est proposée dans le rapport.

Certes, nul ne conteste qu'un instrument de cet ordre — agissant évidemment à long terme — fait partie intégrante d'une véritable politique financière anticyclique. Mais je crois que nous aurions déjà fait un grand pas en avant si nous disposions de cet instrument dans nos économies nationales et s'il était réellement employé lorsque la situation l'exige.

Mesdames, Messieurs, il est question, dans le rapport, de l'étroite collaboration qui s'est instaurée entre les autorités monétaires, c'est-à-dire entre les banques centrales des pays de la Communauté. Certes, elle est utile et nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour l'améliorer encore. Cependant, même ces organes ne sauraient remplacer la volonté politique de maintenir la stabilité ; ils peuvent tout au plus en accélérer, voire parfois en imposer la mise en œuvre. Néanmoins, la volonté délibérée d'appliquer une politique financière judicieuse en tant que base de la politique de stabilisation est et demeure essentielle.

Dans ces circonstances, le Parlement européen assume, outre le rôle consultatif qui lui est normalement imparti, une véritable fonction de participation aux décisions et de coresponsabilité, fonction qu'il est seul à exercer en sa qualité de Parlement des six États membres de la CEE. En effet, ce sont les parlements nationaux auxquels il appartiendra de traduire dans la réalité les principes que nous examinons aujourd'hui et que nous approuverons à l'issue de ce débat.

Aussi longtemps que nous ne disposerons, hélas, pas d'une institution centrale conférant l'autorité nécessaire aux principes de la politique économique et monétaire commune, l'influence que nous exerçons sur les parlements nationaux revêtira une importance décisive.

La position que nous adopterons aujourd'hui ne marquera pas la fin de nos activités dans ce domaine, contrairement à ce qui se passe habituellement lorsque nous donnons notre avis sur telle ou telle directive de la Commission.

Bien au contraire, c'est maintenant que nous aborderons notre tâche essentielle, qui consiste à veiller à ce que les principes ainsi reconnus soient appliqués dans nos parlements nationaux. C'est ainsi seulement que nous nous acquitterons de la double obligation qui nous incombe en notre qualité de représentants de nos pays et de parlementaires européens. C'est ainsi seulement que nous apporterons une contribution décisive au rétablissement de la stabilité, à la poursuite de la croissance et au maintien du plein emploi dans la Communauté.

J'ai l'honneur de déclarer que le groupe démocrate-chrétien approuve le rapport de M. Pintus.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Koch, au nom du groupe socialiste.

M. Koch. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au nom du groupe socialiste, je tiens tout d'abord à remercier M. Pintus de son rapport aussi complet que remarquable, auquel le groupe socialiste souscrit dans ses grandes lignes. Il appartient en effet à la commission des finances et des budgets de présenter à l'Assemblée un rapport sur les parties du volumineux rapport de la Commission qui traitent des questions budgétaires.

A l'avenir, nous devons accélérer encore cette procédure, car ce travail doit permettre au rapport de la Commission, tel qu'il a été approuvé par le Conseil et accompagné de l'avis du Parlement européen, de fournir des suggestions et des lignes d'orientation aux parlements nationaux lors de leurs débats budgétaires. En tout cas, c'est le but vers lequel nous devrions tendre de plus en plus à l'avenir.

A mon avis, la Commission nous a présenté un rapport excellent, très fouillé et riche en enseignements, tant du point de vue de la politique économique et conjoncturelle que de la politique budgétaire. Il est évidemment normal que les appréciations de ceux qui examinent ce document (qui traite en fait surtout de la politique économique) sous l'angle de la politique budgétaire, risquent de recouper les déclarations des spécialistes de la politique économique.

Je tiens à insister sur un point du rapport de la Commission qui me tient tout particulièrement à cœur : il s'agit du passage consacré à la hausse des prix. Je crois que nous ne pouvons négliger ce que la Commission déclare à ce propos, à savoir que les hausses de prix compromettront incontestablement nos économies si elles se poursuivent au taux actuel, qui est de l'ordre de 6 %. Je me permettrai même d'ajouter que toute la pensée économique moderne est principalement axée sur des considérations relatives à la conjoncture et à la croissance, de sorte que la politique des prix et la politique de stabilité sont quelque peu reléguées à l'arrière-plan. Or, j'ai la conviction — peut-être un peu démodée — qu'une monnaie stable est beaucoup plus importante pour le bien-être social de toutes les classes de la population que ne le pensent nombre de personnes intelligentes, voire supérieurement intelligentes.

C'est pourquoi je me félicite de ce que la Commission ait proposé de ramener progressivement la hausse des prix à un taux de l'ordre de 3 à 3,5 %. En effet, comment justifierons-nous des augmentations ultérieures des prix à l'égard des épargnants que nous incitons à former un revenu, alors que le seul moyen que nous leur offrons à cette fin consiste en dépôts d'argent sur un compte ? Dans ces conditions, l'argent ne doit pas perdre chaque année 6 % de sa valeur. Certes, il est plus facile de proclamer ces beaux principes que de les mettre en pratique. De même, il est plus aisé de dire qu'il faut appliquer une politique budgétaire restrictive lorsque l'on se trouve — comme c'est le cas de l'honorable parlementaire qui m'a pré-

cédé — sur les bancs de l'opposition dans son parlement national. En effet, si le gouvernement applique ensuite cette politique, on lui reprochera immédiatement de négliger la construction de logements, d'écoles, de routes — bref, de ne rien faire dans aucun domaine. C'est là l'une des faiblesses de la démocratie, car on attend en fait de l'opposition qu'elle critique — je dirai presque de fond en comble — toutes les mesures qu'adopte le gouvernement, si judicieuses qu'elles soient. De ce fait, il est fort difficile de suivre une politique telle que la recommande M. Schwörer, à savoir une politique budgétaire restrictive, bien qu'il soit incontestable qu'elle offre certains instruments pour lutter contre la hausse des prix. Je songe en particulier aux augmentations de prix démentielles qui sévissent dans la construction, branche qui vit en grande partie des commandes passées par le secteur public.

D'autre part, nous ne saurions oublier, dans les grands États industriels, que nous ne pouvons adopter des mesures qui suscitent un chômage substantiel. C'est pourquoi nous avons affaire à la quadrature du cercle à chaque fois que nous essayons de concilier durablement et pleinement la politique en matière de stabilité et la politique de plein emploi.

A mon avis, c'est dans cette optique qu'il faudrait examiner la proposition présentée par M. le Rapporteur, et se demander s'il n'y a pas lieu de revenir à des allègements fiscaux en faveur des catégories inférieures de salaires, du moment que l'on craint les effets des augmentations salariales excessives sur la politique de stabilité. Certes, le ministre des finances devra, une fois de plus, trouver un moyen de combler le déficit qui en résultera dans son budget.

Il n'en demeure pas moins important d'inclure la politique fiscale dans les mesures de politique budgétaire que nous recommandons ici. Nous voyons en effet qu'en ce moment, les États-Unis recourent à nouveau à la politique fiscale pour essayer de stimuler les investissements.

Certes, du point de vue de l'administration des impôts, il n'est guère commode de devoir s'adapter tous les deux ans à de nouvelles dispositions, puisque les allègements fiscaux sont toujours accordés pour une période limitée.

Il suffit donc de passer en revue ces diverses mesures relevant d'une politique visant à maintenir la stabilité et d'une politique sociale de plein emploi, comme nous venons de le faire, pour saisir immédiatement que nous avons affaire à des problèmes très ardues. Je ne m'arrêterai même pas aux difficultés monétaires qui se posent dans le monde entier et dont les orateurs qui m'ont précédé ont traité en leur qualité de spécialistes éminents. En tout état de cause, le débat ouvert dans cet hémicycle à propos du rapport de la Commission devrait nous conduire à essayer d'harmoniser nos politiques budgétaires.

Koch

Récemment, j'ai entendu l'un des membres de la Commission dire que cette institution organisera désormais régulièrement chaque printemps des rencontres avec les directeurs du budget des six pays. Il me semble que c'est là une initiative excellente qui permettra à la Commission de porter nos considérations à la connaissance des directeurs du budget afin qu'ils puissent en tenir compte lors de l'établissement de leur budget. Grâce à cette procédure, nous devrions progressivement parvenir à harmoniser nos politiques budgétaires.

Permettez-moi, pour conclure, de faire quelques remarques au sujet du Fonds d'action conjoncturelle ou de régularisation de la conjoncture, peu importe le nom sous lequel on le désigne. Nous avons lutté à juste titre au sein de la commission des finances et des budgets afin que cette proposition, qui est toute nouvelle, fasse l'objet d'un examen, même si celui-ci ne doit pas nécessairement s'effectuer d'urgence.

Il va de soi que la création d'un fonds de cette nature devrait être étudiée très soigneusement, cette institution devant aller au-delà de simples versements nationaux destinés à régulariser la conjoncture pour former un fonds central.

Comment sera-t-il financé ? Il est évident que les administrations financières ne seront pas enchantées qu'on leur ôte des ressources en faveur d'un fonds central. C'est pourquoi il faut aborder cette question avec prudence. Toutefois, on ne peut l'ignorer puisqu'elle nous a été soumise, et pour ma part, je considère que toute tentative visant à créer une nouvelle institution centrale dans le cadre du marché commun constitue un progrès. C'est ainsi que pas à pas, nous renforçons progressivement le pouvoir central des Communautés en liaison avec le Parlement européen, et c'est assurément le seul et unique but auquel nous aspirons tous.

Vu sous l'angle d'un renforcement de la politique européenne, le présent débat a été fort fructueux, et je tiens à remercier une fois encore la Commission de son excellent rapport et à réitérer mes félicitations à M. le Rapporteur.

Pour conclure, j'ai l'honneur de déclarer au nom de mon groupe que nous voterons en faveur du rapport et de la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Lange.

M. Lange. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de vous soumettre quelques commentaires à la suite des exposés que viennent de nous présenter les porte-parole des groupes politiques.

C'est aujourd'hui la première fois que nous examinons un rapport annuel de la Commission sur la situa-

tion économique en vertu de la décision que le Conseil a arrêtée le 22 mars dernier, et qui nous invite à prendre une initiative capable de contribuer à la réalisation progressive de l'union économique et monétaire.

A ce propos, il convient de se demander — quelles que soient les difficultés et les divergences qui sont apparues au cours du débat — jusqu'à quel point les États membres sont disposés à faire preuve d'une volonté politique suffisante pour traduire dans la réalité la décision qu'ils ont prise eux-mêmes — et j'insiste intentionnellement là-dessus — d'adopter le troisième programme économique, que le Conseil a évidemment approuvé en sa qualité d'organe communautaire et non en tant que représentant des intérêts des gouvernements membres.

Que signifie donc cette décision, de laquelle nous n'aurons plus besoin de parler par la suite ? Si les gouvernements membres l'appliquent avec la volonté politique requise, l'évolution ultérieure ne soulèvera plus aucune difficulté dans ce domaine. Dans ce cas, même le point que nous avons déploré aujourd'hui, à savoir que la présentation de ce rapport intervient peut-être trop tard pour pouvoir être pris en considération par les parlements nationaux dans leur débat budgétaire, ne susciterait plus la moindre difficulté. Il est exact que ce rapport est publié trop tard, nul ne le conteste. Mais nous devons partir du principe qu'il faut bien commencer sous une forme et à moment donnés et que nous devons acquérir une certaine expérience. M. Koch a fort judicieusement fait observer que la Commission aura l'occasion, lors de la préparation des futurs rapports sur la situation économique, de procéder avec les divers gouvernements nationaux à des consultations qui lui permettront éventuellement d'exercer une influence dès le stade de l'élaboration des budgets nationaux. C'est pourquoi je préfère renoncer, pour le moment, à tirer déjà des conclusions quant à l'échelonnement de ces travaux dans le temps à partir des quelques expériences que nous avons faites cette année.

Cependant, je tiens à en tirer une autre conclusion, à savoir que le Conseil — je le répète — doit se considérer comme un organe communautaire et non comme un représentant des intérêts des États membres. Il en découle également que le Conseil se doit de doter rapidement la Communauté des moyens qui lui permettront de faire face à l'évolution de la politique économique et, en particulier, à celle de la politique conjoncturelle. Nous ne pouvons désormais plus, comme par le passé, laisser ce soin aux États membres.

Ce rapport contient à nouveau d'abord les orientations par pays, indiquées par les États membres respectifs et à partir desquelles sont établies les orientations prévues pour la Communauté. Nous souhaiterions que cette méthode soit rapidement inversée, autrement dit, que l'on détermine d'abord les besoins de la Communauté et que ceux des divers pays

Lange

membres soient ensuite définis sur cette base. Cela nous paraît indispensable si nous voulons vraiment progresser dans la réalisation de l'union économique et monétaire sur la base d'une communauté économique consolidée.

Il nous faut remplir une autre condition encore pour que les États membres puissent appliquer, à l'intérieur de la Communauté, une politique coordonnée, harmonisée ou alignée sous l'égide des organes communautaires. La Communauté doit en outre s'efforcer — de pair avec les pays membres — de se débarrasser des susceptibilités nationales et, le cas échéant, de susceptibilités personnelles.

Cela n'a aucun sens de consacrer des débats, à l'échelon de la Communauté, au rôle que doivent jouer les États dans son cadre. La Communauté doit être une communauté de partenaires égaux, quelles que soient la dimension et la puissance économique de chaque pays. J'estime donc, Mesdames, Messieurs, que dans ce domaine également, nous devons agir auprès des autorités nationales afin que le Conseil puisse remplir sa mission et accomplir la tâche la plus urgente qui lui incombe en ce moment en dehors de l'adoption des mesures anticycliques, et qui consiste à rétablir des parités fixes en réduisant les marges de fluctuation des cours de change à l'intérieur de la Communauté et en les dotant d'une plus grande flexibilité à l'égard de l'extérieur.

Pour ne pas empiéter sur les déclarations que fera tout à l'heure l'un des membres de cette Assemblée, je me contenterai d'indiquer en passant que nous nous sommes également penchés sur cette question à la commission économique.

A notre avis — et quels que soient les résultats ou les amorces de résultats de la conférence tenue à Washington au sujet de la situation monétaire mondiale — nous devons entreprendre une action communautaire, et il appartient à la Commission de soumettre les propositions nécessaires au Conseil afin qu'il puisse prendre avant la fin de l'année une décision qui servira en même temps de base pour les négociations avec les États-Unis et, éventuellement, avec le Japon.

Nous devons sortir de cette crise et à cette fin, il faut ici encore que les États membres renoncent à leurs positions plus ou moins figées et qu'ils se conforment aux exigences de la Communauté. Cette remarque s'applique également à l'élargissement de la Communauté et aux relations établies avec les pays candidats à l'adhésion : nous ne pouvons faire abstraction d'eux dans nos considérations mais devons, tout au contraire, les y inclure.

Permettez-moi d'ajouter une autre observation encore. Nous ne pourrions nous défendre de l'impression que la proposition de résolution de la commission économique ne concorde pas en tous points avec celle de la commission des finances et des budgets. D'une

part, nous avons réclamé une législation européenne qui favorise la stabilité et l'expansion de l'économie et qui assure l'équilibre des échanges commerciaux avec l'extérieur, requête qui a été formulée il y a plus d'un an déjà. A l'époque, nous avions proposé de prendre modèle sur la législation allemande pour créer une base européenne favorisant la stabilité et l'expansion de l'économie. L'instrument désigné sous le terme de « Fonds européen d'action conjoncturelle » ou de « Fonds de régularisation de la conjoncture » ne différerait pas, en principe, en ce qui concerne son rôle, des dispositions prévues dans la loi fédérale susmentionnée visant à favoriser la stabilité et l'expansion de l'économie. Il est donc inutile de s'interroger sur certaines formes institutionnalisées ou à institutionnaliser, puisque dans notre rapport, nous avons également exprimé le vœu que les gouvernements nationaux ou, plus exactement, les États membres se conforment à la recommandation de la Commission — à laquelle nous nous sommes ralliés — et créent les instruments nécessaires pour faire face à l'évolution conjoncturelle et en surmonter les difficultés. Toutefois, dans ce domaine également, les gouvernements doivent avoir la volonté d'utiliser ces instruments et ne pas hésiter, pour des raisons d'ordre idéologique ou philosophique, à appliquer l'un ou l'autre d'entre eux dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'économie.

J'en arrive à une dernière remarque : le présent débat — qui se fonde sur les tendances perceptibles de la situation présente — montre que les économies des six pays sont beaucoup plus étroitement liées que d'aucuns ne le pensaient jusqu'à présent, et nous devrions nous en rendre clairement compte ici.

Ce débat révèle également que cette Communauté est économiquement beaucoup plus forte que nombre de gens — tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du marché commun — ne le croient, puisque les effets des mesures instaurées depuis le 15 août 1971 par les États-Unis ne se font plus sentir automatiquement dans la zone qu'elle constitue.

Il me semble donc que nous occupons, également pour cet affrontement avec notre partenaire d'outre-Atlantique, une position de départ qui nous permettra de surmonter ces difficultés économiques aussi bien sur le plan conjoncturel que du point de vue structurel.

Il ne me reste qu'à souhaiter que les propositions que cette haute Assemblée formulera, si elle approuve les textes des résolutions présentées par ses deux commissions, seront élaborées par la Commission sous une forme telle que, venant s'ajouter au memorandum qu'elle a adressé au Conseil, celui-ci soit obligé d'adopter une conception européenne plus large qu'il ne l'a fait jusqu'à présent.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je prends la parole dans ce débat à titre personnel.

Je voudrais tout d'abord remercier la Commission qui, comme l'indique la résolution proposée par la commission des finances et des budgets, nous a, dans ses recommandations, soumis des analyses très claires et formulé des propositions très précises.

Je remercie également les rapporteurs, MM. Bersani et Pintus, pour le sérieux et la qualité de leur travail qui permettent à ce débat de se dérouler dans de bonnes conditions. Ces remerciements me dispensent de répéter ce qui a déjà été dit par les uns et les autres.

Je crois que la règle fondamentale consistant à maintenir l'expansion budgétaire dans les limites du produit national brut est raisonnable dans une période comme la nôtre, sous réserve d'exceptions particulièrement justifiées, comme cela peut être le cas actuellement pour l'Italie.

Les problèmes sociaux qui se profilent derrière les solutions économiques sont correctement posés, avec la priorité accordée à la stabilité de l'emploi sur l'inflation des salaires.

Enfin, la politique régionale a été évoquée également de façon satisfaisante.

Pour toutes ces raisons, je voudrais plutôt situer l'importance et la nouveauté de ce débat qu'entrer dans le fond des remarques qui ont déjà été formulées.

La nouveauté de ce débat — je le dis à l'intention de mon collègue, M. Wolfram — ce n'est évidemment pas le fond de ce problème, car il y a effectivement longtemps que l'on étudie les moyens d'infléchir la conjoncture économique par des procédures diverses. Ce qui est nouveau, c'est le niveau auquel se situe ce débat, c'est l'échelle à laquelle le problème est posé, c'est-à-dire l'échelle communautaire, c'est le problème de la force contraignante des orientations suggérées et, par conséquent, par-delà le problème des institutions et de leur évolution — problème sur lequel je reviendrai tout à l'heure — c'est également la possibilité de déterminer des évolutions économiques convergentes entre les pays membres de la Communauté, ce qui est nécessaire.

Tout en souscrivant pleinement aux moyens suggérés par la Commission, je ne pense pas que l'on puisse maîtriser rapidement l'évolution des économies de six pays disposant — comme l'a dit tout à l'heure notre collègue, M. Armengaud — de structures économiques très différentes, d'autant plus que l'on n'a pas la maîtrise d'un certain nombre d'événements de caractère le plus souvent économique, mais parfois social, parfois politique, souvent extérieurs à la Communauté et qui peuvent déterminer de façon

extrêmement importante l'évolution de la situation dans les pays membres.

Il suffit de penser à la décision américaine du mois d'août ou aux événements de mai 1968 en France, pour constater qu'il est impossible de prévoir dans ces courbes économiques de tels phénomènes qui ne dépendent pas toujours des autorités de la Communauté ni des pays membres.

Pour ces raisons, tout en souscrivant à l'esprit des mesures qui nous sont proposées, je pense qu'il est très important de ne pas perdre de vue l'autre question, qui est finalement le problème monétaire. Ici, il y a urgence, car je pense que l'on n'aboutira que difficilement à une solution au plan mondial, si nous n'arrivons pas rapidement à une solution chez nous. Trois choses peuvent la retarder : attendre une solution mondiale avant de régler nos propres problèmes ; attendre la convergence des économies des Six, et j'ai dit qu'on n'y arrivera ni rapidement, ni facilement, ni durablement ; refuser le dépassement des égoïsmes et des nationalismes dont la crise récente a révélé l'intensité.

Attendre une solution mondiale serait mauvais. Je ne veux pas faire un quelconque procès en ce domaine dans lequel les responsabilités sont partagées. Je crois surtout qu'il y a dans le système actuel un vice de structure qui n'a peut-être pas été suffisamment dénoncé. Il n'est pas possible de faire fonctionner durablement un système mondial où la liquidité internationale est fournie par une monnaie nationale, et cela pour la raison suivante : pour que cette monnaie puisse durablement jouer ce rôle, il faudrait qu'elle fût stable et que la balance du pays concerné fût en équilibre. Mais pour que les liquidités internationales se développent et puissent suivre l'expansion du commerce international, il faut que la balance des paiements de ce pays soit en déficit. Il y a donc un vice de structure.

Cette monnaie ne peut avoir de crédibilité que si la balance des paiements est en équilibre. Elle ne peut assurer l'expansion que si elle est en déséquilibre. Nous sommes donc contraints d'une façon formelle à chercher d'autres solutions.

Pour l'instant, j'ai personnellement du mal à suivre la suggestion de M. Armengaud, car je crains que l'existence d'actions d'entreprises privées dans des banques centrales n'aboutisse à l'une ou l'autre des deux difficultés suivantes : Ou bien la valeur de ces actions, si elles ne sont pas soutenues autrement que toutes les autres, peut un jour tomber à zéro, et il faut alors se demander comment les banques centrales le supporteront. Ou bien toute société qui aurait réussi à mettre ses actions dans les coffres d'une banque centrale bénéficierait désormais d'une protection extraordinaire, parce que la banque centrale ne voudrait pas que ces actions puissent décroître trop fort. Alors je crois que ce système doit

Spénale

avoir des limites juridiques et économiques assez précises.

De toute façon, arriver à un système mondial qui ne pourra reposer que sur une collaboration beaucoup plus étroite de la plupart des grands pays, cela demandera un très long délai et ne saurait, par conséquent, nous dispenser d'aborder nos propres problèmes.

Il faut arriver le plus vite possible à une monnaie commune, car aussi longtemps que nous aurons des monnaies différentes, des centres de décision différents, le tout influencé ou gagé par des économies dont les évolutions ne peuvent être maîtrisées en convergence, nous courrons le risque, que nous connaissons actuellement, de voir fonctionner très mal les politiques communes, agricoles ou autres, donc le risque de voir apparaître des divergences dans les négociations internationales.

Or, la réalisation de l'union monétaire n'est pas quelque chose qui rendrait plus difficile l'union économique ; bien au contraire : il faut réaliser le plus vite possible l'union monétaire pour réaliser plus facilement l'union économique. Cela paraît évident.

Si, en 1969, il y avait eu une monnaie unique européenne, il ne se serait rien passé, car le déficit de la balance française des paiements et le déficit de la balance néerlandaise des paiements de l'époque d'une part et l'excès de la balance allemande des paiements, d'autre part, auraient abouti à un ensemble admirablement équilibré, et le solde global de la balance européenne des paiements aurait été à peine de l'ordre de 150 millions de dollars, c'est-à-dire très peu de chose par rapport au revenu national brut de la Communauté.

Seulement — et c'est le troisième obstacle — cela suppose le dépassement de certains égoïsmes et le renoncement à régler tous ces problèmes par des décisions nationales. Il n'est pas possible d'avoir une monnaie commune et que chacun décide des quantités qu'il souhaite voir émettre. Il n'est pas possible d'avoir une monnaie commune sans avoir en même temps un marché commun des capitaux et un taux d'escompte fixé pour l'ensemble de la Communauté, sans avoir non plus en même temps, un impôt sur le revenu des valeurs mobilières qui soit le même dans toute la Communauté. Et si tout cela doit être fixé par un centre de décision commun ou un ensemble d'institutions communes, cela suppose nécessairement que nous acceptions de renoncer à exercer d'une manière particulière et nationale toutes ces décisions.

Est-ce à dire que l'on y perdra de la souveraineté ? Personnellement, je ne le crois pas, car nous exercerons en commun la souveraineté sur ces décisions, qui seront beaucoup plus larges et beaucoup plus importantes.

Je rappelle que tout récemment, en Angleterre, le Lord Chancellor, chargé justement de se préoccuper

de la compatibilité de toute loi et même de tout traité avec la souveraineté britannique, et qui, il y a seulement deux mois, hésitait à prendre position à l'égard de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun, a finalement déclaré qu'il en était fermement partisan, car, aux termes de ses analyses, il estime que, loin de l'affaiblir, l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun renforcera la souveraineté de son pays. Cela est très important pour l'esprit dans lequel nous devons aborder ces problèmes, pour lesquels il faut aller maintenant très vite.

En attendant, il faut, certes, faire ce qui nous est proposé par la Commission, dans les textes qui sont en débat. Cela implique que nous ayons avec les parlements nationaux une collaboration élargie et renouvelée. En effet, ce que nous proposons et qui, pour l'instant, n'a pas de valeur contraignante — car, comme il est dit dans le rapport de M. Bersani, ce sont les membres du Conseil qui devront, dans leur pays, faire adopter ces décisions par les parlements nationaux — est néanmoins inquiétant pour ces parlements nationaux, et, au fur et à mesure que cela prendra une valeur contraignante, il faudra bien, dans la mesure où les parlements nationaux en seront dessaisis, donner des pouvoirs nouveaux au Parlement européen.

Mais il est essentiel que, sur tous ces problèmes nous puissions parler avec les parlements nationaux et que nous ne nous contentions pas de la réponse traditionnelle, selon laquelle cette collaboration est structurellement organisée, puisque, étant élus par les parlements nationaux, ceux qui sont ici sont dans leurs parlements respectifs les interprètes du Parlement européen. C'est vrai d'une certaine façon, mais c'est très insuffisant, car cela veut dire que seuls les Français expliquent aux Français, seuls les Allemands expliquent aux Allemands. Il ne s'agit donc pas d'une collaboration réellement structurée, organisée et sérieuse.

Nous sommes arrivés au moment où il est nécessaire qu'il y ait des contacts entre des commissions de ce Parlement et des commissions des parlements nationaux. Je verrais très bien la commission économique de M. Lange, ou une délégation de cette commission, mais composée de membres de toutes les nationalités, discuter dans mon pays avec la commission de la production et des échanges et lui dire comment elle comprend les propositions de la Commission concernant l'évolution conjoncturelle et les moyens de convergence que l'on voudrait mettre en œuvre. Je verrais très bien, de même, la commission des finances venir, pas seulement en la personne de membres français, s'entretenir avec la commission des finances de l'Assemblée nationale française pour lui dire comment elle a compris les problèmes dont nous débattons.

Je suis persuadé que, dans ce chemin où, dans une très grande mouvance, se fera un passage progressif

Spénale

d'attributions des institutions nationales aux pouvoirs européens, la qualité et la sincérité des contacts que nous saurons prendre avec les parlements nationaux seront des facteurs importants dans l'obtention de l'acquiescement de ces parlements. Il est toujours très difficile, en effet, de voir ses attributions s'en aller, fût-ce vers le haut.

Je le répète, chaque fois que nous franchissons un nouveau pas dans l'intégration, il se produit, aux limites du domaine intégré et du domaine non intégré, des points de friction nouveaux, que nous ne pouvons dépasser qu'en faisant un pas de plus en avant. Ou alors, nous sommes obligés de revenir en arrière, ces frictions à la lisière des domaines intégrés devenant de plus en plus fortes, de plus en plus intolérables.

Le moment est donc venu où, compte tenu de l'acuité, de l'importance et du caractère inévitable des problèmes auxquels nous devons faire face, nous sommes obligés de réviser le fonctionnement de nos institutions et d'y mettre de plus en plus de valeur démocratique, si nous voulons que les parlements nationaux puissent progressivement accepter le caractère peu à peu contraignant des décisions communautaires.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Löhr.

M. Löhr. — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, notre rapporteur, M. Bersani, a signalé avec lucidité dans un rapport équilibré et réaliste que d'un point de vue mondial on ne devrait pas parler d'une crise économique mais d'un ralentissement de la conjoncture. Ce ralentissement conjoncturel s'exprime à mon sens par les variables du « carré magique » mais celles-ci, soit n'ont pas été appréhendées convenablement, soit ne l'ont pas été totalement. En effet, certains pays de notre Communauté ne sont pas caractérisés par un plein emploi qu'il faudrait maintenir mais par un suremploi. Or, nous devons constater que l'on n'a pas engagé le processus du retour au plein emploi sur la base de cette seule variable.

Je félicite notre collègue Wolfram de son excellente intervention de ce matin dans laquelle il a déclaré que le chômage ne devait pas être un instrument de la politique conjoncturelle. Sur le fond, je suis parfaitement d'accord. Cependant, Monsieur Wolfram, compte tenu de l'insécurité générale dans notre économie — c'est valable sans exception pour tous les pays — comment voulez-vous parvenir à éviter la réduction des heures de travail et le chômage en ne recourant qu'à des mesures gouvernementales ? Si c'était là votre but, je crois qu'il en résulterait un changement radical de nos principes économiques et donc du fondement même de notre économie.

Mes chers collègues, parler d'un ralentissement conjoncturel c'est, en langage économique, être sur la pente descendante. En politique conjoncturelle on parle de récession et nous nous trouvons bien dans une phase de récession. Je me pose donc une question et je crois qu'elle a son importance politique : pouvons-nous contrôler cette récession avec les moyens appropriés ou bien entrons-nous dans une récession incontrôlée ?

Ce matin on a dit bien des choses importantes pour une politique économique commune. On a demandé qu'il soit mis fin aux égoïsmes nationaux. Soit, chers collègues, mais il reste un point qui me semble à moi aussi essentiel : il faut que nous en arrivions enfin à une politique économique commune. Son orientation est de la plus haute importance sur le plan politique.

C'est pourquoi je remercie vivement Monsieur Wolfram d'avoir prouvé aujourd'hui sans ambiguïté ses conceptions socialistes. Je pense cependant qu'il ne m'en voudra pas si je lui dis que je ne partage pas ces principes socialistes et que je voudrais que l'évolution conjoncturelle, au sein du Marché commun également, suive largement les règles du jeu du marché.

L'autorité supérieure de l'État ne doit intervenir avec toute son autorité économique que lorsque le train conjoncturel s'est engagé sur une mauvaise voie. Elle doit alors, s'appuyant sur la volonté commune et communautaire des pays, favoriser le retour à une évolution conjoncturelle saine.

J'en viens au problème monétaire. J'ai pris connaissance avec une grande satisfaction des déclarations que M. le vice-président Barre a faites ces jours-ci à la presse des États-Unis. On y retrouve l'idée partagée par toute la Commission, selon laquelle la Communauté devrait développer un système interne si une solution internationale à la crise monétaire n'est pas trouvée rapidement. Il s'agirait de revenir à des parités fixes et d'arrêter des garanties communes pour éviter les afflux spéculatifs de devises, pour enfin remettre de l'ordre dans la Communauté. Par ailleurs, je crois que la Communauté traverse une véritable crise économique.

Je tiens tout particulièrement à souligner que cette crise est née de l'accentuation des disparités qui existent depuis des années entre les monnaies mondiales à la suite de la déclaration que le président des États-Unis a faite le 15 août. Mais, mes chers collègues, ce 15 août a été précédé à l'intérieur de la Communauté d'un 9 mai. Ce jour-là deux pays de notre Communauté ont commencé à abandonner des cours fixes pour laisser flotter leur monnaie. Sur le plan communautaire, c'était un pas en arrière et non un pas en avant.

Aujourd'hui nous devons répondre à cette importante question élémentaire : comment revenir à des

Löhr

parités fixes ? Personnellement, je pense que nous devrions y revenir le plus vite possible. Nous n'avons plus beaucoup de temps, quelques petites semaines au plus, pour écarter tout danger de la Communauté. Sans quoi le sort de notre Communauté européenne, du marché agricole, de la politique commerciale, de l'union douanière et de tout ce qui a été fait, sera réglé.

J'estime que la Commission doit suivre cette voie avec obstination auprès du Conseil. Je ne peux en effet m'empêcher de reprocher à la Commission d'avoir trop longtemps tergiversé avant de lui soumettre un de ses plans.

M. Armengaud a dit que la cause de l'inflation actuelle était la désorganisation du côté de la demande, l'absence de discipline. Ces deux éléments auraient contribué pour l'essentiel à déclencher l'inflation que nous constatons dans nos pays. Sur ce point, je suis d'accord avec M. Armengaud. Je vais même plus loin et j'affirme que dans certains pays la politique économique du gouvernement était axée sur le succès politique à tout prix et qu'elle a ainsi contribué à rendre cette inflation « maison » possible.

Nous tous, nous avons la volonté de progresser dans ces innombrables conférences qui nous attendent encore et notamment au Club des Dix. Ce pas en avant au sein du Conseil, je le répète, doit conduire à un retour aux parités fixes et aux conclusions qui en découlent.

Je voudrais aussi souligner que dans la situation actuelle, les politiques économiques dans notre Communauté sont colorées excessivement de nationalisme, au point que l'on pourrait perdre parfois tout espoir.

J'ai parfaitement conscience que le Conseil actuel ne sera pas en mesure d'achever la première phase de l'union économique et monétaire telle que nous la concevons. Il est impérieux de réunir rapidement une conférence européenne au sommet qui, partant des décisions de La Haye en 1969, fixera enfin les objectifs politiques qui permettraient de faire d'autres pas en avant. Sans quoi, l'avenir de nos Communautés sera sans espoir.

Je voudrais lancer un appel au Conseil. Si la Communauté ne revient pas aux parités fixes, si de surcroît, une conférence européenne au sommet ne jette pas de nouvelles bases politiques pour nos Communautés, alors, les dangers qui nous menacent nous jetteront dans la catastrophe et les efforts que nous avons déployés des années durant pour la création d'une union politique de l'Europe finiront par entrer dans l'histoire comme le grand rêve de notre siècle.

(Applaudissements)

PRÉSIDENTENCE DE M. SCHUIJT

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Romeo.

M. Romeo. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, ce rapport sur la situation économique de la Communauté — le premier à être présenté par la Commission en application d'une décision du 22 mars dernier — est destiné à être transmis aux différents parlements nationaux afin qu'ils puissent en tenir compte à l'occasion de la discussion du budget. Il revêt une importance particulière en ce moment précis, où nous nous inquiétons de l'ensemble de la vie économique de la Communauté et où ces motifs de préoccupation sont encore aggravés par les mesures qui ont été prises par les États-Unis et qui coïncident par ailleurs avec le ralentissement de l'activité économique de la Communauté.

Le rapport souligne que la Communauté se trouve confrontée avec la situation la plus difficile qu'elle ait connue depuis sa création, et que les perspectives économiques pour chacun des États membres suscitent de sérieuses appréhensions. Ces perspectives ont cependant une portée différente selon les États membres, notamment en ce qui concerne la hausse des prix et des coûts.

Dans des exhaustifs, MM. Bersani et Pintus ont mis en évidence la situation de la Communauté, et je voudrais leur témoigner toute ma reconnaissance pour les documents qu'ils ont élaborés. Toutefois, en tant que rapporteurs, ils n'ont pas pu mettre l'accent plus particulièrement sur la situation économique de l'Italie, telle qu'elle découle du rapport de la Commission qui devra être porté à la connaissance du Parlement italien, en vertu de la décision du 22 mars. En indiquant les orientations qui devront inspirer la politique économique de chaque État membre, la Commission estime que l'Italie doit faire preuve d'un engagement plus profond, et qu'elle doit procéder à des interventions énergiques et opportunes. Nous constatons avec regret que ces orientations, dictées par la Commission, ne trouvent aucune application pratique en Italie où la situation continue d'être caractérisée par la confusion et l'incertitude. Une reprise semble impossible puisqu'il n'y a pas de stabilité politique, que les industriels ont perdu confiance, que les conflits persistent, que le chômage augmente, que le développement des relations industrielles est insuffisant, qu'il n'y a pas de nouveaux investissements et que l'on est convaincu que la situation va encore se détériorer au lieu de s'améliorer. En raison des conflits sociaux persistants, les milieux économiques manquent de confiance et ils n'ont pas prévu et ne prévoient toujours pas d'investissements. Cet état de choses a provoqué une augmentation des liquidités et des dépôts bancaires, mais les banques ne trouvent pas à placer cet argent, en raison de la baisse de la production industrielle et de la réduction de la

Romeo

demande intérieure, en particulier des biens d'équipement.

D'une façon générale, on est donc amené à constater, pour l'ensemble de la politique économique italienne, l'absence d'un programme orienté sur celui que préconise la Communauté. La stratégie des réformes de structure, souhaitée par la Commission, devrait être arrêtée et mise en pratique ; mais, en Italie, se succèdent les diagnostics et les thérapeutiques contradictoires et divergentes.

Les enquêtes sur la conjoncture effectuées par l'OSCE au cours des quatre premiers mois de 1971, préoyaient pour l'année en cours une certaine amélioration des investissements. Or, à la fin des quatre mois suivants, les perspectives étaient complètement changées, et l'on a dû reconnaître que la situation en était arrivée à un stade de crise aiguë. La production industrielle continue à fléchir, les heures de travail enregistrées par la « Cassa integrazione » ont doublé par rapport à 1970, et le déséquilibre entre l'offre et la demande n'a fait qu'augmenter. Le secteur industriel est caractérisé par une capacité de production inutilisée et, dans cette situation, tout autofinancement est impossible, et on ne peut procéder à aucun nouvel investissement. Il suffirait, pour l'instant, d'utiliser les investissements existants ; mais pour cela, il faudrait normaliser les rapports sociaux qui, au contraire, continuent d'être négatifs, tant en ce qui concerne la situation de conflit que les horaires de travail réduits. L'économie italienne ne pourra sortir de la crise et se développer que si le pays parvient à surmonter les faiblesses actuelles, à ramener la stabilité politique et à rendre confiance aux industriels.

La situation qui règne en Italie ne présente aucune analogie avec celle des autres pays de la Communauté ; cela ressort du rapport même de la Commission qui prévoit pour l'Italie des mesures différentes de celles qui sont suggérées pour les autres pays, parce que notre situation est différente. Le rapport dit clairement que l'Italie marque le pas, qu'elle perd du terrain et que l'on ne peut pas attendre le salut de certaines manœuvres, mais qu'il faut réaliser une épargne réelle. C'est la seule voie à suivre, si l'Italie veut réduire l'écart qui la sépare des autres pays de la Communauté.

Je voudrais demander au représentant de la Commission quelle action l'exécutif a engagée, ne serait-ce que pour inciter le gouvernement italien à coordonner sa politique budgétaire nationale avec celle de la Communauté. Le budget de l'Italie pour 1972 ne semble nullement suivre l'orientation indiquée par la Communauté ; la cause n'en réside pas dans la différence des données — comme l'a fait remarquer à juste titre le représentant d'un groupe politique — mais dans l'absence de volonté politique chez les représentants italiens au Conseil, qui se gardent bien de mettre le Parlement italien au courant des orientations de la Commission, du Conseil et du Parlement européen.

M. le Président. — La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 12 h 55, est reprise à 17 h 05)

PRÉSIDENCE DE M. LUCIUS

Vice-président

M. le Président — La séance est reprise.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion commune.

- du rapport de M. Bersani fait au nom de la commission économique, sur les aspects économiques du rapport annuel de la Commission sur la situation économique ;
- du rapport de M. Pintus fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur les aspects budgétaires du rapport annuel.

La parole est à M. Oele.

M. Oele. — (N) Monsieur le Président, dernier orateur de la journée à traiter de la situation économique et de la politique budgétaire de la Communauté, je me permettrai de formuler quelques observations complémentaires. Je voudrais aborder en premier lieu la question politique la plus importante, à mes yeux, qui puisse se poser pour l'instant en ce qui concerne la conjoncture : celle de la détermination du moment opportun et, aussi, du choix de l'instrument adéquat pour intervenir et passer d'une politique de freinage de l'activité économique à une politique de stimulation de cette activité.

La discussion a montré clairement que nous reconnaissons tous qu'un État membre au moins, l'Italie, doit prendre dès à présent des mesures de stimulation. Mais l'unanimité ne s'est pas faite sur le moment auquel les autres États membres devront appliquer une politique semblable.

Un commentaire de la question est donné aux paragraphes 8, 12 et 13 du projet de résolution figurant au rapport Bersani. Il en ressort que ni la commission économique ni le rapporteur n'ont perdu ces problèmes de vue et qu'ils se sont rendu compte qu'il pourrait être souhaitable, dans la période des 6 à 8 mois à venir, d'intervenir de tout autre façon dans l'économie. J'exprime mon adhésion aux paroles de mon ami politique M. Wolfram, qui a pris position contre une politique qui, à une époque de chômage intense, voudrait arrêter l'inflation.

Non seulement je partage son point de vue, mais je voudrais encore y ajouter quelques précisions.

Il est bon, me semble-t-il, que la Communauté constate dès à présent qu'en ce qui concerne l'évolution

Oele

monétaire et conjoncturelle, certaines incertitudes, lourdes de menaces, exigent que les outils adéquats soient forgés, dès maintenant, pour être utilisés dès que le besoin s'en fera sentir. J'ai pu déduire des débats du Comité économique et social que cet aspect du problème avait manifestement joué un rôle dans les discussions. Il m'a dès lors semblé utile que le Parlement européen s'intéresse également à cette affaire. C'est d'autant plus nécessaire que, dans la phase actuelle du développement économique, une politique de stimulation ne peut être d'emblée une politique globale, mais qu'elle devrait porter sur des mesures de stimulation ayant un caractère nettement structurel, orienté vers les régions moins favorisées. C'est un point sur lequel nous pourrions revenir plus longuement au cours de la discussion du rapport Mitterdorfer. Le fait que les stimulants globaux et les stimulants simples s'avèreront insuffisants en l'occurrence exige que l'on réfléchisse aux mesures à prendre et qu'on les prépare. On ferait bien de demander à la Commission européenne d'insister auprès des États membres pour que les instruments adéquats soient mis en place dès à présent, bien entendu en tenant suffisamment compte des difficultés des divers États membres et des différents aspects de leur développement économique. A cet égard, je tiens à faire observer que la politique régionale n'est pas le seul facteur important, mais que des considérations de politique industrielle et d'organisation de l'environnement peuvent également contribuer à donner à ces instruments une forme adéquate du point de vue structurel.

Monsieur le Président, je pense — pour le dire un peu plus simplement — que, dans la recherche d'emplois nouveaux, il faut également songer à un effort en vue de soulager aussi bien certaines régions congestionnées que certains secteurs où la pollution de l'environnement est importante.

Monsieur le Président, bien qu'elle n'y ait pas occupé une place aussi importante que je l'avais prévu, une deuxième question essentielle a été évoquée dans ce débat : celle des relations entre les États membres, qui ont pour toile de fond les relations avec les États-Unis.

Cette question d'un intérêt primordial se ramène en fait à ceci : nous devons nous demander si, après avoir adopté une solution européenne intermédiaire et pris un arrangement entre nous sur les cours de change, nous pouvons attendre jusqu'à ce que le gouvernement américain soit prêt de son côté à rapporter la totalité ou une grande partie des mesures qu'il a prises unilatéralement, et ce en échange de certaines concessions qui devraient être faites au niveau mondial.

A cet égard, j'ai entendu formuler dans ce débat des opinions diverses.

J'ai entendu ce que nous en a dit M. Armengaud, qui s'est montré quelque peu pessimiste. J'ai été attentif

aux paroles de M. Offroy, qui a témoigné d'un peu plus d'optimisme.

Personnellement, je suis d'avis qu'il ne faut être ni optimiste, ni pessimiste, mais plutôt réaliste et qu'il faut conclure qu'avant l'élection du nouveau président des États-Unis, il sera impossible dans ce domaine de réaliser avec le gouvernement américain des progrès sensibles au niveau mondial, c'est-à-dire sur le plan multilatéral au sein du FMI, de l'OCDE, etc.

Monsieur le Président, je ne suis pas prophète ; les choses peuvent s'arranger, mais c'est faire preuve de réalisme, et rien de plus, que de tenir compte de l'autre éventualité.

Il ne peut avoir échappé à personne qu'un vent protectionniste souffle aux États-Unis, non seulement dans les sphères gouvernementales mais également chez les partenaires sociaux — je pense en particulier aux « Unions », aux organisations professionnelles. Je ne vois pas bien comment, dans le climat préélectoral qui règne aux États-Unis, un gouvernement pourrait y rester insensible avant les élections.

De plus, il n'y a guère de raison de s'attendre que le gouvernement américain soit disposé à trouver une solution globale à ce problème, c'est-à-dire une solution dans le cadre multilatéral, avec l'Europe dans son ensemble, aussi longtemps que les Européens resteront divisés sur ce point. C'est avec plaisir que j'ai constaté que M. Deniau a mis, en son nom personnel, l'accent sur cet aspect des choses dans « Le Monde » d'aujourd'hui.

Si je me suis intéressé à ce côté de la question, Monsieur le Président, c'est que certaines informations récentes m'ont donné à croire qu'il n'est pas invraisemblable que le gouvernement des États-Unis ou M. Connally, le ministre américain compétent, fassent une offre bilatérale à un pays donné.

Le ministre américain Connally aurait, du moins selon certaines informations que j'ai obtenues, lancé un ballon d'essai en ce sens, au cours d'une conversation avec son collègue allemand Schiller. Son but était d'obtenir une hausse plus forte du cours du mark allemand, en échange de laquelle le gouvernement américain serait disposé à réduire ou même à lever unilatéralement pour l'Allemagne occidentale la surtaxe à l'importation.

Cette proposition n'est pas seulement intéressante ou même piquante, mais elle est également pénible pour la Communauté européenne dans son ensemble et, en particulier, pour les États membres qui en seraient les dupes, la surtaxe étant levée pour un pays et subsistant pour un autre.

Mais je m'inquiète peut-être outre mesure au sujet d'une situation qui n'a pas encore évolué à ce point.

Je souhaiterais que le vice-président de la Commission européenne nous dise si notre inquiétude est fon-

Oele

dée et, dans l'affirmative, ce que la Commission estime pouvoir et devoir faire en l'état actuel des choses. M. Deniau, qui n'est tout de même pas le premier venu, a lancé un avertissement dans « Le Monde », journal qui fait actuellement autorité.

Je voudrais encore faire observer que, si dans son rapport sur la situation économique, la Commission fait bien état de la conjoncture politique incertaine dans laquelle s'insère la conjoncture économique actuelle, elle ne tire cependant pas de conclusions concrètes, c'est-à-dire chiffrées, de cette conjoncture politique incertaine. Je puis comprendre qu'il soit impossible de tirer ces conclusions. Les effets de la crise monétaire et des entraves aux échanges ne se feront sentir que dans un délai un peu plus lointain. Cependant, j'ai été frappé par les opinions qui s'expriment çà et là et selon lesquelles les effets peuvent être très sérieux. Dans un document qu'elle a adressé au Conseil, la Commission a signalé que 87 % des exportations européennes sont touchées par les mesures américaines. Elle a cité des secteurs qui sont particulièrement menacés. Un membre de la Commission a fait devant le Comité de l'emploi des prédictions assez alarmantes quant au chômage que causeraient les entraves américaines aux échanges. J'ai des raisons de croire que les chiffres cités sont quelque peu exagérés. Je suppose qu'il ne s'agit pas de chiffres officiels. Nous pourrions, me semble-t-il, demander au moins à la Commission de communiquer au Parlement, dès que les circonstances se seront quelque peu clarifiées et que l'évolution de la situation se sera précisée, des informations plus concrètes sur les conséquences réelles, chiffrées, du fléchissement de notre développement économique et sur l'incidence que les entraves commerciales qui viennent d'être instaurées auront sur l'emploi dans la Communauté. Le rapport de M. Bersani met l'accent sur l'incidence possible des entraves artificielles — dans le domaine du commerce mondial, du financement et des facilités fiscales — sur la politique et l'emploi des entreprises multinationales à intérêts américains majoritaires. Je puis aisément concevoir que la Commission européenne ait lancé un cri d'alarme. J'estime cependant que cet avertissement a une résonance unilatérale. Il est notoire, en effet, que le gouvernement américain n'est pas le seul à être en défaut sur ce point. Il n'est pas la seule cause de tout le mal dans cette affaire. Les gouvernements européens — ceux des Six également — ont en effet négligé de s'assurer, en faisant « démarrer » en temps opportun l'union économique et monétaire, les moyens de résister de manière satisfaisante aux perturbations artificielles. A cet égard, je voudrais attirer l'attention sur les entreprises multinationales européennes, où l'on peut envisager également qu'il se produira une évolution qui aura des répercussions sur l'emploi ; elle sera due au fait que des mesures communautaires tardent à être prises dans le domaine de la politique économique et des cours du change. J'ignore si les difficultés qui existent entre autres dans

les entreprises multinationales de constructions aéronautiques — je pense à « Fokker » et à la « Vereinigte Flugzeugwerke » — doivent être mises en corrélation avec cette situation. Cependant, je pense que les licenciements qui sont annoncés dans ces entreprises et contre lesquels une action syndicale est engagée à l'heure actuelle sont dus pour une part à l'incertitude résultant notamment du fait que la Communauté tarde à définir clairement une politique économique structurelle cohérente. Or, je me demande s'il n'existe pas de moyens d'intervention dans ce domaine. Selon moi, il y en a deux types. En premier lieu, il y a les moyens préventifs. Un régime spécial en vue de faciliter les transactions financières des entreprises multinationales pourrait, à mon avis, prévenir les difficultés dans ces entreprises. Cela crée naturellement des précédents ; il est difficile de définir comment ce régime peut être appliqué, alors que les mêmes facilités ne sont pas accordées à d'autres secteurs de la vie économique. Cependant, je puis comprendre qu'il s'agit là d'un moyen permettant de remédier quelque peu à la situation en cas de besoin.

En second lieu, il y a le moyen de la répression. Je reconnais que, dans son rapport, M. Bersani a songé à cette possibilité, d'autant plus que, dans plusieurs États membres, les autorités qui ont l'emploi et la politique de l'emploi dans leurs compétences ont déjà mis l'accent sur la nécessité de faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit d'accorder des autorisations de licenciement, particulièrement dans le cas des entreprises multinationales. Mais, à mon avis, la répression est un moyen qui offre des possibilités assez limitées. Enfin, nous ne disposons dans ce but d'aucune organisation efficace, du moins au niveau communautaire. Il y a bien le Comité de l'emploi, toutefois celui-ci ne relève pas de la Commission, mais du Conseil. D'ailleurs, ce comité n'a pas encore de compétences, et même s'il en avait déjà, l'exécutif n'a aucun lien avec lui et n'a nulle influence sur lui.

L'avertissement figurant au paragraphe 13 du projet de résolution est, selon moi, un coup d'épée dans l'eau si nous ne pouvons pas prendre de mesures préventives. Celles-ci doivent être réellement communautaires afin de mettre sur pied une politique plus intelligente dans ce domaine et en vue d'éviter toutes les difficultés liées aux péripéties monétaires et notamment à celles qui se produisent entre les États membres.

Enfin, j'entends donner mon adhésion à la proposition faite par M. Spénale, qui a pour objet d'organiser les débats budgétaires — comme celui que nous tenons aujourd'hui — de manière telle que des délégations des parlements nationaux puissent également y être associées. A ce moment, les débats devront, il est vrai, être quelque peu avancés, mais j'estime qu'il y a tout intérêt à discuter ces questions devant un forum aussi large que possible. Il est certain que cette procédure suscitera bien des pro-

Oele

blèmes techniques et des difficultés, c'est la raison pour laquelle je voudrais demander à M. Spénale et, à travers sa personne, au bureau — dont il fait partie, je crois — si une proposition concrète pourrait être faite sur ce point.

M. le Président. — La parole est à M. Barre.

M. Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, le débat qui a eu lieu aujourd'hui présente un intérêt particulier, du fait de son objet et des circonstances dans lesquelles il se déroule. Je voudrais tout d'abord remercier les rapporteurs, M. Bersani et M. Pintus, qui ont présenté des analyses détaillées et des remarques constructives dont je tiendrai le plus grand compte.

Je voudrais aussi remercier les commissions du travail qui a été accompli pour la préparation de ce débat. Je me suis réjoui en particulier de pouvoir discuter de ces problèmes avec la commission des finances et des budgets et je voudrais dire à son président et à ses collègues que je reste toujours à leur disposition pour toutes les questions qui relèvent non seulement de leur compétence, mais de leur intérêt.

Je voudrais enfin dire à M. le président Lange et à M. le président Spénale combien leurs interventions m'ont paru se situer dans la juste perspective des problèmes qui se posent à l'heure actuelle et des solutions qu'il convient de leur apporter.

Je voudrais regrouper les observations qui ont été faites autour de trois thèmes : l'union économique et monétaire, la situation économique de la Communauté et les problèmes monétaires.

Pour ce qui est de l'union économique et monétaire, certains pensent peut-être que dans les circonstances présentes, un tel débat ne peut avoir qu'un caractère irréel et académique.

Je crois pour ma part qu'en raison même des circonstances, les institutions de la Communauté doivent appliquer de façon scrupuleuse les décisions prises en février dernier par le Conseil de ministres.

Ce n'est pas par une fuite en avant verbale, et par conséquent illusoire, que nous sauvegarderons et que nous renforcerons la Communauté, mais par une action patiente dans le cadre des procédures qui permettent une discussion en commun des problèmes communautaires et une concertation sans cesse plus étroite des politiques économiques, budgétaires et monétaires des États membres, politiques qui reflètent fatalement, comme M. Armengaud l'a fait justement observer, les structures économiques et sociales des pays membres.

Quelles que puissent être les vicissitudes, la Communauté doit rester fidèle au grand dessein de l'union économique et monétaire que les chefs d'État ou de

gouvernement eux-même, je le rappelle, ont arrêté par un acte politique, au niveau le plus élevé, à la Conférence de La Haye.

Telle est l'inspiration qui guide les démarches de la Commission.

C'est dans le respect des procédures arrêtées que la Commission a veillé à ce que ce rapport annuel soit établi en temps opportun et à ce qu'il soit soumis au Parlement et au Comité économique et social. Je tiens à dire au Parlement que j'ai moi-même, en dépit de lourdes obligations, tenu à m'entretenir avec les représentants des partenaires sociaux au niveau de la Communauté, qu'il s'agisse des représentants des organisations patronales ou des représentants des organisations syndicales — et je précise de toutes les organisations syndicales sans exception.

J'estime, en effet, que dans une affaire aussi importante, le dialogue est non seulement nécessaire mais fructueux.

Les procédures ayant été respectées, il appartiendra maintenant au Conseil de ministres de la Communauté de se prononcer sur le rapport qui aura reçu votre avis et de le transmettre aux parlements nationaux.

À l'occasion de ces procédures, nous avons vu fonctionner, pour la première fois, d'une façon fort satisfaisante, la concertation des politiques budgétaires.

Je dois dire qu'à ce sujet je me suis toujours montré d'une grande discrétion car, par principe, je préfère ne pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Ce qui était important, c'était d'obtenir de nos États membres qu'en temps opportun, c'est-à-dire dès le mois de juin, des contacts puissent intervenir entre les administrations nationales compétentes, puis entre les ministres compétents, de telle sorte que nous puissions disposer de toutes les informations nécessaires à la rédaction du rapport annuel.

Les États membres ont accepté cette procédure. C'est le résultat d'un travail entrepris depuis plus de deux années. Ce n'est pas en trois mois que nous avons réussi la concertation des politiques budgétaires. Depuis 1968, patiemment, au niveau des administrations nationales et du Comité de politique budgétaire, au niveau du Conseil des ministres des finances, la Commission a plaidé pour une telle concertation et, petit à petit, l'habitude a été prise de discuter de ces problèmes. Vous avez pu constater que ce sont deux ministres qui ont, les premiers, évoqué cette concertation budgétaire : le ministre de l'économie et des finances de la république fédérale d'Allemagne et le ministre des finances de la République française. Pour ma part, je tiens à vous dire combien je me réjouis des progrès qui ont été acquis dans ce domaine. Mais si j'insiste sur ce point, c'est pour vous indiquer que la discrétion de la Commission ne signifie pas forcément la passivité et que les progrès ne

Barre

sont pas obtenus du jour au lendemain, mais par l'effet d'une action continue auprès de nos États membres.

Certains d'entre vous ont fait observer qu'il y avait un problème de synchronisation des calendriers budgétaires. C'est exact et je peux vous dire que les institutions compétentes de la Communauté s'en préoccupent.

Certains d'entre vous ont souhaité que le rapport puisse être adopté au cours d'une période permettant plus facilement sa communication aux parlements des États membres. C'est également notre souci. Cette année, pour la première fois ce rapport a été établi et vous a été présenté dans des conditions vraiment exceptionnelles. Je n'aurai pas la prétention de dire qu'il est parfait. Je ne serai d'ailleurs jamais tenté de prendre une telle position devant vous. C'est la raison pour laquelle j'attache le plus grand prix à toutes les observations qui ont été formulées, au sein des commissions d'abord, à l'occasion de ce débat ensuite. Mais je vous demande de tenir compte du fait que les procédures fixées par le Conseil ont été intégralement respectées et que le calendrier établi par le Conseil a été complètement suivi.

Toujours à propos de l'union économique et monétaire, je voudrais répondre à une observation qui a été présentée au sujet de l'adoption, au niveau communautaire, d'une loi sur la stabilisation de l'économie. Je crois qu'il est difficile de transposer, d'une façon quasiment intégrale, la législation d'un État membre au niveau de la Communauté. En revanche, il y a déjà quelque temps que la Commission s'est efforcée de définir une action qui consiste, d'une part, à déterminer une stratégie à moyen terme par l'intermédiaire du programme de politique économique à moyen terme et, d'autre part, de faire en sorte que la politique économique à court terme — et notamment la politique monétaire et budgétaire — puisse être infléchie ou orientée dans le sens qui a été fixé par le programme de politique économique à moyen terme, fondé sur les deux grandes idées du développement et de la stabilité. Nous avons des difficultés par rapport aux objectifs qui ont été arrêtés, nous le savons parfaitement. Ce n'est pas une raison pour remettre en cause un certain nombre d'orientations fondamentales; bien au contraire, il faut essayer de faire en sorte que les politiques des États membres puissent converger vers les objectifs retenus dans le troisième programme de politique économique.

Je crois, pour ma part, que l'un des progrès ultérieurs sera, comme la Commission l'a dit dans le rapport annuel, de prévoir des instruments de politique économique homologues dans les États membres ou, le cas échéant, des instruments purement communautaires.

Je peux dire à l'Assemblée que la Commission a déjà poursuivi des travaux approfondis en liaison avec le

Comité monétaire et le Comité des gouverneurs des banques centrales sur l'harmonisation des instruments de la politique du crédit et de la monnaie. Dans le cadre du Comité de politique budgétaire, des travaux sont en cours sur l'harmonisation des instruments de la politique financière. Lorsque les efforts de rapprochement de points de vue — car les situations sont très différentes d'un pays membre à l'autre — auront été couronnés de succès, vous constaterez que la mise en place d'instruments homologues — qui s'effectue déjà d'une façon peut-être discrète mais néanmoins réelle dans certains États membres — ou la mise en place d'instruments communautaires, se réalisera dans les meilleures conditions.

Ici encore, nous devons progresser avec détermination et patience. Il s'agit, en effet, de domaines extrêmement délicats, vous le savez aussi bien que moi, qui touchent non seulement à la souveraineté des États, non seulement à la politique des gouvernements, mais aussi aux responsabilités des parlements nationaux. Nous ne pouvons donc, dans cette affaire, avancer que si nous sommes assurés d'un concours de plus en plus large des responsables nationaux. Autrement, nous allons droit à l'échec. Pour ma part, j'ai toujours pensé que des progrès seraient obtenus dans la mesure où nous réussirions à persuader les États membres qu'il est de leur intérêt de mener certaines actions ou d'appliquer certaines procédures plutôt que de faire des déclarations générales, peut-être fort brillantes, mais fort peu efficaces sur ce qu'il convient d'imposer aux divers États. En tout cas, nous avons déjà enregistré des résultats et je peux vous dire que, lorsque je compare la situation de 1968 — où, pour la première fois, il a été créé dans les services de la Commission une direction de la politique budgétaire — et la situation actuelle, où je constate l'étroite liaison entre la direction de la politique budgétaire, et les directions des budgets des États membres, je note certains progrès, qu'on peut reconnaître ou non, mais qui sont réels.

Enfin, il a été question d'un Fonds d'action conjoncturelle. Je voudrais dire à ce sujet à M. Offroy que le Fonds d'action conjoncturelle est différent du Fonds de coopération économique et monétaire qui a été prévu dans la décision du Conseil de février 1971. Le Fonds de coopération monétaire doit être l'instrument par lequel s'exerce la politique monétaire intérieure et surtout extérieure des États membres. Un Fonds d'action conjoncturelle serait, au contraire, un Fonds qui aurait, en période d'expansion, à accumuler des ressources et, en période de ralentissement de l'activité économique, à utiliser ses moyens de financement de manière à régulariser la conjoncture. C'est un problème très délicat. Les membres de la commission économique savent que c'est une question que la Commission a déjà commencé à étudier. C'est une affaire qui requiert une très sérieuse considération non seulement de la part des institutions de la Communauté, mais également des États membres.

Barre

Je voudrais donc dire aux rapporteurs, MM. Bersani et Pintus, qui ont fait référence à la création d'un Fonds d'action conjoncturelle, que le problème n'est pas du tout ignoré et que, dans ce domaine également, c'est au fur et à mesure que la concertation et la coordination des politiques économiques s'affirmeront que des instruments apparaîtront nécessaires et que nous pourrions avancer.

Telles sont les principales remarques que je voulais présenter sur le premier thème que j'ai retenu dans cette intervention : l'union économique et monétaire.

J'en viens maintenant à la situation économique de la Communauté. Afin qu'il n'y ait aucun doute à ce sujet, je voudrais préciser l'inspiration du rapport annuel.

Le rapport annuel qui a été soumis à l'Assemblée et au Conseil attire l'attention sur le danger que représente, dans la plupart des États membres, la persistance de la hausse des prix et des coûts dans un contexte économique caractérisé par un ralentissement conjoncturel. Notons cependant qu'à l'exception d'un pays membre, l'Italie, pour lequel depuis le mois de juin la Commission avait, dans ses rapports au Conseil, souhaité une politique active d'intervention, il s'agit d'un ralentissement du rythme de croissance, mais pas encore d'une récession, que nous avons le devoir d'éviter. Si la Communauté veut être en mesure de faire face de façon efficace à un éventuel retournement de la conjoncture, elle doit parvenir à une modération de l'évolution des coûts et des prix.

En effet, si cette évolution se poursuivait sur la lancée actuelle — et vous avez tous à l'esprit les chiffres de hausse des prix dans les États membres pour cette année, et les chiffres prévus pour l'an prochain — cette évolution ferait obstacle à la mise en œuvre des mesures satisfaisantes de relance qui s'avèreraient nécessaires.

Le rapport annuel insiste sur cet objectif non pas pour préconiser le retour aux équilibres économiques fondamentaux par la déflation, la récession et le chômage — je n'ai jamais, pour ma part, pris de telles positions devant vous — mais au contraire pour éviter de tels périls, qui ne seraient pas socialement tolérables, et pour laisser toutes ses chances à une politique régulière d'expansion dans la stabilité.

Je veux dire aussi combien je suis pleinement d'accord avec M. Oele. Cela n'exclut pas que par des mesures sélectives, par des interventions sectorielles, les gouvernements aient à prendre des précautions contre des risques de retournement trop rapide de la conjoncture. D'ailleurs, reconnaissons que les politiques budgétaires menées à l'heure actuelle tiennent compte à la fois de la nécessité de modérer la hausse des prix et des coûts et de ne pas freiner trop fortement l'économie dans la perspective

des difficultés qui pourraient survenir l'an prochain au sein de la Communauté.

Nous devons donc être très vigilants et je peux dire à l'Assemblée qu'au mois de février prochain, il conviendra de faire le bilan de l'année 1971 et de commencer à examiner, conformément aux décisions du Conseil, les budgets économiques pour 1972. C'est à ce moment qu'il conviendra de porter un diagnostic sur l'évolution conjoncturelle de la Communauté et, le cas échéant, de mettre en œuvre toutes les mesures qui seraient nécessaires.

Mais j'insiste néanmoins sur le fait que, d'une manière générale, tout ce qui conduirait à l'heure actuelle à une relance systématique et prématurée de l'activité économique ne pourrait avoir que des conséquences défavorables sur une évolution des prix et des coûts, que par ailleurs on s'efforce de modérer. C'est une question de dosage, d'équilibre à tenir entre les divers aspects fondamentaux de l'activité économique.

A cet égard, je voudrais également préciser la signification de certains chiffres. Nous avons indiqué dans le rapport annuel que le rétablissement des équilibres fondamentaux serait d'autant mieux assuré que d'ici à la fin de 1972, et plus exactement d'ici à la fin du dernier trimestre de 1972, l'évolution des prix et celle des rémunérations — j'insiste bien sur le terme « rémunérations » car le rapport de la Commission n'a jamais parlé uniquement des salaires — pourra retrouver, en tendance annuelle, un rythme d'augmentation de l'ordre de 3 à 3,5 % pour les prix et de l'ordre de 6 à 7 % pour les rémunérations. Vous avez pu constater que les indications données dans le rapport ne signifient pas du tout une restriction du pouvoir d'achat des détenteurs de revenus, puisque la marge entre l'évolution des rémunérations d'une part et celle des prix d'autre part est quand même assez significative. Nous savons que cet objectif est difficile à atteindre, mais nous savons aussi que dans la mesure où tous nos États membres se rapprocheront de cet objectif, même s'ils ne l'atteignent pas complètement, ce sera autant de gagné pour le rétablissement des équilibres fondamentaux et ce sera très certainement une prime d'assurance contre certaines conséquences en matière d'emploi qui pourraient résulter d'une évolution encore trop désordonnée des prix et des rémunérations.

On m'a fait observer que les études économiques raffinées mettaient en doute certaines liaisons entre telle ou telle variable de l'économie ou entre les instruments de la politique économique et les objectifs à atteindre, et on fait allusion à un certain nombre de travaux savants de professeurs ou de spécialistes. Je tiens à vous dire que je me sens toujours en grande sympathie avec les professeurs et les spécialistes, mais il y a un moment où l'on doit s'arrêter de raffiner : c'est lorsqu'il s'agit de déterminer une ligne d'action. C'est le moment où nous sommes. Je suis

Barre

tout à fait prêt à me livrer à de grandes discussions économétriques et à de savants commentaires sur des modèles ; mais lorsqu'il s'agit de présenter au Conseil de la Communauté un certain nombre d'orientations et de fixer des lignes d'action, il faut bien faire preuve d'un certain manque de subtilité, ou plus exactement dire les choses comme elles sont.

(Applaudissements)

Or, à l'heure actuelle, les instruments traditionnels de la politique économique ne sont pas inefficaces comme on le prétend — la politique monétaire et la politique budgétaire restent des instruments essentiels de la politique économique — mais nous devons compléter ces instruments par d'autres types d'intervention, qu'il s'agisse de politique sectorielle ou régionale ; nous devons surtout comprendre que dans une économie de la dernière moitié du vingtième siècle, ou bien cette économie est aveugle et s'en remet entièrement aux mécanismes dont nous savons que les conséquences sont le plus souvent socialement intolérables, ou bien cette économie est consciente, mais il faut alors que tous les partenaires sociaux tiennent compte des responsabilités qui pèsent sur eux et de la nécessité d'une action collective pour maintenir une croissance équilibrée.

Je n'entrerai pas dans le détail de savoir s'il faut une politique des revenus ou non. Ce que dit le rapport annuel, c'est qu'on assiste, à l'heure actuelle, un peu partout, à la renaissance de l'idée d'une politique des revenus.

Je ne veux pas entrer dans des discussions qui ont été à ce sujet byzantines dans le passé et qui pourraient l'être encore à l'avenir. Je me tiens à l'essentiel, et l'essentiel c'est qu'il y a un choix à faire entre des mécanismes aveugles ou une action consciente de tous les partenaires sociaux. Et vous comprendrez pourquoi, dans les circonstances présentes, la Commission a non seulement pris parti en faveur d'un appel aux partenaires sociaux, en vue de cette action consciente, mais indiqué également quelles sont, à son avis, les grandes orientations auxquelles une telle action devrait répondre.

Un autre aspect a été soulevé dans les débats concernant la règle du produit national brut, comme règle d'or de la politique budgétaire.

M. Pintus s'est largement expliqué sur ce point. J'avais eu moi-même, à la réunion conjointe de la commission économique et de la commission des finances, à exposer mon point de vue. Je ne crois pas qu'il s'agisse là d'une règle qui doive être respectée dans tous les cas. Ce qui est certain, c'est que lorsque l'on a affaire à une situation inflationniste analogue à celle que nous connaissons, il est sage de limiter la croissance des dépenses à l'augmentation du produit national brut en valeur. Il est sage de ne pas calculer cette augmentation du produit national brut en valeur en choisissant pour l'année suivante les taux de hausse

des prix les plus élevés, mais au contraire de faire en sorte que les calculs retiennent un glissement des prix qui permette le maintien d'un certain nombre d'équilibres économiques et sociaux.

Si, dans les circonstances présentes, nous avons retenu la règle de l'évolution des dépenses parallèlement à la croissance du produit national brut en valeur, c'est parce que cela serait un progrès considérable par rapport à la situation antérieure et parce que l'inertie des dépenses budgétaires, qui se trouvent accrues par les tensions inflationnistes qui existent dans nos économies, ne nous permet guère d'aller en deçà sans provoquer dans l'économie un ralentissement de l'activité qui serait contraire à un certain nombre d'objectifs sociaux poursuivis et, notamment, au développement des dépenses d'investissements et des dépenses d'équipements collectifs qui paraissent dans la plupart de nos pays indispensables pour des raisons tant économiques que sociales.

Telles sont les quelques observations que je voulais présenter sur la partie du rapport annuel consacrée à la situation économique de la Communauté.

J'en viens maintenant aux difficiles problèmes monétaires. Je voudrais dire que je suis plus que jamais convaincu que tous les gouvernements concernés par la crise actuelle doivent faire preuve de ce sens de l'urgence dont le directeur général du Fonds monétaire international, M. Schweizer, a à diverses reprises souligné la nécessité.

Dans un contexte caractérisé par une grande incertitude sur les intentions et les revendications précises des États-Unis, incertitudes qui favorisent toutes les rumeurs et toutes les manœuvres — je n'en dirai pas plus à ce sujet — il est indispensable de s'en tenir à quelques lignes d'action claires. L'intérêt de la Communauté internationale, dont l'intérêt de la Communauté économique européenne ne se sépare pas est le rétablissement aussi rapide que possible de taux de change fixes, accompagné de l'abolition des mesures protectionnistes qui risquent d'engendrer discriminations et représailles. Dans cette affaire le temps ne joue en faveur de personne, mais joue contre tous, y compris les États-Unis.

(Applaudissements)

M. Cousté. — Très bien !

M. Barre. — En maintenant la position arrêtée par le Conseil de ministres le 13 septembre dernier à l'égard des problèmes monétaires internationaux et en recherchant en liaison avec les pays candidats les bases d'un règlement d'ensemble avec les États-Unis, la Communauté peut apporter une contribution essentielle à la remise en ordre des relations monétaires et commerciales internationales. Dans le même temps, il importe que tous les efforts soient poursuivis pour que les relations de change intracommunautaire puis-

Barre

sent être normalisées, et cela, je le précise, indépendamment d'une solution internationale, s'il apparaissait que celle-ci était impossible dans des délais utiles.

L'imbrication des problèmes monétaires internationaux et des problèmes monétaires communautaires crée, nous devons le comprendre, des difficultés particulières à cette normalisation. Il est facile de parler de ces problèmes comme s'ils pouvaient être aisément résolus, alors que nous nous trouvons en face des problèmes les plus difficiles et les plus redoutables que la Communauté ait eu à envisager aussi bien en ce qui la concerne qu'en ce qui concerne le système international.

Une vue synthétique de tous les aspects de la situation actuelle et une volonté sans faille d'agir en commun pourrait permettre aux États de la Communauté de maintenir une cohésion qui est indispensable non seulement à la défense de leurs propres intérêts mais aussi à un meilleur équilibre international. Sur ce point, je voudrais répondre avec précision à M. Löhr. Je ne l'ai pas fait jusqu'ici, mais puisqu'il m'en donne l'occasion, je vais parler très clairement à l'Assemblée. M. Löhr a dit : « Si j'ai une critique à formuler, c'est que la Commission n'ait pas fait suffisamment de propositions au cours de ces derniers mois. » Alors, Monsieur Löhr, passons la situation en revue.

Oui ou non, le 6 mai au Comité monétaire, puis le 9 mai au Conseil de ministres, la Commission a-t-elle pris une position très claire, qui n'a pas été acceptée, il est vrai, mais qui était claire ? Je constate sans étonnement, je dois le dire aujourd'hui, qu'un grand nombre de ceux qui, à l'époque, n'étaient pas tellement convaincus de la vertu des taux de change fixes trouvent un regain d'intérêt aux taux de change fixes. Je constate qu'à l'époque, la Commission avait indiqué de façon très précise un certain nombre de mesures destinées à lutter contre les mouvements de capitaux spéculatifs. Oui ou non, cela a-t-il été mis sur la table du Conseil ?

Je continue. Savez-vous, Monsieur Löhr, que le 30 juin, à la Conférence des ministres des finances, puis le 1^{er} juillet au Conseil des ministres de la Communauté, la Commission a non seulement fait des propositions de compromis, qui d'ailleurs ont été sur le point de rassembler l'unanimité des États membres, mais également déposé sur la table du Conseil une proposition de directive en ce qui concerne la lutte contre les mouvements de capitaux ? Y a-t-il eu, oui ou non, des propositions ? Le 19 août, en pleine crise monétaire internationale, oui ou non, la Commission — j'en sais quelque chose puisque j'ai parlé en son nom — a-t-elle fixé un certain nombre de principes qui pouvaient servir de base d'accord ? Oui ou non, a-t-elle demandé aux États membres de marquer un accord politique sur ces principes, étant entendu que les solutions techniques pouvaient être ensuite mises en place par les instances techniques compétentes de

la Communauté ? Oui ou non, une telle proposition a-t-elle été faite ? Je peux vous dire que le 19 août, toutes les agences de presse, y compris l'agence Reuter — ce qui apparaîtra comme une référence — ont publié les principes d'une solution communautaire que j'ai présentés au Conseil. Évidemment, on oublie les propositions de la Commission toutes les fois que celles-ci ne correspondent pas à ce que l'on souhaite !

M. Cousté. — Bien sûr !

M. Barre. — J'ajouterai un autre point. Le 13 septembre, la Commission a-t-elle, oui ou non, mis sur la table du Conseil un document comprenant deux parties : la première, relative aux problèmes monétaires internationaux, qui a été retenue quasi intégralement par le Conseil, et une seconde, relative à un règlement intracommunautaire ? Ce document correspondait d'ailleurs exactement aux principes que la Commission n'avait cessé d'affirmer depuis le 30 juin, principes de compromis qui ont été mis noir sur blanc, car, pour certains, il vaut mieux mettre les choses par écrit !

Alors, maintenant, où en sommes-nous ? Eh bien, il y a des propositions sur la table du Conseil. S'il n'y a pas encore d'accord, c'est parce qu'il est clair que les problèmes intracommunautaires sont, comme je l'ai dit, intimement liés aux problèmes internationaux et que, de surcroît, il existe encore, à l'intérieur de la Communauté un certain nombre de difficultés qui ne permettent pas d'obtenir l'accord politique nécessaire pour qu'un certain nombre de mesures techniques soient prises.

Tels sont les faits.

Je les ai exposés aujourd'hui avec un certain détail, mais je voudrais rappeler à l'Assemblée qu'à Luxembourg, au mois de mai, ici même et à Luxembourg aussi, il y a quelques semaines, j'avais déjà dit tout ce que je viens de vous dire...

Ce qui importe, en tout cas, c'est d'éviter dans des situations graves, des surenchères différentes, mais successives. Dans de tels moments, il faut arrêter une ligne de conduite et, au lieu de s'en départir sous quelque pression ou prétexte, s'y tenir avec détermination et sérénité. C'est ce que j'ai essayé de faire, et je puis vous dire qu'en ce qui me concerne, je n'ai ni l'habitude ni l'intention, de flotter avec l'événement.

(Applaudissements)

Pour terminer, je tiens à dire de la manière la plus nette qu'il y a plusieurs mois que la Commission s'efforce d'obtenir, dans une situation extraordinairement difficile, un rapprochement des points de vue des États membres. Il faudra bien qu'un jour — que j'espère le plus proche possible — la Communauté puisse répondre d'une façon cohérente et qui serve ses intérêts aux défis extérieurs qui lui sont lancés.

Barre

Pour ce faire, la volonté politique des États membres sera évidemment indispensable. Mais, pour ma part, je crois que tout ce qui a été fait au cours de ces douze dernières années ne serait pas mis en question de gaieté de cœur. C'est peut-être la raison fondamentale, je ne dirai pas de l'optimisme, mais de l'espérance que nous pouvons avoir en la matière.

Après toutes ces indications, je conclurai en reprenant simplement la dernière phrase du rapport annuel de la Commission au Conseil :

« Une action coordonnée des États membres en vue d'assurer les conditions de la stabilité et la sauvegarde de l'expansion dans la Communauté demeure indispensable à la construction progressive de l'union économique et monétaire aussi bien qu'au rétablissement de l'ordre économique et monétaire international. »

Tels sont nos objectifs. Je puis assurer le Parlement qu'avec le concours qu'il a bien voulu apporter tout au long de cette journée à la Commission, celle-ci fera tout ce qui est en son pouvoir pour qu'ils puissent être atteints.

(Vifs applaudissements)

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur le vice-président Barre, de vos explications.

Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen des propositions de résolution.

Nous commençons par la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Bersani.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 5, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces textes aux voix.

Le préambule et les paragraphes 1 à 5 sont adoptés.

Sur le paragraphe 6, je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par M. Cousté, au nom du groupe de l'UDE, et dont voici le texte :

Remplacer les mots :

« de se doter d'une législation »

par les mots :

« de se doter d'une réglementation ».

La parole est à M. Offroy, pour défendre cet amendement.

M. Offroy. — Monsieur le Président, en l'absence de M. Cousté, je peux indiquer quel est son sentiment. Il a l'impression que le mot « législation » ne

correspond pas exactement à ce qu'a voulu dire le rapporteur. C'est la raison pour laquelle il propose de remplacer *législation* par *réglementation*.

J'ajoute, d'ailleurs, que, comme il ne figurait pas dans la proposition de résolution adoptée par la commission économique, cet article n'a pu être discuté en commission.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Bersani, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, je puis accepter sans difficulté l'amendement de M. Cousté qui me paraît justifié.

M. le Président. — La parole est à M. Lange.

M. Lange. — (A) Monsieur le Président, j'aimerais bien savoir ce que l'on entend ici par « réglementation » ? On fausse les choses en prétendant que cette question n'a jamais été débattue au sein de la commission économique. Au contraire, on y a constamment souligné la nécessité de trouver une solution proche de celle de la loi fédérale sur l'expansion dans la stabilité et de la loi fédérale sur les échanges extérieurs.

Certes, nous connaissons au plan européen des formes variées de « lois ». Nous savons bien que ce terme de « loi » ne couvre pas tout l'éventail des règlements, recommandations, etc., pour nous en tenir au seul traité CECA. Le terme « réglementation » est nettement trop faible car cette loi devrait, en fait, permettre à la Commission, en s'écartant des formes usuelles dans la Communauté, de trouver la forme précise de législation européenne qui lui semblerait la plus adéquate après une analyse sérieuse de la situation.

Je dois donc, à regret, demander à mon collègue Bersani de ne pas accepter l'amendement de M. Cousté, si mon interprétation ne peut être retenue.

M. le Président. — La parole est à M. Bersani.

M. Bersani, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, il s'agit en l'occurrence d'interpréter les intentions qui sont à la base de cet amendement.

Il est évident, du moins dans le texte italien, qu'il n'y a pas de distinction substantielle entre les termes « législation » et « réglementation » : les actes fondamentaux portent en effet la dénomination que nous connaissons tous. Toutefois, si M. Cousté devait penser que le terme « législation », désignant un instrument effectif dont se sert la Communauté pour agir de façon décisive sur la conjoncture, est un terme trop fort, alors j'hésiterais à le suivre. Je crois que notre collègue Cousté a voulu simplement apporter une précision de forme mais, pour ce qui

Bersani

est du fond, je me rallierais plutôt aux déclarations de M. Lange.

C'est pourquoi je voudrais demander à notre collègue Cousté de préciser quelle est son intention lorsqu'il demande de remplacer le terme « législation » par « réglementation ». S'il s'agissait vraiment d'une question de fond, c'est-à-dire si lui et son groupe trouvaient quelque difficulté à donner à la Communauté des instruments lui permettant d'agir directement sur la stabilité et l'expansion économique, sur l'équilibre des échanges, etc., alors je m'opposerais à l'amendement.

J'attends donc de notre collègue Cousté qu'il précise la portée qu'il entend donner à son amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Cousté.

M. Cousté. — Monsieur le Président, nous nous trouvons devant un texte qui me semble être correct et répondre parfaitement à une vision cohérente par rapport aux autres paragraphes de cette résolution. En outre, cette résolution contient une réponse qui est parfaitement en harmonie avec les déclarations que nous venons d'entendre de la bouche de M. Barre, représentant de la Commission.

Il me semble que le mot *législation* ne convient pas, pour la raison toute simple que notre Parlement a un pouvoir consultatif et que les institutions communautaires que sont le Conseil et la Commission ont le souci constant de nous proposer des directives, des orientations, nous n'avons jamais eu à examiner des lois ! Nous n'avons pas de pouvoir législatif. C'est pourquoi — et je crois répondre ainsi de manière claire à la question qui m'a été posée — il est normal que nous employions un mot qui reflète la réalité des traités dont nous sommes issus. Nous ne sommes pas ici pour modifier le traité de Rome, mais pour l'appliquer entièrement et convenablement, avec toutes les possibilités qu'il nous donne, l'Assemblée contrôlant la Commission et examinant l'action du Conseil de ministres. Il est clair que le mot *législation*, si souhaitable qu'il soit pour l'avenir — et, comme M. Lange, je souhaite que nous allions dans ce sens — ne convient pas dans l'état actuel des choses. Nous devons employer des mots qui correspondent aux réalités et non pas aux intentions, si respectables qu'elles soient.

C'est pourquoi je pense qu'on peut employer le mot *réglementation*, qui est plus convenable, ou *directives*, parce que ce sont généralement des directives que nous examinons ici, ou tout autre terme qui aurait l'approbation du rapporteur, car je ne veux pas me séparer du rapport, que je trouve d'ailleurs excellent quant au fond et quant à la forme.

M. le Président. — La parole est à M. Lange.

M. Lange. — (A) Monsieur le Président, permettez que je rappelle à M. Cousté que ce Parlement examine des propositions de règlement ou des propositions de directive de la Commission, voire même des recommandations lorsqu'il s'agit de problèmes qui relèvent du traité CECA. Or tout ceci est bel et bien de la législation des Communautés européennes. Ces textes ou bien sont directement contraignants pour tous les États membres ou bien constituent des lois-cadres de la Communauté que les États membres doivent remplir. Dans ce sens, le terme de « loi » ou « législation » est parfaitement correct. Je vous soupçonne, mon cher collègue, de vouloir utiliser un terme différent pour en tirer de fausses conclusions ou pour introduire une idée tout à fait différente de celle qui doit être exprimée ici. A la demande du Conseil, nous examinons constamment des textes législatifs introduits par la Commission. Nous n'en demandons pas plus. Je vous suggère donc de retirer votre amendement. Vous rejoindrez ainsi M. Bersani et nous laisserons le texte inchangé.

M le Président. — La parole est à M. Fellermaier.

M. Fellermaier. — (A) Monsieur le Président, je voudrais proposer un compromis à mon collègue Cousté que j'ai en grande estime. Je crois que ce que M. Lange vient de dire est absolument incontestable, à savoir que les vocables de « règlements » et de « directives » désignent en réalité de la législation des Communautés.

Mais, pour vous être agréable, Monsieur Cousté, je vous demande si vous pourriez accepter la variante suivante : « ... permettant à la Communauté de se doter d'un règlement qui favorise la stabilité et l'expansion... »

Ceci serait parfaitement conforme à la terminologie européenne à laquelle vous semblez très attaché dans le cas présent.

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale. — Monsieur le Président, je voudrais appuyer l'avis de M. Lange.

Contrairement à mon collègue M. Cousté, je crois qu'il existe des pouvoirs législatifs dans les Communautés. Sinon, je serais très inquiet des discussions qui ont lieu sous le titre général de « transfert de pouvoirs législatifs ». Cela signifierait-il déjà que l'on n'acceptera que le transfert de pouvoirs réglementaires à une Assemblée ? Cela me ferait un peu peur.

Deuxièmement, ce n'est pas parce que nous n'arrêtons pas des lois sous la forme usuelle dans nos pays qu'il n'y a pas de législation communautaire. Le terme *loi* est plus étroit que *législation*. La législation couvre la loi, les règlements, les décrets, etc. Le terme *législation* est donc valable.

Spénale

J'ajoute que, si l'on suivait l'avis de M. Cousté, il faudrait rectifier le Journal officiel des Communautés, dont environ une livraison sur trois porte la mention « Législation ».

J'espère que tout cela n'est pas une erreur qui se perpétue depuis quinze ans et que le terme *législation* couvre bien des réalités au niveau des Communautés et que c'est de ces réalités que nous parlons quand il est question de transfert de pouvoirs législatifs.

M. le Président. — Monsieur Cousté, maintenez-vous votre amendement ?

M. Cousté. — Monsieur le Président, je suis persuadé d'avoir été compris. Je l'ai d'ailleurs tellement bien été que M. Fellermaier, qui appartient au même groupe que MM. Lange et Spénale, a fait une proposition transactionnelle qui me paraît parfaite et que j'accepte.

M. le Président. — La parole est à M. Oele.

M. Oele. — (N) Monsieur le Président, il faut encore régler le petit problème de la traduction néerlandaise, dans laquelle est utilisée l'expression « zich tot regel stelt ». Cette expression, qui n'a pas la moindre signification légale ou réglementaire ni sur le plan des directives, est extrêmement vague. Je souhaite donc que la traduction néerlandaise soit mise en concordance avec la version italienne originale.

M. le Président. — Monsieur le Rapporteur, n'avez-vous rien à ajouter ?

M. Bersani, rapporteur. — (I) Je crois que la discussion a été très utile et très intéressante et qu'elle a mis en évidence des aspects particuliers dignes d'être précisés. Toutefois, s'il est possible de trouver une formule de compromis, je ne m'y opposerai pas, même si, après les précisions qui ont été apportées, j'estime que le terme « législation », qui englobe d'une façon plus générale l'ensemble des initiatives que peuvent prendre les organes communautaires en la matière, est plus exact.

M. le Président. — Monsieur Cousté, les déclarations du rapporteur vous donnent-elles satisfaction ?

M. Cousté. — Monsieur le Président, puisque je me suis rallié à la proposition transactionnelle de M. Fellermaier en ce qui concerne mon amendement, il est clair qu'il appartient à l'Assemblée de statuer.

M. le Président. — Suite à la modification de M. Fellermaier acceptée par le rapporteur et M. Cousté, le paragraphe 6, se lirait comme suit :

« 6. attend de la Commission qu'elle soumette enfin au Conseil une proposition permettant à la Communauté de se doter d'un règlement qui favorise la stabilité et l'expansion de l'économie... (le reste inchangé) »

Je mets ce texte aux voix.

Ce texte est adopté.

Sur les paragraphes 7 à 10, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 7 à 10 sont adoptés.

Sur le paragraphe 11, je suis saisi d'un amendement n° 3, présenté par M. Cousté, au nom du groupe de l'UDE et dont voici le texte :

Après les mots :

« n'entraînent des remodelages conjoncturels des programmes de production »,

ajouter les mots :

« en Europe ».

La parole est à M. Cousté, pour soutenir son amendement.

M. Cousté. — Cet amendement est très simple et, à vrai dire, je pourrais me dispenser de l'expliquer.

Il s'agit simplement, et je pense que l'Assemblée l'acceptera, de préciser que, lorsque des sociétés multinationales qui ont des sièges et des possibilités de décision aux États-Unis, prennent des décisions concernant les programmes de production ayant pour conséquence la création d'emplois aux États-Unis, il ne faut pas que ces décisions se traduisent par des licenciements et du chômage en Europe. Cela, nous ne le voulons pas, car, ce qui nous préoccupe, c'est la conjoncture européenne. C'est tout le sens de cette résolution et du rapport annuel sur la situation économique de la Communauté.

Il est donc nécessaire d'ajouter « en Europe » après les mots : « entraînent des remodelages conjoncturels des programmes de production ».

Les mesures prises actuellement de l'autre côté de l'Atlantique sont compréhensibles ; elles ont même dans une certaine mesure notre sympathie, puisqu'elles visent à rétablir l'équilibre de la balance des paiements des États-Unis.

Mais nous voulons éviter que, par des décisions des sociétés multinationales, elles ne transfèrent le chômage des États-Unis en Europe.

Le sens de cette adjonction est clair. Elle aura, je l'espère, l'approbation de cette Assemblée.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Bersani. — Je suis d'accord, Monsieur le Président.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

L'amendement est adopté.

M. Cousté. — Unanimentement ?

M. le Président. — Unanimentement.

Sur le paragraphe 12, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ce texte aux voix.

Le paragraphe 12 est adopté.

Sur le paragraphe 13, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Spénale, au nom du groupe socialiste et dont voici le texte :

Dans ce paragraphe, remplacer les mots :

« ... maintien du niveau de l'emploi dans cinq pays de la Communauté et relèvement de celui-ci en Italie... »

par les mots :

« ... attention particulière au niveau de l'emploi dans chaque pays membre de la Communauté et relèvement de celui-ci en Italie... »

La parole est à M. Spénale, pour soutenir son amendement.

M. Spénale. — Monsieur le Président, cet amendement, très simple, se justifie de lui-même.

Nous voulons remplacer « maintien du niveau de l'emploi dans cinq pays de la Communauté » par « ...attention particulière au niveau de l'emploi dans chaque pays membre de la Communauté ».

Il existe, dans tous les pays de la Communauté, au moins régionalement, des secteurs où le niveau de l'emploi pourra nécessiter une activation, et le terme *maintien* pourrait paraître trop statique et restrictif.

Je crois que le rapporteur et le président de la commission économique sont d'accord sur ce point.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Bersani, rapporteur. — Je suis d'accord.

M. le Président. — Le rapporteur étant d'accord, je mets l'amendement aux voix.

L'amendement est adopté à l'unanimité.

Sur le paragraphe 14, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets ce texte aux voix.

Le paragraphe 14 est adopté.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution modifiée par les différents amendements qui ont été adoptés.

L'ensemble de la proposition de résolution ainsi modifiée est adoptée à l'unanimité (*).

Nous passons maintenant à l'examen de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Pintus.

Sur cette proposition de résolution, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (**).

4. Directive sur les garanties concernant la constitution de la société anonyme

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. De Gryse, fait au nom de la commission juridique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une deuxième directive tendant à coordonner, en vue de les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 58, alinéa 2, du traité pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital (doc. 144/71).

La parole est à M. De Gryse, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. De Gryse, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, chers collègues, si j'ai demandé la parole, c'est uniquement pour attirer votre attention sur l'objet principal de la présente directive et pour en mettre en évidence l'intérêt essentiel. Cette directive est connue sous le nom de « deuxième directive de coordination du droit des sociétés ». En effet, c'est en 1968 qu'une première directive a été soumise au Parlement européen et qu'a ainsi été ouverte une étape

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 15.

(**) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 17.

De Gryse

initiale dans l'harmonisation et la coordination des droits extrêmement vastes et complexes qui régissent les sociétés. Cette première directive était considérée comme un premier pas dans cette voie et, dans sa modeste économie, elle établissait quelques règles de publicité, de validité des engagements et de nullité des sociétés de capitaux qui étaient applicables aussi bien aux sociétés anonymes qu'aux sociétés à responsabilité limitée ou aux sociétés en commandite par actions. Comme ces règles concernaient plusieurs types de sociétés, il est évident que cette première directive avait un caractère assez général.

En élaborant une deuxième directive, la Commission entend faire un pas important dans l'harmonisation et la coordination du droit des sociétés. La Commission a limité le champ d'application de cette directive aux sociétés anonymes. Elle a pris cette décision non seulement parce que la société anonyme est la forme la plus économiquement importante et, dès lors, la plus utilisée par les entreprises exerçant une activité au-delà des frontières nationales, mais aussi parce que c'est la forme la plus juridiquement élaborée. La préoccupation qui a manifestement guidé la Commission dans l'élaboration de cette seconde directive c'est, sans aucun doute, celle de donner des garanties minimales aux actionnaires des sociétés anonymes ainsi qu'aux tiers. C'est le leitmotiv de la directive. Pour pouvoir donner ces garanties, la Commission a coordonné les dispositions protectrices que la société doit observer aussi bien pour sa constitution que pour le maintien ou les modifications de son capital.

Ces grands objectifs peuvent se décomposer en quatre éléments. Tout d'abord, il y a l'obligation pour la société de donner des renseignements sur son capital. A cet égard, le raisonnement est assez simple. Dans la perspective d'un marché de plus en plus intégré, tout créancier ressortissant d'un État membre autre que celui de la société doit pouvoir connaître avec certitude la réalité du gage que lui offre le capital de cette société. C'est précisément pourquoi il faut tendre à l'harmonisation des renseignements concernant le capital, conformément aux dispositions de la directive. La société étant constituée, il est nécessaire de coordonner les règles qui tendent à maintenir l'intégrité du capital.

Il est remarquable à cet égard de noter l'interdiction de procéder à des distributions indues aux actionnaires, lesquelles pourraient entamer le capital, ainsi que l'interdiction de rendre, par certaines opérations, le capital plus ou moins fictif. Ici s'exprime à nouveau le souci de préserver la fixité du gage des créanciers et des tiers.

Le troisième objectif concerne l'augmentation du capital de la société anonyme. Il faut empêcher les actionnaires anciens d'être lésés dans leurs droits acquis. La réalité du capital doit être garantie avant de décider cette opération. Mais en cas de réduction du

capital il faut également protéger les droits des actionnaires et des créanciers. L'égalité des actionnaires doit notamment être respectée. La protection des créanciers dont les créances sont nées avant la réduction du capital doit être pleinement garantie.

Puisse-t-il ressortir de l'exposé de ces quatre objectifs qu'en créant une relative équivalence des situations juridiques des divers pays de la communauté, la directive tend notamment à harmoniser les garanties des actionnaires des sociétés anonymes et des tiers dans l'ensemble de la Communauté. Pour s'acquitter de cette tâche comme il convient, la Commission a dû examiner les législations des divers pays sur les sociétés anonymes et élaborer une coordination qui fait souvent penser à une solution de compromis. Ce genre de solution, en effet, ne donne jamais entière satisfaction à personne. Il n'empêche que l'objectif principal, qui est de donner suffisamment de garanties aux actionnaires et aux créanciers des sociétés anonymes dans l'ensemble de la Communauté, doit être atteint dans la mesure la plus large possible. C'est là l'objet essentiel de la deuxième directive. Le champ d'application de celle-ci est limité, en effet, puisqu'elle ne concerne que les sociétés anonymes et que certaines sociétés d'investissement en sont expressément exclues en vertu de l'article 1^{er}, 2^e alinéa. La Commission a estimé à juste titre que le droit de ces sociétés d'investissement à capital variable doit faire l'objet d'une coordination ultérieure au niveau de la Communauté. Cette étape est prévue de manière explicite. La coordination des garanties est, en effet, prescrite pour l'ensemble du droit des sociétés par l'article 54, 3^e alinéa, du traité instituant la CEE, puisque la quasi-totalité des dispositions de ce droit ont pour but de protéger les tiers ou les associés. La coordination prescrite devrait s'appliquer à tous les types de sociétés ayant un but lucratif. Devant une tâche aussi ample, il est compréhensible que la Commission ait considéré indispensable de sérier les problèmes en vue d'aborder ultérieurement les garanties non encore harmonisées, mais sur la base de projets dont l'existence est déjà annoncée. Cette méthode d'harmonisation par directives partielles peut être critiquée. En effet, elle ne permet pas d'avoir une vue d'ensemble des effets de l'harmonisation sur les législations nationales. En outre, elle impose aux sociétés des modifications successives de leurs statuts. L'état d'incertitude juridique qui en résulte n'est pas sans graves inconvénients. Cette critique sur le fond n'atténue nullement l'impression que la Commission a fait œuvre utile en proposant cette directive.

La commission juridique marque sa satisfaction au sujet de cette proposition, qui constitue une étape intéressante dans la coordination des garanties au sens du traité instituant la CEE. Le fait que les actionnaires et les créanciers ressortissants d'un État membre autre que celui de la société verront leur protection et leur certitude juridique s'accroître sensiblement constitue déjà, à lui seul, une bonne raison

De Gryse

d'accueillir favorablement cette directive. Nous demandons, dès lors, au Parlement européen d'adopter celle-ci.

M. le Président. — La parole est à M. Meister, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Meister. — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, comme chacun sait, le document dont vient de parler M. De Gryse a été examiné en commission juridique. Vous savez bien que les juristes qui constituent la majorité de cette commission sont essentiellement des hommes doués d'une grande faculté logique et analytique. Ils voient certaines choses d'un œil différent des économistes qui siègent dans cette commission.

Étant donné cette circonstance, M. De Gryse n'a pas eu la tâche facile comme rapporteur. Il a dû faire de gros efforts devant la commission, entendre et peser un très grand nombre d'arguments et de contre-arguments. Nous lui devons donc un grand merci pour le rapport très complet qu'il a présenté. Je le lui dis en cette circonstance.

Le rapporteur vous a dit qu'il s'agit en l'occurrence d'une série de directives dont les plus importantes sont la première qui concerne les principes de base et cette deuxième directive qui concerne essentiellement les garanties. Si je suis bien informé, ces deux directives seront suivies d'une troisième et d'une quatrième.

La deuxième directive traite de la garantie des créanciers dans tous les pays membres en coordonnant les dispositions qui garantissent le capital et qui interdisent les distributions non autorisées. Elle concerne les augmentations de capital, la protection des anciens actionnaires et l'égalité de traitement de tous les actionnaires en cas de réduction du capital et enfin la protection des créances anciennes.

Certains collègues trouveront peut-être que le rapport n'est pas exhaustif et qu'il conviendrait de le compléter. Pour des rapports de ce genre, ce sera toujours le cas. C'est pourquoi je voudrais inviter ces collègues à se demander s'il ne vaudrait pas mieux retenir leurs idées pour la troisième ou la quatrième directive qui traiteront l'une et l'autre de problèmes structurels plutôt que d'amender le texte qui nous est soumis.

Mes chers collègues, comment peut-il y avoir des investissements sans garantie pour l'investisseur ? C'est problématique ! Autre question : comment peut-on solliciter avec bonne conscience les grandes masses populaires de participer au capital productif s'il n'y a pas de garantie ! Pour toutes ces questions, il faut, bien sûr, voir de plus près la législation des États membres et en tenir largement compte.

Or, le rapporteur a eu le mérite de nous présenter une étude comparative de la situation sur le plan législatif dans les différents États membres et même en Grande-Bretagne. Cette étude nous fait comprendre les difficultés d'une harmonisation, encore qu'elles ne devraient pas être insurmontables, sauf erreur de ma part.

J'ai été particulièrement heureux de constater que le rapporteur avait accordé quelque intérêt aux sociétés d'investissement, car les expériences que les Européens ont faites dans le passé, n'ont pas été des meilleures dans ce domaine, et je crois que l'épargnant, dans un fonds de placement, donc le sociétaire d'une société de ce type, a droit à une garantie. Le rapport a abordé également les problèmes de la durée des sociétés, des sociétés d'une seule personne, du capital minimal, du contrôle des apports en nature, et de l'acquisition de biens des membres fondateurs. Le problème des valeurs réalisables a été plus particulièrement examiné. L'article 11, Monsieur le Président, traite d'un problème très important : l'obligation d'un apport. Ce problème mérite d'être examiné de plus près à propos des sociétés d'assurances chez lesquelles le risque est susceptible d'entraîner des demandes d'apports additionnels.

Il convient également de considérer les distributions de dividendes et les réserves car elles se rattachent aussi au problème des garanties. C'est sous cette optique qu'il faut voir le passage sur « la bonne foi des actionnaires » qui s'efforce de régler les restitutions en cas de distribution irrégulière de dividendes et d'acomptes.

Monsieur le Président, permettez-moi de remercier, moi aussi, les représentants de la Commission. Ils ont préparé très soigneusement cette deuxième directive qui est complexe. La minutie de leur travail est attestée par le fait que la commission juridique n'a en fait modifié qu'un seul article, en l'occurrence l'article 10 après des délibérations longues et approfondies.

Cet article 10 stipule que le capital souscrit ne peut être constitué par des apports non susceptibles de réalisation tels que, notamment, le travail et les prestations de services. C'est une façon de viser les statuts et les actes constitutifs.

L'importance de tous les problèmes soulevés dans le rapport de M. De Gryse est encore soulignée par le fait que notre collègue Bersani s'est attaché plus particulièrement aux sociétés multinationales dans son rapport sur la situation économique de la Communauté.

Une bonne politique économique — le droit des sociétés vu sous l'angle du droit commercial se rattache indéniablement à la politique économique — constitue aussi un élément important de la politique de la société si on en considère le volet social.

Meister

Pour conclure, Monsieur le Président, permettez-moi de citer la poétesse Ebner-Eschenbach. Dans l'une de ses œuvres elle déclare :

« Quand j'étais jeune, j'ai cru que la moindre des choses que la vie devait m'apporter était le droit. Maintenant que je suis âgée, je dois reconnaître que c'est la chose la plus élevée ».

Le groupe démocrate-chrétien approuve le rapport et la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Koch, au nom du groupe socialiste.

M. Koch. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le rapport que nous avons sous les yeux est un excellent document de la Commission que celle-ci a élaboré avec beaucoup de soin et d'ardeur et auquel la commission juridique n'a apporté que quelques retouches bien qu'elle en ait délibéré intensivement pendant un an. Par ailleurs, M. De Gryse est parvenu à nous soumettre un rapport complet et remarquable après avoir consacré toute son énergie à approfondir la proposition de la Commission.

Nous devons considérer ce rapport sur les sociétés anonymes dans un contexte plus large. La Commission a agi dans le cadre de l'article 54 du traité instituant la CEE et du programme général de la suppression des restrictions à la liberté d'établissement. Il s'agit donc d'une harmonisation des droits sur les sociétés au sein du Marché commun. De son côté, la grande loi parallèle sur la « Société européenne » ne traite pas des droits nationaux sur les sociétés, mais vise à créer une société d'un type spécial ; nous aurons l'occasion d'en reparler.

Cette deuxième directive a été précédée d'une première directive qui s'attache plus généralement aux différentes formes de société. La première directive s'applique aux sociétés anonymes, aux sociétés en commandite et aux sociétés à responsabilité limitée. Par contre, la deuxième directive qui nous occupe présentement ne vise que le droit des sociétés anonymes.

L'idée de la Commission est de rapprocher d'abord graduellement le droit sur les actions en recourant à des directives qui ne s'appliquent qu'à des domaines limités.

Cette procédure qui consiste à rapprocher les droits sur les sociétés à l'aide de directives limitées comporte naturellement certains inconvénients, car chacune de ces directives ne couvre pas un secteur juridique complet en soi. C'est ainsi que la proposition actuelle ignore certains secteurs et restreint donc la portée de certaines dispositions. Je pense notam-

ment aux articles 18 à 20 de la présente proposition qui restreignent la faculté des sociétés anonymes d'acquérir leurs propres actions sans pour autant limiter la possibilité des sociétés dominantes de faire acheter des actions par une entreprise indépendante ; ceci provient de ce que les dispositions relatives aux concentrations ne seront réunies que plus tard dans une directive.

Du fait que la présente proposition de directive ne règle qu'un domaine limité, elle recourt nécessairement à des notions qui ne seront coordonnées que dans un autre cadre. Lorsque, par exemple, l'article 13 précise que les dividendes ne peuvent être prélevés que sur des « bénéfices nets » et que l'article 15 stipule qu'il ne peut être payé d'intérêts aux actionnaires en l'absence de bénéfices, il est évident qu'il ne saurait y avoir de coordination tant que les notions de « bénéfice net » et de « bénéfice » n'auront pas été rapprochées.

On pourrait peut être dire qu'en dépit de l'important travail de la Commission pour élaborer ce texte les parlements nationaux auront beaucoup de mal à prendre position sur les différentes propositions de directives partielles parce que certaines réglementations complémentaires quant au fond ont été exclues et qu'il ne leur est pas possible d'avoir une vue d'ensemble des effets d'une harmonisation des législations nationales sur les actions.

Par ailleurs, la Commission a adopté, car elle ne pouvait faire autrement dans la situation actuelle, la « tactique du saucisson » : elle se rapproche, tranche par tranche, de la solution.

Reconnaissons cependant que tout pas en avant dans le domaine du rapprochement des droits dans la Communauté est un progrès.

On peut regrouper sous quatre points les principaux objectifs de la présente proposition de directive.

Par suite de l'intégration de plus en plus grande du marché, il est indispensable qu'un créancier qui ne réside pas dans le pays où une société a son siège puisse s'assurer exactement de l'importance des garanties que cette société offre à son capital. Dans cette optique, la proposition de directive prévoit une harmonisation des informations sur le capital.

En outre, lorsque la société est constituée, l'intégrité de son capital doit être assurée pour garantir les créanciers. La proposition de directive prévoit donc également une harmonisation en ce sens.

Il convient également de veiller au versement réel du capital et d'empêcher que les anciens actionnaires ne soient lésés. Cet objectif doit être atteint par l'harmonisation des dispositions relatives à l'augmentation du capital.

Enfin, il convient de garantir l'égalité de traitement des actionnaires et la protection des créanciers dont les créances sont nées avant la diminution du capi-

Koch

tal. A cet effet, il sera procédé à une harmonisation des dispositions relatives à la réduction du capital.

Je voudrais maintenant aborder encore brièvement quelques problèmes de détail. L'orateur qui m'a précédé a déjà évoqué le problème des sociétés d'investissement. Or, c'est précisément avec ce genre de sociétés que les investisseurs européens ont fait de mauvaises expériences dans différents domaines. C'est pourquoi l'article 1, paragraphe 2, de la directive exclut les sociétés d'investissement de son champ d'application et précise qu'elles seront soumises à des dispositions particulières. Il ne s'agit toutefois que d'un retard momentané. En tout cas, l'exclusion provisoire paraît pleinement justifiée.

J'attire également l'attention sur les paragraphes 8 et 9 de la proposition de résolution qui, eux aussi, parlent des sociétés d'investissement. Personnellement, je me rallie au contenu de ces deux paragraphes.

La même remarque vaut pour le paragraphe 10 de la proposition de résolution qui précise que la directive doit s'appliquer aux sociétés anonymes existant au moment de son entrée en vigueur.

Pour ce qui est des articles 2 et 3 de la directive qui sont visés au paragraphe 12 de la proposition de résolution, je partage la conception du rapporteur en estimant que ces dispositions sont indispensables. Les articles 2 et 3 contiennent en effet certaines règles de base qui se retrouvent dans tous les textes législatifs sur les sociétés anonymes. C'est un point sur lequel nous devons être fermes.

La proposition de résolution traite aux paragraphes 13 à 17 de la durée de la société, en déclarant que celle-ci est indéterminée. C'est un point qu'il faut approuver.

Je voudrais encore souligner ce qui est dit à l'article 10 de la proposition de directive à propos des apports non susceptibles d'être réalisés. Cet article stipule que le capital souscrit ne peut être constitué par des apports non susceptibles de réalisation. Cette clause joue un rôle dans tous les droits sur les actions en raison des tentatives fréquentes d'acquiescer une partie du capital en numéraires par des apports en nature sans valeur et ces tentatives doivent être contrecarrées dans l'intérêt des autres actionnaires et des créanciers de la société.

Cet article doit en outre permettre d'éviter qu'une partie du capital constitutif soit constitué par des apports en travail et en prestations de services sur la base desquels il serait procédé à l'émission d'actions. La commission juridique a longuement examiné cette question ; elle a fini par approuver cette disposition mais elle a demandé que, pour éviter tout malentendu, l'article 10 stipule expressément que le capital souscrit ne peut être constitué par du travail et des prestations de services. Il s'agit là d'ailleurs de la seule proposition de modification

à la proposition de directive que la commission juridique soumet à cette Assemblée.

Pour conclure, je déclare que le groupe socialiste approuve dans son ensemble la proposition de directive telle qu'elle est soumise au Parlement européen, sous réserve des observations que j'ai présentées. Le groupe socialiste demande au Parlement d'adopter la proposition de résolution dont il est saisi. Le groupe socialiste est convaincu que ce texte constitue un important pas en avant sur la voie difficile de l'harmonisation des droits sur les sociétés dans la Communauté européenne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Broeks.

M. Broeks. — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, après les observations de M. Koch sur l'excellent rapport de M. De Gryse, je voudrais faire encore quelques remarques et poser à l'exécutif quelques questions au sujet de la deuxième directive de la Commission. Ces questions portent principalement sur les sociétés anonymes aux Pays-Bas, mais elles ont peut-être une signification plus générale et, dans ce cas, il va de soi qu'elles portent également sur les situations existant dans les autres pays de la CEE. Je dirai également un mot de la formulation de la directive. Si la Commission estime que certaines de mes observations sont pessimistes, elle pourra en tenir compte au moment où, en présence de ses représentants, le Conseil se prononcera — à bref délai, j'espère — sur la directive en question.

L'article 1 de la directive énumère les sociétés auxquelles s'appliquent les mesures de coordination. Les sociétés d'investissement y font exception. Celles-ci ne peuvent avoir pour objet que de placer leurs fonds en valeurs mobilières variées. En néerlandais, cela signifie donc qu'elles ne peuvent investir dans des biens immobiliers, ce qui, pour les sociétés d'investissement néerlandaises, me paraît une pratique normale, et d'ailleurs souhaitable. C'est pourquoi je crois qu'il est préférable de supprimer à l'article 1, paragraphe 2, premier tiret, les mots « en valeurs mobilières variées » et les mots « de leur portefeuille », de telle sorte que le texte devienne : « dont l'objet unique est de placer leurs fonds dans le seul but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier leurs actionnaires des résultats de la gestion ».

A mon sens, Monsieur le Président, il aurait fallu que cette directive fit également une exception en faveur des caisses hypothécaires. En effet, les exceptions — énumérées au paragraphe 2 de l'article 21 — aux dispositions relatives à l'augmentation du capital sont manifestement insuffisantes pour les caisses hypothécaires. Aux Pays-Bas, une caisse hypothécaire peut émettre les obligations hypothécaires

Broeksz

pour un montant égal à 25 fois son capital social. Ainsi donc, si la société possède un capital de 20 millions, dont 5 millions ont été libérés — conformément à la directive, je me fonde donc sur un taux de 25 % — elle peut émettre des obligations hypothécaires pour un montant de 500 millions, qui devra évidemment être couvert par des hypothèques.

Il est certain que, lorsqu'une caisse hypothécaire veut étendre le champ de ses activités, la libération intégrale des actions est insuffisante. Le capital est considéré comme un patrimoine de garantie et non comme un capital de travail. En somme, la libération intégrale des actions n'augmente pas le capital de travail, c'est-à-dire la somme des obligations émises, ou du moins ne l'augmente que du montant des fonds intégralement libérés, soit, en l'occurrence, de 15 millions. En revanche, une petite augmentation de capital, ne fût-ce que de 5 millions par exemple, permet d'augmenter le capital de travail de la valeur de 25 fois ce montant, soit de 125 millions.

Sans doute la possibilité d'établir des exceptions sur le plan national est-elle prévue à l'article 21, paragraphe 2, mais elle est tout à fait insuffisante dans le cas de ces caisses. Au demeurant, on considère généralement que la libération intégrale de ce capital de garantie est l'indice que la société se trouve dans une situation particulièrement mauvaise.

A l'article 3, première phrase, du texte néerlandais, je voudrais ajouter le petit mot « of », dont l'équivalent se trouve dans le texte allemand, mais qui manque certainement dans le texte néerlandais.

L'article 7 ne contient aucune disposition pour le cas où une action serait remise en contrepartie d'un apport ne consistant que partiellement en numéraire. Faut-il, en pareil cas, libérer intégralement l'action, ou seulement la partie de celle-ci qui est attribuée en contrepartie de l'apport ne consistant pas en numéraire ? J'aimerais connaître le sentiment de la Commission sur ce point, car cela ne ressort pas nettement du texte de l'article 7.

L'article 9 contient une disposition judicieuse, mais il devient difficile de l'appliquer lorsqu'un actionnaire cesse d'être en mesure de faire des versements réguliers. Il y est dit en effet que, dans ce cas, la remise d'un élément d'actif appartenant à un actionnaire ne peut en tenir lieu. Je crois que pareille disposition serait de nature à entraver le fonctionnement d'un grand nombre de sociétés anonymes. Il serait donc souhaitable que l'on sache si les versements réguliers font effectivement exception aux dispositions de cet article.

C'est à juste titre, d'après moi, que votre commission juridique a recommandé de compléter le texte de l'article 10, en vue d'exclure, comme apport en particulier, le travail et les prestations de services. Pareille disposition se justifie pleinement lorsqu'il

s'agit de protéger les actionnaires et les créanciers. Mais cela signifie que l'on admet comme apports le « know how » et le « goodwill ». Or, il est beaucoup plus malaisé encore de déterminer la valeur de ces éléments que celle du travail et des prestations de services. Dans ce domaine, il est très facile de mener par le bout du nez les actionnaires et les créanciers.

Comment peut-on apprécier la valeur du « know how » et du « goodwill », ainsi que le prescrit l'article 10 ? A mon avis, telle sera précisément la question dans de nombreux cas. Et comment les experts prévus à l'article 8 pourront-ils, ne fût-ce qu'approximativement, déterminer la valeur de ce genre d'apports ? En outre, le « goodwill » est, à mon avis, une notion quelque peu surannée, tandis que le « know how » peut être mieux défini par les brevets apportés. Je crois donc qu'il est en tout cas souhaitable de compléter le texte de l'article 10 par les mots « goodwill » et « know how », ce dernier pouvant aussi s'exprimer autrement.

Monsieur le Président, il est question, dans les articles 12, 13, 14 et 15, d'actif net et de bénéfices nets, deux notions dont, faute d'une définition plus précise, on discerne assez mal le contenu. Mais on y parle également de distribution, de dividendes et d'acomptes sur les dividendes, ainsi que d'intérêt, toutes choses qui ne contribuent pas à la clarté du texte de la directive.

La Commission peut-elle nous expliquer ce que l'on entend exactement par « actif net » et par « bénéfices nets » dans les six pays ? Ou bien ces expressions ont-elles un sens distinct dans chaque pays ? D'autre part, pourquoi l'article 12 est-il formulé en termes négatifs, ce qui a rendu nécessaire l'insertion d'une précision complémentaire à l'article 15, premier alinéa ? Quelle est, par ailleurs, la différence entre « intérêts » et « dividendes » ? La Commission peut-elle nous donner une définition précise de la distinction qu'elle fait entre ces notions et la « distribution » visée à l'article 12 ? Je crois qu'il existe une différence entre l'une et les autres, mais elle n'apparaît pas dans la directive.

L'article 14 dispose que les avantages acquis indûment ne doivent être restitués que si les actionnaires qui les ont reçus n'étaient pas de bonne foi. C'est là une disposition qui contrevient aux prescriptions régissant la matière dans mon pays. Dans tous les cas où l'on a reçu de l'argent indûment, on est tenu de le rembourser, que l'on ait été de bonne foi ou non.

L'article 17 prévoit, de façon impérative, que la société ne pourra souscrire ses propres actions. Mais l'article 18 détermine les conditions dans lesquelles la société peut acquérir ses actions lorsque les législations des États membres le permettent. Il paraît souhaitable d'insérer cette exception dans le texte de l'article 17, à moins que la Commission n'estime

Broeks

qu'il existe une différence entre « souscrire » ses propres actions et « acquérir ses propres actions ». En néerlandais, je ne vois absolument aucune différence entre les deux expressions. Mais s'il y en a une, il reste à l'indiquer clairement dans le texte de la directive. Si, en revanche, il n'y a pas de différence entre « souscrire » ses propres actions et « acquérir ses propres actions », il est préférable de formuler l'article 17 en termes moins impératifs, et d'en libeller la première phrase comme suit : « Les actions d'une société ne peuvent être souscrites par celle-ci, à moins que la législation nationale n'en dispose autrement ».

Aux termes de l'article 18, paragraphe 2, Monsieur le Président, c'est en cas de dommage grave — l'expression « grave dommage » figure en toutes lettres dans l'article — qu'il est permis de déroger aux dispositions de l'article précédent, mais il est dit en même temps que les actions à acquérir ne peuvent représenter, au maximum, que 10 % du capital versé.

D'autre part, il est prescrit que le capital libéré devra représenter au moins 25 % du capital nominal. Ce qui signifie donc qu'en cas de dommage grave, la société ne pourra acquérir, au maximum, que 2,5 % de son capital nominal. En pareil cas, cela paraît vraiment peu. Il est dit expressément 10 % du capital versé, et non pas 10 % du capital nominal. 10 % du capital versé peuvent représenter un montant réellement dérisoire. Je crois qu'il est préférable d'admettre en l'occurrence 10 % du capital nominal, puisque cette règle ne sera appliquée qu'en cas de dommage grave.

Je voudrais dire à présent un mot de l'article 22, Monsieur le Président. Je distingue mal les conséquences des votes séparés auxquels on procédera en vertu de cet article. Peut-être la Commission européenne pourra-t-elle nous éclairer à ce propos ?

Si l'article 22 prescrit des votes séparés, il n'indique pas comment les organiser. En pareil cas, le résultat, acquis à la majorité, du vote dans la catégorie ou les catégories d'actionnaires qui subiraient un préjudice, est-il déterminant ? Et s'il en est ainsi, ne faut-il pas le dire dans le texte de la directive ? A défaut d'une disposition de ce genre, je crains que les votes séparés n'aient que peu de sens.

Je voudrais parler à présent, Monsieur le Président, des articles 32 et 33. Dans un article précédent, l'article 22...

M. le Président. — Monsieur Broeks, je suis malheureusement obligé de vous faire observer que vous avez dépassé depuis longtemps le temps de parole qui vous est imparti.

M. Broeks. — Je termine. Monsieur le Président. L'article 22 contient une disposition relative au quorum et à la publicité. Il me paraît que l'on pourrait

également insérer cette disposition dans le texte des articles 32 et 33. J'attends avec intérêt, Monsieur le Président, la réponse de la Commission européenne aux observations que j'ai eu l'honneur de faire. Je la remercie d'avoir élaboré cette proposition de directive.

M. le Président. — La parole est à M. Haferkamp pour faire connaître au Parlement la position de la Commission sur la proposition de modification présentée par la commission parlementaire.

M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au cours du débat sur la proposition que la Commission vous a soumise, j'ai entendu bien des jugements positifs. Plusieurs orateurs ont exprimé leur reconnaissance et leurs remerciements à la Commission pour le travail qu'elle a accompli. Je voudrais vous dire que j'ai été particulièrement sensible aux paroles de reconnaissance car elles valorisent le travail des hommes et des femmes qui s'occupent de ces problèmes dans notre secrétariat.

Au nom de la Commission, je voudrais vous dire également que nous sommes très heureux des excellentes discussions que nous avons eues en commission juridique, du brillant rapport que M. De Gryse nous a présenté et des suggestions qui ont été faites au cours du débat.

La proposition de résolution que nous avons sous les yeux prévoit un nouveau libellé uniquement pour l'article 10. Nous interprétons ce fait comme l'expression concrète de l'appréciation du travail que nous avons présenté.

Au nom de la Commission, je peux vous dire que nous acceptons la proposition de modification de l'article 10.

Je voudrais vous dire également que nous acceptons volontiers les autres suggestions de la proposition de résolution et que nous examinerons de plus près la majorité d'entre elles. Je voudrais maintenant m'attacher plus particulièrement aux propositions qui sont faites aux paragraphes 21 et 25.

En ce qui concerne le paragraphe 21, la commission déclare à juste titre, à la fois dans le rapport et dans la proposition de résolution, que la vérification de l'acquisition d'éléments d'actif pour une contre-valeur d'au moins 1/10 du capital souscrit dans les deux ans qui suivent la constitution de la société, ne devrait pas s'appliquer à des produits faisant l'objet de transactions commerciales ordinaires de la société. Le champ d'application de cette clause devra donc rester limité pour l'essentiel à l'acquisition d'éléments réalisables.

J'approuve également la proposition qui est faite au paragraphe 25 de la proposition de résolution. En

Haferkamp

effet, en cas de pertes importantes l'assemblée générale n'est obligée de prendre des mesures que si elles s'imposent pour compenser la perte de capital.

Sur un plan très général, je voudrais dire une nouvelle fois que la partie de cette proposition de directive doit être considérée dans le contexte général constitué par l'ensemble des directives que nous avons déjà déposées ou que nous allons vous soumettre prochainement. Les sociétés déjà, à l'instar des personnes naturelles, bénéficient de la liberté d'établissement, de la libre prestation des services et de la libre circulation des marchandises et des capitaux dans la Communauté. Ceci ne se conçoit cependant que si les sociétés offrent à tous et partout dans la Communauté les mêmes garanties. C'est un point qui vaut plus particulièrement pour la constitution et le maintien de l'intégrité du capital des sociétés par actions.

La limitation de cette réglementation à la plus importante des formes juridiques de sociétés n'est que provisoire. En effet, dès que les travaux de coordination des éléments juridiques de ce type de société seront assez avancés, il faudra trouver des garanties similaires pour les sociétés à responsabilité limitée.

A vrai dire, je voulais en rester là dans mon exposé. Or, je suis un peu gêné parce que M. Broekszy a soulevé une série de questions sur lesquelles je voudrais m'expliquer, si vous le voulez bien. Je ne voudrais toutefois pas m'attirer le reproche de dépasser mon temps de parole. Je n'aborderai donc ces problèmes que si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

En ce qui concerne l'article 1, paragraphe 2, je voudrais dire que la directive ne s'appliquera jamais à certaines sociétés d'investissement parfaitement définies. En effet, les dispositions qui tendent à préserver le capital social et à limiter l'acquisition par une société de ses propres actions sont tout à fait inadéquates dans ce cas. La définition que nous avons retenue dans notre proposition ne couvre que les sociétés d'investissement dont l'objet unique est de placer leurs fonds en valeurs mobilières. M. Broekszy suggère d'y incorporer également les sociétés d'investissement en valeurs immobilières. C'est une idée à retenir, mais nous devons au préalable étudier encore très sérieusement les conditions d'une telle incorporation, encore que nous soyons tout disposés à le faire.

A propos de l'article 3, M. Broekszy a dit avec raison que les indications mentionnées dans cette directive doivent être contenues dans les statuts ou dans l'acte constitutif. En ce sens, il conviendrait de rectifier le texte néerlandais.

L'article 7 prévoit que les actions émises en contrepartie d'apports en numéraire doivent être libérées dans une proportion non inférieure à 25 % de leur valeur nominale alors que les apports en nature doivent toujours être entièrement libérés. La proposition

avancée tout à l'heure tend à rendre possible un apport partiel en numéraire et en éléments naturels.

Nous estimons qu'une disposition de cet ordre serait difficilement applicable dans la pratique et nous l'avons donc écartée.

En ce qui concerne la deuxième phrase de l'article 9, il convient de faire abstraction de l'application de la règle concernant les livraisons courantes aux sociétés. Nous rejoignons ainsi, quant au fond, le paragraphe 21 de votre proposition de résolution, que j'ai d'ailleurs déjà accepté au moment de mon introduction.

Monsieur Broekszy, vous avez ensuite, en abordant l'article 10, regretté à propos de l'appréciation du « goodwill » ou du « know how » que nous n'avons pas totalement exclu ces possibilités.

Indéniablement, il y a là des problèmes; nous pensons cependant qu'ils peuvent être réduits et que l'importance de ces deux éléments peut être limitée par les rapports d'experts indépendants que nous avons prévus.

Nous pensons du reste que la pratique quotidienne dans les entreprises montre depuis longtemps chaque fois qu'il y a cession que le « goodwill » et le « know how » sont des valeurs parfaitement réalisables.

A propos des remarques sur les articles 12 et 13, je dirai que les notions de « actif net » et « bénéfices nets » sont, aujourd'hui encore, interprétées différemment d'un État membre à l'autre. Mais, comme vous le savez, nous présenterons cette année encore une directive sur les bilans et nous veillerons à ce que dans cette directive la définition des notions « actif net » et « bénéfices nets » soit rédigée de façon à donner lieu à une application uniforme dans la Communauté et que ces deux notions recouvrent un même contenu économique et juridique.

En ce qui concerne les articles 17 et 18 nous avons voulu faire une distinction nette entre la souscription et l'acquisition par une société de ses propres actions. L'article 17 prouve que la souscription des actions propres doit être exclue sans exception aucune, mais que l'acquisition doit être tolérée, dans les limites parfaitement définies.

A l'article 21, nous avons posé en principe pour les augmentations de capital, qu'il y avait lieu de libérer d'abord tout le capital ancien avant de procéder à une augmentation, par la souscription d'actions nouvelles. Nous pensons avoir ainsi, grâce à cette clause restrictivité, tenu compte des réserves parlementaires et avoir aussi pris en considération les éléments qui interviennent à propos des garanties.

J'en viens enfin à l'article 22, dans lequel il est question de l'augmentation du capital d'une société qui doit émettre des actions de catégories différentes. En effet, à l'occasion d'une augmentation de capital, une catégorie d'actions peut être privilégiée par rapport à une autre. Pour protéger les actionnaires en cas de

Haferkamp

décision d'augmenter le capital, il doit être procédé à un vote séparé pour chaque catégorie. En d'autres termes, l'augmentation de capital ne sera acquise que si la majorité qualifiée requise à cet effet est également réunie parmi les actions défavorisées. Nous pensons qu'il s'agit là d'une barrière efficace contre d'éventuels abus.

Je sollicite la compréhension de cette Assemblée pour n'avoir répondu que brièvement aux nombreuses questions de détail qui ont été soulevées. Je suis sûr que certaines de ces questions ressurgiront lorsque nous examinerons la directive sur les bilans et que nous pourrions alors, notamment en commission, — ce sera le lieu le plus approprié — approfondir les questions restées en suspens.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. SCHUJT*Vice-président*

M. le Président. — Je remercie M. Haferkamp.

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de directive, l'examen de la proposition de résolution étant réservé jusqu'après l'examen des amendements à la proposition de directive.

Sur l'article 8, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Armengaud, au nom du groupe des libéraux et apparentés et dont voici le texte :

Rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Les apports ne consistant pas en numéraire font l'objet d'un rapport établi préalablement à la constitution de la société par un ou plusieurs experts qui justifient d'une formation et d'une expérience suffisantes pour l'exercice de la mission de vérification de ces apports, qui ont acquis cette qualification selon une procédure d'admission et d'examen légalement organisée et qui sont ainsi agréés, dans l'État membre où la société a son siège, pour la vérification des comptes annuels des sociétés anonymes dont les actions sont cotées en bourse. »

La parole est à M. Armengaud pour défendre son amendement.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, les trois amendements que j'ai déposés correspondent à une même pensée. Ils visent tous les trois le problème des apports en nature c'est-à-dire des apports ne consistant pas en numéraire.

J'ai pensé — j'en ai d'ailleurs avisé M. le Rapporteur — qu'il était souhaitable d'apporter des précisions à la rédaction des articles 3 et 23 et de prévoir un ar-

ticle 34 bis nouveau, de manière à assurer une garantie supplémentaire tant aux tiers qu'aux actionnaires.

Par conséquent, mon exposé des motifs se rapportera à ces trois amendements.

Si l'on se rapporte à l'avant-projet de directive actuellement à l'étude sur l'administration et le contrôle de la société par actions, on constate que l'intention du législateur communautaire est que « la ou les personnes chargées du contrôle des comptes soient choisies parmi les membres de professions organisées qui assurent l'indépendance, l'honorabilité et la compétence de ces membres ». De même, le contrôle des comptes de la société anonyme européenne doit être confié, selon les termes de l'article 203, alinéa 2, du projet de règlement déposé par la Commission des Communautés européennes, à des « personnes qui justifient d'une formation et d'une expérience suffisantes pour l'exercice de cette mission, qui ont acquis cette qualification selon une procédure d'admission et d'examen légalement organisée et qui sont ainsi agréées dans un des États membres pour la vérification des comptes annuels des sociétés anonymes dont les actions sont négociées en bourse ». Il en est de même pour le contrôle des apports de ce type de société en application de l'article 15, alinéa 2.

On reconnaît facilement dans les professionnels indépendants ainsi désignés les Wirtschaftsprüfer allemands, les registeraccountants néerlandais, les experts-comptables et les commissaires aux comptes français, les réviseurs d'entreprises belges entre autres. Les activités de contrôle et de certification comptables à l'exception toutefois des activités de contrôle légal des comptes doivent d'ailleurs — aux termes d'un projet de directive dont l'examen est maintenant achevé tant par le Comité économique et social que par le Parlement européen — être libérées en faveur des professionnels qui sont en possession d'un des titres de formation énumérés dans une annexe à l'article 2 de ce texte, et dans laquelle figurent notamment les diplômes donnant accès aux professions énumérées ci-dessus : Wirtschaftsprüfer, registeraccountant, expert-comptable, etc.

On peut donc se demander s'il est opportun de confier le contrôle des apports ne consistant pas en numéraire à d'autres professionnels, et notamment à « des personnes indépendantes désignées ou agréées par une autorité judiciaire ou administrative ».

Assurément les professionnels désignés ci-dessus pourront être nommés ou agréés, et le seront dans la grande majorité des cas. Mais la formule adoptée dans le texte ouvre la porte à la nomination et à l'agrément d'autres personnes, pourvu qu'elles soient indépendantes de la société.

L'indépendance de tels experts judiciaires n'est pas en cause. Mais le contrôle des apports requiert des connaissances comptables approfondies que peuvent ne pas posséder un juriste, un ingénieur spécialiste de

Armengaud

la branche d'activité considérée ou un économiste. La formation des professionnels de la comptabilité indépendants tels que Wirtschaftsprüfer, registeraccountants, experts-comptables, etc., notamment dans le domaine de l'économie, les rend au contraire tout à fait à même de vérifier la valeur des apports ne consistant pas en numéraire. Le projet de règlement de la société anonyme européenne l'a bien conçu ainsi en rédigeant le texte de l'article 20.

On pourra objecter que, à l'inverse, les professionnels comptables indépendants n'ont pas toujours les connaissances particulières suffisantes pour procéder à l'évaluation d'apports en nature de caractère particulier, tels que seraient par exemple des pierres précieuses, des fourrures, des matériels portuaires, etc. Il appartient dans ce cas au professionnel comptable de demander lui-même le concours de spécialistes en ces domaines ; en France par exemple, l'article 64 du décret du 23 mars 1967 prévoit que « les commissaires aux apports peuvent se faire assister, dans l'accomplissement de leurs missions, par un ou plusieurs experts de leur choix, les honoraires de ces experts étant à la charge de la société ». Mais la responsabilité du professionnel comptable reste entière et cela est de nature à simplifier la procédure dans le cas où la responsabilité des dirigeants et des contrôleurs aux apports est mise en question.

Aussi est-il souhaitable que le choix des personnes indépendantes chargées de vérifier les apports soit plus limitatif. Cette mission doit être réservée aux professionnels comptables indépendants et le texte de l'alinéa 1 de l'article 8 de la proposition de directive devrait être modifié comme suit :

« Les apports ne consistant pas en numéraire font l'objet d'un rapport établi préalablement à la constitution de la société par un ou plusieurs experts qui justifient d'une formation et d'une expérience suffisantes pour l'exercice de la mission de vérification de ces apports, qui ont acquis cette qualification selon une procédure d'admission et d'examen légalement organisée et qui sont ainsi agréés, dans l'État membre où la société a son siège, pour la vérification des comptes annuels des sociétés anonymes dont les actions sont cotées en bourse ».

Si vous le permettez, Monsieur le Président, je présenterai maintenant mes deux amendements sur les articles 23 et 34 bis, de manière à abréger la discussion.

M. le Président. — Je vous en prie, Monsieur Armengaud.

M. Armengaud. — En ce qui concerne l'article 23, il y aurait lieu de le rédiger de la manière suivante :

« Le rapport prévu à l'article 8 de la présente directive peut être établi en ce cas :

— soit par un ou plusieurs experts remplissant les conditions indiquées à l'article 8, alinéa 1,

— soit par la ou les personnes chargées du contrôle des comptes de la société. »

En ce qui concerne l'article 34 bis (nouveau), il s'agit d'un article complémentaire qui est au fond le corollaire de l'article 8, dans sa nouvelle rédaction, et de l'article 23. Il dispose que :

« Les experts chargés du contrôle des apports ne consistant pas en numéraire dans les conditions visées aux articles 8 et 23 de la présente directive répondent solidairement vis-à-vis de la société et des tiers pendant trois ans, de toute faute grave dans leur rapport de vérification, à moins qu'ils n'établissent avoir fait preuve de la diligence requise dans l'exercice de leur activité ».

Il s'agit donc, comme vous le constatez, d'une garantie supplémentaire, donnée aussi bien aux tiers qu'aux actionnaires, lorsqu'il s'agit de déterminer la valeur des apports en nature.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur sur ces trois amendements ?

M. De Gryse, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je suis au regret de devoir inviter le Parlement à rejeter les amendements de M. Armengaud.

Le premier amendement a trait à l'article 8. Cet article prévoit que les apports ne consistant pas en numéraire font l'objet d'un rapport établi par une ou plusieurs personnes indépendantes de la société, désignées ou agréées par une autorité administrative ou judiciaire. M. Armengaud voudrait rendre cette disposition plus rigoureuse, en prescrivant que les personnes désignées devront être des experts pouvant justifier d'une formation et d'une expérience suffisantes. Ils devraient avoir acquis cette qualification à la suite d'une sorte d'examen d'admission et selon une procédure légalement organisée, de telle sorte qu'ils puissent véritablement être agréés dans l'État membre où la société a son siège.

A cet égard, je voudrais rappeler qu'une proposition allant à peu près dans le même sens a été présentée en commission. Comme le montre le rapport, elle fait l'objet d'un examen approfondi. Votre commission juridique estime que nous nous trouvons en présence d'une sorte de loi-cadre, qui contient, notamment en ce qui concerne le contrôle, les principes essentiels — et rien de plus. C'est pourquoi votre commission a proposé des conditions minimales, selon lesquelles le rapport doit être établi par une personne indépendante de la société, désignée ou agréée par une autorité administrative ou judiciaire.

Dans le paragraphe 20 du rapport, votre rapporteur a déclaré que la commission juridique est d'avis que, pour le moment, on doit laisser aux États membres le soin de réglementer les qualifications requises pour les experts. On estime donc que la question doit être réglée par les États membres en tenant compte des

De Gryse

conditions minimales énoncées dans la directive. C'est pourquoi j'invite le Parlement à admettre le bien-fondé de ces motifs, et à rejeter le premier amendement de M. Armengaud, si attrayant qu'en puisse paraître le texte.

Le deuxième amendement, Monsieur le Président, a trait à l'article 23. Force m'est de répéter à ce propos ce que je viens de dire au sujet de l'article 8 : il s'agit, en l'occurrence, d'une loi-cadre. Par la suite, les États membres auront la faculté de réglementer la matière.

Ce deuxième amendement ayant exactement la même portée que le premier, j'invite le Parlement à le repousser également.

Enfin, M. Armengaud a déposé un amendement tendant à insérer dans la directive un article 34 bis visant à préciser et à renforcer la responsabilité des experts en cas de faute grave.

En principe, on serait tenté d'adopter cet amendement. S'agissant de fautes graves, il est normal que l'on réagisse en disant : soyons particulièrement sévères lorsque les experts commettent une faute lourde.

Je m'en réfère à l'avis émis par le Comité économique et social. D'après ce Comité, la question de la responsabilité des experts doit être examinée à l'occasion du débat sur la directive concernant la structure, dont le texte est actuellement en préparation. Nous devons donc éviter de prendre les devants dans ce domaine. Malgré la sympathie avec laquelle je considère cet amendement, le problème ne doit pas être débattu aujourd'hui, mais seulement lorsque nous examinerons l'ensemble de la question de la responsabilité.

Telle est la raison pour laquelle j'invite le Parlement à rejeter le troisième amendement, à moins que, convaincu par ces considérations logiques, M. Armengaud ne soit disposé à le retirer.

M. le Président. — La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, j'avais déposé ces trois amendements dans un souci de précision en ce qui concerne les intérêts des tiers et des actionnaires.

L'argumentation de M. De Gryse me paraît convaincante. En effet, s'il s'agit d'une loi-cadre, je comprends bien qu'on n'entre pas aussi loin dans le détail que je suis allé moi-même, tant en ce qui concerne la qualification des experts que leur responsabilité.

Si la Commission veut bien me répondre qu'elle tiendra compte, dans la mesure du possible, des observations que j'ai faites et qui émanent de spécialistes des problèmes de cette nature que j'ai consultés en France, sans hésiter je retirerai mes amendements. Mais il doit être bien entendu que les indications que j'ai données seront retenues par la

Commission comme pouvant servir, là encore, de cadre aux directives de caractère général que chacun des États membres devra appliquer pour sa part.

M. le Président. — Monsieur Haferkamp, voudriez-vous répondre à la question de M. Armengaud et faire connaître en même temps la position de la Commission sur les trois amendements ?

M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (A) Monsieur le Président nous tiendrons sérieusement compte des amendements ainsi que des observations de M. Armengaud et du rapporteur lorsque nous élaborerons la directive sur les structures.

M. le Président. — Monsieur Armengaud, vous retirez donc vos amendements ?

M. Armengaud. — Oui, Monsieur le Président.

M. le Président. — Les amendements n°s 1, 2 et 3 de M. Armengaud sont retirés.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (*).

*5. Règlement concernant le prix de base
et la qualité type du porc abattu*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Richarts, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil, relative à un règlement fixant le prix de base et la qualité type du porc abattu pour la période du 1^{er} novembre 1971 au 31 octobre 1972 (doc. 143/71).

La parole est à M. Richarts qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Richarts, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, la proposition que nous discutons maintenant fait partie de l'ensemble des propositions sur les prix pour la campagne de commercialisation 1972-1973. A vrai dire, la commission ne voulait pas se prononcer sur ces différents prix avant de connaître la solution que la Communauté trouvera à ses propres problèmes monétaires. Si, en l'occurrence, nous faisons une exception, nous devons souligner clairement que cela ne saurait préjuger des autres propositions de prix que la Commission doit faire. Nous avons estimé

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 18.

Richarts

pouvoir faire une exception parce que cette proposition n'est que la conséquence de la fixation de certains prix déjà intervenue pour la campagne 1972-1973, notamment en ce qui concerne les céréales fourragères.

Le règlement de la Commission prévoit en substance que le prix de base du porc abattu de la qualité type est fixé à 80 u. c. pour 100 kg. Alors que par le passé la commission parlementaire discutait du niveau de ce prix, il n'y a eu aucune discussion cette année. Nous savons que ce prix 80 u. c. est dépassé sur le marché et que la tendance est à la hausse. Il n'est pas du tout exclu que le plafond des 90 u. c. soit crevé au début de l'année prochaine. Nous pouvons escompter qu'un point culminant sera atteint au cours du premier semestre de l'année prochaine.

Nous voudrions également que la Commission continue d'appliquer le règlement sur l'organisation du marché, c'est-à-dire le règlement de base, comme elle l'a fait jusqu'à présent. Elle a pu ainsi maintenir l'ordre sur le marché. Le stockage privé, notamment, a fait ses preuves et s'est révélé moins coûteux que le stockage par les pouvoirs publics. Le système des subventions à l'exportation et des restitutions a lui aussi, fait ses preuves. Ainsi 30 000 t ont été dirigées sur les pays de l'Est l'année passée. La Commission a été astucieuse en fixant les restitutions légèrement au-dessus au montant des prélèvements. Ce léger écart, Monsieur Mansholt, a certainement été plus avantageux que le stockage dans la Communauté. Je pense que l'action conjointe de ces mesures a été efficace et que la Commission doit poursuivre dans cette voie.

Je voudrais enfin signaler qu'il n'y a pas seulement un lien entre le prix des céréales fourragères et le prix de la viande de porc mais qu'il y a également un lien entre le prix de la viande de porc et le prix de la viande de bœuf et enfin un autre lien, indirect, entre le prix des céréales fourragères et le prix des autres céréales.

Voilà, pour ce chapitre.

Votre commission n'a présenté aucune proposition de modification. Elle vous propose d'approuver cette proposition et je serais reconnaissant à notre Assemblée si elle voulait suivre sa commission de l'agriculture.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vetrone.

M. Vetrone. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, les raisons exposées par le rapporteur, M. Richarts, sont suffisantes en elles-mêmes pour justifier notre adhésion à la proposition de résolution adoptée par la commission de l'agriculture de notre Parlement. Mais en apportant le vote favorable du groupe démocrate-chrétien, je voudrais toutefois — avec votre permission — ajouter quelques observations à

celles qui ont déjà été faites par le rapporteur. La première se rapporte au pourcentage d'augmentation global proposé par l'exécutif et qui est de 3,6 %. Ce pourcentage est du même ordre de grandeur que celui que la Commission a proposé pour les nouveaux prix de tous les produits agricoles de 1972 à 1973, et qu'elle a ensuite elle-même jugé susceptible de modification (il vaudrait mieux dire d'augmentation) en raison de la crise monétaire actuelle. En effet, le Conseil a décidé de n'arrêter ses décisions qu'au printemps prochain, c'est-à-dire à un moment où l'on espère que le système des parités fixes entre les monnaies de la Communauté aura été rétabli.

Si ce sont là les prévisions de la Commission, et si cet ajournement a été jugé nécessaire par le Conseil de ministres, je me demande pourquoi on n'a pas procédé (pour ce produit, et également pour les trois autres, c'est-à-dire le vin, l'huile et la pêche, dont les prix doivent nécessairement être fixés avant le 1^{er} novembre ou du moins avant la fin de l'année) à ces modifications, à ces retouches inévitables, ne serait-ce que par souci justifié de prudence. Cela n'a pas été fait, mais cette omission, Monsieur le Président, chers collègues, n'empêche pas le groupe démocrate-chrétien d'affirmer qu'il accepte la proposition de résolution de la commission de l'agriculture et qu'il exprimera à son sujet un avis favorable, et de remercier M. Richarts de son rapport, qu'il a exposé de façon remarquable et surtout défendu avec efficacité.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président, je voudrais mettre à profit l'occasion qui m'est offerte pour remercier le Parlement non seulement parce qu'il a été en mesure de modifier son ordre du jour, mais aussi parce qu'il a été disposé à le faire afin de me permettre de partir demain matin pour les États-Unis. Encore une fois, je suis très reconnaissant au Parlement de son obligeance. Je remercie également M. Richarts de son rapport, et j'espère que le Parlement adoptera la proposition de la Commission.

M. le Président. — Je voudrais, au nom du Parlement, souhaiter bon succès à M. Mansholt pour son voyage en Amérique.

Je mets la proposition de résolution aux voix.

La proposition de résolution est adoptée (*).

6. Règlement concernant les prix indicatifs et le prix d'intervention de l'huile d'olive

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le rapport de M. Richarts, fait au nom de la commission

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 21.

Président

de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 95/71 — Partie VII) relative à un règlement fixant les prix indicatifs et le prix d'intervention de l'huile d'olive pour la campagne de commercialisation 1971-1972 (doc. 148/71).

La parole est à M. Richarts qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Richarts, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, sur le fond, les considérations que j'ai émises à propos du rapport précédent valent également pour la présente proposition de règlement. Celle-ci trouve également son origine dans le « grand paquet » des prix. Si nous l'examinons aujourd'hui et si nous l'approuvons pour l'essentiel, c'est, encore une fois, sans préjuger des décisions ultérieures sur les prix. Dans cet ordre d'idées, je voudrais dire à mon ami M. Vetrone, que le Parlement saura naturellement prendre conscience de ses responsabilités lorsque des solutions auront été trouvées aux problèmes monétaires. Je pense que la Commission tirera elle aussi alors les conséquences de la situation. Je n'ai aucune appréhension et je fais confiance à la Commission et à cette haute Assemblée.

La présente proposition a donc pour objet de fixer les prix de l'huile d'olive pour la campagne de commercialisation 1971-1972. Il est malheureux que cette proposition ait été incorporée dans le gros paquet de 1972-1973 et il conviendrait de se demander s'il ne serait pas indiqué d'avancer d'un an la présentation des propositions de prix pour l'huile d'olive, car les producteurs connaîtraient ainsi à temps la structure des prix.

Monsieur le Président, nous avons bien sûr fait quelques remarques critiques. Nous avons appris que les producteurs italiens n'étaient pas du tout satisfaits de l'organisation du marché parce qu'ils doivent attendre beaucoup trop longtemps le paiement des aides qui sont considérables.

On nous a dit que la plupart de ces braves gens qui ne sont certes pas largement pourvus en biens de ce monde, doivent attendre deux ans ou plus et qu'ils sont fort mécontents. La commission comprend ce mécontentement. Dès lors que des crédits sont disponibles, il est juste qu'ils soient versés intégralement dans les mains de ceux qui y ont droit. Nous attendons donc que des efforts d'amélioration soient entrepris en ce sens, à la faveur d'une procédure dépourvue de complexité et facilement contrôlable.

La commission a fait une suggestion que le rapporteur reprend volontiers à son compte : il s'agirait d'envoyer une délégation de la commission dans les régions oléicoles où l'huile d'olive pose un véritable problème. En ma qualité de rapporteur, j'appuie volontiers cette idée de la commission car je crois qu'il est nécessaire de discuter sur place avec les

producteurs de ces problèmes et de leur montrer que le Parlement européen et notamment sa commission de l'agriculture sont très sensibles à leurs intérêts.

La proposition de la Commission pourrait aussi être mal interprétée parce qu'elle prévoit un rapprochement du prix du marché et du prix d'intervention. Il en résulte une diminution de l'écart entre ces deux prix c'est-à-dire également une diminution de l'aide. Les producteurs pourraient donc penser qu'ils toucheront pour leur huile d'olive moins d'argent qu'auparavant. C'est pourquoi nous avons suggéré, tout au moins dans notre exposé des motifs, que la Commission réfléchisse au problème et qu'elle cherche le moyen de maintenir aux producteurs leurs anciennes aides.

C'est là aussi un point que la commission de l'agriculture a adopté à une grande majorité.

Monsieur le Président, j'invite donc cette Assemblée à suivre le bon exemple de sa commission de l'agriculture.

M. le Président. — La parole est à M. Vetrone, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Vetrone. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, au nom du groupe démocrate-chrétien, je voudrais vous faire part que nous sommes d'accord sur la proposition de résolution de la commission de l'agriculture et que notre vote est favorable, car elle a su en saisir les aspects politiques réels qui l'ont amenée à rejeter, à une forte majorité, comme vient de le souligner M. Richarts, la solution d'un rapport entre les prix à la production, les prix de marché et les prix d'intervention, rapport qui se traduisait par une réduction de l'aide aux producteurs.

Évidemment, le nouveau rapport qui nous avait été proposé était le fruit d'une analyse technique et économique, et il faisait sans aucun doute abstraction de toute préoccupation politique. Pour la première fois dans l'histoire, on a pu constater que le prix de l'huile d'olive était plus élevé sur le marché mondial que sur le marché communautaire. Alors, ce raisonnement d'ordre technique et économique a inspiré à la Commission européenne la conclusion qu'il fallait adapter le prix communautaire de l'huile d'olive au prix mondial qui — je le répète — pour la première fois, a été supérieur. C'est pourquoi le prix indicatif de marché a été augmenté de 8,6 % et, en raison du rapport qui existe entre le prix indicatif et le prix d'intervention, ce dernier a été augmenté de 9,6 %, tandis que l'augmentation proportionnelle du prix à la production s'est limitée à 3 %.

Si la subvention ne représente pas autre chose que la différence entre le prix à la production et le prix de marché, et que le prix de marché a été augmenté de 8,6 %, mais le prix à la production de 3 % seulement, la réduction de la subvention paraît évidente.

Vetrone

Heureusement, à la suite également d'une déclaration faite par M. Mansholt (qui affirmait que la discussion sur cette proposition concernant l'huile d'olive avait et devait avoir une portée politique, qu'elle a eue effectivement), la commission de l'agriculture a invité l'exécutif à revoir le rapport entre ces prix afin d'éviter toute réduction de la subvention accordée aux producteurs. Il me semble que cette précision fournie par la commission de l'agriculture est des plus valables, compte tenu non seulement de cet aspect politique, mais également du fait que l'huile d'olive, depuis qu'elle fait l'objet de règlements communautaires, n'a encore bénéficié d'aucune augmentation substantielle.

Pour toutes ces raisons donc, j'estime que la commission de l'agriculture — qui a voté à une majorité écrasante en faveur de la proposition de résolution — a fait preuve d'un sens profond de la responsabilité. C'est dans le même esprit que le groupe démocrate-chrétien votera pour cette résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Zaccari.

M. Zaccari. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention sur ce problème sera très brève. Je tiens avant tout à faire part de mon adhésion totale au rapport de M. Richarts, exposé avec clarté et objectivité, et dans lequel l'auteur a manifesté entre autres le désir qu'une délégation se rende dans les zones de cultures de l'olive pour se rendre compte sur place des conditions de production et de fonctionnement de l'organisation de marché. Je me rallie à cette proposition et je demande au président de cette Assemblée de bien vouloir favoriser sa réalisation afin que le Parlement, par l'intermédiaire de ses représentants, puisse se rendre compte de l'importance que la culture des olives revêt pour l'économie de tant de régions italiennes.

L'huile d'olive représente pratiquement l'essentiel de la production d'huiles végétales de la Communauté européenne. Sur les 6 millions de quintaux de graisses végétales produits dans la Communauté, 5 à peu près sont constitués par l'huile d'olive, et le reste est produit à partir de différentes graines oléagineuses. Avec ses 2 200 000 hectares de culture d'olives (qui, spécialisée ou mixte, couvre non seulement les régions méridionales, mais également les régions centrales, y compris la Ligurie) et avec ses producteurs, qui sont plus de 1 million à tirer leur revenu de ce secteur, l'Italie produit près de 4 200 000 quintaux d'huile d'olive.

Cette situation montre clairement l'importance du patrimoine de l'oliviculture dans l'économie agricole de l'Italie et, par conséquent, la nécessité de protéger et de défendre le produit qui résulte de cette culture.

Lorsque la Communauté décida d'accorder une subvention aux producteurs, elle le fit non seulement

pour faciliter l'amélioration des conditions de production, mais également pour tenir compte de raisons économiques, c'est-à-dire de la nécessité de soutenir cette production face à la concurrence des huiles de graines, dont l'importation a été libérée.

Dans cet ordre d'idées, il ne faut pas oublier que 75 % du patrimoine olivicole de l'Italie sont situés dans des zones accidentées (jusqu'à 600 à 700 mètres d'altitude), ce qui entraîne des coûts de production élevés et lourds à supporter, tant en raison des travaux de manutention, indispensables également à la défense du sol, tels que les terrassements, du transport des engrais, des difficultés d'irrigation, ou encore de l'impossibilité d'étendre la mécanisation étant donné qu'il n'y a pas de routes pour relier les exploitations agricoles.

On estime aujourd'hui que 25 % de la superficie spécialisée dans la culture des olives peuvent être entièrement mécanisés, que 50 % seulement peuvent être cultivés à l'aide de motoculteurs et d'autres machines de dimension modeste, tandis que les 25 % restants ne peuvent absolument pas être mécanisés. Si l'on ajoute à cela qu'une grande partie des cultures d'olives traditionnelles de l'Italie sont encore constituées par des arbres à haut fût, qui rendent la récolte extrêmement coûteuse, et que la période de mûrissement des fruits s'étend sur plusieurs mois, on comprend aisément que la réduction des coûts constitue un objectif extrêmement difficile et laborieux.

Il est vrai que des efforts considérables ont été faits dans de nombreuses régions d'Italie pour modifier les structures des exploitations et planter des arbres bas en lignes afin que l'on puisse pleinement profiter du travail des machines pour toutes les opérations. Il est vrai que l'on acquiert peu à peu la conviction que l'oliviculture marginale portant sur des plantes à haut fût sera inévitablement abandonnée en raison précisément de son coût élevé, et que cette culture ne restera — surtout dans les régions méditerranéennes — qu'un élément s'intégrant dans le paysage, mais ces considérations nous font comprendre la difficulté des conditions de production, la nécessité d'une restructuration et également la tragédie de tant d'agriculteurs âgés. C'est ainsi que se présente la réalité, et il est bon que le Parlement le sache.

Il s'agit en l'occurrence d'un secteur de l'agriculture auquel la politique structurelle à l'étude au sein de la Communauté pourra donner une impulsion puissante, en échange de quoi elle obtiendra un produit de haute qualité et de grande valeur.

Monsieur le Président, chers collègues, M. Richarts a souligné, dans sa proposition de résolution, deux aspects particuliers auxquels je voudrais brièvement m'arrêter.

Tout d'abord, au point 4, il demande à la Commission de rectifier ses propositions de prix « de façon que les producteurs continuent de bénéficier d'une

Zaccari

aide d'un montant égal au montant actuel ». Je suis tout à fait d'accord et je m'associe à toutes les considérations développées par M. Vetrone devant la commission de l'agriculture. La Commission doit amender le prix indicatif à la production pour lequel l'augmentation proposée n'est que de 3 %. Si l'on considère que, jusqu'à la campagne de 1970-1971, le prix indicatif à la production, qui devrait refléter les coûts de production des olives et des huiles, est resté inchangé par rapport au prix fixé pour la première fois pour la campagne de 1966-1967, alors que les coûts ont considérablement augmenté (il suffit, pour s'en rendre compte, de considérer les rétributions des ouvriers qui travaillent à l'émondage et à la récolte, rétributions qui ont été augmentées de plus de 30 % entre 1968 et 1970), on est d'accord pour dire que l'augmentation devrait être beaucoup plus élevée et atteindre au moins 10 % comme l'a demandé le COPA.

Il faut que la Commission tienne compte de cet aspect si elle veut réellement, comme nous le pensons tous, intervenir concrètement en faveur de l'oliviculture. L'acceptation pure et simple de la proposition de la Commission serait absurde, étant donné que, comme l'a fait remarquer implicitement le rapporteur, la subvention aux producteurs serait diminuée en 1971-1972 de plus de 16,88 livres par kilogramme.

C'est pourquoi je souhaite que la Commission accepte au moins la résolution de la commission de l'agriculture, compte tenu également du fait que si la décision concernant ces prix avait été adoptée au printemps dernier, au moment où furent fixés les prix des autres produits agricoles pour la campagne de 1971-1972, la demande actuelle d'augmenter le prix indicatif à la production se serait inscrite dans l'augmentation moyenne générale décidée à ce moment-là.

En second lieu, M. Richarts a attiré l'attention de la Commission sur le paiement de la subvention, c'est-à-dire sur le grave phénomène du retard excessif accusé par le versement de la subvention aux producteurs, et il demande à juste titre que « tous les services compétents fassent l'effort voulu pour qu'une procédure autorisant un contrôle pratique garantisse le paiement rapide aux producteurs des aides qui leur reviennent en propre ».

Je remercie M. Richarts et la commission de l'agriculture d'avoir souligné cet aspect, même s'il constitue un reproche à l'adresse du gouvernement italien, car il est inadmissible que des crédits communautaires, qui de plus sont avancés par la Communauté aux États nationaux, se heurtent à des obstacles bureaucratiques tels que les producteurs les reçoivent avec plus d'un an de retard. Il est normal que cette grave situation ait été exposée devant le Parlement européen, car la Communauté a le droit d'exiger que les crédits qu'elle accorde aux producteurs leur soient distribués avec rapidité et soin par les organes compétents.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste. J'aurais déjà dû le faire plus tôt, et je le prie de m'en excuser.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, j'accepte bien volontiers vos excuses. Je désirais faire quelques observations sur la question écrite à notre ordre du jour : le prix de l'huile d'olive.

Ce faisant, je voudrais m'attacher tout spécialement aux suggestions faites par M. Richarts — et les appuyer. Peut-être M. Mansholt pourra-t-il revenir sur ce point.

Dans son rapport, M. Richarts suggère d'examiner à l'avenir les propositions de prix pour l'huile d'olive en même temps que celles qui concernent les autres produits dont les prix sont fixés au cours de la même année. A vrai dire, je crains que nous éprouvions chaque année de grandes difficultés et que nous soyons forcés de traiter séparément du prix de l'huile d'olive, indépendamment de toutes les autres propositions de prix, ce qui ne me paraît pas tellement heureux. Il eût été préférable d'examiner les propositions de prix de l'huile d'olive en même temps que les propositions faites par la Commission plus tôt dans l'année.

Je n'ignore pas que l'on dit que les données sont différentes. C'est peut-être ce qui rend la question un peu plus ardue. Je crois pourtant que, étant donné les complications politiques, il importe de mettre tous les secteurs sur un pied d'égalité. C'est pourquoi je crois qu'il vaudrait mieux examiner les uns et les autres en même temps. C'est ce que la Commission européenne a d'ailleurs proposé de faire. Faute de temps, nous sommes néanmoins forcés d'examiner les différents secteurs séparément.

Monsieur le Président, je voudrais faire une remarque à la suite des observations formulées par M. Richarts au paragraphe 4 du rapport. Le rapporteur y déclare que, dans le rapport 1971 sur la situation de l'agriculture, on trouve certaines particularités en ce qui concerne l'huile d'olive. Le rapport de M. Richarts n'approfondit pas davantage la question, mais ces observations n'en ont pas moins incité le rapporteur — c'est ce qu'il affirme lui-même — à proposer d'envoyer une petite délégation de la commission de l'agriculture sur place, afin de s'y informer de la situation.

En entendant cela, on devient évidemment curieux, et on se demande ce que cette délégation doit aller examiner sur place. Après avoir lu le rapport 1971 sur la situation de l'agriculture, je crois, Monsieur le Président, que l'on arrive à la conclusion qu'il y a lieu de suivre la suggestion de M. Richarts en ce qui concerne l'huile d'olive. Je suis fermement convaincu qu'il se passe là quelque chose d'insolite.

Pour autant que nos amis italiens pensent à présent : « le voilà qui parle de nouveau de choses qui concernent l'Italie » ; je veux bien leur dire qu'il y a

Vredeling

de nombreux autres secteurs où le bât blesse. Entre nous soit dit, on parle de fraudes dans les contrats requis pour les échanges commerciaux intracommunautaires. Il s'agit de corrections que l'on apporterait à ces contrats. Ceux-ci, qui portent sur quelque 3 à 6 millions de tonnes de maïs, sont antidatés et les marchandises franchissent les frontières sur la foi des dates ainsi modifiées.

C'est là, Monsieur le Président, une question qui intéresse la France et les Pays-Bas. Si j'en parle, c'est uniquement pour ne pas donner à nos amis italiens le sentiment que je ne veux attirer l'attention que sur les situations irrégulières qui se présentent en Italie. Comme cette question n'est pas à l'ordre du jour, je ne m'attarderai pas davantage à cet autre scandale. Mais j'ai l'impression qu'il est plus important encore que celui de l'huile d'olive dont je parle aujourd'hui.

Dans le rapport 1971 sur la situation de l'agriculture, il est dit que depuis la campagne 1966-1967, il a été décidé de retenir la quantité d'huile d'olive admise à l'aide, comme représentative de la quantité effectivement produite. Mais, continue le rapport, ces données ne parviennent d'Italie qu'avec beaucoup de retard. Au début du mois d'avril 1971, les demandes d'aide étaient encore en cours d'examen pour plus de la moitié des quantités d'huile d'olive produites au cours de la campagne précédente — et cela vaut également pour les quantités d'huile d'olive produites au cours de la campagne 1969-1970. L'examen de ces demandes a donc entraîné. Il y a là d'énormes pertes de temps. La Commission européenne ajoute que l'on ne peut absolument pas retenir la quantité faisant l'objet de demandes d'aide car, selon l'exécutif, celle-ci diffère substantiellement de celle que reconnaissent finalement les autorités italiennes pour l'octroi d'une aide. Il semble donc que l'on introduise les demandes d'aide en s'inspirant du principe philosophique « point n'est besoin d'espérer pour entreprendre ». Comme, manifestement, de nombreuses demandes ne sont en rien fondées, les autorités italiennes ont même tendance à restreindre fortement l'octroi de cette aide.

Le rapport 1971 sur la situation de l'agriculture signale, d'autre part, que, pour la campagne 1968-1969, aucune décision définitive n'a été prise en ce qui concerne les quantités totales ayant fait l'objet d'un refus de paiement. Il s'agit de quelque cinquante mille tonnes, soit 10 % de la quantité totale. Les quantités sur lesquelles il n'a pas été possible de se prononcer de façon définitive pour l'octroi d'une aide sont donc considérables.

Il est à prévoir que, pour la campagne 1969-1970, à présent clôturée elle aussi, on constatera une différence tout aussi importante. Il y a donc du retard dans ce domaine. C'est bien ennuyeux, mais les choses sont ce qu'elles sont. Simplement, il est très gênant pour les intéressés de recevoir si tardivement l'aide qui leur revient.

Toujours selon le rapport 1971 sur la situation de l'agriculture — j'attire votre attention toute particulière sur ce point — « pour les campagnes 1967-1968 et 1968-1969, les quantités d'huile statistiquement disponibles en Italie — c'est-à-dire les quantités admises à l'aide plus les importations nettes — apparaissent avoir dépassé sensiblement les disponibilités des campagnes précédentes ».

Il est possible que les quantités soient plus considérables que cela. La Commission souligne par ailleurs dans son rapport qu'il faut en conclure qu'il y a dans ce pays, soit une augmentation de la consommation, soit une augmentation des stocks reportés d'une campagne à l'autre. Or, d'après la Commission, l'évolution des prix et des importations, ainsi que l'absence de toute offre à l'intervention, amènent à exclure l'existence en Italie, pour les campagnes en cause, de stocks de report dépassant ceux nécessaires pour assurer la soudure entre deux campagnes. Il est également possible que la consommation ait augmenté plus que proportionnellement. Toutefois, en ce qui concerne la consommation, si la Commission reconnaît qu'une certaine reprise de celle-ci en Italie depuis 1968 peut être admise, l'augmentation ne peut qu'être très inférieure à celle résultant des statistiques, à moins d'admettre pour l'huile d'olive une augmentation de la consommation dépassant de loin celle constatée pendant la même période pour les autres denrées alimentaires, ce qu'il faut considérer comme tout à fait improbable.

La Commission déclare qu'elle a décidé d'approfondir l'examen du problème en question, dès que toutes les données concernant la campagne 1969-1970 seront disponibles, et cela également pour les campagnes précédentes. Sans doute tout ceci est-il exprimé en termes très techniques et très hermétiques. Néanmoins, j'ai l'impression qu'il se passe quelque chose d'anormal. Les quantités statistiques sont les quantités statistiques. Nous savons tous qu'elles peuvent s'écarter sensiblement de la réalité. Mais en s'exprimant de la sorte, la Commission déclare implicitement qu'elles s'écartent de la réalité. C'est pourquoi je demande à M. Mansholt d'examiner cette question de manière approfondie. Quelque 200 millions d'unités de compte sont en jeu ici ; tel est le montant inscrit au budget pour l'huile d'olive. Or, il arrive que nous ayons, dans nos propres administrations nationales, des difficultés à propos de montants sensiblement moins élevés, comme vous vous en souviendrez en votre qualité de Néerlandais, Monsieur le Président. Je suis forcé de dire que c'est une affaire extrêmement désagréable, la CEE devenant ainsi tellement impopulaire aux yeux de tous. Je voudrais souligner que ceux qui demeurent indifférents à l'égard de ce genre d'irrégularités ou de fraudes probables sont précisément les producteurs mêmes. En effet, l'aide est accordée à ceux qui produisent l'huile d'olive et à ceux qui la transforment. C'est sans nul doute de ce côté que se situeront les irrégularités. Aussi, je crois qu'il y a lieu de suivre la suggestion du rappor-

Vredeling

teur de votre commission de l'agriculture — M. Zaccari s'y est déjà rallié — qui proposait de charger une petite délégation d'aller examiner, non pas s'il s'agit d'arbres de haute tige ou de basse tige — cela, il vaut mieux que nous en laissions le soin aux agriculteurs, car ils le savent beaucoup mieux que nous — mais comment les choses fonctionnent et où sont restés en fait les 200 millions d'unités de compte que, tous ensemble, nous avons dû réunir. Chaque pays doit en quelque sorte y apporter sa contribution. C'est donc toute la Communauté que cela concerne. La question qui se pose est de savoir où et comment ces fonds disparaissent. De mon côté, j'invite bien volontiers nos amis italiens — c'est peut-être trop tendancieux que de ne parler que de l'Italie — à s'intéresser aux malversations auxquelles on se livre, mais d'une façon un peu plus discrète, apparemment parce qu'on s'y montre plus habile, dans les échanges entre régions situées de part et d'autre des frontières, notamment dans le pays où j'habite. Je crois qu'il est particulièrement utile que nous nous tenions mutuellement informés — et certainement au sein de ce Parlement — afin de nous efforcer de stigmatiser publiquement ce genre de fraudes à grande échelle et de demander en même temps à la Commission d'y mettre fin. Je répète qu'à cause de cela, la CEE acquiert une réputation extrêmement douteuse. Au fond, nul n'a intérêt à laisser traîner pareille situation. Je demande également à la Commission de nous dire à quel moment le Conseil prendra finalement une décision au sujet de ses propositions relatives à la lutte contre la fraude. La Commission a présenté des propositions dans ce sens. Elle a fait ce qu'elle a pu. Par contre, le Conseil n'a jamais pris aucune décision dans ce domaine. Ce n'est que lorsqu'il l'aura fait que la Commission disposera d'un instrument efficace pour combattre ce genre d'irrégularités.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président, je remercie M. Richarts de son rapport. Je répondrai en une fois aux diverses observations qui ont été formulées. Je les résume donc, car les répétitions ne nous ont pas été épargnées aujourd'hui.

Les propositions de prix que nous avons élaborées ont été déposées à une date choisie de telle façon que la période précédant l'entrée en vigueur des prix fût aussi brève que possible. Cela présente des inconvénients ; je dois l'admettre. D'autre part, il est important pour la fixation de la subvention — il s'agit de la différence entre le prix à la production et le prix du marché — que nous disposions de données aussi récentes que possible. Le prix du marché peut en effet subir des fluctuations relativement fortes. C'est la raison pour laquelle nous nous trouvons toujours devant la difficulté de devoir extraire de leur cadre normal les propositions de prix pour l'huile d'olive.

Pourtant, je voudrais une fois encore examiner le problème à fond et voir s'il est possible de trouver une solution — peut-être en acceptant une formule déterminée, car il est évident que c'est en tout premier lieu pour l'agriculture que le prix à la production présente de l'importance ; en fin de compte, la subvention est un prix dérivé du prix à la production et du prix du marché — une solution qui permette au Parlement de se prononcer sur le prix à la production dans le cadre de l'ensemble des propositions de prix. Si, par exemple, nous avons à résoudre des problèmes monétaires, et que la valeur de l'unité de compte vienne à changer, cela signifie que la valeur du prix à la production change également. En pareil cas, le problème évoqué par M. Richarts se trouve résolu. Je vais donc examiner la situation, et voir si je puis donner satisfaction au Parlement.

Nous aussi, nous ressentons les longs délais de paiement comme une épine dans le pied. A de multiples reprises, nous avons insisté auprès du gouvernement italien pour qu'il accélère le déroulement des formalités administratives en la matière, mais cela paraît très difficile. Ces retards découlent également d'une situation qui a été évoquée par M. Vredeling et dont nous avons fait état dans notre rapport annuel : la question des quantités à déterminer pour le paiement de l'aide d'une part, et des quantités réellement produites d'autre part. C'est bien volontiers que, lors de la première séance du Conseil au cours de laquelle les prix devront être fixés, j'attirerai une nouvelle fois l'attention du gouvernement italien sur cette requête du Parlement.

Dans sa résolution, le Parlement propose de laisser inchangée la subvention — c'est-à-dire l'aide — et d'amender les propositions de prix de façon que le montant de cette aide reste égal au montant actuel. C'est là une façon de s'exprimer un peu sibylline, car on peut arriver à ce résultat de deux manières différentes. On peut y arriver, soit en majorant le prix à la production, soit en acceptant que le prix du marché baisse. La deuxième hypothèse paraît difficilement réalisable, puisque le prix du marché est une donnée de départ. Si le Parlement marque son accord sur les propositions de prix, mais veut que l'aide demeure inchangée, cela signifie qu'en théorie il est d'accord sur les prix à la production, mais qu'en réalité il veut les relever. Ce qui équivaut à une augmentation de prix camouflée, puisque l'on veut la même aide alors que le prix du marché est plus élevé. Or, nous ne pouvons pas faire baisser le prix du marché, celui-ci étant, une fois pour toutes, une donnée qui dépend de la situation dans l'ensemble du secteur des huiles.

Monsieur le Président, je ne puis en aucune manière promettre au Parlement — c'est là une façon diplomatique de m'exprimer — que la Commission défèrera à ce vœu. Enfin, M. Vredeling a attiré mon attention sur la difficulté qu'on éprouve à déterminer les quantités. C'est ce que dit expressément ce rapport ; le fait que l'on se trouve devant des quantités

Mansholt

différentes constitue effectivement un gros problème puisqu'il y a :

- a) les quantités déclarées ;
- b) les quantités réellement produites, et les quantités statistiquement connues d'huile d'olive.

Monsieur le Président, je suis en mesure de vous annoncer qu'une enquête approfondie est entreprise à ce sujet. La chose n'est pas simple, elle requiert beaucoup de temps et beaucoup de calculs. Il va de soi que je n'ai aucune objection à faire valoir contre l'envoi sur place d'une délégation du Parlement chargée de s'y informer des conditions de la culture et du marché des olives. Mais il me paraît illusoire de penser qu'une délégation parlementaire qui ira voyager à travers ce beau pays découvrira ce qui cloche en ce qui concerne ces quantités. Cela étant dit, nous n'y voyons, je le répète, aucune objection.

Mais l'intervention de M. Vredeling me fournit l'occasion de vous donner l'assurance que, de notre côté, nous poursuivrons l'enquête sans défaillance. Je suis tout disposé à faire rapport sur la question au Parlement. C'est bien volontiers que j'en prends l'engagement.

Monsieur le Président, il m'est absolument impossible de dire qu'il y a eu des irrégularités, je dois attendre le résultat de l'enquête. Le Parlement en sera informé.

M. le Président. — Je remercie M. Mansholt.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 22.

7. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, mercredi 20 octobre 1971, avec l'ordre du jour suivant :

à 9 h :

- Rapport de M. Scarascia Mugnozza concernant la procédure prévue par le rapport des ministres des affaires étrangères ;
- Communication de la Commission sur le budget opérationnel et le taux du prélèvement de la CECA pour l'exercice 1972 ;
- Premier débat sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972 ;

à 17 h :

- Éventuellement, suite de l'ordre du jour du matin ;
- Rapport de M. Kriedemann concernant l'importation d'huile d'olive en provenance d'Espagne, de Tunisie, du Maroc et de Turquie ;

Je rappelle que la commission des relations économiques extérieures a demandé que ce rapport soit examiné selon la procédure de vote sans débat.

- Rapport de M. Vals sur les dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché viti-vinicole.

La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h 20)

SÉANCE DU MERCREDI 20 OCTOBRE 1971

Sommaire

- | | | |
|--|-----|--|
| 1. Adoption du procès-verbal | 89 | |
| 2. Souhaits de bienvenue à une délégation de la Chambre des représentants et du Sénat irlandais | 89. | mission des finances et des budgets ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Aigner, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Spénale, au nom du groupe socialiste ; Berkhouver, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Triboulet, au nom du groupe de l'UDE ; Fabbrini ; Moro ; Spénale, président de la commission des finances et des budgets ; Coppé |
| 3. Autorisation d'établir un rapport | 89 | 107 |
| 4. Communication du Conseil conformément à la procédure prévue dans le rapport des ministres des affaires étrangères. — Discussion d'un rapport de M. Scarascia Mugnozza, fait au nom de la commission politique : | | |
| M. Scarascia Mugnozza, rapporteur | 89 | 7. Règlement concernant l'importation d'huile d'olive en provenance d'Espagne, de Tunisie, du Maroc et de Turquie |
| MM. Lückner, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Lautenschlager, au nom du groupe socialiste ; Berkhouver, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Habib-Deloncle, au nom du groupe de l'UDE ; Leonardi ; Cantalupo ; Cifarelli ; Malfatti, président de la Commission des Communautés européennes | 91 | Adoption sans débat de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures |
| Examen de la proposition de résolution .. | 104 | 128 |
| Amendement n° 1 au paragraphe 3 : MM. Califice ; Scarascia Mugnozza | 104 | |
| Adoption de l'amendement n° 1 modifié | 105 | 8. Règlement portant dispositions complémentaires pour le marché viti-vinicole. — Discussion d'un rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture : |
| Adoption de la proposition de résolution | 105 | M. Vals, rapporteur |
| 5. Budget opérationnel et taux de prélèvement de la CEEA pour 1972. — Exposé de la Commission des Communautés européennes : | | MM. Vetrone, au nom du groupe démocrate-chrétien, Houdet, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Liogier, au nom du groupe de l'UDE ; Cipolla ; Couveinhes ; Richarts ; Cifarelli ; Boano ; M ^{lle} Lulling ; MM. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Vals ; Coppé |
| MM. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Spénale, président de la commission des finances et des budgets | 106 | Examen de la proposition de règlement .. |
| 6. Budget général des Communautés pour 1972. — Premier débat sur le budget général des Communautés pour l'exercice 1972 : | | Amendement n° 3 après l'article 5 bis : MM. Liogier ; Vals ; Coppé ; Liogier ; Spénale ; Liogier ; Coppé ; Liogier |
| MM. le Président ; Moro, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Dulin, rapporteur de la com- | | Retrait de l'amendement n° 3 |
| | | Amendement n° 4 après l'article 5 ter : MM. Liogier ; Vals ; Coppé ; Spénale ; Richarts ; Liogier |
| | | Retrait de l'amendement n° 4 |
| | | Amendement n° 2 à l'article 6 : MM. Couveinhes ; Vals ; Coppé ; Vals ; Coppé ; |

<i>Vals ; Coppé ; Richarts ; Vetrone ; Couveinhes ; Vals ; Couveinhes</i>	143
<i>Retrait de l'amendement n° 2</i>	145
<i>Amendement n° 5 après l'article 17 : MM. Liogier ; Vetrone ; Richarts ; Liogier</i>	145

<i>Retrait de l'amendement n° 5</i>	146
<i>Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution</i>	146

<i>9. Ordre du jour de la prochaine séance</i> ..	146
---	-----

PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

(La séance est ouverte à 9 h)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Souhaits de bienvenue à une délégation de la Chambre des représentants et du Sénat irlandais

M. le Président. — Comme vous le savez, une délégation composée de membres du Sénat irlandais, sous la conduite de son président M. Yeats, et de la Chambre des représentants irlandais sous la conduite de son président M. Brosnan a accepté de procéder à un échange de vues avec nous, sur invitation du Parlement européen.

Au nom de tout le Parlement, je souhaite une cordiale bienvenue à nos collègues.

(Applaudissements)

Il ne s'agit pas d'une visite purement protocolaire mais d'une mission d'information. J'espère que nos collègues irlandais garderont un bon souvenir du travail qui est fait au Parlement européen et de la bonne ambiance qui règne dans cette maison.

Nous avons d'ailleurs un autre motif de nous réjouir puisque nous espérons bientôt les voir parmi nous comme membres de ce Parlement.

(Applaudissements)

3. Autorisation d'établir un rapport

M. le Président. — A la demande de la commission des affaires sociales et de la santé publique, j'ai autorisé cette commission à faire rapport sur la « Pre-

mière communication de la Commission sur la politique de la Communauté en matière d'environnement ».

La commission économique, la commission juridique ainsi que la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques seront saisies pour avis de cette question.

4. Communication du Conseil conformément à la procédure prévue dans le rapport des ministres des affaires étrangères

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Scarascia Mugnozza, fait au nom de la commission politique, sur la communication faite au Parlement européen par le président en exercice du Conseil des Communautés européennes le 10 juin 1971, conformément à la procédure prévue par le rapport du 27 octobre 1970 des ministres des affaires étrangères aux chefs d'État ou de gouvernement des États membres des Communautés européennes (doc. 88/71).

La parole est à M. Scarascia Mugnozza qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Scarascia Mugnozza, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, comme vous le savez, l'accord intervenu le 27 octobre 1970 entre les ministres des Affaires étrangères en vue de la coordination des politiques étrangères des pays de la Communauté, connu plus simplement sous le nom d'accord Davignon, prévoit une procédure particulière avec le Parlement européen. Celle-ci consiste en une rencontre bi-annuelle de la commission politique du Parlement européen avec les ministres, à la suite des réunions semestrielles de ceux-ci, et en un rapport annuel que le président en exercice du Conseil fait au Parlement sur les activités des ministres des Affaires étrangères. L'accord est valable deux ans, car il est prévu que les ministres des Affaires étrangères présentent à l'automne 1972 un nouveau rapport contenant des propositions définitives, de sorte que la phase de coordination cédera peu à peu la place à une phase plus concrète d'unification des politiques étrangères des six pays.

Scarascia Mugnozza

Comme, depuis la signature de cet accord, les négociations en vue de l'élargissement de la Communauté ont été menées rondement et qu'elles seront vraisemblablement conclues d'ici à la fin de l'année, les six ministres des Affaires étrangères ont, après chaque réunion, informé leurs collègues des pays candidats de l'issue des travaux et de l'évolution de la situation. Nous approuvons entièrement cette procédure.

Monsieur le Président, chers collègues, la résolution que j'ai l'honneur de présenter au nom de la commission politique concerne le rapport annuel que le ministre français des Affaires étrangères a fait au Parlement lors de la séance du 10 juin 1971. En retraçant brièvement la résolution et en l'assortissant de quelques brefs commentaires, je m'attarderai moins sur l'exposé des motifs qui est très clair que sur les différents points de la résolution même.

Le premier point est l'invitation adressée aux gouvernements des pays membres, en association avec les gouvernements des pays candidats, à définir d'urgence le rôle concret qu'une Europe démocratique et indépendante peut et doit jouer dans le monde.

On trouve au deuxième point l'invitation faite aux ministres des Affaires étrangères d'intensifier leurs travaux dans deux secteurs spécifiques : 1) exprimer une politique étrangère commune à l'égard des trois problèmes inscrits à l'ordre du jour des réunions des ministres des Affaires étrangères, à savoir le Moyen-Orient, la situation dans le bassin méditerranéen et la conférence sur la sécurité et la coopération européenne ; 2) formuler avant l'automne 1972, ainsi que prévoit l'accord Davignon, des propositions concrètes sur la suite à donner à la coopération en matière de politique extérieure, en précisant les instruments d'action qu'il convient d'employer.

Le troisième point de la proposition de résolution traite d'une question qui ne laisse pas insensible le Parlement européen et qui a été soulignée à diverses reprises, à savoir la nécessité d'associer toujours plus étroitement la Commission aux activités des ministres des Affaires étrangères et non seulement au niveau le plus élevé, à savoir entre le président de la Commission et les ministres des Affaires étrangères, mais aussi à tous les paliers intermédiaires des travaux de préparation des rencontres entre les ministres des Affaires étrangères et les groupes de travail ad hoc ainsi que les réunions des directeurs politiques.

Tels sont, Monsieur le Président, les trois points fondamentaux sur lesquels se fonde notre résolution. Je les développerai brièvement ci-après.

Il est évident que depuis que le président Schumann nous a fait en juin dernier son rapport annuel, des faits nouveaux, dont certains étaient facilement prévisibles, se sont produits sur la scène mondiale ; je citerai en premier l'annonce de la rencontre pro-

chaine entre le président des États-Unis et les responsables de la politique de l'Union soviétique, et ensuite ses entretiens avec les responsables de la politique en Chine. Nous nous trouvons donc confrontés à une évolution dans laquelle l'Europe doit s'insérer au plus tôt, en y engageant toutes ses forces.

Je dirai donc à ce propos que le premier point, à savoir l'invitation faite aux gouvernements de définir au plus vite le rôle qui revient à l'Europe, constitue une invitation pressante, que l'on ne peut ni taire ni oublier et qui doit, à notre avis, s'inscrire au premier rang des préoccupations des gouvernements des pays membres et des gouvernements des pays candidats.

A propos du deuxième point, je ferai part des sérieuses préoccupations du Parlement européen et de l'opinion publique car on a l'impression qu'aucun accord n'a été trouvé sur les trois problèmes qui ont été discutés à ce jour par les ministres des Affaires étrangères, et que l'entente est même loin d'être réalisée. Je me réfère tout particulièrement à la question du Moyen-Orient, aux polémiques révélées par la presse, aux diverses interprétations qui ont été données au document étudié en la matière par les ministres des Affaires étrangères, sans parler de la situation dans le bassin méditerranéen qui n'en est même pas encore à l'état de rapport. Enfin il est certain aussi que la conférence sur la sécurité et sur la coopération européenne marque aujourd'hui un temps d'arrêt, qu'elle sera peut-être relancée par les événements futurs, mais il est à douter en l'état actuel des choses, que l'Europe dans son ensemble puisse offrir matière à discussion et à comparaison.

Mais sur la question plus précise du Moyen-Orient, je dirai que notre perplexité et notre préoccupation sont précisément alimentées par les polémiques qu'a suscitées le document discuté par les ministres. Ce document qui, par une indiscretion d'un journal allemand a même été publié, et dont on ne sait s'il s'agit d'un document de travail ou d'un accord déjà réalisé, nous semble assez incomplet puisqu'il ne mentionne pas, par exemple, ce point essentiel qu'est l'invitation faite aux parties à se rencontrer, au besoin dans le cadre de la médiation Jarring, puisque seuls des contacts directs permettront d'entrevoir une solution à des problèmes, tel celui du Moyen-Orient, qui sont cruciaux pour nous Européens. Mais il y a plus grave encore. Nous constatons aujourd'hui, soit à un an environ de la présentation d'un document final contenant des propositions concrètes en matière d'union politique, que nous n'arrivons pas encore à deviner la forme qu'auront ces propositions ni quelles perspectives véritables existent en la matière. Je crois que le Parlement européen devrait, avant l'automne 1972, se pencher à nouveau sur cette question afin d'apporter sa contribution et de faire connaître son point de vue. Si je vous fais part de ces diverses préoccupations, c'est que des informations communiquées par la presse, que je n'ai

Scarascia Mugnozza

pu évidemment contrôler, mais qui semblent de source officielle, révèlent que la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères qui se tiendra à Rome les 5 et 6 novembre prochains devra surtout traiter de la rencontre au sommet, dont on parle depuis longtemps, et que le Parlement européen a été, il y a quelques mois, le premier à souhaiter.

Aucun de vous, mes chers collègues, ne méconnaît, bien sûr, l'importance que présente en ce moment une nouvelle rencontre au sommet des chefs d'État ou de gouvernement, qui ne sera pas uniquement consacrée à l'examen de questions économiques et monétaires, mais provoquera une relance politique réelle, générale de l'Europe. Ceci étant dit avec fermeté et clarté, je me demande si les 5 et 6 novembre prochains — soit dans le cadre de la procédure Davignon — les ministres des Affaires étrangères, traitant évidemment au sommet, n'aborderont pas d'autres sujets à propos desquels ils ont tenté de coordonner leurs politiques étrangères à savoir le Moyen-Orient, la situation dans le bassin méditerranéen et la conférence sur la sécurité et la coopération européenne.

Quelle pourrait être la signification de tout ceci ? Aurait-on constaté que des difficultés considérables, insurmontables s'opposent à une entente commune sur les trois thèmes déjà inscrits à l'ordre du jour, et estimé de ce fait nécessaire de consacrer les débats à une question concrète et urgente — celle de la rencontre au sommet — mais qui ne justifie pas une consultation au sens où le prévoit l'accord soumis à notre examen ?

J'espère que cette crainte est vaine, mais j'estime que le Parlement européen doit rester en alerte afin de se tenir à l'abri de surprises désagréables qui pourraient survenir prochainement.

En effet, la distinction que l'on a voulu établir dans l'accord Davignon en dissociant les ministres des Affaires étrangères, siégeant en tant que représentants du Conseil de ministres de la Communauté, de ceux qui se réunissent pour traiter de la coordination des politiques étrangères a été, à notre avis, fort dangereuse car elle a créé dans la structure communautaire un précédent dont on voit mal la raison d'être. C'est pourquoi nous demandons, et ce sera le troisième point, que la Commission soit appelée à participer aux travaux des ministres des Affaires étrangères à tous les niveaux, afin d'établir entre ceux-ci et la Communauté un lien toujours plus étroit. Je crois qu'il faut s'engager sur cette voie car aussi longtemps que les réunions, se déroulant conformément aux accords Davignon, ne coïncideront pas étroitement avec les sessions du Conseil de ministres de la Communauté, nous ne pourrons jamais avoir la garantie que l'unification des politiques extérieures s'effectue vraiment à l'échelon communautaire.

Je n'ai rien d'autre à ajouter, Monsieur le Président, si ce n'est inviter mes collègues à garder présent à

l'esprit les motifs qui ont incité la commission politique à approuver cette résolution et à la soumettre à leur examen. J'attirerai parallèlement l'attention de mes collègues sur la nécessité de poursuivre toujours plus énergiquement la voie empruntée car il faudrait être frappé de cécité pour ne pas voir que le monde est en mutation. Il se crée de nouveaux équilibres, de nouveaux accords, et si l'Europe ne réussit pas à s'exprimer vraiment d'une voix — ainsi qu'il a été déclaré à la Conférence au sommet de La Haye — si elle ne convoque pas un nouveau sommet, ainsi que nous le souhaitons, elle n'aura, selon toute évidence, plus aucun rôle à jouer dans le monde et toutes ses récriminations seront alors inutiles. Aussi devons-nous nous unir, espérant de la sorte faire de plus en plus front commun et bonne figure devant les autres puissances. Je m'associerai pour ma part aux paroles de bienvenue adressées aux collègues du Parlement irlandais qui assistent aujourd'hui à notre séance et je souhaite qu'ils puissent œuvrer prochainement parmi nous dans cette Assemblée à la réalisation d'un même idéal. Je désire transmettre aussi mes salutations et mes remerciements au président en exercice du Conseil, présent aujourd'hui parmi nous, ce qui tend à prouver que le Parlement européen est la représentation vivante des intérêts politiques de l'Europe et que les avis qu'il émet doivent être considérés à leur juste valeur.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je rappelle à tous les orateurs qui vont suivre que nous avons limité le temps de parole pour ce débat.

La parole est à M. Lückér, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Lückér, président du groupe démocrate-chrétien. — (A) Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord remercier le rapporteur, non seulement d'une manière générale du rapport qu'il a présenté mais plus particulièrement d'avoir mis en lumière dans son commentaire sur ce rapport de la commission politique — avec toute la réserve que l'on comprend et qui est requise de la part d'un rapporteur mais en employant des formules bien pondérées — que notre débat se situe devant l'arrière-plan d'une réalité politique toute différente de celle qui se présentait à nous lorsque nous préparions le rapport, c'est-à-dire aux mois d'avril, mai et juin de cette année.

Ainsi il se pose immédiatement une question politique de tout premier ordre, à savoir si cette procédure Davignon est encore valable aujourd'hui et si elle demeure valable ou bien si elle est mûre pour être remplacée par une autre procédure parce qu'elle n'est plus suffisante ou pourrait ne plus l'être.

Monsieur le Président, si l'on pose cette question, cela implique que l'on y apporte une réponse politique. Tout à l'heure j'ai dit que la réalité politique

Lücker

était une autre. Le rapporteur a rappelé, par exemple, le voyage à Pékin du président Nixon ainsi que son voyage à Moscou qui sont l'un et l'autre en voie de préparation et qui montrent à quel point la politique mondiale est engagée dans un mouvement puissant et dynamique. Point n'est besoin cependant, Monsieur le Président, que nous allions si loin et seulement dans les continents étrangers. Je crois qu'il faut aussi englober dans nos considérations le voyage du Chancelier fédéral en Crimée et certainement aussi la visite que M. Brejnev fera la semaine prochaine dans la capitale française. Tous ces faits sont liés entre eux et laissent entrevoir que le profit de l'équipe politique non seulement autour de l'Europe mais aussi en Europe même et dans notre propre espace géographique subit une transformation.

Permettez-moi d'ajouter encore un élément dont nous avons longuement discuté hier : la crise que nous traversons aussi dans le domaine économique et financier, également dans notre Communauté. Personne n'est mieux placé que M. le vice-président Barre pour dénoncer, comme il l'a fait hier avec insistance, non seulement les dangers pouvant résulter de cette situation dont nous continuons tous d'espérer qu'elle ne mènera pas à une impasse et qu'une issue sera encore possible.

Je suis extrêmement reconnaissant à M. Barre d'avoir dit hier que le temps travaille contre nous tous, y compris les États-Unis. Cela signifie donc que nous devons examiner aujourd'hui ce rapport à la lumière de ces faits nouveaux et que nous devons énoncer à ce sujet un avis politique.

J'ai posé la question tout à l'heure et je dirai, Monsieur le Président, que mon avis est fondamentalement différent de celui, par exemple, de « Wieland » Dahrendorf qui croit que l'on pourrait abandonner la formule de l'intégration pour en revenir à la formule de la coopération entre les ministres des affaires étrangères, en revenir aux objectifs des XIX^e et XX^e siècles dans l'espoir utopique que cela pourrait nous faire progresser.

Je voudrais ajouter que je ne donne cependant pas dans l'extrême opposé et que je ne pense pas que l'on pourrait écarter la formule Davignon parce qu'elle ne serait plus bonne à rien ; ce serait une erreur.

Je crois que c'est à la lumière de toutes ces considérations bien pesées que mon groupe approuve le rapport et la résolution que M. Scarascia Mugnozza a présentés au nom de la commission politique.

Il y a cependant deux points à considérer, Monsieur le Président. Premièrement : la conception sur laquelle nous nous sommes fondés jusqu'à présent — et cela se rattache à ce qui a été dit jusqu'ici — repose sur la thèse selon laquelle nous devons atteindre à travers l'union économique et monétaire les étapes suivantes de l'œuvre d'unification de l'Europe.

En ce qui concerne l'union économique et monétaire, nous avons adopté, notamment aussi sur les instances de notre Parlement, la formule Davignon que nous avons sans doute qualifiée de bien modeste, pour faire, à l'aide de cette formule, tout au moins un début de coordination des politiques extérieures parce que nous sommes toujours partis du principe, en cette Assemblée, que l'œuvre d'unification européenne ne pouvait pas être accomplie en l'absence d'une coordination efficace devant aboutir à une politique extérieure commune et devant inclure aussi un jour les problèmes de la sécurité européenne.

Je voudrais ajouter une observation que j'ai faite. Monsieur le Président, j'ai examiné avec beaucoup d'intérêt — je ne me suis pas contenté de le lire — le discours que M. Heath, Premier Ministre britannique, a prononcé récemment à Zurich, et j'ai également examiné très attentivement — je ne me suis pas contenté de la lire — la conférence de presse que le chef d'État français, M. Pompidou, a faite récemment à Paris. Dans ces deux cas très importants, le résultat de mes observations confirme une évolution générale : non seulement parmi nos peuples, non seulement au niveau des hommes politiques dans les parlements mais également au niveau des chefs d'État et de gouvernement ainsi qu'au niveau des gouvernements la conviction générale l'emporte pas à pas mais avec une force croissante que l'Europe ne pourra venir à bout de ses problèmes de politique intérieure et extérieure que si elle agit en commun, en tant qu'entité. Certes, c'est là, Monsieur le Président, un fragile germe d'espoir. Mais le processus, Dieu merci, est engagé. Peut-être M. Heath a-t-il exprimé cette idée le plus clairement, dans son discours de Zurich, il a exposé les points sur lesquels il convient de mettre l'accent. Cela nous remplit d'espoir pour le jour où la Grande-Bretagne se trouvera ici, parmi nous, avec les autres pays candidats à l'adhésion. Un de ces pays a envoyé une délégation de parlementaires à laquelle je tiens à souhaiter la bienvenue également au nom de mon groupe.

Par conséquent, si l'idée prévalait que l'Europe doit agir en tant qu'entité, cela signifierait en même temps que l'on se rende compte que l'intensité des efforts entrepris jusqu'à présent tout au moins et sans doute aussi les procédures employées jusqu'à présent sont désormais insuffisantes. C'est pourquoi je tiens à exprimer tout particulièrement ma gratitude, mon respect et mon estime à M. Malfatti et à sa Commission pour avoir déployé dans les semaines passées une activité extraordinaire afin d'amener les Six à agir en commun ainsi que du fait que M. Malfatti ait montré à juste titre que nous devons parvenir à une politique globale et à une véritable stratégie de notre politique à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur. Une action dans divers secteurs particuliers, Monsieur le Président, ne mettra pas l'Europe en état de maîtriser ses problèmes intérieurs et extérieurs.

Lücker

Je sais que cela ne peut pas se faire du jour au lendemain ; il ne nous apparaîtra pas de bonne fée en songe qui nous dira : à partir de demain matin tout sera fait. Je le sais. C'est un processus qui doit se développer. Mais nous devrions tous tendre à ce que ce processus prenne une forme aussi intense et dynamique que possible.

Le problème qui se pose est de savoir comment cela doit se faire. Il y a sans doute encore des divergences, lorsque je considère par exemple le point de vue de M. Pompidou, de M. Heath, de M. Moro ou de M. Brandt. Leurs conceptions accusent des nuances, cela est tout à fait naturel. Mais s'il existe la volonté politique et la conviction qu'il faut néanmoins parvenir à une unité croissante, je crois que l'on devrait aussi trouver la voie permettant de s'acheminer vers cette unité croissante.

A cet égard, il importe, Monsieur le Président, de considérer deux domaines : tout d'abord les politiques communes. Le rapporteur en a parlé. Ces politiques communes, pour difficile que cela puisse être, doivent être définies. Je tiens à dire cela expressément, notamment en ma qualité de délégué à cette Assemblée appartenant à un pays où certaines difficultés se sont fait jour, notamment à propos des efforts tendant à définir une politique commune des Six au sujet de la question du Proche-Orient. Conscient de la nécessité dans laquelle se trouve l'Europe, je déclarerai néanmoins, Monsieur le Président, que les ministres des Affaires étrangères ne doivent pas se laisser décourager par ces querelles et ces échecs et poursuivre, selon la modeste formule de la procédure Davignon tout au moins, dans les domaines qui sont énumérés une fois de plus dans la présente proposition de résolution, la définition d'une politique commune. Que cela soit difficile, jamais nous ne nous sommes livrés à des illusions à ce sujet. Je demeure néanmoins convaincu jusqu'à ce jour que cela est possible.

Une question qui se pose à ce propos est de savoir sur la base de quelles structures cela doit se faire. Car en l'absence de structures appropriées le succès ne sera pas possible. Si nous disons aujourd'hui que les structures actuelles ne sont pas suffisantes, il faut les aménager et les adapter. Je crois que le premier à exprimer cette idée en qualité de rapporteur en cette Assemblée, au nom de la commission politique, fut le président du groupe de l'union démocratique européenne, M. Triboulet, qui, il y a deux ans, a dit dans son rapport que nous avons examiné puis soumis à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : Il faut que les structures soient adaptées et renforcées ! — C'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui. Ce dont souffre notre Communauté, c'est que nous sommes aux prises avec des situations — je prie le Président du Conseil de ne pas m'en vouloir, si je le dis très ouvertement — pour lesquelles nous ne disposons pas aujourd'hui de structures institutionnelles et de procédures de décision qui permettraient à la Communauté de prendre premièrement à temps

et deuxièmement avec l'efficacité politique requise, les décisions dont l'Europe a besoin. Tel est notre problème. Si ces réflexions sont justes, Monsieur le Président, la seule conclusion possible est d'adapter les structures et les procédures de décision à cette nécessité. Cela ne signifie pas, je le répète, comme l'a déclaré « Wieland » Dahrendorf, que l'on ramène de nouveau tout à la formule de la procédure Davignon. Mais cela ne signifie pas non plus que nous avons l'intention de jeter la procédure Davignon à la poubelle de la politique européenne. Je suis convaincu que la procédure Davignon pourra nous être encore fort utile, aujourd'hui et demain. Mais soyons francs, Monsieur le Président : c'est sans doute un beau rapport que nous avons sous les yeux, cependant, la conférence au sommet, qui s'ouvrira prochainement, nous préoccupe bien davantage.

C'est bien simple : nous savons combien il importe que cette conférence au sommet surmonte ce que nous considérons aujourd'hui comme étant les difficultés de la Communauté et nous espérons tous qu'elle aboutira.

Qu'il ne s'agisse pas seulement des problèmes monétaires, le rapporteur l'a dit. Point n'est besoin que je le souligne. Je voudrais cependant encore y ajouter quelque chose. Si cette conférence au sommet a lieu — nous nous sommes prononcés en sa faveur à la commission politique déjà en été et notre commission soumettra certainement encore un rapport à ce sujet à l'assemblée — je suis convaincu que la formule Davignon prendra après la conférence au sommet une actualité telle que nous n'aurons plus à déplorer dans le second rapport dont a parlé M. Scarascia Mugnozza et qui doit suivre en automne 1972, les erreurs, les défauts, les lacunes et les insuffisances dont nous nous plaignons encore aujourd'hui.

Monsieur le Président, il faudrait que nous aussi, le Parlement européen, cette Assemblée, nous mettions tout en œuvre pour favoriser ces activités de la Communauté partout où elles se manifestent. Et vos institutions, Monsieur le Président du Conseil et Monsieur le Président de la Commission, devraient, en tant qu'organes de la Communauté, prendre tout particulièrement au sérieux cette exhortation du Parlement ; soyez assurés que nous vous appuierons de toutes nos forces dans cette direction et en vue de la réalisation de cet objectif.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Lautenschlager, au nom du groupe socialiste.

M. Lautenschlager. — (A) Monsieur le Président, si mon groupe regrette que la proposition de résolution de la commission politique soit examinée aujourd'hui seulement, ce n'est pas pour en faire grief au rapporteur, M. Scarascia Mugnozza. Bien au contraire, le groupe auquel j'appartiens constate,

Lautenschlager

tout comme l'a déjà fait l'orateur qui m'a précédé, que la situation en matière de politique étrangère a évolué depuis l'été de cette année.

Nous remercions le rapporteur de son texte et d'avoir su mettre en relief les points centraux du rapport qui sont encore de la plus haute actualité aujourd'hui et d'avoir mis en évidence devant cette assemblée — là encore je partage le point de vue de M. Lückner — que nous devons nous en tenir à la procédure Davignon jusqu'à ce que nous ayons des propositions pour une meilleure solution.

Parmi les gens de théâtre circule le dicton superstitieux selon lequel une répétition générale qui a été un échec — j'entends par là les documents relatifs à la politique à l'égard de l'Est — peut être suivie un jour d'une bonne première. Nous espérons que les ministres des Affaires étrangères auront en novembre une bonne première.

Le rapport Davignon comporte deux parties. Au cours de la session de novembre de notre Assemblée, le président en exercice du Conseil fera donc à nouveau devant le Parlement une sorte de rapport de gestion sur ce qui s'est passé au groupe de travail des ministres des Affaires étrangères. En sa qualité de président du groupe Davignon il approfondira le sujet plus en détail à la commission politique.

Aussi ne devrions-nous pas nous attendre aujourd'hui aux points fondamentaux de la proposition de résolution mais attendre la session de novembre pour mener, sur la base des actualités mises à jour, le débat en cette assemblée.

C'est pourquoi je voudrais plutôt me consacrer à la deuxième partie de la tâche du groupe Davignon qui consiste à trouver de nouveaux éléments pour la coopération dans la Communauté et de nouveaux éléments pour son élargissement.

Notre Parlement et les parlements des États membres réclament de manière toujours plus pressante que les pouvoirs qui ont été transférés aux organes de la Communauté soient soumis progressivement à un contrôle démocratique. Nous pouvons sans doute constater avec satisfaction que dans un peu plus de quatorze mois la Communauté englobera environ 250 millions d'habitants ; mais du même coup la responsabilité de cette Communauté se trouvera accrue dans tous les domaines de la politique internationale.

Si l'on considère alors d'un autre côté la situation actuelle de la Communauté, on est pris d'une profonde inquiétude quant à ce qui a été réalisé jusqu'ici et quant à la réalisation des objectifs que l'on s'est assignés. Nous demandons une fois de plus avec insistance dans le débat de ce jour que des décisions, qui éliminent les obstacles à la mise en route définitive de l'union économique et monétaire dont la création est déjà décidée, soient prises à bref délai au niveau de la Communauté.

Il faut à nouveau mettre la Communauté en état d'agir, dans les négociations internationales monétaires et de politique commerciale, en tant qu'entité dont l'autorité est reconnue. Nous regrettons à ce propos avec étonnement l'absence du moindre indice indiquant que les organes de la Communauté qui disposent à cet effet des pouvoirs définis contractuellement, s'attachent déjà sérieusement à créer les organes et les instruments nécessaires à la réalisation de l'union monétaire.

De plus, l'évolution qui se dessine nous amène à formuler la critique qu'aucune disposition n'a été prise en vue de la mise en œuvre d'une véritable politique économique et sociale commune. J'attache beaucoup de prix à la deuxième partie de cette déclaration car sur ce plan rien ne se dessine que l'on pourrait considérer comme un point de départ permettant d'espérer que l'on parviendra à une véritable politique sociale commune.

En outre, il semble que l'on méconnaisse la nécessité de doter la Communauté des ressources financières nécessaires à l'accomplissement des tâches énoncées.

Les négociations sur l'élargissement nécessaire des pouvoirs actuels de la Communauté n'avancent plus parce que de mesquins obstacles nationaux s'opposent à une décision rapide et emprunte de la volonté d'assumer les responsabilités.

Selon les traités qui les régissent et selon leurs objectifs, les Communautés européennes ne sont pas seulement une institution internationale pour la promotion du commerce et de l'industrie mais elles doivent avant tout servir les hommes de cette Communauté et doivent nous conduire des tristes expériences du passé vers une union politique.

Nul ne méconnaîtra qu'il est souvent difficile — pour quelque raison que ce soit, je renoncerais à examiner cela de plus près — de venir à bout des difficultés actuelles si l'on ne dispose que des instruments et institutions prévus par les traités et se contente de recourir à ces instruments et institutions.

C'est pourquoi nous avons considéré comme allant de soi, dans l'optique du pragmatisme, que la Commission projette de suggérer l'organisation d'une conférence au sommet afin d'éliminer les difficultés actuelles. Mais lorsque je considère les informations officielles et officieuses qui sont parvenues au Parlement européen au sujet de ces intentions, celles-ci ne sont pas suffisantes à mon avis pour se faire une idée si les intentions de la Commission doivent être appuyées ou rejetées.

C'est pourquoi je pose à la Commission les questions suivantes :

1. La Commission a-t-elle déjà suggéré auprès des chefs d'État et de gouvernement que soit tenue une conférence au sommet ?

Lautenschlager

2. A quelle date cette conférence aura-t-elle lieu ?
3. Les chefs d'État ou de gouvernement des pays désireux d'adhérer devront-ils participer à cette conférence, à côté des chefs d'État ou de gouvernement des États membres ?
4. Quels thèmes cette conférence devrait-elle traiter de l'avis de la Commission ?
5. Et cela nous semble aussi très important — quelles mesures la Commission croit-elle pouvoir recommander afin que le Parlement européen participe plus que par le passé à un niveau décisif à la mise en œuvre des décisions de la conférence au sommet ?

Monsieur le Président, c'est avec ces cinq questions à l'adresse de la Commission que je conclurai ma contribution au débat sur le rapport de M. Scarascia Mugnozza. Je voudrais aussi, et non en dernier lieu, remercier le rapporteur, au nom de mon groupe, d'un travail qui n'était pas facile, à savoir préparer à partir d'une matière aride une résolution susceptible d'éveiller l'impression de manière convaincante que ce Parlement envisage avec sérieux et assurance sa tâche dans l'œuvre d'unification européenne et ne cesse d'appeler sans relâche aux responsables de renoncer enfin à leurs réserves mesquines et de faire un pas en avant.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Berkhouwer. — (N) Monsieur le Président, au moment où j'ai eu ce rapport en main — pour lequel je ne puis qu'exprimer mes éloges au rapporteur — j'ai eu l'impression à un moment donné que nous nagions à sec. M. Lautenschlager a déjà parlé du caractère d'actualité de ce rapport et a exprimé l'espoir qu'il suivra en novembre une bonne première. Je partage cet espoir avec lui car l'ouverture qui a suivi la première de mai n'a pas été un véritable succès à mon avis. Nous avons entendu une communication du président en exercice du Conseil de l'époque. Je lui ai posé des questions qui sont restées sans réponse. Ma crainte que nous ne nagions à sec est aussi plus ou moins en rapport avec la critique que nous avons pu lire dans les « Dernières Nouvelles d'Alsace », un quotidien strasbourgeois, qui a fait observer au sujet de notre session : « C'est une session très technique que le Parlement européen a entamée hier à la Maison de l'Europe à Strasbourg. Les grands thèmes de l'actualité européenne — les perspectives d'élargissement de la Communauté, la tourmente monétaire, la crise de l'Europe verte, la détente Est-Ouest, etc. — ne seront pas abordés directement et la plupart des sujets inscrits à l'ordre du jour sont très spécifiques, peu spectaculaires. »

Je crois en effet qu'il est temps que nous commençons en cette haute Assemblée à faire davantage œuvre politique au lieu de nous occuper, comme il ressort de l'ordre du jour de cette semaine, de robes de cigares et des prix de la viande de porc. Demain nous aurons sans doute affaire à la pièce de résistance, c'est-à-dire le problème de la bière où il s'agit de maintenir à flot un certain nombre d'entreprises retardataires dans des régions isolées de la Communauté.

Où en sommes-nous maintenant en octobre 1971 après les importants événements des étés 1970 et 1971 ? Où en sommes-nous en ce qui concerne notre tâche politique parlementaire au niveau européen ? Nous avons maintenant sous les yeux un rapport qui date du mois de juin et qui traite de ce qui s'est passé en mai. En même temps, il traite de la communication que M. Schumann a faite le 10 juin en notre Parlement. Pour le reste, M. Scarascia Mugnozza l'a exposé oralement.

Monsieur le Président, quelle est en ce moment notre position, en tant que représentation du peuple européen, à l'égard de la grande tâche que nous devons accomplir ? Si le « Panta Rhei » d'Héraclite a jamais été vrai, c'est bien aujourd'hui. Partout dans le monde il se passe bien des choses : tout en effet est en mouvement. Quelle est notre attitude à cet égard en tant que représentants des peuples au niveau européen ? Quelle est à la veille de l'élargissement notre attitude à l'égard de cet élargissement ? Quelle est notre attitude à l'égard des idées que le président de la République française a lancées à sa conférence de presse du mois de janvier au sujet de la confédération, du gouvernement européen, une véritable représentation européenne, etc. ?

Quand aurons-nous — je pose cette question au Conseil représenté par son éminent président —, en tant que Parlement, avec le Conseil le débat que j'ai demandé il y a un certain temps déjà au nom de mon groupe ? Que pense-t-on de l'aménagement de l'Europe pour en faire cette confédération dotée des instruments constitutionnels nécessaires ? Quand le Conseil sera-t-il en mesure de procéder enfin avec nous, en tant que Parlement, à un échange de vues à ce sujet ? Quelle est notre attitude à l'égard de l'appel pressant lancé par le ministre des Affaires étrangères tunisien, M. Masmoudi, en ce qui concerne l'absence de l'Europe au Proche-Orient, alors que ce membre du gouvernement nous supplie quasiment à genoux : allez là-bas, faites quelque chose là-bas. Nous pouvons d'ailleurs aussi lire cela dans le rapport qui nous occupe. On a longuement parlé de questions de forme et de problèmes constitutionnels, mais ce n'est pas là l'essentiel pour moi. Davignon ou pas Davignon, avec ou sans Wieland, il importe que nous sachions nous adapter de manière appropriée à l'évolution actuelle.

M. Lückner a déjà dit que nous voyons toutes sortes de personnes entreprendre des voyages. Des membres

Berkhouwer

de gouvernement de toute sorte, à l'Ouest aussi bien qu'à l'Est, voyagent à travers le monde entier. Divers exemples ont été cités. Or, le Président Nixon se rend à Pékin et à Moscou mais nous ne voyons pas qu'il vient chez nous. Voilà le point crucial ! Tout se passe dans le monde sans que nous y soyons impliqués. Je songe aux manifestations les plus importantes : les négociations Salt à Helsinki et, il y a quelque temps, à Vienne ; il n'est pas même nécessaire que je songe au grand congrès de Vienne. Et voici que l'on discute de nous et sans nous en Europe car nous n'avons pas l'occasion de faire acte de présence.

Monsieur le Président, nous avons parlé de la conférence au sommet qui doit avoir lieu prochainement. Une conférence parmi combien d'autres ? Pour nous, libéraux, il ne fait pas de doute que nous devons, à cet égard, faire nôtres les idées du chancelier fédéral Brandt qui estime que ce sommet doit être un sommet des Dix. Quant au point de savoir quel doit y être le rôle de la Commission, il faut que nous laissions à la Commission même le soin d'en décider. Bien entendu, elle devrait veiller à y participer, mais cela c'est son affaire.

Cette conférence au sommet a été proposée par le président Pompidou. Il a été le premier à faire une proposition à cet effet. M. Heath s'est rallié à cette proposition et maintenant l'idée a également été reprise par M. Brandt qui a dit, je l'ai déjà rappelé, que la conférence au sommet devrait avoir lieu entre les Six et les quatre nouveaux pays membres. Nous sommes d'accord sur ce point, Monsieur le Président. Mais de quoi parlera-t-on à cette conférence au sommet ? Y sera-t-il seulement question de notre monnaie unifiée ou non unifiée ?

Je l'ai déjà dit maintes fois : les Américains ont leurs dollars, les Russes ont leurs roubles et nous n'avons que des ennuis. Il faudra donc bien entendu parler des problèmes monétaires, mais il ne faut pas que ce soit le seul thème de la conférence car je crois que la question du « sharing of the burden » ne pourra pas être évitée. Si les Dix savent que les Américains ont la ferme intention de restreindre leurs obligations en Extrême-Orient aussi bien que chez nous à l'Ouest, alors ils savent aussi que notre propre rôle doit gagner d'importance proportionnellement et que nos propres charges s'accroîtront aussi proportionnellement. Je suis d'avis qu'il faudrait également évoquer ce point à la conférence au sommet.

En conclusion je citerai ce que M. Couve de Murville a dit à Strasbourg. J'ai discuté bien des fois avec M. Couve de Murville en cette enceinte lorsque je n'étais pas d'accord avec lui. Mais cette fois, Monsieur le Président, j'approuve du fond du cœur ce que M. Couve de Murville a dit samedi dernier à Strasbourg : « Il est temps que les Européens se reprennent pour que leur sort ne soit pas décidé par d'autres. » Je cite cette phrase dans le contexte de ce que je viens de dire tout à l'heure.

Dans l'article publié à ce sujet nous pouvons lire : « M. Couve de Murville a regretté que certains pays puissent penser que la Grande-Bretagne fera contre-poids à l'Allemagne au profit de la France. Il s'est choqué de cette manière de voir. » J'en suis choqué moi aussi, Monsieur le Président. L'ancien ministre a dit : « On a perdu de vue qu'il ne s'agit pas d'équilibre entre les membres, mais qu'il faut chercher que les membres s'entendent entre eux. Il ne faut pas que l'Angleterre soit l'arbitre entre la France et l'Allemagne : il ne peut y avoir de politique européenne s'il n'y a pas d'accord entre tous les membres et notamment entre les plus importants sur l'attitude vis-à-vis des USA... »

... Il faut savoir si nous aurons le désir et la volonté de ne pas continuer à nous opposer les uns aux autres. » Voilà bien, Monsieur le Président, l'esprit dans lequel j'ai fait mon intervention.

Je terminerai en exprimant l'espoir que lorsque nous nous retrouverons ici dans quatre semaines à Strasbourg nous nous serons rendu compte qu'un quart de siècle a passé depuis la Crimée de Yalta et la visite du chancelier Brandt en Crimée, à Orianda. Et j'espère de même que nous n'oublierons pas qu'une décision historique doit être prise à Londres.

Monsieur le Président, j'espère en tout cas que nous pourrions mener ici à la mi-novembre un débat au centre duquel seront placées les principales tâches politiques avec lesquelles l'Europe est confrontée.

M. le Président. — La parole est à M. Habib-Deloncle, au nom du groupe de l'UDE.

M. Habib-Deloncle. — Monsieur le Président, on s'étonnerait sans doute si le porte-parole d'un groupe qui a souvent marqué son attachement à l'Europe verte ne commençait pas d'abord par saluer ici la présence des représentants de la verte Erin, qui nous font l'honneur d'une visite avant de prendre part, bientôt, je l'espère, à nos discussions.

On a souligné, à juste titre, le décalage, d'ailleurs involontaire, qui existe entre le moment où est présenté le rapport de la commission politique et les événements auxquels il a trait. Mais je crois que plus encore que de suivre au jour le jour l'actualité, notre Parlement doit, en ce domaine, se montrer attentif aux principes ; et c'est pourquoi, pour ma part, j'attache une importance très grande au premier paragraphe de la proposition de résolution qu'il nous est aujourd'hui proposé de voter, à savoir celui qui « invite les gouvernements des pays membres à définir d'urgence — en association avec les gouvernements des pays candidats — le rôle concret qu'une Europe démocratique et indépendante peut et doit jouer dans le monde ».

On a déjà beaucoup parlé de la Conférence au sommet souhaitée dès avant les vacances par notre commission politique, proposée par le président de la

Habib-Deloncle

République française, acceptée par le Premier ministre britannique et par le Chancelier fédéral, et l'on s'est demandé à quoi elle servirait. Je pense qu'elle peut servir à la fois à résoudre des difficultés qu'il ne faudrait pas ramener à des questions de « gros sous », car celles-ci concernent la vie quotidienne des hommes et des femmes de tous nos pays, le niveau de vie, le développement, le chômage ou l'emploi. On peut penser qu'en dehors de ces problèmes importants, les chefs d'Etat ou de gouvernement pourraient, après La Haye, faire un bilan de la construction européenne des années écoulées et mieux définir ce qui figurait déjà dans le communiqué de La Haye, mais qui gagnerait à être réaffirmé — et éventuellement à être réaffirmé à Dix — : le rôle de l'Europe.

Il y a un mot qui me paraît important dans ce premier paragraphe, c'est le rôle « concret » de l'Europe. En effet, car nous sommes tous d'accord sur la conception, évoquée dans le communiqué de La Haye, d'une Europe indépendante et représentant une certaine forme de civilisation, mais nous avons le sentiment que, sur ce thème, il s'agit maintenant de bâtir une orchestration, de le moduler en fonction des événements et de faire enfin jouer à l'Europe ce rôle harmonieux que nous voulons lui voir remplir dans le monde.

Il est cependant important, je crois, que l'idée d'une Europe indépendante ait progressé jusqu'à devenir, ici et ailleurs, un sujet d'unanimité et je remercie le président Berkhouver d'avoir à cet égard cité les paroles de notre ami M. Couve de Murville. Je pense également qu'il a eu raison de souligner combien certains, à l'extérieur de l'Europe, attendent une intervention de l'Europe, notamment dans ces zones que cite la proposition de résolution, du Moyen-Orient et du bassin méditerranéen, où évidemment, l'Europe est en premier lieu intéressée et où les pays d'Europe ont, chacun de leur côté, acquis une expérience et une connaissance que nul en dehors d'eux ne peut prétendre avoir. Pour que l'Europe puisse jouer ce rôle, il fallait qu'elle eût conscience d'elle-même, et on me pardonnera de rappeler que dans cette enceinte, à plusieurs reprises, nous avons dit que le chemin de l'unité de l'Europe passait par la conscience de son indépendance. Cette conscience, nous l'avons, et je remercie M. le Rapporteur du rôle éminent qu'il joue à la tête de notre commission politique et qui en fait vraiment un facteur d'union dans ce Parlement ; je tiens à lui dire combien mes amis et moi-même lui en sommes reconnaissants.

M. le Rapporteur a rappelé en termes excellents que cette indépendance de l'Europe est maintenant pour nous une notion admise, qu'il s'agit simplement de vivre. D'ailleurs, les événements monétaires que nous connaissons nous persuaderaient de cette nécessité si déjà notre analyse ne nous y avait pas conduits, puisque dans ces événements monétaires nous voyons un pays ami, et que nous respectons, faire planer la

même menace sur tous les pays industriels d'Europe, en considération de ses propres intérêts nationaux.

Puisqu'on parle de questions concrètes, il me semble qu'une décision telle que celle qui a été prise hier à Luxembourg, de ne pas céder aux facteurs de division, aux appels des sirènes, et de présenter sur la question monétaire un front uni contribue peut-être davantage à la construction de l'Europe que dix de nos excellents débats sur l'avenir des institutions car, dans une conjoncture difficile, notamment pour l'un des pays membres, les Six ont affirmé qu'ils ne voulaient agir qu'ensemble et de manière européenne.

Je n'insisterai pas sur le deuxième paragraphe de la proposition de résolution, qui me paraît être l'illustration du premier paragraphe.

Si je suis entièrement d'accord, je l'ai dit, sur l'énumération des problèmes sur lesquels nous attirons l'attention des ministres des affaires étrangères, il faut se rappeler, comme l'a dit notre rapporteur, que cette énumération correspond à la situation qui existait au moment où le rapport a été élaboré, qu'elle n'est aucunement limitative et qu'il est bien évident que les ministres devront se pencher sur les répercussions de ces événements tout à fait nouveaux, extérieurs à l'Europe mais qui ne peuvent pas ne pas la concerner, que sont les voyages que M. Nixon en Chine, d'abord, en URSS, ensuite, et les conséquences qu'ils peuvent avoir sur l'équilibre général des forces dans le monde.

Nous dirons tout à l'heure à propos d'un amendement très généreux de M. Califice, que nous ne nous opposons pas non plus à ce que d'autres problèmes spécifiques, qui ont beaucoup ému la conscience mondiale, soient inclus dans cette énumération. L'essentiel est l'attitude de principe, c'est que l'Europe veuille et puisse jouer un rôle concret. Nous trouvons dans ces deux mots, la possibilité d'un débat qui, au fur et à mesure qu'il se déroule, nous rapproche plutôt qu'il ne nous désunit sur les méthodes institutionnelles à appliquer pour dégager les meilleures formes de coopération possible. Ainsi, je vois une parenté étroite entre l'alinéa b) du paragraphe 2 de la proposition de résolution et le paragraphe 3, puisque d'une part, l'on invite les ministres à « formuler des propositions concrètes sur la suite à donner à la coopération en matière de politique extérieure » et que, d'autre part, l'on insiste pour que ces structures aient « un caractère progressivement plus communautaire ».

Nous n'avons pas refusé de voter ce paragraphe, je voudrais l'éclairer d'un mot.

Tout d'abord, il ne faut pas méconnaître l'importance des réalisations faites en vertu du rapport Davignon. Ces réalisations m'apparaissent un peu sous la forme d'un iceberg : ce que l'on voit, ce sont les réunions périodiques des ministres des affaires étrangères et les comptes rendus qui nous en sont faits

Habib-Deloncle

dans ce Parlement ; ce qu'on ne voit pas, et qui à mon avis est peut-être aussi important, ce sont les habitudes qui se prennent aux échelons des ministères des affaires étrangères nationaux, de concerter leur politique dans les réunions des directeurs politiques des différents ministères et, éventuellement, de nommer des groupes de travail pour arriver à dégager des opinions communes sur un certain nombre de questions.

Je pense, Monsieur le Président de la commission politique, que lors de notre prochaine confrontation avec le président en exercice, venant au titre de président de la conférence des ministres des affaires étrangères, nous serions bien inspirés de lui poser des questions. Comme il ne fait qu'une personne avec le président en exercice du Conseil de ministres, il entendra cette question, qui porte sur la manière dont fonctionnent dès à présent, les mécanismes prévus par le rapport Davignon, non seulement à l'échelon des ministres, mais aussi à celui des directeurs ; quels sont les groupes de travail qui ont été constitués ? quel est le rythme de travail ? Puisque certains de nos collègues sont intéressés, à juste titre, aux problèmes institutionnels, ne nous bornons pas à voir comment nous voudrions que les institutions fonctionnent dans le futur, mais examinons comment fonctionnent déjà ces institutions de type nouveau.

Faut-il que ces institutions prennent comme le dit la proposition, un caractère « progressivement » plus communautaire ? Le mot progressivement à lui seul est susceptible d'une large appréciation. Ma tendance serait de comparer la construction européenne, du point de vue de l'harmonie que nous lui souhaiterions, à l'Acropole. Y a-t-il quelque chose de plus harmonieux que l'Acropole ? Lorsqu'on la regarde au soleil levant, on a l'impression de la perfection dans l'harmonie. Pourtant, l'Acropole est faite d'éléments divers. On n'a pas construit l'Erechtheion sur le même modèle que le Parthénon, on n'a pas érigé côte à côte quatre ou cinq Parthémons dans l'Acropole, et cependant l'Acropole est harmonieuse.

Ce que nous devons rechercher dans la construction européenne c'est l'harmonie des différentes parties. Est-il nécessaire de rechercher cette harmonie à partir d'une formule unique ? Les signataires du traité de Rome ont créé une construction *sui generis*, bien adaptée, nous nous en rendons compte, à la solution des problèmes économiques, qui a, par ailleurs, des faiblesses et des imperfections que nous nous efforçons de corriger. Faut-il alors qu'un esprit d'uniformisation, que je croyais être cartésien mais qui me paraît être partagé par des pays qui n'ont pas la même tradition intellectuelle que la nôtre, faut-il qu'un esprit d'uniformisation et une certaine volonté maximaliste, empêchent de tirer tout ce que l'on peut extraire de formules différentes, qui peuvent être appropriées à d'autres domaines, tout en assurant la coordination nécessaire ? Je suis tout à fait d'accord

pour que la Commission joue tout son rôle dans ce domaine de coordination.

Rappelons-nous qu'à trop vouloir demander, en 1962, on a retardé de près de dix ans le début de la coopération politique et que ce début s'est fait sur des formules qui n'étaient même plus celles sur lesquelles, en 1962, on pouvait se mettre d'accord et qui avaient à l'époque paru à certains être insuffisantes.

Par conséquent, sans nous opposer à ce paragraphe 3, je crois que ce sur quoi il faut insister, c'est que la construction de l'Europe se fait sur des bases qui n'ont été celles d'aucun ensemble politique préexistant : il n'a jamais rien existé qui ressemblât à ce que nous sommes en train de réaliser.

C'est donc l'imagination qui doit présider à notre œuvre, une imagination créatrice et éclairée par la finalité qui, de plus en plus, nous est commune ; celle d'une Europe indépendante, démocratique bien sûr, et jouant son rôle dans le monde.

Son rôle, nous le savons, c'est un rôle de paix, de développement, non pas seulement pour nous-mêmes mais pour les peuples qui attendent ce développement pour accéder à un niveau de vie convenable.

C'est un rôle universel à la mesure du message que les Nations européennes tiennent de leur vieille civilisation, à la fois hellénique et chrétienne.

Tant que nous ne perdrons pas de vue le message, tant que nous ne perdrons pas de vue les finalités, je suis sûr que nous trouverons un accord sur les moyens.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Leonardi.

M. Leonardi. — (I) Monsieur le Président, chers collègues en ce qui concerne la proposition de résolution, nous confirmons le vote que nous avons déjà exprimé en commission politique, c'est-à-dire que nous nous abstenons. La résolution, dans le texte qui nous est présenté, n'est en effet, quant au fond, ni bonne ni mauvaise ; sur certains points, comme le paragraphe 1, déjà cité à plusieurs reprises et dans lequel on invite les gouvernements à définir le rôle concret que peut et doit jouer l'Europe démocratique et indépendante dans le monde, nous sommes d'accord. En ce qui concerne le paragraphe 2, il s'agit sans aucun doute de problèmes d'une importance indéniable et qu'il est juste de signaler, mais à l'égard desquels nous prendrons position lorsque s'exprimera une politique à une seule voix, et à condition que cela se produise, du fait que nous croyons devoir partager aujourd'hui à ce sujet les réserves déjà exprimées par d'autres collègues. Donc, au cours de la session de novembre, nous pourrions reprendre la question dans son ensemble.

Leonardi

Je crois qu'au cours de la session d'aujourd'hui, toutefois, il ne nous est pas possible de ne pas relever les injures du temps en ce qui concerne cette proposition de résolution qui aurait dû être discutée il y a quelques mois déjà ; nous ne pouvons pas cacher que les événements du 15 août comme d'ailleurs les autres plus récents qui ont déjà été mentionnés par d'autres collègues, concernant l'initiative prise par l'Union soviétique et par les États-Unis et en général tous les changements qui ont eu lieu au cours de ces mois, ont radicalement modifié la situation. En fin de compte, les États-Unis, par leur décision du 15 août, ont posé un problème de caractère global à l'égard de la Communauté ; c'est-à-dire qu'ils ont soulevé des problèmes de caractère monétaire, commercial, de défense, de rapports avec les pays sous-développés. Ils ont mis en cause la nature même de la Communauté et ses possibilités d'existence. Si nous voulons être cohérents avec le paragraphe 1 qui demande aux gouvernements de définir une position concrète de l'Europe démocratique, nous ne pouvons pas ne pas rappeler la nécessité d'affronter les problèmes des rapports avec les États-Unis sur une base uniforme et avec une seule voix, en rappelant ce qui est en train de se produire, autrement dit les diverses positions des pays de la Communauté par rapport à la demande des États-Unis et la possibilité que cette divergence de positions peut nous conduire à la désintégration de la Communauté elle-même.

Chaque pays membre peut être tenté de résoudre individuellement ses propres problèmes ; et cela se voit dès aujourd'hui alors que les États-Unis font des propositions différentes aux divers pays sur la base des diverses positions que ceux-ci ont adoptées à l'égard de leur demande.

Déjà au cours de la dernière réunion de notre Parlement à Luxembourg, j'ai attiré votre attention sur le fait que, dans l'histoire de la Communauté européenne, les difficultés nationales ont toujours eu la priorité sur les nécessités communautaires et dans le passé, ce problème a dû être résolu tant bien que mal dans le cadre de la Communauté elle-même ; j'ai mis alors l'accent, tout comme aujourd'hui d'ailleurs, sur la situation dans laquelle nous nous trouvons et qui représente une possibilité bien inférieure à ce qu'elle était par le passé ; nous sommes donc en présence d'une véritable et réelle possibilité de désintégration.

À l'origine, nous nous étions basés sur la maturation de l'intégration économique pour en arriver à l'union politique. Aujourd'hui cette intégration économique elle-même est mise en cause par une action externe et nous ne croyons pas que l'on puisse en faire abstraction.

On ne voit pas très bien comment pourraient être prises et quelle valeur auraient des positions unilatérales par rapport aux problèmes mis en évidence au

paragraphe 2 de la résolution de M. Scarascia Mugnozza, problèmes très importants de politique étrangère, à moins que l'on ne fasse un grand effort pour affronter, sur une base globale, le problème principal qui est celui des rapports de la Communauté avec les États-Unis, c'est-à-dire sur la base sur laquelle les États-Unis ont posé le problème par leur récente décision. Ce n'est que de cette façon que nous pourrions vérifier la validité de l'intégration économique et donc la possibilité d'en arriver à des positions politiques communes, que nous pourrions donc transposer dans la réalité les arguments mis en évidence au paragraphe 2 et à ceux dont il est question au paragraphe 3, dans lequel est soulignée la nécessité d'en arriver progressivement à des solutions toujours plus communautaires.

J'en viens à la conclusion de mon intervention et je voudrais attirer votre attention sur ce qui a déjà été mis en évidence dans le rapport sur l'avenir politique de la Communauté européenne présenté par M. Scarascia Mugnozza, le 5 octobre 1970, c'est-à-dire que l'unité politique est large et peut embrasser une série de problèmes de natures très diverses. Il est possible de retenir que l'élan plus concret vers l'unité politique doit dériver d'un progrès de la structure des institutions. C'est une possibilité. À cette union politique s'oppose toutefois la notion d'une extension de la coopération et de l'intégration des pays européens aux secteurs non économiques et non couverts par les traités existants.

Dans ledit rapport, on soulignait que la voie dans laquelle on s'était engagé était la seconde et que ce choix ne correspondait toutefois pas — je cite textuellement — aux désirs du Parlement européen. Je crois que dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, et justement en raison des événements récents, cette position devrait être réexaminée et qu'il faudrait éventuellement procéder à certaines révisions de nos positions.

En substance, nous jugeons nécessaire, et toujours plus nécessaire, de réformer et de réviser profondément la construction communautaire et, dans ce but, notre Parlement doit assumer une position plus active.

M. le Président. — La parole est à M. Cantalupo.

M. Cantalupo. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, j'adhère pleinement et sans réserve, tant en qualité de membre du groupe libéral qu'à titre personnel au rapport de M. Scarascia Mugnozza, président de la commission politique, car il a fait un exposé vraiment complet, non tellement du passé que du présent et de l'avenir et que c'est ce qu'il fallait faire pour délimiter les possibilités et la volonté du Parlement de participer à la situation nouvelle.

Cantalupo

Sur le fond, je suis d'accord avec les autres orateurs qui m'ont précédé, mis à part certains points sur lesquels je suis d'un avis opposé. Je voudrais dire à M. Lückner, à M. Habib-Deloncle et à M. Berkhouwer, qui a fait un excellent discours au nom de notre groupe, que nous sommes désormais tous d'accord pour dire que la transformation profonde qui est en train de se faire dans les rapports mondiaux exige une mise au point, une promotion des pouvoirs de la Communauté, de la participation de la Communauté et, par elle, du Parlement européen.

Si le Parlement européen est l'instrument législatif, donc théoriquement l'instrument politique, de la transformation constante et progressive dont a parlé notre collègue, M. Habib-Deloncle, eh bien, je crois qu'aujourd'hui, à l'unanimité des représentants des différents groupes politiques, nous avons posé le problème, nous avons défini l'autorité, les devoirs et les droits du parlement, eu égard aux problèmes mondiaux qui se présentent de façon urgente, et personne n'a contesté cette progression réaliste. Nous devons nous demander si nous avons toute l'autorité politique voulue et s'il y a une volonté unique. Dans un certain sens, la discussion de ce jour constitue un témoignage de la jeunesse spirituelle de ce Parlement qui n'entend pas être mis à l'écart mais participer en première ligne. Toutefois, tous les organismes qui se réunissent depuis 7 ou 8 mois tiennent compte de façon très relative de ce Parlement et n'a-t-il pas été demandé aujourd'hui dans quelle mesure le Parlement devra prendre contact avec le Conseil des Ministres et avec la prochaine conférence au sommet. Ce sont là des questions d'actualité auxquelles je m'associe.

Nous sommes en train d'assister à une transformation profonde de la politique mondiale. La politique triangulaire des États-Unis constitue un fait nouveau, tout aussi important dans le monde que l'« Ostpolitik » du Chancelier Brandt. Ce sont là des événements qui influent de très près sur la vie de la Communauté ; c'est une transformation interne et externe. Le monde est en mouvement, il ne s'arrête jamais et nous devons penser à ne pas nous arrêter, nous non plus. C'est là je crois l'esprit que nous devons considérer comme l'expression de notre volonté et de nos sentiments.

Les différents orateurs ont soulevé le problème institutionnel et le problème politique communautaire : lequel doit avoir la priorité ? Nos amis du groupe UDE pensent que les problèmes fondamentaux sont les problèmes politiques mais tout dépend du fait de savoir si nous saurons, par une forte action politique rendre moins importants les problèmes institutionnels. Sinon, ils prendront le dessus comme étant les seuls instruments possibles de notre participation. En raison de la rapidité avec laquelle se transforme notre réalité internationale, mettre au premier plan des problèmes institutionnels pourrait signifier retarder la politique commune européenne. Certes,

les problèmes politiques viennent en premier ; ils appellent l'expression de la volonté du Parlement.

La conférence au sommet est très proche. Je m'associe à ce qui a été dit par presque tous les orateurs sur l'opportunité et la nécessité de cette conférence, mais les problèmes des institutions communautaires devront prendre, en outre, une position de premier plan : ou le sommet continuera à considérer la politique européenne comme un des instruments pour redonner la paix au monde, et nous y apporterons notre contribution totale, ou on tiendra compte de nous uniquement pour la forme, et alors nous assisterons à une régression de l'institution communautaire et nous réagirons sur le plan de la polémique : mais comment ? Mieux vaut prévenir. La présence du ministre des affaires étrangères italien nous permet de dire que ces choses dépendent de lui et de ses collègues.

Voilà les questions qui doivent être prises en considération par les ministres au sein du Conseil.

S'il est vrai qu'existe une politique communautaire, le prochain sommet ne pourra l'ignorer. Nous attendons une réponse à une question qui en réalité dérive du fait que nous existons en tant qu'organisme. Si l'on nous dit que c'est un organisme nécessaire, nous sommes décidés et nous avons la volonté d'y participer de façon active. Cela m'a semblé être l'état d'esprit exprimé aujourd'hui par tous les orateurs qui sont intervenus sur le rapport de M. Scarascia Mugnozza. Il y a eu une unanimité de caractère spirituel et également de caractère politique, qui correspondent d'ailleurs à la gravité des événements. Je fais une hypothèse qui n'est pas absurde mais qui en un certain sens s'impose : si la transformation de la politique mondiale, à la suite des initiatives américaine, soviétique, chinoise ou de certains autres États européens, devait progresser rapidement et si donc nous nous trouvions, plus ou moins immédiatement, mis à l'écart, la phase présente serait celle où l'on aura essayé de donner une unité à l'Europe mais où l'on n'a pas réussi et où l'on est passé à d'autres sujets, à d'autres instruments et à d'autres moyens pour chercher à stabiliser la paix dans le monde.

Je crois que le moment est vraiment décisif pour tous les organismes communautaires et spécialement pour ce Parlement ; si nous laissons passer ce moment sans intervenir dans des décisions définitives, nous serons évidemment et très rapidement dépassés. C'est là une parole grave mais je crois interpréter de cette façon — si j'ai bien compris la pensée des orateurs qui m'ont précédé — le sentiment de l'Assemblée. Ces paroles, je les prononce également en tant que doyen d'âge du Parlement. Nous devons chercher à rendre notre organisme plus jeune, plus dynamique, et surtout à le rendre plus capable de participer aux événements mondiaux.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Cifarelli.

M. Cifarelli. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, d'accord avec le président du groupe socialiste, je prends la parole à titre personnel pour exprimer, dans cette discussion, la pensée du courant politique démocratique auquel j'appartiens, et qui dès le début du mouvement européen, a soutenu l'idée des États-Unis d'Europe. Loin d'être pour nous représentée par un nationalisme qui doit au fur et à mesure réajuster son tir ou par un internationalisme qui doit peu à peu tenir compte des réalités nationales, cette idée se fonde sur la conviction que le développement des réalités nationales en Europe comporte précisément la création des États-Unis, de la fédération de l'Europe.

J'ai aussi pris la parole pour rappeler que tout ce que nous avons fait en matière d'intégration économique ne représente qu'un pas, une tentative pour atteindre l'intégration politique. Je voudrais encore dire que ce qui a été affirmé tout à l'heure, à savoir que le processus d'intégration économique subit une crise à cause des récentes orientations de la politique américaine, est inexact. Cette intégration était déjà en crise, en ce sens qu'elle marquait le pas devant l'incompréhension de nombreux secteurs qui ne savent pas s'affranchir d'une vision étroite des intérêts nationaux, fût-ce dans le cadre communautaire.

C'est précisément pour ces raisons que notre discussion d'aujourd'hui est tellement importante. Nous l'avons d'ailleurs perçu dans les paroles de M. Lückner, qui, se référant à la situation politique de son pays, et en particulier à la « Ostpolitik », avec ses succès et ses limites, a insisté non seulement sur la nécessité de l'« accrochage » européen mais aussi sur celle du développement du processus d'intégration européenne.

Il est vrai que tout change rapidement, mais la politique de Washington n'est pas la seule à changer. Récemment, à propos du voyage de M. Nixon à Moscou et à Pékin, un brillant journaliste italien a fait l'observation suivante : imaginez les réactions de l'opinion publique de ces pays (opinion publique qui existe, en dépit des régimes autoritaires et policiers) à l'occasion de la visite du président des États-Unis qui aura droit à force sourires et expressions de sympathie au cours de réceptions irréprochables au moins dans leur forme ! Or, Nixon représente pour ces pays exactement le contre-pied de leurs conceptions économique, politique idéologique, et si les gouvernants de ces pays font de tels efforts, il est évident que, là aussi, beaucoup de choses sont en train de changer : mais c'est justement parce qu'elles changent — et qu'elles changent rapidement — que l'absence de l'Europe est très grave, voire catastrophique. La lutte contre le temps est plus dramatique que jamais pour l'Europe libre, pour l'Europe occidentale.

Pour ma part, je dirai au sujet de la proposition de résolution que j'approuve, qu'outre le paragraphe 1 (dont je reparlerai dans un instant) ce qui est important, c'est surtout l'alinéa b) du paragraphe 2, par lequel on demande de formuler des propositions concrètes sur la suite à donner à la coopération en matière de politique extérieure, ce qui revient en fait à dire : oui à la mise en œuvre de la procédure Davignon, même si nous n'avons jamais manifesté une sympathie débordante à son égard ; oui à la conférence au sommet ; et si la proposition du Président Pompidou visant à la création d'une confédération est reprise, elle sera, elle aussi, la bienvenue, bien qu'en tant que fédéraliste convaincu, j'estime que la confédération est une consécration de discordes et de dysfonctionnements et qu'il faut s'acheminer vers l'État fédéral.

Le problème de l'indépendance de l'Europe est étroitement lié à celui de ces institutions ; permettez à un disciple de Mazzini de dire que s'il est vrai que pour une nation la condition de son existence est la conscience d'être telle, il n'est pas moins vrai que la conscience de l'Europe est à la base du processus qui doit la conduire vers une cohérence et une existence institutionnelles ; mais l'indépendance de l'Europe, c'est-à-dire une efficacité et une valeur politiques face au monde, à l'Est comme à l'Ouest, ne sera réalisée que si l'Europe parvient à prendre corps sur le plan institutionnel.

Mon propos n'est pas d'exprimer une conception maximaliste qui ne tienne aucun compte des réalités ; de nos jours, en Europe, nous sommes tous préparés pour le chemin que nous parcourons et dont nous connaissons les difficultés ; cependant j'estime qu'en ce moment, il faut veiller à n'être ni aveugles ni défaitistes : nous ne devons pas être défaitistes à l'égard de ce qui a déjà été acquis, y compris les pouvoirs très limités de ce Parlement, qui doivent être développés et en même temps intensément défendus ; mais nous ne devons pas non plus être aveugles. L'Europe a fait son chemin dans des situations angoissantes à partir de 1948. La peur, l'angoisse, la pression extérieure, et puis voilà que nous, Européens, avons eu un grain de sagesse : aujourd'hui, il n'y a pas de blocus de Berlin, il ne semble pas non plus que l'indépendance de chacun des États coure du moins ouvertement, un danger immédiat, et pourtant je suis convaincu que la situation est plus dangereuse qu'en d'autres temps et plus insidieuse. Peut-être, au fond d'eux-mêmes, nos collègues de langue allemande qui pensent à la République fédérale et à ses problèmes savent-ils que mes paroles se réfèrent à une réalité qui dépasse ce que je peux exprimer ici. Voilà pourquoi je déclare qu'il ne faut pas être impatients, mais constructifs, et surtout ouvrir les yeux en face d'une réalité. Peut-être l'occasion historique de faire l'Europe se présente-t-elle à nous pour la dernière fois.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Malfatti.

M. Malfatti, président de la Commission des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, au nom de la Commission, je tiens à vous dire combien j'ai été heureux d'assister à ce débat d'une haute tenue, excellemment introduit par M. Scarascia Mugnozza, président de la commission politique.

Je voudrais tout d'abord dire qu'au fond je suis d'accord avec les déclarations que vient de faire M. Habib-Deloncle, auxquelles j'apporterai toutefois quelques précisions. Il est certain, Monsieur Habib-Deloncle, qu'il faut avoir de l'imagination, surtout lorsque l'on représente aussi une réalité institutionnelle, dont nous avons toujours affirmé qu'elle est caractérisée constitutionnellement par le caractère évolutif de la construction communautaire. C'est un caractère évolutif qui se manifeste, entre autres, dans l'indication, d'une part, des objectifs politiques contenus dans le traité de Rome et, disons, dans le retard, d'autre part, accumulé tant sur le plan des activités institutionnelles que des politiques communes dans la poursuite de ces objectifs politiques.

Nous nous trouvons aujourd'hui face à une situation qui exige de nous que nous fassions preuve d'imagination. Mais il s'agit d'une situation dans laquelle, si nous n'y prenons garde, la réalité dépassera l'imagination, je veux parler de l'imagination européenne. Nous devons veiller à ne pas tomber dans un purisme abstrait de nature juridique, mais à faire preuve d'un certain sens concret des choses ; nous devons non seulement prendre pour modèle le Parthénon dans la perfection de ses formes, mais nous rappeler que le Parthénon est constitué d'éléments divers harmonieusement assemblés. Et nous devons surtout constater — avec un certain déplaisir dirai-je — que des transferts abusifs — ne pouvons-nous aujourd'hui admirer certains éléments fondamentaux du Parthénon, non à Athènes, mais à Londres — ont interrompu cette harmonie.

Voilà pourquoi, Monsieur Habib-Deloncle, sans vouloir imaginer dans l'abstrait un modèle, nous devons toutefois mettre à profit l'histoire du Parthénon, de cet insigne monument auquel vous avez fait allusion et qui pourrait nous servir de modèle pour résoudre les problèmes qui restent ouverts à l'intérieur de la Communauté européenne.

Il ne fait aucun doute que les objectifs politiques de la Communauté ne sont pas une indication abstraite. Ils doivent être une indication bien présente à notre sensibilité, si nous voulons aujourd'hui — comme le Parlement européen en a donné la preuve dans toutes ses interventions d'aujourd'hui — répondre, comme réalité politique opérante, au défi concret qui nous est lancé, à nous Européens, en ce moment d'intense transformation de la situation internationale.

Nous enfermer dans une vision juridique erronée, en refusant d'admettre que nous nous trouvons aux

prises avec une série de problèmes qui se ramènent à un problème politique de caractère général reviendrait à se complaire dans la voie des retards européens et à ne pas trouver la bonne route pour donner une réponse globale européenne à ces problèmes. Or, ce sont des problèmes d'une telle urgence et d'une telle ampleur qu'ils risquent justement — comme je le disais avec une pointe d'ironie — de faire en sorte que cette période soit caractérisée par le fait que la réalité dépasse l'imagination. Définir des limites de compétence, des cadres de compétence dans une situation comme celle que nous connaissons actuellement est à mon avis absolument arbitraire et ne nous permet pas de trouver une réponse politique efficace.

Quels sont les problèmes majeurs auxquels nous avons à faire face ? Partant du problème posé dans des conditions dramatiques et unilatéralement par le président Nixon le 15 août, nous devons tout mettre en œuvre pour parvenir à une amélioration de l'organisation mondiale du commerce, à une réforme du système monétaire mondial, à une stratégie élaborée de l'Europe à l'égard des pays en voie de développement et à une nouvelle répartition des responsabilités en matière de défense. Sur le plan de l'équilibre international des forces, nous sommes arrivés à la fin du bipolarisme rigide. Nous n'assistons pas tant, comme l'a dit un illustre journaliste français, à l'apparition d'un tripolarisme qu'à une évolution de la situation internationale vers un multipolarisme, situation qui exige non une absence mais une présence européenne. Face à ces problèmes, qui sont les problèmes concrets qui peuvent nous permettre de savoir si nous existons ou non, si nous avons la volonté d'aller de l'avant ou non, pouvons-nous nous limiter à reconnaître et à prendre acte de ce que sont les compétences au sens strict que nous trouvons dans les divers articles du traité de Rome ? Je ne crois pas avoir failli à mes devoirs de Président de la Commission des Communautés européennes, en évoquant, par exemple, hier encore, au Conseil de la Communauté les problèmes de la défense, car s'il est évident que les différents problèmes seront abordés selon les calendriers qui varieront et en divers endroits, il ne fait aucun doute que nous nous trouvons en face d'un problème qui, en substance, est un problème unique et un problème de caractère politique général.

Face à cette situation en mouvement qui exige notre présence, face à cette phase d'accélération de la situation internationale, il y a un risque de vide de la part de la Communauté, ne serait-ce que parce qu'elle traverse une période transitoire, qui doit la conduire d'une Communauté à Six à une Communauté à Dix. D'une part, comme il est souhaitable, le traité d'adhésion des pays candidats sera signé d'ici à la fin de l'année ; d'autre part, c'est seulement le 1^{er} janvier 1973 que nous aurons une Communauté à Dix pleinement opérante dans toutes les institutions. Or, voici que confrontés à l'intérieur de la Communauté

Malfatti

avec des problèmes sérieux et extrêmement graves à tel point que si l'on ne normalise pas d'urgence la situation, le bon fonctionnement de la Communauté, pour ne rien dire de son développement, auquel fait obstacle cette situation absolument anormale et pathologique que nous connaissons, courra de graves risques avec une poussée à l'extérieur de la Communauté, avec la nécessité par conséquent de retrouver la voie d'une initiative européenne, afin d'être des interlocuteurs efficaces, nous risquons au cours de cette phase de passage d'une Communauté à Six à une Communauté à Dix, d'assister à une carence des institutions par rapport à l'acte politique de l'élargissement qui est déjà décidé et a déjà été accepté. Nous risquons donc de tomber dans une situation de routine, ce qui est tout le contraire de ce qu'une analyse objective et sereine de la réalité politique européenne nous impose de faire.

C'est dans cette optique que la Commission a appuyé dès le début, c'est-à-dire dès le 19 août, la proposition avancée par le Président de la République française, M. Pompidou, de convoquer un sommet européen. C'est un sommet qui ne pourra évidemment, à notre avis, avoir lieu qu'après la signature du traité d'adhésion par les pays candidats et auquel devront participer tant les chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de la Communauté que les chefs de gouvernement des pays candidats à l'entrée dans la Communauté. M. Lautenschlager me permettra de dire que ce n'est pas sans un certain étonnement que je l'ai entendu, si j'ai bien compris, exprimer une certaine réserve sur notre position, comme s'il fallait encore que j'expose les raisons qui ont amené la Commission à apporter sa contribution sur le plan de la signification politique à attribuer à ce sommet.

Évidemment, je suis toujours à la disposition du Parlement européen, et ce m'est autant un plaisir qu'un devoir. C'est d'ailleurs justement en raison du respect que je porte à cette institution que je ne répéterai pas les arguments que j'ai déjà présentés et que je me demande s'il est bien nécessaire de répéter ce que je crois avoir abondamment exposé au nom de la Commission, le 5 octobre, à la réunion de la commission politique, au sujet des raisons qui ont incité la Commission des Communautés européennes à se prononcer dès le début en faveur du sommet.

Résumons brièvement ce que doit être ce sommet. En premier lieu, il s'agit d'éviter le climat de routine qui pourrait se créer au cours de cette phase de passage d'une Communauté à Six à une Communauté à Dix. En deuxième lieu, il est nécessaire de revoir le calendrier et le programme de travail de la Communauté. En troisième lieu, il convient en particulier de relancer la Communauté en définissant les voies et moyens permettant de la renforcer, notamment à l'égard d'un problème capital, celui de l'union économique et monétaire. En quatrième lieu, nous devons faire face à un problème important auquel se réfère la proposition de résolution soumise à notre examen,

là où elle parle de l'urgence qu'il y a à définir le rôle concret qu'une Europe démocratique et indépendante peut et doit jouer dans le monde. Et il ne s'agit pas ici d'un fait abstrait, mais d'un fait extrêmement précis et concret dès l'instant où, d'une part, il y a la confrontation globale avec les États-Unis et où, d'autre part, nous ne pouvons évidemment ignorer la conférence sur la sécurité européenne. La bonne volonté des pays de la Communauté à l'égard d'un acte aussi important pour l'avenir de l'Europe est en effet souhaitable, dès l'instant où ces pays doivent rassembler leur forces et leurs idées pour se présenter unis.

La Commission appuie sans réserve la préparation du sommet dont on dit justement qu'il doit être bien préparé. Or, pour le bien préparer, la Commission estime de son devoir de participer à cette préparation et, par conséquent, de ne pas rester étrangère à un acte aussi important pour le proche avenir de notre Communauté.

Dans le cadre de l'union politique, la Commission concourt par tous les moyens dont elle dispose au développement de l'union politique ; elle le fait parce qu'elle a choisi, dès le début, la voie dite pragmatique, d'où la contribution que nous avons offerte sur les points pour lesquels il y a une responsabilité communautaire. Aujourd'hui même le secrétaire général de la Commission participe, à Rome, à la réunion du Comité politique, ce qui prouve qu'il y a participation de la Commission à tous les niveaux.

Mais évidemment, la Commission a également l'intention d'apporter tout son concours à l'autre point important, qui a été souligné par M. Scarascia Mugnozza et repris par de nombreux parlementaires qui sont intervenus au cours du débat, je veux parler de la suite à donner à l'union politique par la présentation, en 1972, d'un second rapport. C'est un point sur lequel nous nous sommes efforcés d'éclaircir au maximum notre position.

Nous estimons qu'il s'agit là d'une affaire à laquelle la Commission doit participer à part entière à tous les niveaux. Et cela d'autant plus que, le rapport Davignon lui-même nous déclare que le deuxième rapport devra être conçu aussi en termes de renforcement de la Communauté : Les ministres devront tenir compte des progrès qui seraient accomplis « dans le cadre des Communautés européennes notamment en vue de renforcer les structures et de les mettre ainsi en mesure, si cela apparaissait nécessaire, de répondre de manière satisfaisante à l'accroissement et au développement de leurs tâches ».

Or, étant donné que la Commission a à la fois une responsabilité de gardienne du traité et un indiscutable droit d'initiative, également en ce qui concerne l'évolution du traité de Rome, il serait évidemment arbitraire de vouloir l'écarter de l'élaboration de ce second rapport des ministres des Affaires étrangères.

Malfatti

Une interprétation notariale du traité de Rome est surtout manifestement contredite par la réalité politique en mouvement, par cette réalité qui impose justement de ne pas créer de cloisons entre l'aspect politique et l'aspect économique du processus de la construction européenne. Mais, je le répète, même selon une interprétation notariale et étroite du traité, il serait à mon avis arbitraire d'écarter la participation de la Commission, pour la raison fondamentale que la rédaction du nouveau rapport devra consigner la volonté politique des pays membres de réaliser de réels progrès dans le sens d'un renforcement effectif et concret des Communautés, donnant ainsi une réponse positive aux objectifs politiques inscrits dans le traité de Rome.

Telles sont, Monsieur le Président, brièvement résumées, les considérations qu'au nom de la Commission, je me suis permis de soumettre à l'attention de l'honorable Assemblée, et en particulier du rapporteur et des parlementaires qui sont intervenus dans cet important débat.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 3, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Après le paragraphe 3, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Califice, au nom du groupe démocrate-chrétien et dont voici le texte :

Insérer après le paragraphe 3, un paragraphe additionnel ainsi conçu :

« 3 bis. Invite les ministres des affaires étrangères à mettre à l'ordre du jour de leur réunion de novembre 1971 les problèmes du Pakistan, non seulement en vue de renforcer l'aide alimentaire, mais aussi en vue d'assurer une solution négociée pour rétablir la paix dans cette région du monde ; »

La parole est à M. Califice pour défendre cet amendement.

M. Califice. — Monsieur le Président, au cours de la discussion générale qui vient de se dérouler, il a été fait allusion, dans plusieurs interventions, à la situation créée dans cette région du monde extrêmement importante que sont l'Inde et le Pakistan. C'est la raison pour laquelle il m'apparaît nécessaire de traduire

dans notre résolution cette préoccupation qui a été exprimée ici, ce matin, et qui, par ailleurs, l'avait déjà été lors du débat précédent, le 7 juillet dernier. En effet, M. Girauda avait rappelé, dans son intervention, que si le Parlement européen venait de voter une résolution sur l'aide alimentaire aux réfugiés du Pakistan, il se posait néanmoins, dans cette région du monde, un problème d'ordre politique auquel les instances de la Communauté européenne devaient être attentives.

Depuis lors, une série d'événements se sont succédé. Après notre débat du 7 juillet 1971, nous avons eu les échos d'une visite de deux parlementaires néerlandais, MM. Cornelissen et ter Beek, qui se sont rendus en Inde et qui, après avoir obtenu l'autorisation de se rendre au Pakistan, se sont vu refuser l'entrée dans ce pays. Ils ont établi un rapport sur la situation de ces pays, qu'ils ont constatée de visu. Ils ont indiqué que si le problème de l'aide alimentaire aux réfugiés est extrêmement important, il se pose également dans cette région du monde un problème d'ordre politique.

Les dernières nouvelles, dont la presse s'est fait l'écho ces derniers jours et selon lesquelles une tension existerait aux frontières de l'Inde et du Pakistan, remettent, en quelque sorte, au premier plan de l'actualité cette situation tragique. On parle d'un génocide de plusieurs millions de personnes au Pakistan. Il y a plus de huit millions de réfugiés en Inde. Des problèmes politiques sont posés, non seulement à l'intérieur du Pakistan, mais entre l'Inde et le Pakistan.

C'est la raison pour laquelle nous avons, au nom du groupe démocrate-chrétien, déposé cette proposition d'amendement au projet de résolution qui nous est soumis.

Nous demandons que le Parlement européen invite les ministres des affaires étrangères à mettre à l'ordre du jour de leur réunion de novembre 1971 — je cite le texte original et indiquerai dans un instant les modifications à y apporter — « les problèmes du Pakistan, non seulement en vue de renforcer l'aide alimentaire mais aussi en vue d'assurer une solution négociée pour rétablir la paix dans cette région du monde ».

A la suite des contacts que j'ai noués avec les représentants des différents groupes politiques de cette Assemblée, il nous est apparu qu'il conviendrait de cerner plus précisément l'événement, de tenir compte de l'actualité et, par conséquent, de libeller cette proposition d'amendement de la manière suivante : « Nous invitons les ministres des affaires étrangères à mettre à l'ordre du jour de leur réunion de novembre 1971 les problèmes *qui se posent aux frontières du Pakistan et de l'Inde*, non seulement en vue de renforcer l'aide alimentaire *aux réfugiés*, mais aussi en vue de *rechercher* une solution négociée pour rétablir la paix dans cette région du monde ».

Califice

Il est clair, en effet, que si nous recherchons une solution négociée pour rétablir la paix dans cette région du monde, c'est en vue d'aboutir effectivement à ce résultat. Mais ne soyons pas trop impératifs : les ministres des affaires étrangères savent que s'il faut entreprendre quelque chose dans cette direction, ce n'est pas pour aller vers un échec, mais au contraire, pour réussir !

La présence du président du Conseil de ministres et du président de la Conférence des ministres des affaires étrangères nous permettra, sans doute, d'obtenir des réponses à cette invitation, que le Parlement, je veux le croire, sera tout à l'heure unanime à exprimer. De cette façon, l'Europe, après tout ce débat que nous venons d'avoir, sera enfin présente dans ce problème d'actualité.

(Applaudissements)

M. le Président. — Pour mettre les choses au point, je vais vous lire le texte du paragraphe 3 bis modifié tel que M. Califice me l'a transmis :

« 3 bis. Invite les ministres des affaires étrangères à mettre à l'ordre du jour de leur réunion de novembre 1971 les problèmes qui se posent aux frontières du Pakistan et de l'Inde, non seulement en vue de renforcer l'aide alimentaire aux réfugiés, mais aussi en vue de rechercher une solution négociée pour rétablir la paix dans cette région du monde ; »

Quel est l'avis du rapporteur sur ce texte ?

M. Scarascia Mugnozza, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, le 7 juillet 1971, le Parlement européen a déjà eu à discuter du problème du Pakistan, surtout sous l'aspect des aides matérielles. Il vota à cette occasion une résolution. Alors déjà, bon nombre de nos collègues, et en particulier M. Giraudou mirent l'accent sur la nécessité d'examiner la question également sous l'aspect politique.

Il me semble donc que l'amendement de M. Califice est non seulement intéressant, mais aussi très pertinent et qu'il peut entrer dans le cadre des travaux des ministres des Affaires étrangères. C'est la raison pour laquelle j'exprime un avis favorable à son sujet.

Puisque j'ai la parole, Monsieur le Président, et que je ne veux pas prendre du temps à d'autres discussions qui auront lieu ici ce matin, je voudrais profiter de l'occasion qui m'est offerte pour faire quelques très brèves déclarations.

Tout d'abord, je voudrais remercier tous ceux qui ont participé à la discussion des paroles d'approbation qu'ils ont eues pour la résolution dans toutes ses parties. Ensuite, je voudrais, en ma qualité de président de la commission politique, donner à tous les membres du Parlement européen l'assurance que la commission politique examine actuellement une série de rapports qui concernent précisément les problèmes

qui sont aujourd'hui en discussion, à savoir : un rapport sur le sommet, pour lequel nous présenterons en temps utile une résolution au Parlement, comme nous l'avions fait avant le sommet de La Haye ; une discussion sur les problèmes institutionnels ; une discussion sur les pouvoirs du Parlement, à la demande du Bureau du Parlement. Nous sommes donc prêts à soumettre prochainement au Parlement l'opinion de la commission politique et, partant, à ouvrir le débat.

Mais je voudrais aussi profiter de la présence de M. Moro, président en exercice du Conseil, pour lui adresser une pressante recommandation.

Monsieur le Président, vous avez pu constater que le Parlement a besoin de débattre des problèmes politiques et combien favorablement votre présence parmi nous a été accueillie. Or, il est une échéance, celle du 17 novembre, à laquelle vous viendrez présenter un exposé au Parlement européen. La commission politique a proposé au Bureau du Parlement (qui, me semble-t-il, a fait siennes cette proposition) un thème essentiellement politique pour cet exposé, à savoir le rôle de l'Europe élargie dans le monde, en vue de l'élargissement des échanges et de la consolidation de la paix. Nous espérons que vous voudrez bien faire votre exposé sur ce thème, car je crois que ce sera une occasion vraiment favorable pour permettre au Parlement européen d'exprimer ses opinions et d'ouvrir une discussion sur des sujets concrets, qui évidemment se poursuivra tant que nous n'aurons pas approuvé une résolution dans laquelle nous exprimerons concrètement, loyalement et clairement, mais aussi fermement, l'opinion du Parlement européen sur ce que l'on attend de ce sommet dont il ne saurait sortir une Europe divisée, mais au contraire une Europe qui soit, comme elle en a le pouvoir, sur le même pied que les autres continents.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1 dans la version modifiée par M. Califice et dont je vous ai donné lecture il y a un instant.

L'amendement n° 1 est adopté à la majorité.

Sur les paragraphes 4 et 5, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 4 et 5 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (*).

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 24.

5. Budget opérationnel et taux de prélèvement de la CECA pour 1972

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'exposé de la Commission des Communautés européennes sur le budget opérationnel et le taux de prélèvement de la CECA pour 1972.

La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, le Parlement européen a souhaité être informé, à l'occasion du débat budgétaire général, du projet de budget opérationnel de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que des intentions de la Commission en ce qui concerne le prélèvement pour l'année à venir.

Déférant à ce vœu, je viens donner au Parlement des indications, que nous transmettrons d'une façon plus élaborée aux quatre commissions qui, traditionnellement, se penchent sur les problèmes du prélèvement CECA.

Je voudrais d'abord faire une brève rétrospective de l'année 1971.

La Commission a répondu au souhait, qui avait été exprimé par certaines commissions, d'une augmentation de la provision pour les maisons ouvrières. M^{lle} Lulling se souviendra de la promesse que nous avons faite « en cas de possibilités ». Nous sommes parvenus à rendre possible ce qui était, à l'époque, une intention, et nous avons augmenté la dotation des maisons ouvrières de deux millions d'u.c. au cours du second semestre de 1971.

Nous avons un certain mérite à avoir tenu ce semi-engagement. En effet, et cela n'étonnera personne, la conjoncture dans le domaine de l'acier surtout a été telle que nos prévisions de recettes ne se sont pas réalisées ; la réalité sera inférieure aux prévisions de trois millions d'u.c. Heureusement, une action de réadaptation que nous avons prévue pour 1971 s'étalera sur une période un peu plus longue, ce qui fait que nous avons regagné de ce côté-là et que nous terminerons l'exercice 1971 comme prévu, à peu près sans un centime de réserve.

Pour 1972, nous avons, précisément pour pouvoir venir vous exposer aujourd'hui nos intentions, dû élaborer nos prévisions plus tôt que d'habitude, alors que la conjoncture de l'acier et la conjoncture en général sont particulièrement incertaines, de sorte que je devrai peut-être, dans quelques mois, plaider les circonstances atténuantes, auquel cas, le Parlement le comprendra, nous serons peut-être amenés à revoir certains chiffres.

Il y a, entre autres, une imprécision sur les valeurs moyennes qui nous servent de base, mais dont nous voyons dès à présent qu'elle iront vers la hausse.

Celles-ci compenseront les prévisions plutôt pessimistes en ce qui concerne le volume de production du charbon, pour lequel nous prévoyons une poursuite de la baisse et, par conséquent, du prélèvement unitaire. Pour l'acier, nous prévoyons le maintien de la production.

La combinaison des deux éléments : maintien de la production de l'acier — ce qui est incertain — et une certaine baisse de la production de charbon, d'une part, une augmentation des valeurs moyennes, d'autre part, nous permettra, en gros, de maintenir notre activité au niveau de 1971, avec une augmentation de la dotation de recherche, et, je l'espère, la possibilité de commencer à reconstituer, dans une certaine mesure, nos réserves.

En effet, la réadaptation dans l'industrie charbonnière nous permettra, croyons-nous, en 1972, de sortir peu à peu de cette mutation structurelle de l'énergie. Nous pourrions pour l'année 1972, si la conjoncture reste ce qu'elle est, reconstituer nos réserves conjoncturelles et, en même temps, augmenter la dotation de recherche.

Un mot, à présent, d'un point qui suscitera probablement des critiques assez sérieuses dans l'opinion publique et sur lequel je crois qu'il est de mon devoir d'attirer l'attention du Parlement.

Je songe au fait que les valeurs moyennes qui servent d'assiette à notre prélèvement CECA augmentent juste au moment où la conjoncture sidérurgique en particulier, mais aussi la conjoncture générale sont incertaines. Comment se fait-il que les valeurs moyennes, qui servent de base à notre prélèvement, augmentent, de sorte qu'au total, les recettes seront supérieures à la réalisation de 1971 ?

C'est par suite de dispositions qui ont été arrêtées il y a près de vingt ans, en 1952, quand nous avons élaboré ce prélèvement CECA. Ces dispositions prévoyaient que les valeurs moyennes, c'est-à-dire l'assiette, seraient adaptées, non pas de mois en mois, mais seulement si les valeurs moyennes augmentaient ou baissaient de 10 %, ce qui devait simplifier les calculs pour tout le monde, y compris les entreprises.

Or il se trouve — le fait mérite d'être souligné — que, dans un climat d'inflation où tout a augmenté depuis dix ans, l'acier est resté à sa valeur moyenne de 1957, c'est-à-dire que, depuis 1957, les prix de l'acier sont restés stables à l'intérieur d'une fourchette de 10 %.

La hausse des prix qui vient de mettre fin à cette longue période de stabilité a pour conséquence — et ce n'est peut-être pas très heureux actuellement — que la valeur moyenne augmente, augmentant, du même coup, nos recettes.

Pour le charbon, les valeurs moyennes n'ont plus augmenté depuis 1965 ou 1966, selon les qualités.

Ainsi donc, les prix des deux produits de base de la CECA, le charbon et l'acier, sont restés parmi les plus

Coppé

stables. Pour l'acier, cette fourchette de 10 % à la hausse depuis près de 15 ans mérite d'être soulignée.

Comme nos besoins : réadaptation, recherche, maisons ouvrières, etc., ont, tout le monde le comprendra, augmenté comme le niveau général des prix, une augmentation de la valeur moyenne viendra à point pour nous permettre de maintenir, en gros, notre activité au niveau des prévisions du budget de 1971 et un peu au-delà de ce que seront les réalisations de 1971.

C'est pourquoi nous pensons pouvoir maintenir le prélèvement à son niveau de croisière le mieux approprié pour nous permettre à la fois de continuer, au sein de la CECA, notre action de recherche, de réadaptation, etc., et, si la conjoncture redevient plus favorable, de constituer certaines réserves pour les périodes plus difficiles.

Telles sont nos prévisions en ce qui concerne le budget CECA et le prélèvement pour l'année 1972. Toute la documentation nécessaire est entre temps transmise aux quatre commissions. J'aurai la possibilité de développer plus amplement devant celles-ci ce que je viens d'indiquer en résumé et je serai évidemment tout disposé à répondre aux questions qu'elles voudront me poser.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Spénale pour une brève déclaration.

M. Spénale, président de la commission des finances et des budgets. — Monsieur le Président, je voudrais simplement souligner qu'il s'agit ici d'une nouvelle procédure, comme l'a d'ailleurs souligné M. Coppé dans son exposé, procédure par laquelle nous souhaitons que, tout en respectant la répartition des compétences prévue par les traités et particulièrement par le traité organique de la CECA, les débats budgétaires soient groupés et qu'il y ait le plus grand parallélisme possible dans les procédures et la plus grande synchronisation possible dans les présentations, par les autorités exécutives, des différents éléments des budgets des Communautés.

Je voudrais signaler ensuite que, comme pour le point suivant de l'ordre du jour, c'est-à-dire la présentation du budget 1972 par le président du Conseil, il ne s'agit pas d'entamer aujourd'hui une discussion détaillée sur ces prévisions et sur les intentions de la CECA. Celle-ci aura lieu le 28 octobre devant les quatre commissions réunies. Quant au Parlement, il en débattrà à la session de novembre.

Je voudrais simplement, au nom de la commission des finances et des budgets remercier M. Coppé de son introduction qui était suffisamment claire pour déjà préparer nos discussions du 28 octobre.

(Applaudissements)

6. Budget général des Communautés pour 1972

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le premier débat sur le projet de budget général des Communautés pour l'exercice 1972.

Avant d'ouvrir le débat général sur ce budget, je dois fixer, conformément à l'article 23 bis, paragraphe 3, du règlement, le délai de dépôt des propositions de modification aux différentes sections du projet de budget général.

Compte tenu du délai qui nous sépare du débat budgétaire de novembre, compte tenu également du calendrier de la commission des finances et des budgets, j'ai fixé le délai de dépôt au 27 octobre 1971.

Je rappelle également que, conformément à l'article 23 bis, paragraphe 3, du règlement, le délai de transmission des avis des commissions à la commission des finances et des budgets a été fixé au 3 novembre 1971 inclus.

L'article 23 bis, paragraphe 2, du règlement prévoit que, pour être recevables, les propositions de modification doivent être présentées par écrit, être signées par au moins cinq représentants et indiquer la disposition budgétaire qu'elles visent. La condition relative au nombre minimal de signatures est évidemment remplie si la proposition de modification est présentée par un groupe politique ou par une commission.

En vertu du traité de la CEE, le budget doit être équilibré et ce jusqu'au niveau des institutions.

Toute disposition de modification proposant des dépenses à charge d'une institution devra donc prévoir :

- soit une compensation par une diminution équivalente des dépenses de la même institution ;
- soit une augmentation équivalente des recettes.

Le principe de l'équilibre budgétaire ne peut mettre en cause le droit des parlementaires et du Parlement de prendre des initiatives qui ne respectent pas cet équilibre, par exemple en proposant des dépenses sans prévoir des recettes équivalentes.

Compte tenu du principe de l'équilibre du budget, pareilles initiatives ne seront pas considérées comme des propositions de modification au projet de budget, mais bien comme des amendements à la proposition de résolution et seront donc présentées sous cette forme.

Conformément à la disposition de l'article 23 bis, paragraphe 2, du règlement, il y a lieu d'indiquer dans le dispositif de la proposition de modification la section, le titre, le chapitre et l'article du projet de budget, tant en ce qui concerne les nouvelles dépenses qu'en ce qui concerne les nouvelles recettes. Toutefois, si les nouvelles recettes doivent être couvertes par une augmentation de la contribution des États

Président

membres, il suffira de mentionner : « La contribution des États membres est à augmenter de (indiquer le chiffre) ... unités de compte ».

Dans la justification de leur proposition de modification, les auteurs sont invités à indiquer, en plus de l'article, le poste budgétaire visé.

Compte tenu de l'importance des différentes phases de la procédure budgétaire, toutes les propositions de modification qui auront été déposées dans le délai fixé seront imprimées et distribuées à tous les membres du Parlement et toutes, aussi bien celles retenues que celles non retenues par la commission des finances et des budgets devront être reprises en annexe au rapport.

Par ailleurs, conformément à la procédure prévue par l'article 23 bis, paragraphe 6, du règlement, le texte soumis au vote du Parlement sera le texte du projet de budget tel qu'il a été transmis par le Conseil.

En conséquence, toutes les propositions de modification seront appelées en séance plénière et mises aux voix pour autant qu'elles n'aient pas été retirées par leurs auteurs.

Par respect de l'équilibre budgétaire, le vote par division d'une proposition de modification est exclu, afin d'éviter le risque de l'adoption des dépenses et du rejet des recettes correspondantes ou vice-versa. Pour la même raison, un amendement à une proposition de modification doit également être exclu. Il sera présenté sous la forme d'une proposition de modification.

Les propositions de modification seront mises aux voix de la façon suivante :

— normalement, selon l'ordre de la nomenclature du projet de budget ;

— si plusieurs propositions de modification sont déposées à un même article du projet de budget, celle qui s'écarte le plus du texte du projet sera, conformément aux dispositions de l'article 29, paragraphe 4, du règlement, appelée la première ;

— si plusieurs propositions de modification à un même article s'écartent d'une façon identique du projet de budget, les propositions de modification compensant une dépense par une diminution équivalente d'une autre dépense seront mises aux voix avant celles équilibrant cette même dépense par une augmentation des recettes ;

— enfin, si plusieurs propositions de modification à un même article s'écartent d'une façon identique au projet de budget sans que la distinction visée ci-dessus puisse être faite, les propositions de modification seront appelées et mises aux voix dans l'ordre chronologique de leur dépôt.

Il n'y a pas d'opposition à cette procédure ? ...

Il en est ainsi décidé.

La parole est à M. Moro que je salue cordialement.
(Applaudissements)

M. Moro, président en exercice du Conseil des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, c'est avec le plus vif intérêt que j'ai suivi le débat sur le rapport qui a été présenté par M. Scarascia Mugnozza ; j'ai aussi pris note des questions, des suggestions et des demandes formulées par les différents orateurs. C'est une excellente contribution que j'apprécie tout particulièrement et qui, j'en suis certain, aura pour effet d'élargir et de rendre fructueux le dialogue permanent entre les institutions de notre Communauté en vue de la réalisation de l'unité économique et politique de l'Europe.

Comme vous le savez, et comme on l'a rappelé à plusieurs reprises, j'aurai l'honneur de participer, les 17 et 18 novembre, en ma qualité de président en exercice du Conseil des Communautés européennes, à un débat général sur les perspectives de la Communauté élargie et je ferai rapport à la commission politique sur l'évolution de la coopération politique. Je rappelle aussi que les 5 et 6 novembre, aura lieu à Rome la réunion des ministres des affaires étrangères des Six et des pays candidats à l'adhésion ; je me propose donc de donner des réponses très détaillées, au cours de notre prochaine rencontre, aux questions qui m'ont été posées.

Le projet de budget des Communautés pour 1972 que j'ai l'honneur de présenter devant l'Assemblée, me semble revêtir une importance particulière, notamment pour deux raisons :

— premièrement, parce que les Communautés se trouvent à la veille d'événements d'importance majeure et vont devoir affronter des problèmes dont la solution conditionne le développement et le renforcement des activités communautaires dans leur ensemble ;

— deuxièmement, parce que c'est la première fois que l'Assemblée est en mesure d'exercer pleinement les nouveaux pouvoirs budgétaires qui lui ont été attribués par le traité du 22 avril 1970.

Je sais bien que cette nouvelle procédure budgétaire a déjà été suivie à l'occasion du budget rectificatif voté par l'Assemblée pour l'exercice 1971, mais il ne s'agissait que d'un document qui traduisait les adaptations techniques rendues nécessaires par la mise en vigueur de la décision créant les ressources propres. Cette année, par contre, l'ensemble du budget est soumis au règles nouvelles découlant du traité du 22 avril.

Dans le cadre de cette procédure budgétaire, le Conseil et l'Assemblée sont en train de discuter les modalités d'application de la résolution du Conseil

Moro

visant à assurer la collaboration la plus étroite entre nos deux institutions, et je souhaite qu'un accord complet puisse être trouvé le plus tôt possible à ce sujet. Toutefois, en ce qui concerne les procédures à suivre dans la phase actuelle, qui prévoit l'examen de la part de l'Assemblée, du projet de budget transmis par le Conseil, un accord s'est déjà dégagé entre nos deux institutions et c'est en application de cet accord que je me trouve aujourd'hui ici pour vous présenter le projet de budget.

Je suis convaincu que cette présentation, à laquelle il faut donner toute la signification politique qu'elle mérite, permettra d'instaurer entre nos deux institutions un dialogue fructueux et une collaboration qui, dans le respect des compétences respectives de nos institutions, nous amènent à l'approbation d'un budget traduisant fidèlement les exigences des Communautés et les dotant des moyens les plus appropriés en vue de la réalisation de leurs objectifs.

Il ne serait pas possible de discuter de ce budget sans avoir présent à l'esprit le cadre général dans lequel les Communautés sont appelées à agir et à se développer au cours de l'année prochaine.

L'année 1972 sera caractérisée par l'élargissement de la Communauté, qui non seulement donnera à l'Europe une nouvelle dimension géographique, mais entraînera pour la Communauté européenne de nouvelles responsabilités et de nouveaux développements, entre autres dans le domaine des relations avec les États-Unis, les autres pays industrialisés et, bien entendu, avec les pays du tiers monde.

Ce sera aussi, je l'espère, l'année qui nous permettra d'avancer encore plus sur la voie de la coopération politique — dont vous avez discuté ce matin sur la base de l'excellent rapport de M. Scarascia Mugnozza — coopération qui devra conduire progressivement l'Europe à s'exprimer d'une seule voix.

Toutefois, notre activité est également dominée par les récents événements de caractère monétaire et par les conséquences qu'ils sont susceptibles d'avoir sur les échanges commerciaux dans le monde et sur le processus d'intégration européenne lui-même.

Si les mesures adoptées par les États-Unis le 15 août dernier nous ont surpris par leur caractère soudain et unilatéral, nous devons toutefois reconnaître que nous étions depuis un certain temps conscients des graves tensions de caractère structurel auxquelles étaient soumis le système monétaire international et les rapports monétaires et commerciaux entre les principales puissances. C'est pourquoi ces mesures ont rendu plus urgente et plus importante la recherche d'une position commune — recherche qui s'est faite en contact étroit avec les pays candidats à l'adhésion — afin de surmonter le plus tôt possible la crise que nous traversons actuellement. Cette recherche est double car, d'une part, elle concerne les rapports de caractère économique et monétaire entre les Six et,

d'autre part, les rapports de la Communauté tout entière et des pays candidats à l'adhésion, d'une part, avec les autres puissances et notamment avec les États-Unis, d'autre part. Ceci nous amène à dire que ces mêmes événements, bien qu'ils aient en quelque sorte ralenti la marche vers la réalisation d'une union économique et monétaire dans la Communauté, devraient nous inciter à reprendre au plus tôt notre progression sur cette voie. L'Europe, en effet, ne pourrait pas jouer pleinement le rôle qui lui revient en raison de son potentiel économique et politique si le plan que nous avons envisagé pour la réalisation de l'union économique et monétaire ne pouvait être réalisé entièrement. Je suis personnellement convaincu que c'est seulement en poursuivant audacieusement sur cette voie que nous pourrions sauvegarder et approfondir notre processus d'intégration avec toutes ses implications de caractère politique et institutionnel.

Je sais que l'Assemblée est très attentive — et votre commission des finances en a largement discuté la semaine dernière à Rome — aux incidences de la situation actuelle sur le budget 1972.

Il est évidemment trop tôt pour évaluer maintenant ces incidences sur le commerce mondial et, dès lors, sur le bilan de la Communauté, notamment sur les recettes des ressources propres. Toutefois, en fonction de l'évolution de la crise monétaire et de sa meilleure solution, que nous espérons rapide, le Conseil ne manquera pas de prendre les mesures qui s'avèreraient opportunes en présentant, le cas échéant, un budget supplémentaire.

La nécessité d'adopter une attitude commune face à la situation monétaire et de prendre des mesures appropriées pour éviter des perturbations graves dans le fonctionnement de la Communauté a amené le Conseil à consacrer à ce problème la plus grande partie de ses travaux ces derniers mois. Il en sera vraisemblablement encore ainsi au cours des mois qui viennent. Toutefois, loin de ralentir notre action, ceci doit constituer une nouvelle incitation à progresser dans la réalisation du programme que nous nous étions fixé et qui porte sur les trois volets bien connus dans votre Assemblée, à savoir : l'achèvement, le renforcement et l'élargissement des Communautés.

En ce qui concerne l'élargissement, je suis convaincu que les négociations d'adhésion avec les pays candidats pourront se terminer à la fin de cette année, et que sera respecté l'objectif que nous nous étions fixé, à savoir : la mise en vigueur effective des adhésions le 1^{er} janvier 1973. Cela implique naturellement la poursuite de travaux importants, même après la signature du traité d'adhésion, tant pour la mise au point de nombreux dossiers techniques, que pour les adaptations qu'il sera nécessaire d'apporter aux accords que la Communauté a conclus avec les pays tiers.

Moro

Par ailleurs, nous devons affronter les négociations avec les pays de l'AELE non candidats à l'adhésion, négociations au sujet desquelles la Communauté a déjà entrepris des travaux considérables.

Puisque j'aborde le domaine des relations extérieures, je voudrais ajouter que parmi les problèmes avec lesquels nous nous trouvons confrontés et qui devront vraisemblablement trouver une solution au cours de l'année prochaine, se trouve celui de la définition des relations de la Communauté avec l'Algérie et la conclusion d'accords avec Chypre, l'Égypte et le Liban.

En ce qui concerne l'achèvement de la Communauté, il nous reste à établir définitivement les conditions assurant le fonctionnement correct d'un véritable marché intérieur. C'est dans ce cadre que nous devons poursuivre les travaux relatifs à l'élimination des entraves aux échanges de marchandises, à la politique de concurrence, à la libre prestation des services et au droit d'établissement, ainsi qu'à l'harmonisation et au rapprochement des législations.

En ce qui concerne l'approfondissement, nous nous trouvons devant la nécessité de définir la politique industrielle et la politique régionale, qui devront nous permettre de corriger les déséquilibres existant à l'intérieur de la Communauté. Nous devons en outre donner une nouvelle impulsion à la politique sociale, notamment grâce à l'entrée en vigueur effective du Fonds social rénové. A cet égard, j'ai le plaisir de vous informer qu'hier, le Conseil consacré aux questions sociales, a accompli d'importants progrès en cette matière. Nous devons compléter la politique agricole commune, notamment par la mise en œuvre du programme de réforme des structures agricoles et poursuivre nos travaux en matière de politique commerciale et de politique des transports. Nous sommes également en train de mettre au point — et je vous en parlerai tout à l'heure — le nouveau programme pluriannuel de recherche; nous devons aussi examiner les actions d'ensemble dans le secteur scientifique et technologique et entamer un débat approfondi sur la politique énergétique. Enfin, nous avons l'intention de donner un départ concret à la coopération entre les Six en matière d'éducation nationale, notamment par la création de l'Institut universitaire européen à Florence. La réunion des ministres de l'éducation nationale qui devra donner le coup d'envoi à ce programme aura lieu très prochainement.

Ce sont là les principales orientations des multiples activités dans lesquelles la Communauté est engagée et qui constituent le cadre dans lequel s'inscrit le projet de budget pour 1972. Bien entendu, toutes ces actions n'auront pas de conséquences directes sur le budget de l'année prochaine. C'est ainsi que, par exemple, les conséquences de l'élargissement, qui seront très sensibles en matière budgétaire, ne pourront être enregistrées que dans les budgets des exercices futurs. Mais ce sont précisément là les préoccupations

que je viens de vous indiquer brièvement, celles que la Commission et le Conseil ont eues essentiellement présentes à l'esprit en élaborant ce projet de budget.

Les crédits inscrits à ce projet de budget s'élèvent globalement à 3 990 467 830 u.c. et marquent par rapport aux crédits autorisés dans le budget de l'année dernière un accroissement de plus de 140 millions d'u.c. Par contre, ils représentent une réduction d'un peu plus de 20 millions d'u.c. par rapport aux crédits qui étaient initialement demandés dans l'avant-projet élaboré par la Commission.

Il convient de souligner toutefois que ce projet de budget n'est pas complet. Il ne comporte, en effet, comme vous l'aurez remarqué, aucun crédit pour les activités de recherches d'Euratom. Ces crédits, qui doivent constituer la traduction chiffrée des dépenses à effectuer dans le cadre du programme pluriannuel de recherches, ne pourront être fixés, que lorsque le Conseil aura pu arrêter ces programmes. Or, les propositions de programme de la Commission n'ont été présentées que le 7 octobre 1971 et le Conseil en a immédiatement entamé l'examen. Dès qu'une décision sera intervenue sur ce programme, le Conseil sera en mesure de compléter le projet de budget en y inscrivant les crédits à prévoir pour son exécution et il sera amené à modifier aussi, en conséquence, la partie relative aux recettes. En ce qui concerne celles-ci, il faut toutefois remarquer que les seules recettes susceptibles d'être modifiées sont celles représentées par les contributions des États membres qui devront être augmentées à concurrence des crédits octroyés aux activités de recherches. J'ai le ferme espoir que dans les prochaines semaines, le Conseil sera en mesure de prendre une décision en la matière et de soumettre dès lors à l'Assemblée la partie du budget relative aux recherches.

Toutefois, si contrairement à toute attente, il n'était pas possible de parvenir en temps utile à une décision sur le programme, nous ne manquerions pas de proposer en tout cas à l'Assemblée les mesures nécessaires à prévoir dans le projet de budget pour 1972 en matière de recherches.

En ce qui concerne le détail même du projet de budget que j'ai l'honneur de vous présenter, je tiens en premier lieu à faire état de prévisions de recettes pour 1972, qui, toutefois, comme je l'ai déjà souligné, devront être réexaminées au moment où sera adoptée la partie du projet de budget relative aux dépenses pour la recherche.

Les prévisions de recettes au titre des ressources propres — prélèvements agricoles et droits de douane — pour 1972 sont en accroissement par rapport à celles de l'année en cours. Ces prévisions passent en effet de 1 340 000 000 u.c. en 1971 à 1 834 000 000 en 1972. Cet accroissement est essentiellement dû au fait que, sur la base de la décision du 21 avril 1970, une part plus importante de ressources propres est

Moro

attribuée à la Communauté. Les prévisions de recettes pour 1972 au titre des ressources propres représentent 46 % de l'ensemble des prévisions de recettes, dont la partie restante est essentiellement couverte par les contributions des États membres.

En ce qui concerne les dépenses, vous n'ignorez pas que cette année encore, la partie de loin la plus importante du projet de budget est celle consacrée aux dépenses du FEOGA.

Le total des crédits prévus à ce titre s'élève en effet à 3 506 000 000 u.c. contre 3 484 000 000 u.c. en 1971. L'accroissement prévu pour 1972 est donc limité à 0,62 %. La présentation des crédits du FEOGA dans le projet de budget pour 1972 est toutefois différente de celle qui a été retenue jusqu'à présent. Cette nouvelle présentation, qui permet essentiellement d'accroître la transparence du budget, facilitera de ce fait l'examen par l'Assemblée de cette partie importante du projet de budget.

En ce qui concerne les crédits relatifs à la *section garantie*, il s'agit de dépenses qui doivent rester, de par leur nature, à l'état de prévision. Le total de cette prévision pour 1972 est de 2 milliards 667 millions d'u.c., avec une légère réduction par rapport à l'année dernière.

Sur ces crédits sont imputés, d'une part, les restitutions à l'exportation vers les pays tiers, accordées selon les règles communautaires dans le cadre de l'organisation commune des marchés agricoles et, d'autre part, les interventions destinées à la régularisation de ces mêmes marchés. Je désire faire remarquer que dans la nouvelle présentation, les crédits relatifs aux dépenses pour 1972 sont nettement distincts de ceux qui sont nécessaires à l'apurement des comptes de périodes antérieures.

Quant aux crédits de la *section orientation*, ils sont en augmentation par rapport à ceux de 1971. Ils passent de 757 830 517 u.c. à 839 551 300 u.c. Ces crédits comprennent un montant de 285 000 000 u.c. pour les dépenses de la section orientation pour 1972, auxquels s'ajoutent les crédits d'exercices antérieurs qui sont réinscrits au budget actuel.

La présentation retenue laisse nettement apparaître les crédits destinés au financement de projets d'amélioration des structures agricoles et ceux qui sont prévus pour les mesures particulières.

Enfin un crédit de 36 823 000 u.c. est prévu au projet de budget pour la réalisation de la convention d'aide alimentaire.

Les crédits inscrits au projet de budget au titre du *Fonds Social européen* s'élèvent à 97 750 000 u.c. 55 000 000 u.c. y sont prévus pour permettre à la Communauté de rembourser aux États membres les dépenses entrant dans le cadre du Fonds Social actuel.

Le projet de budget prévoit, d'autre part, et pour la première fois, un crédit de 42 500 000 u.c. pour faire face aux opérations réalisées dans les domaines d'intervention du Fonds Social rénové. Un crédit de 250 000 u.c. est prévu en outre pour des études et enquêtes à entreprendre en vue d'assurer un bon démarrage du nouveau Fonds Social.

J'ajoute enfin qu'au-delà de ces crédits prévus pour les dépenses du Fonds Social rénové en 1972, la Commission est autorisée à contracter, au cours de l'exercice à venir, des engagements à concurrence de 30 000 000 d'u.c. pour 1973 et de 15 000 000 d'u.c. pour 1974.

Un problème particulier s'est posé pour le Fonds Social européen. Le Conseil, après avoir délibéré sur l'avant-projet de la Commission, a estimé opportun de relever les crédits de l'article 500 de 5 à 7,5 millions d'u.c., alors que pour l'article 510, il les a diminués de 45 à 35 millions d'u.c. Il a été toutefois convenu que la Commission, avant la fin du mois de mai, soumettra au Conseil un rapport sur l'évolution de la situation en ce qui concerne les actions prévues à ces articles. Si, sur la base de ce rapport, cela apparaît nécessaire, le Conseil décidera de l'opportunité d'établir un budget supplémentaire.

Je voudrais faire observer à ce sujet que cette réduction des crédits alloués au Fonds Social européen ne signifie nullement que le Conseil n'attache pas la plus grande importance aux actions à mener dans le cadre du Fonds Social. Vous imaginez bien que je serais le dernier à pouvoir me rallier à une telle interprétation. Cette réduction découle seulement d'une appréciation différente donnée par le Conseil à la possibilité effective de procéder pendant l'exercice prochain à toutes les dépenses envisagées. Toutefois, grâce à la clause que je viens de vous indiquer, il serait possible de faire face à la situation si la nécessité s'en faisait sentir.

Passons maintenant à la partie du budget consacrée aux dépenses administratives des institutions des Communautés. Les crédits affectés à ces dépenses sont en augmentation, encore que le pourcentage d'accroissement ne soit pas le même pour toutes les institutions. Le projet que votre Assemblée a établi et que le Conseil, conformément à l'engagement qu'il avait pris, n'a pas modifié, ne présente qu'un accroissement de 3,74 % et je tiens à donner acte à l'Assemblée de cet exemple de modération.

Les dépenses du Conseil, par contre, montrent un accroissement plus important. Ceci toutefois est dû au fait que le Conseil devra occuper, au début de l'année prochaine, un nouvel immeuble mieux adapté à ses besoins et situé à proximité des immeubles occupés par la Commission. Ce transfert comporte des frais importants, non seulement en raison du coût élevé de la location, mais également des dépenses afférentes au déménagement et au premier équipement du nouvel immeuble.

Moro

Je vous rappelle en outre que le budget du Conseil comprend en annexe les prévisions budgétaires du Comité économique et social, de la Commission de contrôle et des Commissaires aux comptes de la CECA. Ces organes ont obtenu cette année quelques emplois supplémentaires. En outre, la Cour de justice aura, elle aussi, en 1972, un problème immobilier à résoudre, étant donné que le gouvernement luxembourgeois procède actuellement à l'achèvement d'un nouvel immeuble construit spécialement pour cette institution. Il s'est donc avéré nécessaire d'inscrire au budget de la Cour un crédit important en vue de cette installation.

Pour ce qui est de la Commission, qui demeure l'institution dont les dépenses administratives sont les plus considérables, le Conseil a reconnu que des nouvelles tâches étaient apparues dès l'année 1971, notamment pour certaines de ses unités administratives, telles que la Direction générale de l'agriculture et les services de l'union douanière. C'est pour permettre à la Commission de faire face aux besoins particuliers de ces deux unités administratives que le Conseil vous a présenté un projet de budget supplémentaire pour 1971.

En réalité, la Commission avait déjà saisi le Conseil d'un avant-projet de budget supplémentaire dès le mois de mai 1971, mais nous avions estimé, à cette époque, qu'il était opportun d'apprécier l'ensemble des besoins de la Commission en ce qui concerne le personnel. C'est pourquoi nous sommes convenus de vous présenter en même temps le projet de budget supplémentaire pour 1971 et le projet de budget général pour 1972. L'ensemble de ces deux budgets comporte un accroissement des effectifs de la Commission de 192 unités, plus 20 emplois temporaires. Vous trouverez dans l'exposé des motifs le détail de ces postes. Par ailleurs, le Conseil a autorisé le transfert de 113 emplois des activités de recherches à la partie du budget réservée aux dépenses de fonctionnement.

Une dernière question relative aux dépenses administratives est celle qui concerne les transformations d'emplois, question sur laquelle, vous le savez, il y a eu longtemps des divergences de vues entre le Conseil et les autres institutions. Le Conseil est arrivé à la conclusion que la position défendue par l'Assemblée dans le passé, à savoir que les emplois à l'intérieur d'une carrière s'étalant sur deux grades devraient être répartis en raison de 50 % pour chaque grade, devrait être prise sérieusement en considération par toutes les institutions. Cependant, le Conseil estime que le problème de la carrière devrait être résolu dans le cadre du statut des fonctionnaires et a demandé à la Commission de lui soumettre une proposition à ce sujet. En pratique, toutefois, et en attendant cette révision statutaire, le Conseil a retenu une orientation visant à faire appliquer progressivement par l'ensemble des institutions, à partir de 1972, la répartition de 50 % pour chaque grade.

Enfin, le Conseil a transféré à l'article 98 du projet de budget, intitulé « crédits prévisionnels on affectés », un certain nombre de crédits au titre de frais de fonctionnement de la Commission. Il s'agit de dépenses relatives à des actions sur lesquelles le Conseil ne s'est pas encore prononcé. Les crédits inscrits à l'article 98 resteront bloqués jusqu'à ce que le Conseil ait pris une décision sur les actions auxquelles ces fonds sont destinés.

Je sais que l'Assemblée est particulièrement préoccupée du fait que parmi ces crédits bloqués figurent ceux qui sont destinés aux études pour la protection sanitaire de l'air, de l'eau et des lieux de travail. Je peux vous assurer que le Conseil est pleinement conscient de l'importance et de l'urgence des questions relatives à l'environnement et adoptera très rapidement les décisions nécessaires.

En conclusion, le Conseil estime vous présenter un projet de budget équilibré et propre à doter les Communautés des moyens nécessaires pour faire face aux tâches avec lesquelles elles seront confrontées au cours de l'année 1972. Il appartient maintenant à l'Assemblée de se prononcer sur ce projet de budget en appréciant, comme nous l'avons fait, la nécessité de concilier les besoins des Communautés avec l'opportunité de maintenir une gestion saine et rigide des fonds communautaires. Il s'agit d'une évaluation d'ordre politique, d'autant plus importante que nous nous trouvons actuellement dans une période où nous nous préparons à attribuer à l'Assemblée des pouvoirs toujours plus larges en matière budgétaire. Je suis heureux d'avoir eu l'honneur de vous présenter ce projet de budget, inaugurant ainsi une procédure qui, à mesure qu'elle évoluera ne devra pas seulement améliorer les rapports entre nos institutions, mais également, j'en suis persuadé, renforcer le contrôle démocratique à l'intérieur des Communautés.

J'exprime l'espoir que l'Assemblée sera en mesure d'approuver le projet de budget qui lui est soumis.
(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. BERSANI*Vice-président*

M. le Président. — Je remercie, au nom de l'Assemblée, M. Moro, d'avoir présenté le budget en y ajoutant des observations aussi importantes et complètes. Il a ainsi contribué à l'inauguration sous les meilleurs auspices d'une procédure à laquelle notre Parlement a toujours attaché la plus grande importance.

La parole est à M. Dulin pour nous présenter le budget général de la Communauté.

M. Dulin, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, en l'état actuel des pouvoirs

Dulin

du parlement européen, notamment de ses pouvoirs budgétaires, c'est surtout d'une information très complète de la part des autres institutions qu'il doit disposer pour se prononcer sur le projet de budget.

La présentation, par le président en exercice du Conseil, du projet de budget pour l'exercice 1972 est une heureuse innovation et a précisément pour but d'apporter au Parlement cette information dont il a besoin. C'est un premier pas dans la voie de la collaboration entre le Parlement et le Conseil, prévue dans la résolution annexée au traité du 22 avril 1970.

Le Parlement, on le sait, souhaite que cette collaboration commence réellement avant l'établissement du projet de budget. Des conversations sont en cours avec le Conseil à ce sujet, et nous escomptons qu'elles aboutiront prochainement.

La présence parmi nous aujourd'hui du président en exercice du Conseil augure bien de cette collaboration. Nous savons gré au Conseil d'avoir accepté que son président en exercice présente le projet de budget. M. Aldo Moro a su s'acquitter de cette tâche avec la clarté, l'intelligence et le sens politique que nous lui connaissons.

Il importe que cette collaboration entre les deux institutions appelées à se prononcer sur le projet de budget soit développée le plus possible dans la perspective des nouvelles dispositions qui devront être prises au niveau communautaire en matière de pouvoirs budgétaires du Parlement et qui devront s'appliquer à compter du 1^{er} janvier 1973.

L'exposé que nous a présenté le président en exercice répond-il à l'exigence d'une information très complète du Parlement ? En d'autres termes, pouvons-nous y trouver ce qui, malheureusement, fait défaut dans l'exposé des motifs du projet de budget, à savoir :

premièrement, la correspondance entre les orientations politiques de la Communauté et les crédits inscrits au budget ;

deuxièmement, les variations de crédits par rapport à l'exercice précédent ;

troisièmement, les motifs pour lesquels le Conseil s'est éventuellement écarté de l'avant-projet de budget.

Ces trois éléments doivent permettre de déterminer les options politiques prises par le Conseil.

L'expression « orientations politiques de la Communauté » peut sembler ambitieuse, voire présomptueuse. Lorsque l'on considère la somme modeste que représentent les crédits du budget communautaire par rapport notamment au budget des États membres.

Lorsque l'on demande au Conseil de définir ces orientations politiques sur la base des crédits du budget qui en sont l'expression concrète, cela ne signifie pas que le Conseil soit appelé à déterminer en pre-

mier et dernier ressort ce que doit être la politique de la Communauté dans les différents secteurs.

A notre sens, le Conseil doit, au moment de la présentation du projet de budget, procéder à une sorte de collationnement des fiches financières jointes aux actes qui ont été arrêtés en cours d'année et dont le budget reprend les éléments. Ce collationnement ne doit pas être seulement oral, mais figurer dans le projet de budget.

Le Parlement pourra ainsi déterminer, pour sa part, sur la base des actes déjà arrêtés avec leurs conséquences financières, ce que pourront et devront être les orientations politiques de la Communauté.

De cette façon, les deux institutions responsables du budget : Conseil et Parlement, pourront, en se référant aux propositions faites dans l'avant-projet de budget de la Commission, déterminer les actions à entreprendre.

Un grand point d'interrogation est suspendu sur ce budget. En effet, la situation monétaire actuelle rend quelque peu aléatoires, pour ne pas dire vaines, les prévisions de crédits et de recettes, en particulier des ressources propres, tout au moins pour une fraction de ces crédits.

En particulier, la valeur de l'unité de compte communautaire recevra vraisemblablement une nouvelle définition. Il importe de savoir dans quel sens la valeur de l'unité de compte évoluera et quels critères seront retenus pour la définition de sa nouvelle valeur. Celle-ci sera, en effet, fonction des changements de parité des monnaies des États membres et il est nécessaire de savoir quel poids est donné à ces différentes monnaies. La question de la valeur de l'unité de compte se pose en particulier pour la partie « Recettes » du budget. En effet, suivant la définition adoptée, la charge réelle incombant aux différents États risque d'évoluer et cela peut créer certaines difficultés. Le Parlement doit être informé des effets de la surtaxe américaine de 10 % sur les ressources propres. Il est certes difficile de déterminer très exactement le chiffre de diminution des recettes au titre des droits de douane et des prélèvements, mais il doit être possible d'en donner un ordre de grandeur. Nous savons gré à M. le Président en exercice du Conseil d'avoir affirmé son attachement à la réalisation de l'union économique et monétaire.

Le Parlement s'est toujours posé la question de la correspondance entre les prévisions de dépenses inscrites au budget et les dépenses réelles. Il a conscience que le budget ne peut être seulement une sorte de budget de caisse, mais qu'il a un caractère prévisionnel ; il peut et doit même, pour certains secteurs d'activité de la Communauté, avoir un caractère évolutif parce qu'il procède de certaines orientations politiques et que certaines actions doivent être lancées, sans que l'on puisse déterminer au centime près les dépenses qu'elles occasionneront en fin de compte.

Dulin

Une partie du projet de budget nous laisse quelque peu perplexes, c'est le moins qu'on puisse dire. Il s'agit du chapitre 33 : « crédits de recherche et d'investissement », en d'autres termes, du budget opérationnel d'Euratom. Le Conseil n'a inscrit aucun crédit à ce chapitre, car le programme pluriannuel sur lequel se fonde le budget d'Euratom est à l'examen. Le Conseil doit avoir conscience que la non-inscription de ces crédits met en cause le principe de la globalité du budget.

Le président du Conseil a déclaré que le Conseil adoptera vraisemblablement le programme pluriannuel d'Euratom dans quelques semaines. Il va de soi que le Parlement ne pourra accepter purement et simplement de se prononcer sur un projet de budget qui ne contiendrait aucun crédit de recherche et d'investissement. Au demeurant, certains crédits doivent être inscrits à ce chapitre, car ils ne sont pas la conséquence d'une décision à venir sur un programme de recherche et d'investissement. Ce sont en particulier les dépenses de personnel et certaines dépenses de fonctionnement, sans préjudice d'autres décisions. Le Parlement doit se réserver la possibilité de réintroduire les crédits nécessaires dans le projet de budget sur lequel il se prononcera.

Parmi les politiques dont le budget est l'expression financière il en est une qui retient particulièrement l'attention en raison de son importance. C'est la politique agricole. La situation monétaire, dont je parlais, s'est répercutée immédiatement sur le Marché commun agricole, et une grave incertitude plane désormais sur la politique agricole commune.

A s'en tenir au projet de budget qui nous est présenté, on peut faire une observation, qui est devenue d'ailleurs permanente. Les crédits au titre du FEOGA, sections « garantie et orientation », ne semblent pas répondre aux prévisions des dépenses réelles, même pour ce qui est pour la section « garantie ».

Pour la section « garantie », la transparence du budget est loin d'être réalisée, car, faute du personnel nécessaire, l'apurement des comptes des exercices antérieurs est loin d'être achevé. En outre, en 1971, les dépenses de la section « garantie » ont été moins importantes que prévu et l'on peut se demander si ce ne sera pas également le cas pour 1972. Par ailleurs, de nouveaux prix doivent être fixés pour la campagne 1972-1973, et pour certains produits les nouveaux prix auront déjà un effet sur les interventions prévues au cours de l'exercice 1972.

Quant à la section « orientation », elle est constituée pour sa plus grande part par des réserves destinées à des actions communes qui n'ont pas encore été décidées.

Dans sa séance d'avant-hier, le Parlement a adopté, sur la base d'un rapport de la commission de l'agriculture élaboré par M. Vredeling, une résolution dans laquelle il souligne qu'à la suite de la mise en réserve,

depuis 1969, d'une partie des crédits d'amélioration des structures, en vue de la mise en œuvre des propositions de directives relatives à la réforme de l'agriculture et en raison des dispositions du règlement n° 729/70, article 6, paragraphe 4, il n'est pas exclu que cette partie des 285 millions d'u.c. de crédits annuels destinés à l'amélioration des structures risque de ne pas être affectée à cette fin, ce qui pourrait priver l'agriculture du bénéfice de toute une « année d'orientation ».

Dans le débat, le vice-président Mansholt a, dans le style que nous lui connaissons bien, déclaré que « les montants à mettre en réserve devaient être tels que le budget soit entièrement utilisé : ni plus, ni moins. En d'autres termes, a-t-il ajouté, aucun des montants accordés par les gouvernements et par le Parlement ne peuvent rester inutilisés. Nous devons nous demander de façon précise de combien d'argent nous avons besoin pour mettre en œuvre les directives, mais ce montant n'est pas aussi facile à déterminer. Nous ne pouvons que l'évaluer et, sur la base de cette évaluation, nous pouvons, en tout état de cause, dépenser pour les projets ce qui est possible. »

Et M. Mansholt a ajouté toutefois que « compte tenu des propositions modifiées en matière de structures agricoles, il faudra revoir l'ensemble des réserves budgétaires... »

Il est un autre titre très important dans le budget de la Communauté, c'est le titre « Fonds social européen ». Dans son avant-projet de budget, la Commission avait inscrit des crédits qui devaient permettre de rendre opérationnel le Fonds social renoué.

Le Conseil a réduit certains de ces crédits, en a augmenté légèrement d'autres et a autorisé la Commission à procéder à des engagements de dépenses pour les exercices suivants, comme l'a déclaré tout à l'heure M. le Président du Conseil.

Le Conseil doit comprendre que le Parlement ne saurait accepter que soient réduits les crédits destinés au Fonds social européen, car il a constamment manifesté sa volonté de voir le Fonds social devenir un instrument dynamique de la politique sociale de la Communauté. Il avait été entendu que les crédits inscrits pour le Fonds social devaient en trois ans atteindre le montant annuel de 250 millions d'u.c. Il ne semble pas que l'on s'oriente vers une telle dotation et le Parlement pour sa part ne saurait accepter que cet objectif ne soit pas atteint, car il conditionne l'efficacité de ce Fonds.

Dans son avant-projet de budget, la Commission des Communautés européennes avait inscrit certains crédits, que nous trouvions déjà relativement modestes, pour la mise en œuvre d'une politique de l'environnement au niveau de la Communauté. Le Conseil a réduit de façon radicale les crédits prévus par la Commission. On dira, certes, qu'il est à la mode de parler de politique de l'environnement. A notre

Dulin

sens, il ne s'agit pas d'une mode, mais d'une nécessité vitale et nous comprenons mal pourquoi le Conseil n'est pas disposé à prévoir les crédits nécessaires, car une telle politique doit absolument être menée au niveau communautaire et même mondial, sous peine d'être inefficace.

Telles sont, Monsieur le Président, mes chers collègues, dans les grandes lignes, les politiques que le Parlement voudrait voir traduire en chiffres dans le budget. Nous aurons l'occasion de les approfondir au cours de nos délibérations, en commissions et dans notre Assemblée, mais d'ores et déjà, le Conseil doit savoir que c'est sur ces différents points que le Parlement mettra l'accent.

Il est d'autres points sur lesquels le Parlement voudrait que l'action de la Communauté soit plus développée, je veux parler de la politique d'information et, en particulier, de l'information de la jeunesse. La Communauté apparaît trop souvent à de nombreux citoyens de nos six pays comme une sorte de nébuleuse et l'action de ses institutions est souvent mal connue, mal comprise ou tout simplement méconnue.

Un grand effort doit être accompli dans ce domaine, car aucune action politique véritable n'est possible sans le consentement de nos populations, et ce consentement ne peut être acquis que par une information claire et objective.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je n'approfondirai pas davantage, au cours du premier débat sur le budget, l'examen des crédits prévus pour l'exercice de 1972.

Je souhaite que M. le Président en exercice du Conseil puisse fournir à cette haute Assemblée les informations complémentaires qui lui sont nécessaires pour se prononcer, et je pense que le Parlement serait également heureux d'entendre M. le Représentant de la Commission des Communautés européennes.

En ma qualité de rapporteur sur le budget des Communautés, je prendrai note des réponses aux questions qui seront posées dans ce débat. Je suis convaincu que ce débat sera fructueux et qu'il permettra au Parlement d'exercer pleinement, dans la procédure budgétaire, les nouveaux pouvoirs qui lui ont été dévolus par le traité du 22 avril 1970.

(Applaudissements)

M. le Président. — Avant de donner la parole aux autres orateurs inscrits, je voudrais informer l'Assemblée que la présidence pense qu'il serait bon, sans vouloir organiser formellement le débat, de fixer les limites dans lesquelles il devra se dérouler. Le débat devrait être clos vers 13 h. Ainsi le président en exercice du Conseil serait en mesure de reprendre dès la reprise de la séance de cet après-

midi fixée à 17 h étant donné qu'il doit rentrer environ une demi-heure plus tard.

J'invite donc tous les collègues à tenir compte de cette situation et de ne pas dépasser un temps de parole de 10 minutes.

La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, je vais m'efforcer de donner l'exemple et de ne pas dépasser le temps de parole que vous venez d'indiquer.

Cette année 1972, dont nous examinons le budget, est la dernière de la Communauté à Six. Elle est cependant déjà marquée par la préparation de la Communauté à Dix et je puis dire que l'élargissement fait sentir ses premiers effets dans notre budget.

En même temps, elle constitue une étape vers l'union économique et monétaire, dont nous continuons à élaborer les structures malgré les difficultés et les incertitudes actuelles. L'ampleur et la difficulté des tâches qui attendent la Communauté en 1972 requièrent la mobilisation de toutes les ressources communautaires et c'est évidemment dans le budget de 1972 que se traduit cette mobilisation.

En ce qui concerne le Fonds social, notamment, la Commission a inscrit une somme qui correspond au double du montant de 1971. Les dépenses du FEOGA sont elles-mêmes en augmentation et nous avons pris des initiatives en matière de politique régionale et de protection de l'environnement. J'aurai d'ailleurs l'occasion de revenir sur ce point et je remercie dès à présent M. Dulin pour l'appui qu'il nous a apporté dans ce domaine.

J'ai tenu à mettre l'accent sur ces points particuliers dès l'ouverture de ce débat budgétaire, car je tiens à souligner que l'année 1972 ne constituera pas un temps d'arrêt mais, bien au contraire, un moment décisif et privilégié dans la marche vers l'intégration économique.

Par ailleurs, je précise que la Commission désire contribuer à l'approfondissement des procédures démocratiques et, en particulier, qu'elle entend se montrer attentive aux problèmes posés par l'association du Parlement aux débats budgétaires. Depuis le débat sur les ressources propres et l'augmentation des pouvoirs du Parlement, personne, dans cette enceinte, ne doute que la Commission est à ses côtés pour obtenir une augmentation des pouvoirs budgétaires et l'approfondissement des valeurs démocratiques dans la Communauté. Je voudrais compléter les chiffres budgétaires dont M. le Président du Conseil vient de faire l'analyse en évoquant quelques modifications que nous sommes amenés à introduire au projet de budget qui nous est soumis.

Coppé

Comme je viens de le dire, l'élargissement comporte dès à présent, quelques conséquences budgétaires. La Cour de justice a introduit un état prévisionnel supplémentaire dans lequel figure une augmentation des dépenses qui reflète son désir d'obtenir une traduction dans les langues anglaise, danoise et norvégienne de l'ensemble des arrêts rendus depuis 1953. Je crois véritablement que cela est nécessaire, et la Cour de justice propose donc la création de postes d'agents temporaires additionnels et l'ouverture des crédits supplémentaires qui en découlent.

La Commission présentera de la même façon un amendement au projet de budget à l'intérieur de sa section. Nous l'avons déjà présenté au Conseil et, comme nous en avons l'habitude, nous le communiquons parallèlement au Parlement. Cet amendement est relatif au contrôle de sécurité. A la suite d'un accord obtenu au Conseil de ministres sur le mandat de négociation avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, dans le cadre du traité de non-prolifération des armes nucléaires, nous avons introduit une modification et j'espère que, d'accord avec le président de la commission des finances et des budgets, nous pourrions joindre ces modifications aux chiffres contenus dans le projet de budget actuellement à l'étude.

J'attire particulièrement l'attention du Parlement sur un certain nombre de divergences qui sont apparues entre la Commission et le Conseil de ministres. Toutefois, je ne voudrais pas donner l'impression que les points de convergence sont moins nombreux car, dans la plupart des cas, tant au niveau administratif qu'au niveau politique, nous sommes arrivés à un accord. Bien entendu, il reste quelques points sur lesquels des divergences demeurent, mais je me réjouis de constater que, cette année, la convergence des points de vue a été beaucoup plus nette que les années précédentes.

Mais il subsiste quelques points de divergence. J'en reprends deux, qui, à mes yeux, sont particulièrement importants.

D'abord le Fonds social : le Conseil a réduit les chiffres, déjà modestes, qui avaient été prévus. En effet, nous avions proposé 50 millions d'u.c. pour l'ensemble du Fonds social rénové — je tiens à souligner que je ne parle pas du Fonds social ancien qui concernait le remboursement des dépenses effectuées au cours des années antérieures par les États membres, et qu'il s'agit, par conséquent, de travaux depuis longtemps terminés.

Pour le nouveau Fonds qui travaille avec des autorisations préalables nous avons donc prévu 50 millions d'u.c. Le rapporteur, M. Dulin, sera certainement conscient de ce que représente ce montant. Il est égal à la restitution sur la viande porcine pour laquelle nous prévoyons également 50 millions d'unités de compte afin de pouvoir l'exporter sur le marché mondial. Le remboursement pour le stockage du

sucré dans notre Communauté coûte 74 millions d'u.c. Ceux qui le désirent pourront trouver dans le budget un certain nombre de points de comparaison qui montreront qu'il existe des distorsions dans l'approche que nous avons de la politique sociale et de la politique agricole dans notre Communauté.

Par conséquent, Monsieur le Président, je serais particulièrement heureux si le Parlement voulait adopter les chiffres que nous avons proposés, tout en reconnaissant que le Conseil a fait un pas en disant qu'au mois de mai il examinerait le rapport que nous ferions sur le fonctionnement du Fonds social rénové et qu'il était prêt à examiner favorablement, si nécessaire, un projet de budget supplémentaire qui lui serait présenté.

Mais je crois que l'importance politique de ce premier exercice du Fonds social rénové est telle, quand on le compare à certains postes de la politique agricole qu'il serait utile de rétablir le chiffre que nous avons proposé.

Le deuxième point — et ici je reviens sur ce qu'a dit M. Dulin tout à l'heure, en le remerciant de l'appui qu'il nous apporte — auquel j'attache une importance considérable, concerne le poste 262 relatif aux enquêtes et aux études à caractère communautaire. En effet, nous avions prévu dans le montant initial 932 000 u.c., dont 100 000 u.c. pour la politique en matière d'environnement. Or, le Conseil a maintenu ce crédit au chiffre de 1971, soit 610 000 u.c.

Nous essaierons de faire le maximum avec le crédit que le Conseil nous a accordé, mais je voudrais tout particulièrement souligner l'importance de ce poste de 100 000 u.c. et remercier le Parlement, et M. Dulin en particulier, du soutien qu'ils nous apportent pour rétablir la dotation initiale.

Voici, en effet, les thèmes qui devraient faire l'objet d'études :

1. Trois études préliminaires sur les pollutions causées par l'industrie chimique, l'industrie métallurgique et les centrales électriques ; les mesures à prendre pour éliminer ou diminuer ces pollutions ; les conséquences économiques de telles mesures.
2. Études prospectives préliminaires sur les rivages méditerranéens et la région alpine.
3. Études préliminaires sur la pollution de la mer Méditerranée et de la mer du Nord.
4. Étude des dispositions législatives réglementaires sur la pollution de l'air et du sol.
5. Études préliminaires sur les déchets industriels.

Je crois que toutes ces études préliminaires doivent être faites, et ce au niveau communautaire, parce

Coppé

que, comme le disait M. Dulin, c'est à ce niveau que le problème de la lutte contre la pollution et de la défense de l'environnement se pose. On n'arrête ni les nuages, ni les poussières aux frontières. Je serais par conséquent heureux si le Parlement et, au-delà le Conseil et en particulier son président, voulaient se montrer sensibles aux arguments que j'ai l'honneur de développer devant vous.

Pour le reste, comme un moindre mal, j'ai accepté le transfert d'un montant de 100 000 u.c. du poste 355 au chapitre 98 : dépenses non prévues par ailleurs, et lors du premier projet concret que nous introduirons, le Conseil examinera le déblocage de ces sommes.

Je termine par un mot sur l'incertitude de nos ressources propres, qui commencent par des postes particulièrement sensibles à la conjoncture, d'une part, et aux conditions climatiques, d'autre part : les prélèvements agricoles et les droits de douane.

Pour les six premiers mois de cette année, l'ensemble de nos ressources propres ne s'élève qu'à 87 % des sommes prévues. Le poste particulièrement sensible est constitué par les prélèvements agricoles où le total des recettes pour ces six premiers mois ne s'élève qu'aux trois quarts des sommes prévues. En revanche, le tarif douanier commun se comporte bien et le sucre remarquablement bien puisqu'il produit, en tant que ressource propre, 17 % de plus que les montants prévus.

J'espère que la réduction des prélèvements agricoles sera corrélative à une réduction des restitutions que nous devons payer ; par conséquent, sur ce point nous retrouverons tout ou partie de la diminution des recettes. Jusqu'en 1975, ce problème n'est pas excessivement préoccupant, puisque nos ressources propres ne concernent que la moitié du total de nos recettes et que le complément est fourni par les contributions des États membres, de telle sorte que l'équilibre du budget est acquis en tout état de cause. Mais l'on voit quelle sera, à partir de 1975, toute la difficulté de la gestion financière d'une Communauté dont les ressources principales sont constituées par des postes aussi sensibles à la conjoncture et aux conditions climatiques que les prélèvements, les droits de douane et le 1 % prévu à la taxe à la valeur ajoutée.

Je tenais à le dire, car c'est un élément auquel le Parlement doit être particulièrement attentif. Nous avons tous été partisans des ressources propres, mais les premières ressources propres que nous avons sont exposées à des variations importantes.

J'espère que ce premier débat nous permettra d'orienter utilement la discussion ultérieure et que les interventions des membres rendront le président du Conseil sensible aux deux requêtes très précises que j'ai exprimées.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Aigner, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, je tiens à remercier, au nom de mon groupe, le président en exercice du Conseil du rapport qu'il vient de faire. Mais je voudrais surtout vous remercier vous-même très cordialement d'avoir souligné une fois de plus avec tant de force notre ancienne demande selon laquelle nous disposons désormais, en vertu du traité du 21 avril, de droits particuliers de partenaire également à l'égard du Conseil et que nous devons viser à un dialogue permanent avec le Conseil. Dans la pratique, nous avons malheureusement constaté, Monsieur le Président, que surtout dans les cas où les conceptions de la Commission et du Conseil sont parfaitement identiques, notre propre position juridique demeure parfois en deçà de la réglementation initiale alors qu'au fond elle devrait être plus forte. Il faut donc que le dialogue ne soit pas interrompu. J'espère seulement que ce principe que le Président du Conseil a énoncé demeure également valable lorsqu'il s'agira de démarches concrètes.

Je voudrais cependant avant tout, si vous le permettez, parler des préoccupations qui nous animent également en ce qui concerne la procédure. Monsieur le Président, ce n'est pas là un reproche, c'est une simple constatation. Nous connaissons tous les difficultés qui se présentent. Rien que pour préparer cette première discussion nous avons déjà eu des entretiens avec trois différents Présidents en exercice du Conseil. La continuité du débat a été entravée presque jusqu'à la limite de ce qui est supportable. Nous devons essayer d'atteindre la continuité également de notre dialogue. A cet effet, il importe que nous ayons toujours, si possible, le même partenaire dans la discussion.

Une remarque encore à propos de la procédure. C'est sans doute à contrecœur que nous constatons que l'appareil administratif du Conseil de ministres suit en quelque sorte ses lois propres. On a parfois l'impression que la volonté politique ne domine plus l'appareil administratif mais que celui-ci dirige la volonté politique ou l'oriente dans la direction qu'il souhaite.

A propos d'un certain point j'en reviendrai à cette question.

La conclusion à tirer de ces réflexions est que nous reprenions à notre compte la suggestion du chef d'État français, M. Pompidou, de nommer des ministres européens afin de disposer au niveau européen d'une institution permanente. En effet, le Conseil n'est pas l'addition des positions d'intérêt nationales, le Conseil est un organe communautaire au même titre que ce Parlement. S'il doit garder ce caractère il faut qu'il soit présent de façon continue. C'est pourquoi je prie de considérer s'il ne serait pas opportun de prendre rapidement, précisément du côté

Alger

du Conseil, des initiatives en vue de répondre à cette proposition du chef d'État français.

M. Coppé s'est reporté à la fin de son exposé au problème des recettes propres. Nous n'avons cependant aucune expérience en ce domaine car il ne s'agit pas simplement d'une question de conjoncture. Le soleil et le temps jouent un rôle important à cet égard ; les importations et de ce fait les prélèvements, etc., baissent selon que nous avons ou non de bonnes récoltes. La base de nos recettes et de nos finances a besoin de plus larges assises et garanties institutionnelles si nous ne voulons pas réellement perdre pied.

Je dirai aussi quelque chose de positif au sujet de notre dialogue d'aujourd'hui qui est le premier dialogue de cette sorte. Nous avons conscience du fait, Monsieur le Président en exercice, que l'on a répondu cette fois à notre demande réitérée de faire précéder le projet de budget d'une véritable motivation politique. Il est certain qu'un début a été fait aujourd'hui. Nous aimerions évidemment que l'on poursuive dans cette voie car ce que nous avons en vue dès l'origine, c'est que nous puissions juger les moyens opérationnels et administratifs à l'aide de la conception politique que nous exposerait la Commission et à laquelle nous opposerions la conception du Conseil de ministres. C'est alors seulement que l'on peut discerner, sous l'angle politique, les priorités et les restrictions. Tel était le sens de notre demande, à savoir obtenir une véritable motivation et une véritable déclaration politique sur les imputations au budget afin que le livre de comptes devienne aussi progressivement chez nous « le livre du destin » de la Communauté.

Notre groupe est cependant vivement préoccupé par une autre question encore, Monsieur le Président ; pour ne pas répéter ce que la Commission et M. Dulin ont déjà dit, je me bornerai à quelques points seulement car nous nous sommes déjà rendu compte au cours des délibérations en commission qu'il y a concordance de vues pour les modifications que nous envisageons entre les groupes et avec la Commission, de sorte qu'il suffit que je fasse miennes les déclarations qui ont été faites. Une source d'inquiétudes est pour nous le problème du côté recette et d'une façon générale la question des parités monétaires.

Qu'en advient-il au fond ?

Jusqu'à présent l'unité de compte s'oriente, selon le système de Bretton Wood, sur le dollar. Nous devons donc compenser des modifications des parités des monnaies selon ce système vers le haut et vers le bas. Ce mécanisme d'alignement repose cependant exclusivement sur la parité or du dollar. La parité or étant supprimée, cette position juridique n'existe plus pour le moment. Il faut donc que le Conseil prenne une décision à ce sujet. Pour ma part, j'ai l'impression que si nous ne parvenons pas bientôt à une discussion, nous serons aux prises avec des déficits de recettes qui nous vaudront de plus grandes difficultés encore

à la fin de l'année. Le problème de l'unité de compte européenne doit être davantage discuté par le Conseil.

Même dans une intervention très brève on ne saurait s'empêcher d'évoquer le problème du budget de l'Euratom. C'est vraiment la croix et la bannière lorsqu'on considère l'évolution de l'Euratom. Le budget complémentaire nous est déjà soumis pour discussion. Rien que dans l'introduction il est fait référence à 10 ou 20 décisions du Conseil. On en arrive à avoir le sentiment qu'à force de décisions du Conseil l'Euratom, notre enfant qui est le plus proche de notre cœur, meurt de faim.

Le Conseil a tout simplement pris du retard, non seulement à l'égard de ce Parlement et des agents du centre de recherche commun, mais aussi à l'égard de l'opinion publique. On ne peut tout simplement pas s'empêcher de lui faire ce reproche.

Une autre question que nous avons évoquée bien des fois est celle du contrôle de nos fonds agricoles. Après tout notre budget s'élève à 4 milliards d'unités de compte, c'est-à-dire environ 4 milliards de dollars. C'est une somme énorme. Et nous avons au niveau européen 7 500 agents. Il vaut donc la peine de parler de ces questions.

La majeure partie de ces ressources alimentent le fonds agricole. Le contrôle qui s'exerce sur ce fonds agricole est cependant absolument insuffisant. Je dirai maintenant en toute clarté ce que j'ai déjà suffisamment souvent répété : les prestations abusives provenant de ce fonds n'ont pas diminué, selon les estimations ; mais sont en augmentation. Il ne s'agissait donc pas de difficultés de démarrage. Bien entendu, les chiffres qui échappent au recensement sont très élevés, il est impossible de les circonscrire. Mais même les fonctionnaires estiment que les prestations abusives — je ne veux pas parler seulement des prestations frauduleuses mais de tout ce qui existe comme prestations abusives, c'est-à-dire celles qui ne sont pas des prestations authentiques telles que les concevait le législateur — s'élèvent de 100 à 130 millions d'unités de compte.

Cette somme est d'une importance telle que le Conseil de ministres devrait en arriver peu à peu non seulement à des déclarations, mais enfin à des décisions concrètes. Nous avons entendu parler assez souvent de la volonté politique du Conseil de ministres. Cette volonté politique existe évidemment, cela ne fait pas de doute, mais lorsqu'il s'agit d'aborder les détails, tout est toujours voué à l'échec, alors surgissent les si et les mais, sur le plan national, ceux qui sont toujours convaincus d'être dans le vrai et qui disent cela ne va pas pour telle ou telle raison. Je ne vois pas pour quelle raison des difficultés apparaîtraient subitement au moment de l'adoption des articles 8 et 9. Cela est-il vraiment aussi néfaste ? Est-ce vraiment un abandon de souveraineté si à l'avenir des douaniers italiens et français participent au contrôle également dans les ports allemands. Est-ce un aban-

Aigner

don de souveraineté si à l'avenir des douaniers néerlandais, belges, allemands ou français se joignent aux douaniers italiens afin de réduire le nombre de fraudes auxquelles il a été fait référence. Est-ce vraiment un abandon de souveraineté ?

Si nous ne trouvons pas de dénominateur commun à cet égard nous n'avons plus qu'à plier bagage, alors il n'y a plus d'espoir pour l'Europe. La Commission et nous-mêmes avons tenté, par l'intermédiaire du Président, d'inviter le Conseil de ministres à agir en ce domaine. Nous vous avons écrit, Monsieur le Président en exercice, spécialement à ce sujet et avons appris que nous aurons seulement une Commission et pour quelles raisons il y a des difficultés.

Nous avons transmis cette lettre par l'intermédiaire du Président du Parlement non pas parce que nous voulions une Commission, mais parce que nous souhaitons une action politique du Conseil en ce domaine. Il est grand temps, en effet, que nous aménagions notre système de contrôle et que nous installions un contrôle communautaire.

Monsieur le Président, nous avons dès à présent environ 40 % de recettes propres ; il ne s'agit pas là des contributions des pays membres de cette Communauté. Il va de soi dans ces conditions que cette Communauté doit avoir compétence pour exercer un contrôle sur ses ressources financières. Quiconque voudrait le nier, nierait du même coup la structure de nos ressources propres.

C'est pourquoi je suis d'avis que nous ne devons cesser de rappeler qu'une nouvelle conception de ces moyens de contrôle est nécessaire. Nous établirons probablement au Parlement un livre blanc comportant une documentation précise de tout ce qui a été dit, et indiquant quelles déclarations ont été faites par qui et à quelle date parce que nous voulons montrer à l'opinion publique qui est responsable si des décisions concrètes ne sont pas prises enfin.

Ce qu'il nous faut, c'est une sorte de Cour des comptes européenne. Il appartient au Conseil de ministres d'élaborer une conception à cet égard, en commun avec la Commission, la Commission de contrôle et le Parlement.

Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser si j'ai souligné — avec une certaine virulence — ce dernier point concernant le contrôle. Ce n'est pas une critique personnelle, vous le savez, Monsieur le Président, mais ma critique est dictée par le souci de voir naître peu à peu, à cause de cette prestation abusive, une vague de méfiance à l'égard de la Communauté même et si nous ne disculpions pas pleinement le Parlement, le Conseil et la Commission, ces faits se retournent contre l'Europe.

De là ma demande pressante de faire davantage à cet égard que dans le passé.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Spénale, au nom du groupe socialiste.

M. Spénale. — Monsieur le Président, mes chers collègues, tout d'abord je veux, moi aussi, me réjouir de cette procédure nouvelle, que le groupe socialiste apprécie tout naturellement ; elle est même jusqu'ici le seul élément nouveau dans la procédure budgétaire mise en vigueur cette année.

Mais nous sommes particulièrement sensibles à la présence du président en exercice du Conseil lui-même ainsi qu'à la qualité du rapport qu'il nous a présenté. La philosophie générale et les grandes circonstances du moment y ont été évoquées, sans cependant que la précision ait fait défaut dans l'examen particulier des propositions budgétaires.

Nous regrettons évidemment que tout cela s'accomplisse dans des conditions difficiles pour la prévision budgétaire. Il est évident que les recettes liées au tarif douanier commun, donc au commerce international, comme celles qui sont liées à la fixation des prix agricoles et à la définition de l'unité de compte ont un caractère incertain. De même les dépenses liées aux décisions sur l'unité de compte et sur les prix, c'est-à-dire les dépenses du FEOGA, section « garantie », lesquelles représentent la masse principale du budget, sont, elles aussi, incertaines.

Ce n'est la faute de personne, mais tout cela doit nous inciter à une certaine prudence dans la prévision des dépenses et dans l'appréciation des recettes propres et surtout nous faire admettre, dès maintenant, que des budgets supplémentaires seront peut-être nécessaires dans le courant de l'exercice 1972, non seulement pour prévoir les grands faits nouveaux, tels que l'élargissement, qu'il faudra bien préparer, mais même à propos des politiques traditionnelles.

Cela dit, dans quel esprit avons-nous examiné le budget ?

Je tiens à dire tout de suite que, contrairement à ce qui semble ressortir des textes quant à nos compétences, ce ne sont pas tellement les budgets administratifs qui nous ont passionnés. Je dirai, au contraire, qu'ayant reçu du Conseil l'autonomie sur notre propre budget, nous avons estimé devoir, de notre côté, faire montre de discrétion à l'égard des budgets administratifs des autres institutions, et nous n'avons pas du tout envisagé de proposer des modifications, sauf peut-être pour soutenir les moyens de contrôle de la Commission, par exemple, dans le cas des dépenses du FEOGA, dont vient de parler M. Aigner. Mais il s'agit là beaucoup plus d'une certaine conception de ce contrôle que de la manifestation d'esprit tâtilon sur l'organigramme administratif de l'institution.

En revanche, nous avons donné beaucoup d'attention aux politiques opérationnelles, et c'est sur ce point, Monsieur le Président, que nous avons entendu les principales observations.

Spénale

Je ne les reprendrai pas. Le groupe socialiste souhaite, comme, je le crois, la majorité de cette Assemblée, que le budget d'Euratom figure dans le projet de 1972. Nous espérons que le Conseil pourra se prononcer à ce sujet au mois de novembre. Mais s'il ne se prononçait pas sur une politique pluriannuelle, il serait indispensable que figurât au moins, au budget de 1972, le minimum de crédits nécessaires pour le personnel, l'entretien des installations et un minimum de travail. Dans le cas contraire, je pense que cette Assemblée sera amenée à faire elle-même ces inscriptions et à les mentionner dans sa proposition de résolution.

En ce qui concerne le FEOGA, l'on a indiqué les retards quant à l'utilisation des crédits pour l'Orientation et le doute que l'on a quant au niveau de la section Garantie. Je souhaiterais savoir, à ce sujet, si le Conseil et la Commission ont des réflexions suffisamment avancées sur la façon dont sera établie la nouvelle valeur de l'unité de compte. Il nous apparaît à tous que l'amarrage, qui n'est qu'apparent, de l'unité de compte au dollar doit maintenant très clairement disparaître, et que cette unité de compte doit être rattachée, de quelque façon, à l'évolution pondérée des monnaies européennes, de façon qu'il y ait le moins possible de prélèvements et de restitutions aux frontières intérieures de la Communauté. Les réflexions du Conseil à ce sujet sont-elles assez avancées ? Peut-on voir où l'on va ? La question est d'ailleurs nettement posée à propos des réflexions budgétaires elles-mêmes.

Au sujet du Fonds social, le groupe socialiste a été doublement choqué.

Tout d'abord par la proposition de la Commission d'inscrire 50 millions au Fonds nouveau. Cette inscription lui a paru tout à fait insuffisante, puisque notre Assemblée avait, dans les débats sur le Fonds social, exprimé le vœu que les dépenses annuelles de ce Fonds fussent portées à 250 voire 300 millions d'u.c. d'ici deux ou trois ans. Nous avons trouvé qu'en inscrivant 50 millions au nouveau Fonds, la Commission avait fait preuve d'une modestie excessive.

Notre surprise fut encore plus grande de constater que le Conseil avait encore rogné ces crédits. C'est la peau de chagrin. Ce n'est pas la vitesse de croisière qui permettrait au Fonds d'atteindre ses objectifs.

Quant au problème des crédits d'études sur les problèmes de l'environnement, je me contenterai d'appuyer les observations très pertinentes présentées par le rapporteur et soutenues par la Commission et les autres orateurs.

A propos des structures budgétaires, une proposition de M. Scarascia Mugnozza tend à regrouper dans un seul chapitre tous les crédits du budget relatifs à la jeunesse — et qui figurent actuellement aux chapitres de l'information, de l'Université européenne, etc. —

afin de montrer clairement le souci qu'ont de la jeunesse cette Assemblée et les Communautés en général.

Toujours en ce qui concerne les structures, je voudrais savoir si le Conseil a eu l'occasion de réfléchir à la position définie par le Parlement européen quant à l'inscription des crédits destinés à la Commission de contrôle. Considérant que nos deux institutions partagent les charges et la responsabilité de donner quitus à la Commission à travers les documents fournis par la Commission de contrôle, le Parlement souhaite que les crédits de la Commission de contrôle soient inscrits pour moitié au budget du Conseil et pour moitié à celui du Parlement. Nous avons donc inscrit dans le budget du Parlement une ligne pour mémoire, et le Conseil a inscrit en totalité la Commission de contrôle. Nous n'avons pas retouché le budget du Conseil, parce que nous nous le sommes interdit, mais nous serions heureux de savoir si le Conseil peut être d'accord avec nous sur ce point, auquel cas nous inscririons 50 % dans le budget du Parlement européen. Cela répondrait à un vœu exprimé depuis déjà assez longtemps et qui figure notamment dans le projet sur le nouveau règlement financier.

Il est un dernier point touchant la structure budgétaire. Pour celui-ci, je ne vous demande pas une réponse, mais je souhaite une réflexion commune des institutions : faut-il inscrire au budget des Communautés 100 % des ressources propres, et ensuite en reverser 10 % aux États membres, ou vaut-il mieux inscrire directement 90 % aux ressources propres et ne pas prévoir les 10 % de dépenses ? Ce point peut être considéré comme un problème de simple pratique, mais il peut aussi poser des questions de doctrine. Si l'on inscrit 90 %, figurent seules au budget les ressources dont nous disposons réellement pour les politiques communes ; dans l'autre cas, il apparaît mieux que même les 10 % laissés aux États membres pour frais de perception sont bien des ressources propres. Je souhaiterais que l'on pût, un jour ou l'autre, parvenir à une conclusion commune sur ce point.

J'en viens aux procédures de mise en œuvre de la collaboration entre les deux institutions. Je ne développerai pas ce point, car, vous l'avez dit, Monsieur le Président, les négociations sont en cours. Je souhaiterais simplement que vous nous disiez si le Conseil, qui s'est réuni depuis que la présidence de cette Assemblée a eu un premier contact avec M. Pedini pour négocier cette affaire, a inscrit cette question à l'ordre du jour de ses travaux. L'a-t-il examinée ? Des possibilités nouvelles sont-elles apparues ? C'est un point sur lequel l'Assemblée, je pense, et le groupe socialiste, en particulier, souhaiteraient être informés.

Enfin, je voudrais savoir si les réflexions qui auront été présentées aujourd'hui feront avant la session de novembre l'objet d'un examen quelconque devant le Conseil. En effet, si le Conseil n'en parle pas, il est évident, Monsieur le Président du Conseil en exercice,

Spénale

que vous reviendrez devant nous sans avoir plus de possibilités de discussion ou de négociations que vous n'en avez aujourd'hui. En effet, dans les institutions intermittentes comme la vôtre et la nôtre, lorsqu'une position est prise par la collégialité, aucun des membres ne dispose d'une marge quelconque de discussion. Or, il est un peu décevant, malgré tout le plaisir que nous pouvons éprouver de la présence d'un responsable exécutif du Conseil parmi nous, que celui-ci doive toujours nous dire : « Voilà la position du Conseil » — et jamais : « Nous pourrions aller jusqu'ici ou jusque là ! » C'est une des différences fondamentales entre un débat budgétaire devant le Parlement européen et un débat budgétaire devant un parlement national ; dans ce dernier cas, le responsable du gouvernement a, lui, la possibilité d'acquiescer à certains amendements. La marge opérationnelle dont il dispose fait totalement défaut au responsable politique qui représente devant nous le Conseil. Il nous paraîtrait donc souhaitable qu'après ce premier échange de vues, le Conseil examinât les points restés en litige d'autant qu'ils ne sont, après tout, pas très nombreux, et que, lors de votre retour devant cette Assemblée, nous puissions avoir une discussion dans laquelle vous disposeriez d'une marge nouvelle de négociations. Est-ce possible ou non ? Je serais heureux d'obtenir une réponse sur ce point.

Pour conclure, je dirai que le groupe socialiste est parfaitement conscient du moment exaltant et difficile que nous vivons.

Exaltant, parce que tout change, de nombreuses habitudes sont remises en question, des problèmes nouveaux surgissent, d'autres prennent une dimension inhabituelle. Tout ceci requiert des moyens, des solutions et des pouvoirs nouveaux.

Difficile, parce que l'adaptation à ces problèmes et les difficultés du moment inclinent chacun au renforcement de l'égoïsme, alors que la solution exige, au contraire, à tous les niveaux, un dépassement et la mise en œuvre de solutions solidaires et parfois globales.

La collaboration interinstitutionnelle qui va s'améliorant est, pour les Communautés, une des raisons d'espérer qu'elles sauront trouver la volonté et définir les moyens de mettre en œuvre ces solutions solidaires. Dans la mesure où votre présence aujourd'hui, Monsieur le Président du Conseil, est le signe d'un progrès dans ce sens et d'une telle volonté au sein du Conseil, je tiens à vous dire que le groupe socialiste et, je crois, l'Assemblée tout entière, ont un désir ardent de coopération sincère et constructive avec votre institution. Dans cette mesure, nous vous exprimons encore une fois notre reconnaissance et notre joie pour votre présence.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Berkhouwer. — (N) Monsieur le Président, mon ami politique Dulin a déjà suffisamment fait valoir des considérations d'inspiration libérale pour que je puisse me limiter à un seul aspect du budget qui nous est soumis. Il ne s'agit certes pas d'un aspect purement politique, mais d'une question que l'on peut se poser au sujet des attributions de la Commission. Je veux parler des dépenses que la Commission envisage au chapitre « frais divers d'organisation et de participation à des conférences et congrès ainsi qu'aux réunions organisés en dehors des lieux de travail de l'institution ».

Je sais que diverses conférences doivent avoir lieu l'an prochain. Je pense à la CNUCEC et au grand congrès de l'ONU à Stockholm. Il apparaît comme souhaitable que les Communautés y participent au niveau de toutes les institutions. Je présume qu'un certain nombre de membres de notre Parlement y participeront, de même que certains membres des parlements nationaux.

Il s'agit de savoir, et c'est là ma question, s'il appartient à la Commission, qui se veut un organe de politique communautaire, d'organiser des congrès scientifiques au sens propre ou quasi scientifiques. On annonce pour l'année prochaine, un congrès sur le thème « industrie et société dans la Communauté ». Je ne sais où il se tiendra, ni à qui il est destiné, ni par qui et avec qui il sera tenu. Et le crédit prévu pour ce congrès s'élève à 135 000 unités de compte, pas moins, c'est-à-dire à peu près à un demi-million de florins. Je convertis cette somme en florins néerlandais sans me préoccuper de savoir si l'unité de compte représente de l'or ou de l'argent.

Je me souviens que la Commission avait déjà organisé un congrès l'an dernier. Il s'agissait alors de la jeunesse. Je crois savoir qu'il y avait effectivement des jeunes à ce congrès. Plus tard des bruits nous sont parvenus selon lesquels ce congrès n'aurait pas été un succès complet. Il est possible, bien entendu, que la Commission en juge autrement. Voici, pour l'essentiel, la question que j'ai à poser : que faut-il penser de l'organisation, par la Commission, de ce genre de congrès ? Qui y participe ? Des savants, des personnalités en vue, des professeurs, des ingénieurs ? Je pose cette question à la Commission et je la sou mets également au Parlement. Appartient-il à la Commission d'organiser des congrès de ce genre ?

Telle est, Monsieur le Président, la question toute simple que je voulais poser, et à laquelle, je pense, la Commission pourra répondre simplement.

M. le Président. — La parole est à M. Triboulet, au nom du groupe de l'UDE.

M. Triboulet. — Monsieur le Président, mes chers collègues, à cette heure tardive, je me bornerai à deux observations.

Triboulet

Le groupe de l'Union démocratique européenne remercie le président du Conseil de ministres d'être présent parmi nous et se réjouit de voir s'engager une discussion budgétaire devant ce Parlement. Mais, bien entendu, puisqu'il s'agit d'une discussion budgétaire, chacun de nous, accoutumé aux discussions budgétaires de son parlement national, va présenter un certain nombre d'exigences.

Je sais que les organes communautaires ont fait diligence pour nous présenter ce budget dès aujourd'hui. Le comité budgétaire, qui l'examine à l'ordinaire au cours de nombreuses séances, n'a pu en discuter que très brièvement. Je crois que le Conseil de ministres n'a tenu qu'une seule réunion pour en discuter. Bref, on nous apporte ce document moins bien dégrossi qu'à l'ordinaire et il nous appartient, à nous Parlement européen, d'achever le travail. C'est excellent. Nous nous en réjouissons, mais il faut que nous puissions effectuer notre travail budgétaire avec toute la rigueur habituelle.

Je ne serai pas aussi modeste que le distingué président de la commission des finances, M. Spénale, qui, tout à l'heure, nous a dit en substance « nous n'avons pas voulu nous aventurer dans l'examen du budget des autres institutions ».

Je pense que puisque c'est l'ensemble du budget qui nous est soumis, nous devons, comme Parlement, travailler sur l'ensemble suivant les méthodes parlementaires, c'est-à-dire, avec le plus de rigueur possible.

Or, que constate-t-on, à première vue, dans la procédure qui nous est soumise ? C'est que nous nous trouvons devant des propositions de la Commission, qui constituent un avant-projet, puis devant un premier arbitrage du Conseil. En fin de compte, pour exercer notre travail, il faut que nous disposions des documents élaborés de part et d'autre, afin de savoir si ce sont les chiffres proposés par la Commission qui sont valables ou si, au contraire, c'est l'arbitrage exercé par le Conseil qui est sage.

Ces explications sont nécessaires pour que nous puissions travailler comme un véritable Parlement. Ce qui frappe, dès l'abord, c'est que les demandes de la Commission étaient en augmentation considérable sur 1971 et qu'en fin de compte, l'arbitrage du Conseil a abouti au contraire à une petite réduction par rapport à 1971. Alors, qui a tort ? Qui a raison ? C'est un peu le rôle que nous devrions exercer pour chacun des principaux chapitres. Nous devrions pouvoir dire par exemple, que les propositions de la Commission nous paraissent raisonnables, que l'amputation faite par le Conseil est choquante ou, au contraire, donner raison au Conseil plutôt qu'à la Commission. Je dois dire que les documents budgétaires ne me paraissent pas suffisamment clairs à cet égard.

Voici à présent les deux observations d'ordre technique que nous voudrions présenter. Je me demande

dans quelle mesure M. Coppé exerce véritablement au sein de la Commission le rôle redoutable du ministre des finances dans chacun de nos États. Est-ce que M. Coppé est considéré par ses collègues comme un homme aimable et conciliant — ce qui m'inquiéterait — ou, au contraire, est-il considéré par ses collègues de la Commission comme un homme de mauvais caractère, désagréable, toujours prêt à étudier leurs propositions avec un esprit critique, dans le souci de réduire les dépenses ? Je me pose cette question, par exemple, lorsque je vois les états de personnel. La Commission a demandé 532 emplois permanents en plus : nous voyons dans le document que le Conseil n'en a accordé que 140 plus 82 si je suis bien renseigné — cela ne figure pas sur l'état — au titre du budget supplémentaire de 1971, disons quelque 200 au maximum au lieu de 532. Ensuite, on voit que la Commission a marqué son accord. Il faudrait savoir si la Commission avait fait un tri sévère ? Dans ce cas-là, M. Coppé, saisi des demandes de chacun des services, ne pouvait accepter que l'on réduise de moitié sa proposition. S'il donne son accord, c'est qu'il n'avait pas exercé au début un tri suffisamment sévère.

J'aimerais beaucoup connaître les méthodes de travail de la Commission. Je ne parle pas pour ce budget, c'est la première fois que nous avons une procédure permettant une véritable discussion parlementaire et je comprends parfaitement qu'il y ait un peu de flottement. Mais il n'est pas bon de voir que des demandes de la Commission soient réduites de moitié et que celle-ci soit d'accord. Cela ne concerne pas seulement ce chapitre, mais bien d'autres comme les études, etc. Pour certains, la Commission avait demandé des sommes assez considérables ; le Conseil parfois les a refusées complètement, et la Commission a dit qu'après tout, elle pouvait s'en passer. Si vraiment la Commission fait un tri très sévère à l'origine, elle doit défendre ses demandes avec plus d'énergie et nous devrions disposer de documents détaillés, qui nous permettent de juger la valeur des demandes initiales de la Commission et de soutenir ces demandes devant le Conseil.

Or, nous n'avons pas les documents qui nous permettent de nous défendre, ou même de défendre la Commission, qui, je me permets de l'ajouter, ne paraît pas se défendre elle-même.

Ma seconde observation sera très brève.

J'ai entendu avec beaucoup d'intérêt M. le Président du Conseil dire que pour le Fonds social européen, la Commission était autorisée à engager 30 millions sur 1973 et 15 millions sur 1974.

N'est-ce pas là le début d'une application de cette notion de crédits d'engagement, par rapport aux crédits de paiement, qui est une des notions très fécondes des méthodes budgétaires françaises ?

Je me demande si l'on ne devrait pas adopter aussi cette notion pour le budget européen.

Triboulet

Le crédit d'engagement, c'est le programme d'avenir et l'on s'engage à dépenser, sur deux ou trois années, certaines sommes. Puis, le crédit de paiement, c'est ce qu'on dépense immédiatement dans l'année.

Ce qui me donne l'idée que l'on pourrait utilement faire jouer cette notion dans le budget européen, c'est le fait que M. Mansholt ait inscrit, pour le Fonds d'orientation, une somme de 285 millions d'u.c. qu'il a mise de côté, ce qui ne me paraît pas normal. Si c'est un crédit de paiement, il doit le dépenser. En revanche, s'il s'agit d'un crédit d'engagement, ce n'était pas la peine de l'inscrire immédiatement pour jouer sur l'équilibre budgétaire. Il fallait l'inscrire en crédit d'engagement pour l'avenir.

Il y aurait là une notion à revoir et je fais confiance à la commission des finances et à son président, qui connaît bien cette procédure, pour examiner si elle ne pourrait pas s'appliquer dans le budget européen.

Notre travail parlementaire débute et nous allons le poursuivre avec tout le soin possible. Nous remercions très vivement le Conseil et la Commission d'avoir commencé à instituer un débat entre le Parlement et les deux autres institutions.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Fabbrini.

M. Fabbrini. — *(I)* Monsieur le Président, chers collègues, étant donné l'heure, je serai particulièrement sensible à la recommandation du Président ; je renoncerai par conséquent à aborder certaines questions, bien que je sois d'avis qu'elles mériteraient une plus grande place dans la discussion. Je me limiterai à trois de ces questions ; certaines ont un caractère politique général, d'autres un caractère politique plus particulier.

Je prends acte de l'engagement que le Président du Conseil a une nouvelle fois pris à cette tribune en ce qui concerne l'extension des pouvoirs du Parlement européen et j'espère que les pourparlers en cours, qui ont été ici évoqués, aboutiront à des solutions concrètes qui permettront de lui conférer effectivement des compétences accrues. J'estime en effet qu'étant donné la situation politique générale actuelle et le cadre pour l'année prochaine que le Président du Conseil des ministres vient d'assigner aux activités de la Communauté pour l'année à venir, nous ne pouvons plus demeurer dans la position paradoxale qui est aujourd'hui la nôtre, paradoxale et insoutenable parce qu'en réalité, dans le domaine de la politique en général et dans celui du budget en particulier, chacun de nous, pris séparément, a plus de pouvoirs au sein de son propre parlement national que n'en a notre Assemblée prise dans son ensemble. A l'égard du Conseil des ministres, mon vote joint à d'autres peut, par l'adoption d'un amendement, aboutir à la modification du budget présenté par mon gouvernement au Parlement italien, alors que l'adop-

tion même unanime par notre Assemblée d'un amendement au budget présenté par le Conseil des ministres pourrait n'avoir aucune suite précisément à cause de cette absence de pouvoirs.

Je suis donc d'avis qu'en raison des considérations politiques générales qui ont été formulées ici ce matin, en particulier par le Président du Conseil, le moment est venu de mettre fin à une situation que je qualifie de paradoxale et insoutenable.

La seconde question m'est suggérée par le débat qui a précédé l'examen du budget. Ce matin nous avons entendu plusieurs collègues demander, à diverses reprises, que notre Parlement s'attache particulièrement à l'examen des grands problèmes de politique générale auxquels la Communauté se voit confrontée. Le monde, dit-on, est en mouvement. M. Nixon se rendra prochainement en Chine et ensuite à Moscou. On demande à l'Europe de s'unir pour qu'elle puisse parler d'une seule voix face au reste du monde. M. Leonardi nous a clairement exposé ce matin la position que mon groupe occupe à cet égard.

Or, conscients des mutations qui s'opèrent dans le monde et invités, comme ce fut le cas ce matin, à politiser davantage nos débats au sein de ce Parlement, nous sommes pour l'heure appelés à examiner un budget qui porte à 90 %, peut-être même plus, sur un secteur particulier de l'activité communautaire, le secteur agricole, qui est parmi tous le plus critiqué et qui, je dirais presque, n'est pas accepté de gaité de cœur par la majorité des pays. Il y a donc déséquilibre entre ce que l'on exige de nous et ce budget. Je pense que l'on peut dire franchement que le budget ne correspond pas, dans ces conditions, à ce que l'on réclame en fait du Parlement, à ce que l'on réclame à l'ensemble des institutions communautaires.

Ma troisième observation, qui sera la dernière, concerne la politique régionale de la Communauté. Ce matin même, le ministre Moro a pris certains engagements au nom du Conseil. Mais un budget qui ne se préoccupe pas — et c'est le cas, me semble-t-il, de ce budget — du problème du déséquilibre régional qui doit être au centre de nos débats si nous voulons que la Communauté soit réellement construite sur des bases homogènes, ne répond pas aux impératifs inhérents à ces déséquilibres régionaux, et cela ni dans la partie concernant le Fonds social (et je partage l'avis de ceux qui ont dit que le Conseil a commis une erreur en réduisant les crédits demandés par la Commission), ni dans la partie qui se réfère à l'activité du FEOGA.

Telles sont, en substance, les observations fondamentales que, parmi d'autres auxquelles je renonce, j'ai voulu vous exposer. Je vous annonce d'ores et déjà que mon groupe ne pourra naturellement pas adopter le budget de la Communauté s'il ne subit pas des changements importants et substantiels dans sa structure, ce que j'estime d'ailleurs impossible au point où nous sommes.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Chers collègues, nous allons interrompre maintenant nos travaux pour les reprendre à 17 h cet après-midi.

(La séance, suspendue à 13 h 20, est reprise à 17 h 05)

PRÉSIDENCE DE M. BERSANI

Vice-président

M. le Président. — La séance est reprise.

L'ordre du jour appelle la suite du premier débat sur le projet de budget général des Communautés pour l'exercice 1972.

La parole est à M. Moro.

M. Moro, président en exercice du Conseil des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, je désire avant tout remercier vivement tous les parlementaires qui ont pris la parole non seulement pour la courtoisie qu'ils ont manifestée à mon égard, mais aussi et surtout pour le ton élevé qu'ils ont imprimé au débat d'aujourd'hui.

Je pense avoir, dans mon exposé introductif, indiqué avec suffisamment de clarté quelle est la position du Conseil sur un certain nombre de problèmes importants soulevés par les divers orateurs. Ceci m'a été possible grâce aux contacts préliminaires que j'ai eus la semaine dernière à Rome avec votre commission des finances et des budgets, contacts qui prouvent à quel point cette nouvelle procédure budgétaire, sur laquelle vous avez exprimé une opinion favorable, est un instrument utile de collaboration entre nos institutions. En outre, nous aurons l'occasion de revenir sur divers problèmes au cours de la prochaine session de novembre.

Je ne reviendrai donc pas sur le thème de l'actuelle crise monétaire, évoqué parmi d'autres par le rapporteur M. Dulin, étant donné que j'estime avoir traité, ce matin, ce sujet de façon appropriée.

Je ne m'arrêterai pas non plus au désir, réaffirmé par le rapporteur, de disposer d'un exposé des motifs plus politique et plus détaillé du budget. Le Conseil a déjà pris cet engagement et l'introduction que j'ai faite ici ce matin tendait précisément à répondre à votre légitime requête.

Je voudrais au contraire souligner l'intérêt que le Conseil porte au problème de l'unité de compte unique pour les opérations de la Communauté, problème évoqué par le rapporteur M. Dulin, et par MM. Aigner et Spénale. Ce problème, déjà à l'étude en 1967 et 1968, est très complexe et très difficile à

résoudre, surtout actuellement, en raison des difficultés encore aggravées par la situation monétaire générale. Le Conseil ne manquera donc pas de l'examiner à fond le plus rapidement possible et dès que la Commission lui soumettra l'étude actuellement en cours.

MM. Dulin, Aigner et Spénale ont regretté l'absence, dans le projet de budget, de tout crédit destiné à la recherche, ce qui à leur avis est contraire au principe de la globalité du budget. M. Aigner a tout simplement considéré que cette situation est due au fait qu'une fois de plus le Conseil n'a pas adopté en temps opportun les décisions requises pour le vote des crédits.

Je désire préciser que la situation n'est pas celle indiquée par l'honorable parlementaire. En effet, en raison de circonstances diverses, les nouvelles propositions de programme de la Commission n'ont été transmises au Conseil qu'à la dernière minute, comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner en présentant le budget. Compte tenu du temps nécessaire pour procéder à l'examen des documents y afférents de la Commission, je doute que le Conseil puisse se prononcer sur les propositions de programme au cours des prochains jours et soumettre en temps utile à l'avis du Parlement les crédits nécessaires à la réalisation des propositions, ce qui permettrait d'inclure les crédits en question au budget en discussion.

Comme je l'ai déjà précisé, le Conseil ne manquera pas de prendre soit sur le plan des programmes, soit sur celui des budgets, les dispositions qu'appelle cette situation afin d'éviter tout hiatus dans l'activité du Centre commun de recherche. Je me dois d'attirer votre attention sur le fait que l'unification du budget des Communautés n'a entraîné aucune modification des dispositions du traité d'Euratom qui régissent la détermination des crédits pour les recherches et qu'à défaut de l'adoption d'un programme par le Conseil, aucun crédit ne pourrait être inscrit au budget des Communautés pour les recherches nucléaires.

Passant à quelques questions spécifiques soulevées par les divers orateurs, je voudrais tout d'abord évoquer celles relatives au Fonds social qui m'ont plus particulièrement été posées par MM. Dulin et Spénale.

Comme je l'ai déjà dit, le Conseil a en effet réduit le crédit demandé par la Commission pour les dépenses au titre de l'article 5 de la décision du Conseil du 1^{er} février 1971 relative à la réforme du Fonds social européen. Selon le Conseil, ce crédit ne sera pas entièrement dépensé en 1972 pour des raisons techniques et administratives.

Cependant, le Conseil a augmenté les crédits inscrits à l'article 500 et a veillé à établir un certain équilibre entre les crédits prévus pour ces deux types de dépenses. Par ailleurs, les délibérations relatives au Fonds social rénové se sont poursuivies hier et l'on a pu enregistrer des résultats satisfaisants.

Moro

Le Conseil n'exclut toutefois pas la possibilité d'augmenter le crédit en question au moyen d'un budget supplémentaire, si ceci devenait nécessaire.

Certes, cette question mérite la plus grande attention et je rapporterai vos observations au Conseil ; je puis vous assurer que si le Parlement vote un amendement dans le sens indiqué ici, le Conseil l'examinera avec toute la considération voulue.

Quant au crédit demandé pour les actions contre la pollution de l'air et de l'eau, cité par MM. Dulin et Spénale (article 355), le Conseil l'a inscrit comme crédit bloqué au projet de budget. Le Conseil rappelle en effet qu'il n'a pas encore pris position au sujet des actions que les Communautés devront entreprendre dans ce secteur.

Dès que le Conseil aura pris une décision au sujet de ces actions, ce crédit pourra éventuellement être débloqué.

La Commission vous a confirmé ce matin son accord sur ce blocage provisoire.

Le Conseil assure les honorables parlementaires qu'il est, comme du reste le Parlement, pleinement conscients des problèmes existants en matière d'environnement.

Pour ce qui est de la question posée par M. Aigner sur la situation des travaux relatifs au règlement ayant pour objet la lutte contre les fraudes, je puis constater avec satisfaction que les travaux préparatoires au sein du Conseil ont permis de résoudre la plupart des problèmes qui se posent dans ce domaine complexe et difficile. Restent cependant quelques questions qui ont déjà fait l'objet de délibérations du Conseil le 20 septembre 1971, et pour lesquelles il s'efforcera d'arriver à une solution dans les plus brefs délais possibles.

Compte tenu en particulier du volume important des dépenses dans le cadre du FEOGA, M. Aigner s'est aussi demandé si le moment n'est pas venu pour les Communautés de définir une nouvelle conception en matière de contrôle des dépenses.

Je tiens à vous dire que le Conseil est également arrivé à la conclusion que les Communautés devraient définir une nouvelle conception en matière de contrôle compte tenu, en particulier, du volume important des dépenses communautaires ainsi que du financement de ces dépenses par des ressources propres.

Le projet de statut de la commission de contrôle est actuellement à l'examen au Conseil. On peut espérer que le nouveau statut sera adopté par le Conseil avant la fin de 1971.

Cette nouvelle conception en matière de contrôle des dépenses sera également évoquée à cette occasion.

Dans le même ordre d'idées, le Conseil pourra examiner les suggestions du Parlement concernant l'ins-

cription au budget des crédits relatifs à la commission de contrôle, problème qui doit trouver sa solution dans le cadre de la révision du règlement financier.

M. Triboulet se demande s'il n'est pas opportun d'adopter pour le budget des Communautés la notion de crédit de paiement et de crédit d'engagement, compte tenu en particulier de la notion « d'autorisation d'engagement » adoptée par le Fond social européen.

Comme j'ai souligné le Conseil dans le rapport annexé au projet de budget, son attention s'est particulièrement portée sur les crédits proposés par la Commission pour le budget de l'exercice 1972, pour lesquels il est dès à présent prévisible que certains paiements à effectuer au cours de cette année s'écarteront des montants fixés pour ces crédits.

La Commission s'est déclarée prête à examiner ces problèmes et a accepté l'engagement d'en référer avant le 31 mars 1972 de sorte que le Conseil puisse tenir compte de ses conclusions lors de la révision des règlements financiers.

Bien que d'autres solutions aient été suggérées au Conseil, la solution proposée par la Commission, c'est-à-dire le fractionnement du recours aux contributions en fonction des nécessités de trésorerie, a été adoptée à titre provisoire.

Une des autres solutions évoquées au Conseil consiste, comme le suggère M. Triboulet, à reprendre dans le règlement financier les notions de crédit de paiement et d'engagement qui figurent déjà dans le droit budgétaire de nombreux États membres. Aussi, ce problème sera réexaminé à l'occasion de la révision des règlements financiers.

Que M. Berkhouwer me permette de ne pas répondre à ses observations qui me semblent s'adresser essentiellement à la Commission.

M. Fabbrini a regretté que le budget ne contienne pas d'indications relatives à la politique régionale. Comme vous le savez, en ce moment se tient à Luxembourg un Conseil dont les travaux sont consacrés au problème de la politique régionale, et l'on doit y examiner les orientations à définir dans ce domaine. Il n'était donc pas possible, à ce stade, d'inscrire au budget des crédits pour des actions qui doivent encore faire l'objet d'études et de délibérations. Je puis toutefois vous confirmer l'intérêt que je porte personnellement, ainsi que le Conseil dans son ensemble, à la mise en œuvre d'une politique régionale.

En conclusion de cette brève réplique, je voudrais répondre à la question que m'a si courtoisement posée M. Spénale au sujet de la mise en pratique de la résolution du Conseil relative à la collaboration avec le Parlement en matière budgétaire.

Moro

Le Conseil, au cours de sa réunion de l'autre soir à Luxembourg, a discuté des propositions qui lui ont été transmises par le Président du Parlement et renouvelées lors de la rencontre qui a eu lieu à Bruxelles entre une délégation du Parlement et M. Pedini.

Le Conseil a procédé, à ce sujet, à un large échange de vues qui n'a cependant pas encore permis d'adopter définitivement une position commune. Les travaux se poursuivent au Conseil sur la base de cet échange de vues et nous avons l'intention de les mener à bonne fin au cours d'une prochaine session. Je puis vous assurer que dès que le Conseil sera à même de répondre de façon concrète aux propositions du Parlement, nous reprendrons contact avec la Présidence en vue de rechercher un accord que j'espère imminent.

C'est sur cet engagement, qui doit constituer une nouvelle preuve concrète de la volonté du Conseil d'établir des rapports plus intenses et fructueux avec le Parlement européen, que je termine ma brève réplique eu égard à la prochaine rencontre plus approfondie du mois de novembre.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je réitère au Président en exercice du Conseil les remerciements les plus vifs de l'Assemblée pour avoir voulu nous présenter personnellement le budget et je le remercie en outre des importantes informations et déclarations dont il nous a fait part au cours du débat d'aujourd'hui.

La parole est à M. Spénale.

M. Spénale, président de la commission des finances et des budgets. — Monsieur le Président, juste un mot pour avoir une précision en ce qui concerne le problème des crédits d'étude sur les problèmes de l'environnement dont certains ont été bloqués par le Conseil.

On nous a expliqué que ces crédits seraient accordés lorsqu'une politique aurait été arrêtée en matière d'environnement. Il y a certainement contradiction à bloquer les crédits avant de définir une politique de l'environnement, lorsque ces crédits sont justement destinés à des études visant à définir la politique de l'environnement que l'on devra suivre.

Mais ma question ne porte pas actuellement sur le fond. Le président du Conseil nous a dit que la Commission était d'accord sur le blocage de ces crédits, ce qui est contraire à ce que nous croyions savoir. Je serais donc heureux que l'information exacte et définitive nous soit donnée, puisque les deux institutions sont représentées.

Pour ne pas avoir à reprendre la parole, je voudrais dire combien il est satisfaisant pour nous d'avoir eu, avant même que le Parlement prenne position sur le budget, un échange de vues d'une telle qualité, d'une

telle précision et d'une telle sincérité avec M. le Président en exercice du Conseil et je tiens à exprimer la gratitude que j'éprouve et celle de la commission des finances et des budgets, comme vous l'avez fait, Monsieur le Président, pour l'Assemblée.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Au nom de la Commission, je ne reprendrai pas les points sur lesquels M. le président Moro a déjà donné une réponse. C'est en particulier le cas en ce qui concerne les crédits d'engagement et de paiement. Nous avons pris l'engagement, au cours des dernières discussions, de présenter devant le Conseil un rapport sur la portée qu'aurait pour nous cette distinction généralisée qui figure dans le budget de l'Euratom.

Nous connaissons la notion d'autorisation d'engagements, toute récente, dans le Fonds social. Nous ne nous sommes pas engagés à l'accepter ou à la rejeter. Pour ma part, je ne vous le cache pas, j'ai un préjugé favorable, mais l'administration est assez réticente.

Nous avons proposé de présenter un rapport et nous le ferons d'ici à la fin de l'année. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'en parler avec M. le président Spénale et au Conseil, lorsque nous aurons les éléments.

En ce qui concerne l'autre point soulevé par M. Triboulet, qui s'est demandé si M. Coppé était un bon ou un mauvais ministre des finances, sa question revient à ceci : est-ce un fantaisiste ou non ? En effet, on nous demande 733 postes et finalement on s'est mis d'accord sur 253. Au nom de la Commission, j'ai accepté le compromis dont les termes se trouvent dans le projet de budget. Au moment où nous avons discuté de cette question avec mes collègues, j'ai donné mon accord par téléphone de Berlin, où je me trouvais pour une réunion du Comité économique et social. Telles sont les conditions dans lesquelles nous travaillons. Je ne demande pas de personnel supplémentaire. Ce n'est pas du tout parce que nous avons fait des erreurs de calcul. Je n'ai pas été longtemps ministre de travaux publics dans mon pays mais là on m'a expliqué que les plus mauvais ministres des travaux publics sont les ingénieurs parce qu'ils refont tous les plans et qu'à force de les refaire, ils ne prennent pas de décision.

J'ai appris à ne pas refaire les calculs et les additions ! Il ne s'agit donc pas d'une erreur d'addition. Je fais confiance à notre administration qui s'est livrée à un calcul précis et exact. Ce qui diffère avec le Conseil, c'est l'évaluation politique. Nous en avons d'ailleurs eu un exemple ici, ce matin, lorsque M. Aigner a déclaré que le contrôle du FEOGA était insuffisant. En effet, le FEOGA dépense 85 % de notre budget, soit 3 milliards à 3,5 milliards d'u.c. Nous estimons également que ce contrôle est insuffisant et, voulant le renforcer, nous avons demandé au Conseil d'approuver un texte d'application de

Coppé

l'article 8 du règlement n° 729, qui nous permet d'approfondir ce contrôle dans les États membres. Bien entendu, à ce moment-là nous devrions disposer d'un personnel supplémentaire. Nous ne sommes pas parvenus à avoir satisfaction sur l'ensemble des demandes que nous avons introduites et, encore une fois, cette situation est due à une différence d'appréciation, d'optique politique.

Je ne fais pas de reproche au Conseil mais cela n'a rien à voir avec la fantaisie ou le manque de fantaisie de ceux qui introduisent les demandes. Nous pouvons par exemple, être partisans d'une politique de l'environnement — et je reviendrai sur ce point tout à l'heure, à la demande de M. Spénale — et le Conseil, lui, peut estimer que la moitié de l'action que nous envisageons est suffisante. Je répète donc qu'il s'agit d'une différence d'opinion politique qui peut se produire dans chacun de nos pays : lorsque le gouvernement fait une proposition, le Parlement peut réduire ou non les dépenses inscrites au budget. Encore une fois, cela n'a rien à voir avec le sérieux avec lequel nous travaillons, mais bien avec des différences d'optique politique entre le Conseil et nous-mêmes, différences parfaitement justifiées entre des institutions politiques séparées mais qui cependant se rejoignent et qui ont des objectifs différents.

J'avoue avoir été quelque peu étonné par la question de M. Berkhouwer. Il s'agit, là encore, d'une différence d'optique. Devons-nous, oui ou non, nous occuper de thèmes tels que l'organisation d'un congrès de l'industrie et de la société dans la Communauté ?

Par hasard, ce matin, j'ai lu les « Dernières Nouvelles d'Alsace ». Mon attention a été attirée par l'article suivant : « Consciente de l'évolution de la société, la confédération des petites et moyennes entreprises va réexaminer les principes qui la régissent. »

Principes qui régissent quoi ? L'évolution de la société ? ...

M. Berkhouwer — C'est bien.

M. Coppé. — C'est normal, tout ce qui intéresse les petites et moyennes entreprises nous intéresse. Tout ce qui intéresse la classe moyenne nous intéresse au même titre. Qu'est-ce que l'industrie et la société dans la Communauté ? C'est un problème du type d'évolution de la société, et nous voulons savoir quelle est l'évolution d'ensemble de notre société. Peut-être vous souviendrez-vous du congrès qui a eu lieu à Stresa, il y a quelques années, au cours duquel nous avons, pendant un temps assez long, délibéré, au début de notre Communauté, sur l'évolution que nous voulions donner à l'agriculture et sur la place que nous estimions devoir lui réserver dans notre société. C'est alors que nous avons décidé que

l'agriculture devait essentiellement rester une entreprise familiale...

M. Berkhouwer. — Oui !

M. Coppé. — Je m'étonne, en tout cas, qu'un représentant du parti libéral sous-estime ou néglige les intérêts des classes moyennes. Personnellement, ce qui intéresse les classes moyennes m'intéresse.

M. Berkhouwer. — Moi aussi !

M. Coppé. — L'évolution des principes de la société m'intéresse aussi...

M. Berkhouwer. — Cela n'a rien à voir avec l'organisation de congrès.

M. Coppé. — Mais si ! Notre administration ne peut pas tout sucer de son pouce. Par conséquent, plutôt que de toujours inviter notre administration à faire des études *intra muros*, je lui demande, au contraire, d'être présente aux congrès qui sont organisés ici ou là. C'est à mon avis la bonne façon d'ouvrir les fenêtres de l'administration sur les idées nouvelles qui naissent dans le monde.

Je suis heureux que le Conseil ait accepté notre position et je ne puis m'empêcher de m'étonner qu'un représentant du groupe libéral estime que nous n'avons pas à nous en occuper. J'espère cependant que la majorité du Parlement nous suivra.

En ce qui concerne les questions posées par M. Spénale au sujet de l'unité de compte, je le remercie de l'intérêt qu'il porte à ce problème. Nous l'étudions et, comme l'a dit le président du Conseil, il est extrêmement délicat. Vous savez qu'il existe plusieurs unités de compte : il y a une unité de compte verte et une unité de compte pour le charbon et l'acier. Plus je progresse dans l'étude de ce problème, plus il m'apparaît épineux.

Nous devons évidemment aboutir à une solution et personnellement je suis assez enclin à en accélérer l'étude, compte tenu de l'ensemble des contingences actuelles.

Je remercie la commission des finances et des budgets d'avoir demandé au Parlement de bien vouloir inviter le Conseil à se prononcer rapidement sur la proposition de règlement que nous avons introduite au sujet d'un meilleur contrôle des opérations du FEOGA. Je crois que c'est la meilleure façon pour nous d'activer la prise des décisions nécessaires.

Je suis particulièrement reconnaissant au Parlement d'avoir appuyé cette demande, sans laquelle aucune amélioration sérieuse de ce contrôle n'est possible. Il nous faut un règlement pour l'application de l'article 8. Sans cela nous ne pourrions pénétrer assez

Coppé

en avant dans le contrôle pour que la fraude — M. Aigner a cité, à ce sujet, le chiffre, qui me paraît exagéré, de 100 à 300 millions d'u.c. — puisse être réduite au minimum.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur Coppé.

Le premier débat sur le budget général des Communautés pour l'exercice 1972 est clos.

7. Règlement concernant l'importation d'huile d'olive en provenance d'Espagne, de Tunisie, du Maroc et de Turquie

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le vote sans débat de la résolution contenue dans le rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant les règlements (CEE) n°s 2164/70, 2165/70, 463/71 et 1235/71 relatifs aux importations des huiles d'olive d'Espagne, de Tunisie, du Maroc et de Turquie (doc. 161/71).

Je n'ai aucun orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

8. Règlement portant dispositions complémentaires pour le marché viti-vinicole

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 126/71) relative à un règlement modifiant notamment le règlement n° 816/70 portant dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché viti-vinicole (doc. 156/71).

La parole est à M. Vals qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Vals, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, j'aurais souhaité que ce débat concernant la modification du règlement viti-vinicole se déroulat dans les mêmes conditions que le rapport qui vient d'être adopté par notre Assemblée. Mais je ne pense pas qu'il puisse en être ainsi, car il y aura, sans doute, à propos de cette question, une série d'interventions.

C'est la première année où le règlement viti-vinicole a été appliqué dans notre Communauté, puisque sa mise en application date du 15 juin 1970.

Il a été mis en application dans les plus mauvaises conditions possibles, car nous avions, à ce moment-là, à faire face à l'intérieur de la Communauté, à une récolte vraiment exceptionnelle, qui dépassait très largement les estimations des experts les plus qualifiés, alors que nous avions encore, dans les chais des quantités importantes provenant à la fois de la récolte précédente, mais surtout des importations qui avaient eu lieu dans le courant de l'année — déficitaire — 1969-1970.

Malgré ces difficultés, nous pouvons retirer un certain nombre de satisfactions, parce que le marché a été moins désorganisé qu'il ne l'eût peut-être été si ce règlement n'avait pas été mis en application.

A la lumière de l'expérience, il apparaît cependant qu'il convient d'apporter un certain nombre de modifications à ce règlement. Je souhaite d'ailleurs que, dans les années à venir, il puisse encore être perfectionné.

C'est à cette fin que la Commission a proposé un certain nombre de modifications, qui, pour la plupart, ont été acceptées par la commission de l'agriculture, avec cependant quelques variantes, dont je parlerai au cours de mon exposé.

A ce projet de règlement ont été apportées des modifications mineures sur lesquelles je ne m'appesantirai pas. Mais il y a des points essentiels dont il est indispensable de discuter.

Le premier concerne le régime des échanges avec les pays tiers.

Les membres de cette Assemblée se rappelleront peut-être le rapport que j'ai fait, au nom de la commission de l'agriculture, au mois d'octobre 1970, sur un règlement suspendant temporairement le droit du tarif douanier commun applicable aux vins originaires d'Algérie. Je signalais, dans ce rapport que les quantités de vins importés d'Algérie jusqu'à ce jour avaient pesé lourdement sur les marchés communautaires, les quantités importées en France atteignant quelquefois 10 millions d'hl. C'est avec des réserves que j'avais émis un avis favorable au projet de règlement, qui demandait qu'en vertu de l'article 37 du règlement n° 816, des dérogations pussent être accordées jusqu'au 31 août 1971.

Pour des raisons, semble-t-il, indépendantes de la volonté de la Commission, ce délai fut reporté au 31 octobre 1971, sans qu'il y ait eu consultation du Parlement, laquelle était cependant formellement prévue. Naturellement, il y avait à cela des raisons que le président de notre Assemblée a d'ailleurs développées dans une lettre adressée au président de la Commission des Communautés : notre Parlement étant en vacances au mois d'août, il n'était pas pos-

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 26.

Vals

sible de solliciter son avis pour reporter l'échéance du 31 août au 31 octobre.

Aujourd'hui, la Commission nous demande de reporter encore cette date et d'introduire dans le règlement de base un article 9 bis déclarant applicable jusqu'au 31 mars 1972 le régime actuellement en vigueur des importations en provenance d'Algérie, de Turquie, du Maroc et de Tunisie. La Commission espère que, pendant ce laps de temps, le Conseil pourra se prononcer sur le régime définitif applicable à ces importations.

La commission de l'agriculture ne partage pas, sur ce point, l'avis de la Commission exécutive. Elle rappelle que le règlement a été mis en vigueur à partir du 15 juin 1970. La dérogation consentie en vertu de l'article 37 prévoyait un régime transitoire allant jusqu'au 31 août 1971. La Commission a ensuite décidé de demander au Conseil, qui a accepté, de prolonger ce régime transitoire jusqu'au 31 octobre 1971. Maintenant, elle nous propose la date du 31 mars 1972. La commission de l'agriculture estime qu'il faut mettre fin à ces dérogations. Nous proposons qu'elles s'arrêtent à la date du 30 novembre 1971.

Le problème est connu, il n'y a pas de donnée nouvelle. Dans un mois et demi, on peut, si on le désire, arriver à une décision sur ce plan-là.

Deuxième point important, le régime des interventions.

Dans le domaine viti-vinicole, le régime est différent de celui des céréales, du lait ou du sucre de betterave. Il est prévu, en ce domaine, un prix de campagne, puis un prix plus bas, appelé « prix de déclenchement des interventions ». Qu'est-ce à dire ?

Lorsque, sur un certain nombre de places, désignées dans le règlement, pendant deux semaines consécutives le prix d'intervention n'est pas atteint, le Conseil est habilité à prendre, sur proposition de la Commission, une série de mesures qui vont du stockage à court terme au stockage à long terme et enfin à la distillation.

Pour déclencher ces mesures d'intervention, le règlement prévoit que la récolte, sur l'ensemble de la Communauté, ne doit pas être supérieure à la consommation prévisible pour l'année plus un mois.

Il est apparu cette année à l'évidence que ce délai de cinq mois était beaucoup trop long pour mettre en place la première mesure d'intervention. C'est pourquoi la Commission propose que ce délai d'intervention soit ramené à seize mois de consommation. La commission de l'agriculture n'est pas d'accord sur les quatre mois. Elle demande à la Commission de prévoir le déclenchement des mesures d'intervention après trois mois, ce délai lui paraissant suffisant. Il y a donc là une différence d'appréciation.

Il apparaît aussi — et la Commission s'en est rendu compte — que la prime accordée pour le stockage à long terme est insuffisante pour inciter les viticulteurs à stocker leurs vins à partir du moment où, comme cela a été le cas durant toute l'année 1970-1971, il y a un effondrement des prix.

En effet, les viticulteurs répugnent toujours à stocker à long terme. Le stockage à long terme a été ramené à six mois, mais il est en réalité de neuf mois. Ils y répugnent pour un certain nombre de raisons : les frais qu'ils sont obligés d'engager, le fait qu'ils ne peuvent pas retirer de la vente de leur récolte les fonds qu'ils sont en droit d'escompter pour assurer le bon fonctionnement de leur exploitation, les dangers que présente la conservation du vin, les pertes qui ne manquent pas de se produire du fait de l'évaporation ; enfin, il existe, chez les viticulteurs, une crainte ancestrale qu'exprime le proverbe selon lequel stocker du vin, c'est stocker de la baisse !

Il est donc apparu indispensable à la Commission d'augmenter le montant de la prime de stockage à long terme. Elle a proposé 20 %. La commission de l'agriculture demande que la question soit revue et la prime portée à 30 %.

En outre la commission de l'agriculture m'a demandé d'introduire dans l'exposé des motifs au sujet de ce prix d'intervention une série de remarques.

Lorsque, dans le domaine des céréales, par exemple, un prix d'intervention est fixé, le producteur sait qu'il pourra écouler sa récolte de céréales à ce prix. Il en est de même pour le lait et la betterave.

Mais il en va différemment pour le vin. Un prix de déclenchement des interventions est fixé, et bien que, dans mon pays par exemple, le crédit agricole ait accepté de financer la récolte sur la base de prix de déclenchement des interventions, le viticulteur n'est pas assuré, en fin de campagne, d'obtenir ce prix. Certes, il y a la prime de stockage à court terme, la prime de stockage à long terme, et si c'est indispensable, le prix offert pour le vin au moment de la distillation. Mais on ne parvient pas à obtenir ainsi le prix de déclenchement des interventions.

Je demande à la Commission de bien vouloir essayer, dans un délai rapide, d'harmoniser les régimes. Il est anormal qu'il y ait, pour le vin ou pour les producteurs de fruits ou de légumes, un régime moins favorable que pour les céréales, la betterave ou le lait. On a l'impression que les produits septentrionaux ont été beaucoup plus favorisés que les produits méridionaux. Il y a là un problème qu'il est important de régler, et c'est la raison de mon insistance. La commission de l'agriculture serait très désireuse de voir s'ouvrir à ce sujet, sur des propositions de la Commission, un débat destiné à apporter une harmonisation.

Parmi les problèmes importants soulevés, se trouve celui des prestations d'alcool vinique. Tout produc-

Vals

teur est tenu de livrer à un organisme d'État ou désigné par l'État une quantité d'alcool pur correspondant à sa récolte. L'on peut ainsi éliminer du marché une certaine quantité de mauvais vin. En effet, les prestations d'alcool vinique sont toujours supérieures à la quantité d'alcool que le viticulteur peut retirer de ses lies ou de ses marcs. Il doit donc distiller une partie de sa récolte. La mesure est excellente, puisqu'elle va dans le sens de la politique de qualité que l'on entend prôner en la matière.

Jusqu'à présent, le maximum des prestations d'alcool vinique était de l'ordre de 10 % par rapport à la valeur d'alcool pur de la récolte du viticulteur.

En 1970-1971, une seule catégorie de viticulteurs a été soumise à ces prestations d'alcool vinique : les viticulteurs français. Une dérogation a été accordée aux viticulteurs italiens, mais celle-ci arrive à expiration et, à partir de 1971, les viticulteurs italiens seront, eux aussi, soumis aux prestations d'alcool vinique.

La Commission propose de porter de 10 % à 13 % le maximum des prestations d'alcool vinique. La commission de l'agriculture n'est pas opposée à cette augmentation, mais elle souhaite que l'on s'en tienne à 10 %, en raison précisément de la situation de la viticulture italienne. Les viticulteurs italiens auront à appliquer, pour la première fois cette année, les prestations d'alcool vinique. On souhaite qu'ils puissent le faire le plus régulièrement et le plus commodément possible. C'est pourquoi, sans nous opposer aux 13 % maximum, nous souhaitons le maintien des 10 % appliqués jusqu'ici.

J'avais pour ma part, proposé dans l'avant-projet que j'avais soumis à la commission de l'agriculture, que les prestations d'alcool vinique fussent fonction du rendement à l'hectare. En effet, sauf cas particulier et exceptionnel, lorsque le rendement augmente dans de grosses proportions, la qualité du vin diminue. Ce ne sont pas, en effet, les vignes qui sont plantées sur les coteaux qui sont d'un grand rendement, mais les vignes plantées dans les plaines et que l'on peut arroser jusqu'au début du mois d'août. Donc, le rendement influe sur la qualité. Mes propositions étaient les suivantes : 8 % pour les rendements inférieurs à 50 hl à l'ha, 10 % pour les rendements de 50 à 80 hl à l'ha, 12 % pour les rendements de 80 à 110 hl à l'ha et 14 % pour les rendements supérieurs à 110 hl à l'ha. Je me suis toutefois rendu aux raisons de la Commission, face aux difficultés qu'elle connaîtrait si ce système était appliqué en 1971. En effet, l'on ne connaît pas encore les résultats de l'enquête cadastrale effectuée en Italie. Je reconnais donc que ce nouveau système était difficilement applicable. Toutefois, l'idée en doit pas en être abandonnée ; tel est en tout cas le souhait de la commission de l'agriculture.

Enfin, au sujet du prix de référence, la commission de l'agriculture propose une modification tendant à ce que le prix de référence s'applique aux vins non

logés. Je rappelle que le prix de référence est le prix qui doit être payé pour des vins en provenance des pays tiers, à la frontière de la Communauté. Un certain nombre de fraudes ont pu se produire à partir du moment où l'on a fait entrer en ligne de compte, pour le prix de référence, le prix du conditionnement. C'est la raison pour laquelle la commission de l'agriculture demande que le prix de référence s'applique aux vins non logés.

Voilà les idées générales qui ont amené la commission de l'agriculture à adopter mon rapport et les quelques différences qui existent entre le texte que nous proposons et celui de la Commission.

Je me réserve évidemment d'intervenir, en cas de besoin, lors de la discussion des articles.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je rappelle à mes collègues que le temps de parole est de 15 minutes pour les orateurs intervenant au nom d'un groupe politique et de 10 minutes pour les autres.

La parole est à M. Vetrone, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Vetrone. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, la proposition de règlement modifiant le règlement portant dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché vitivinicole, sur lequel la Commission exécutive nous a consultés et que le rapporteur Vals vient de nous exposer brillamment, trouve l'assentiment de mon groupe politique qui votera donc pour la résolution de la commission de l'agriculture.

L'exécutif a voulu, avec un zèle que certains ont jugé excessif, parce que la première année d'application du règlement de base est à peine achevée et que l'on aurait pu attendre de nouvelles expériences, préciser ou adapter certaines dispositions techniques, afin d'en permettre une application plus exacte et plus large, en y incluant le plus grand nombre de cas possible et en évitant d'exclure certains autres.

Seule une disposition juridico-politique échappe au caractère technique de cet ensemble de mesures. Il s'agit de la disposition prorogeant jusqu'au 31 mars 1972 le traitement particulier accordé aux importations de vin en provenance d'Algérie, du Maroc, de Tunisie et de Turquie, dans l'attente des décisions communautaires. Malheureusement, le Conseil de ministres n'a pas encore pris ces décisions et la commission de l'agriculture, qui n'avait accepté cette prorogation que jusqu'au 30 novembre 1971, a déploré à juste titre cette carence, en déclarant dès maintenant qu'elle n'était plus disposée à donner un avis favorable à de nouvelles propositions de prorogation. En effet, ces avantages ne se justifient plus, surtout à l'égard de l'Algérie qui, contrairement aux trois autres pays qui sont associés à la Communauté, devrait désormais être considérée comme un pays tiers.

Vetrone

Il était facile de prévoir que le débat sur la proposition de règlement s'étendrait au-delà du contenu technique de la proposition elle-même. Ainsi, la grande majorité de la commission de l'agriculture, qui a accepté en général tous les amendements de caractère technique proposés par le rapporteur, n'a pas pu le suivre lorsque les propositions impliquaient des jugements politiques.

Le rapporteur en ayant également parlé devant l'Assemblée, il convient de répéter qu'il ne paraît pas opportun d'insérer dans ce contexte technique des modifications qui impliquent des évaluations politiques et que, si un prix garanti est souhaité dans le secteur du vin, le secteur des fruits et des légumes en revendiquerait à juste titre l'application — comme l'a justement souligné le rapporteur lui-même, qui s'est constamment référé à ce prix garanti.

A titre personnel et sans engager mon groupe politique, je pourrais juger opportun, comme le rapporteur, d'étendre l'examen au secteur des fruits et des légumes, mais, à mon avis, il faut d'abord réfléchir, puis persuader ; persuader les autres évidemment !

Mais je dois dès maintenant manifester mon désaccord sur une proposition d'amendement présentée tout à l'heure et dont le rapporteur a également parlé, proposition tendant à introduire un prix de référence intracommunautaire. Cela reviendrait à renoncer à la libre circulation du vin dans la Communauté ; ce serait abandonner l'organisation commune du marché viti-vinicole.

Je pense que nous nous rendons tous parfaitement compte des raisons qui ont incité M. Vals à poser certains problèmes. Nous pouvons nous-mêmes reconnaître que l'expérience faite par la France en cette première année d'application du règlement communautaire dans le secteur viti-vinicole est rien moins qu'encourageante. Mais avant d'appliquer des remèdes qui dénatureraient le principe même sur lequel se fonde le règlement, d'ailleurs à peine appliqué, nous devons être capables d'attendre encore un peu et d'expérimenter davantage, afin de poser le problème avec plus de conviction et de force si la perturbation du marché, déplorée aujourd'hui par un seul pays, devait se généraliser à l'échelle communautaire.

Monsieur le Président, chers collègues, sous réserve de ces brèves critiques, qui ne portent d'ailleurs pas sur les propositions de la Commission exécutive, ni sur la proposition de résolution présentée avec tant d'autorité par M. Vals au nom de la commission de l'agriculture, le groupe démocrate-chrétien approuve, en général, le contenu de la proposition de résolution et, en remerciant le rapporteur de la précieuse contribution qu'il a apportée par ses connaissances et son expérience, déclare par mon intermédiaire qu'il votera pour la proposition.

M. le Président. — La parole est à M. Houdet, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Houdet. — Monsieur le Président, Messieurs, au nom du groupe des libéraux et apparentés, je ne ferai qu'une très courte intervention pour apporter notre accord à la proposition de règlement portant organisation commune du marché viti-vinicole, et qui serait à modifier suivant les amendements présentés par M. Vals dans son excellent rapport, qu'il a, du reste, parfaitement explicité devant nous dans son exposé oral.

L'équilibre du marché viti-vinicole est particulièrement difficile, compte tenu, d'une part, des grandes variations de volume de production, et, d'autre part, des fluctuations de consommation totale et régionale.

Les États membres producteurs ont connu depuis longtemps ces difficultés. Ils ont dû y faire face par les mesures pragmatiques et souvent, très souvent, modifiées. La connaissance du dossier montrée par M. Vals prouve qu'il a connu personnellement ces difficultés dans son pays.

Je suis d'accord également avec M. Vetrone lorsqu'il dit qu'il faudra perfectionner notre règlement au fur et à mesure des progrès de notre expérience communautaire dans l'organisation de ce marché particulièrement difficile.

Bien sûr, la création d'un marché communautaire a fait disparaître nombre des difficultés que nous connaissons sur le plan national. Nous pouvons nous féliciter des résultats obtenus pendant cette courte période d'une année. Mais cette courte période d'application du règlement communautaire et d'harmonisation de ces mesures entre nos divers pays appelle des retouches au règlement initial n° 816/70. Il faudra encore le perfectionner et ne jamais renoncer à prendre les mesures pragmatiques commandées par les événements.

Mes observations ne porteront que sur trois modifications, et mon groupe insiste pour que les amendements présentés par M. Vals soient adoptés.

Il est nécessaire, tant dans l'intérêt des États membres que dans l'intérêt des pays associés, que soit fixé un régime définitif des importations en provenance de la Turquie et du Maghreb. C'est pourquoi nous souhaitons que le régime transitoire prenne fin au 30 novembre 1971.

L'équilibre production - consommation entraîne des aides au stockage privé. Ces aides jouent lorsque les disponibilités en début de campagne dépassent 5 mois de la consommation prévisible. Ce délai ne tient pas compte des quantités en chais, l'expérience le montre. C'est pourquoi, comme le demande la commission de l'agriculture, ce délai doit être limité à trois mois.

Enfin, il est indispensable, pour la bonne organisation du marché viti-vinicole et afin de tenir compte

Houdet

des cotations très différentes rencontrées au cours d'une campagne et des risques de conservation du vin, de différencier les aides des contrats à court terme, vers lesquels tendent nos viticulteurs, et à long terme, pour lesquels ils sont très réticents, en portant les aides à long terme à un niveau au moins supérieur de 30 % à celui des aides à court terme.

Voilà, Monsieur le Président, les trois observations que je désirais présenter au nom de notre groupe et, sous ces réserves, nous apportons notre acquiescement à la proposition de la commission de l'agriculture.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Liogier, au nom du groupe de l'UDE.

M. Liogier. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je me dois tout d'abord de féliciter notre collègue M. Vals pour le rapport qu'il nous a présenté sur la modification du règlement n° 816/70 portant dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché viti-vinicole.

Sa compétence en la matière est bien connue, et il nous en donne ici une nouvelle preuve.

Le groupe de l'UDE votera ce rapport malgré ses imperfections, lacunes ou omissions, dont M. Vals a certainement conscience, et qui suscitent, en France notamment, la colère, d'ailleurs justifiée et compréhensible, des viticulteurs. Il présentera quelques amendements, qui ne vont pas à l'encontre du texte du Conseil, mais tendent au contraire à donner à ce texte plus d'efficacité et aux producteurs, des garanties accrues.

Le règlement soumis à notre appréciation n'apporte en fait que quelques modifications d'opportunité au règlement du 28 avril 1970, dont certaines dispositions n'ont déjà pas résisté à une expérience cependant très courte. Ces modifications ne peuvent être isolées du contexte général, c'est-à-dire du règlement n° 816/70 qui a paru au Journal officiel du 5 mai 1970.

Celui-ci avait pour objectif premier, tout en assurant une politique de qualité, de stabiliser les marchés et d'assurer aux viticulteurs de la Communauté un niveau de vie équitable.

Pour ce faire, des classifications sont intervenues, et des prix d'intervention ont été fixés. Le producteur se croyait donc ainsi assuré de vendre son vin à des tarifs atteignant, dans la pire des hypothèses le prix de déclenchement de l'intervention, pour une qualité loyale et marchande, d'où son mécontentement lorsqu'il a dû vendre à des prix parfois très inférieurs, en particulier dans la région que je connais bien et qui est la mienne.

Les moyens prévus pour assurer les prix se sont donc révélés insuffisants.

Quels sont ces moyens ?

Vous me permettrez de les rappeler brièvement : l'aide au stockage privé, à court ou à long terme. Bien que la récolte de 1970 se soit révélée très importante, les disponibilités en vin de table ne dépassaient pas de plus de cinq mois de consommation la somme des besoins prévisibles, ce qui n'a pas permis de déclencher des interventions à long terme. On nous a donc proposé de ramener de cinq à quatre mois l'exigence de consommation mais, avec juste raison, votre rapporteur propose de le ramener à trois mois, ce qui semble beaucoup plus raisonnable.

Le montant de l'aide au stockage à long terme, de par les engagements et les dangers qu'il comporte et qu'a très bien souligné M. Vals, n'était pas suffisant pour devenir attractif. Aussi est-il proposé à l'article 3 d'en augmenter le montant de 20 %.

Notre rapporteur, de son côté, avait tout d'abord proposé une augmentation, de 40 %, appuyée d'ailleurs sur des arguments extrêmement valables. Notre commission ne l'a suivi qu'en partie en proposant 30 % et M. Vals a fini par s'y rallier, comme nous-mêmes.

Si le stockage ne suffit pas pour assurer le redressement des cours, la distillation des vins de table peut être décidée. Mais ici, les dispositions fixant les conditions dans lesquelles la distillation peut être effectuée, ainsi que le prix du vin livré à la distillation, restent déterminés par le Conseil.

Aussi, notre rapporteur avait-il proposé un amendement à l'article 7 du règlement n° 816/70, amendement qui n'a pas été retenu — nous ne pouvons que le regretter — qui prévoyait que « ce prix augmenté des aides au stockage à court et à long terme, ainsi qu'éventuellement de la prime pour distillation, doit permettre aux producteurs d'obtenir, pour le vin ayant fait l'objet d'une distillation après le 1^{er} septembre d'une campagne donnée, un niveau de prix équivalant à celui du prix de seuil de déclenchement des interventions pour cette même campagne ».

Nous voulons cependant espérer que la Commission et le Conseil tiendront ici le plus grand compte des intérêts des producteurs amenés à mettre du vin à la distillation.

Mais il est bien évident que le stockage et la distillation, même assortis des mesures que je viens d'indiquer, ne sauraient suffire pour assurer des prix convenables si des importations de pays tiers venaient tout perturber. Aussi a-t-il été prévu au paragraphe 2 de l'article 9 du règlement n° 816/70 que « pour chaque vin pour lequel un prix de référence est fixé, il est établi, sur la base de toutes les données disponibles, un prix d'offre franco-frontière pour toutes les importations » ; le même règlement n° 816/70 dispose au paragraphe 3 de l'article 9 que « dans le cas où le prix d'offre franco-frontière d'un vin,

Liogier

majoré des droits de douane, est inférieur au prix de référence concernant ce vin, il est prévu sur les importations de ce vin et des vins assimilés, une taxe compensatoire égale à la différence entre le prix de référence et le prix d'offre franco-frontière majoré des droits de douane ».

Tout cela, mes chers collègues, vous le voyez, est très clair.

Pourquoi faut-il que l'alinéa 2 du paragraphe 3 apporte d'inadmissibles restrictions ?

Voici ce paragraphe :

« Toutefois, la taxe compensatoire n'est pas perçue à l'égard des pays tiers qui sont disposés à garantir, et sont en mesure de le faire, que, à l'importation de produits originaires et en provenance de leur territoire, le prix pratiqué ne sera pas inférieur au prix de référence, diminué des droits de douane et que tout détournement de trafic sera évité. »

Mes chers collègues, je vous demande, par amendement, la suppression de ce paragraphe. A la lumière de l'expérience acquise, j'estime en effet que cette expérience est concluante et nous a déjà coûté trop cher, aussi bien dans le secteur des vins que dans celui des fruits et légumes. Continuer dans cette voie serait faire preuve d'une inconcevable naïveté tout en favorisant, dans des proportions extraordinaires, la fraude. Certes, vous ne manquerez pas d'obtenir des promesses, des assurances cependant que, dans la coulisse, des prix réels n'auront aucune commune mesure avec les prix annoncés.

Je ne vois d'ailleurs pas pourquoi ce paragraphe a été ajouté, puisque le précédent prévoit justement qu'il n'y aura pas de taxe compensatoire lorsqu'il n'y aura pas de différence entre le prix de référence et le prix d'offre franco-frontière majoré des droits de douane.

Je vous demande également, peut-être ici avec un peu moins d'insistance, la suppression de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 9 ainsi conçu :

« Il peut être décidé que tout ou partie de la taxe compensatoire n'est pas perçue sur les importations de certains vins de qualité produits dans les pays tiers ».

Nous désirerions savoir, en effet, de quels vins de qualité il s'agit ici et nous ne comprenons pas pourquoi certains vins de qualité seraient exemptés tandis que d'autres ne le seraient pas.

Il va sans dire que très souvent l'autoconsommation communautaire ne suffit pas à résorber la production. Aussi, dans la mesure nécessaire pour permettre une exportation importante, sur la base des prix du commerce international, la différence entre ces prix et les prix de la Communauté peut être couverte

par une restitution à l'exportation qui doit être la même pour toute la Communauté mais peut être cependant différenciée selon les destinations.

Par ailleurs, des mesures appropriées peuvent être appliquées dans les échanges avec les pays tiers et des mesures conservatoires prises par les États membres, sur décision de la Commission, dans les vingt-quatre heures de la demande, en cas de perturbations graves susceptibles de mettre en péril les objectifs de l'article 39 du traité.

Je crois ainsi avoir fait le tour des mesures susceptibles de garantir des prix normaux aux vins communautaires.

Or, la dernière campagne a apporté, en France du moins, une lourde désillusion : les prix d'intervention pour les vins de table et en particulier les vins rouges n'ont généralement pas été atteints. Je comprends le souci de notre rapporteur qui a proposé à la commission de l'agriculture que soient interdites, dans le commerce intérieur de la Communauté, « en ce qui concerne les vins de table, l'expédition et la vente dans un autre pays membre, de produits facturés à un prix inférieur au « prix de déclenchement » pour le produit en cause ». Aussi ai-je repris à notre compte cet amendement.

Vous n'ignorez pas, en effet, mes chers collègues, que les mesures de stockage de distillation prises en France auraient permis le redressement escompté des cours si le négoce ne s'était pas tourné vers l'Italie pour y obtenir des prix très inférieurs au prix d'intervention, rendant ainsi inopérantes les mesures prévues par des règlements communautaires, et qui nous ont cependant coûté très cher. Ajoutez à cela les entrées des pays tiers dans la Communauté et vous aurez compris le marasme du marché français, comme la colère de ses producteurs.

Je demande à nos amis italiens de ne pas considérer cette navrante constatation comme une attaque à leur égard, d'autant que le régime actuel leur est favorable, vis-à-vis de la France, spécialement en ce qui concerne les vins de coupage que nous importons d'Italie.

Je voudrais seulement leur dire que nous ne pourrions nous sauver qu'ensemble, c'est-à-dire dans une pleine et entière solidarité.

Il serait nécessaire aussi que la Commission et le Conseil se penchent sur le problème des charges respectives des producteurs d'un État membre à l'autre afin d'éliminer dans la mesure du possible les distorsions de concurrence.

Il semble cependant que les mesures d'intervention prévues devraient permettre d'obtenir des cours normaux si chacun voulait bien « jouer le jeu », et le jouer honnêtement. Aux instances communautaires d'y veiller, en songeant que le vin peut être considéré encore comme un parent très pauvre de l'agriculture

Liliegier

communautaire, comme vient de l'indiquer M. Vals, puisque les mesures prévues en sa faveur, et malgré la grande place qu'il tient dans l'ensemble de nos productions, représentent un montant d'unités de compte très inférieur par comparaison à la plupart des autres produits — je parle d'unités de compte de soutien.

Ce qui est vrai pour le vin l'est aussi, hélas ! pour les fruits et les légumes et l'on constatera que, très souvent, vins et fruits intéressent les régions méridionales, qui se trouvent donc ainsi très désavantagées par rapport aux autres. L'agriculture est cependant un tout et tous ceux qui lui appartiennent doivent être traités de même manière. N'est-ce pas la règle d'or de la Communauté ?

M. le Président. — La parole est à M. Cipolla.

M. Cipolla. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, la Commission nous a présenté une première série de « rapiécages » qui seront apportés, — c'est une prophétie facile — à un règlement qui au départ était déjà mal conformé ; en effet, non seulement le règlement viti-vinicole a été tardif, mais il a été conçu sur des positions fausses. Vous vous rappelez que nous avons voté contre. Pourquoi ce règlement ne peut-il être aménagé, mais doit-il au contraire être modifié radicalement ? Parce qu'il ne tient pas compte d'une réalité fondamentale : contrairement à d'autres productions, la production viti-vinicole voit ses débouchés croître sur le marché des pays industrialisés. En effet, une tendance se dessine à l'augmentation de la consommation du vin dans tous les pays industrialisés ; augmentation importante qui est freinée dans la Communauté, par des mesures contraires à l'esprit et à la lettre des accords communautaires ; augmentation qui sera encore plus forte après l'élargissement à l'intérieur de la Communauté, et aussi à l'extérieur de celle-ci.

Il ne fait aucun doute que cette tendance devrait nous mettre en mesure de prévoir non pas une réduction ou une limitation de la production viti-vinicole, mais un développement du produit sur lequel porte cette augmentation de la consommation. Certes, la demande de vins de haute qualité augmente (nous constatons en effet qu'en Italie les vins de qualité supérieure ont atteint des prix considérables), mais on constate surtout une énorme augmentation de la demande de vins courants.

C'est pourquoi, au lieu de nous inquiéter de limiter la production, nous devrions nous inquiéter de répondre à cette demande et d'éviter l'apparition de falsifications. Il me semble que nos collègues français — pour lesquels j'ai le plus grand respect et la plus grande sympathie, en plus d'une communauté d'intérêts dans ce domaine — ne tiennent pas compte de cette perspective et n'ont en vue que leurs problèmes intérieurs, c'est-à-dire une période difficile de leur production à un moment où, dans un marché

restreint, ils se trouvent devant une crise de surproduction. Toutes leurs doléances portent essentiellement sur le marché français, alors que tout le problème est de considérer le marché européen, le marché de l'Europe élargie et le marché mondial. Au contraire, le phénomène de la falsification par des commerçants et des industriels peu scrupuleux mériterait plus d'attention. Lorsque le collègue français qui m'a précédé a invité chacun à « jouer le jeu », il convient d'observer que ceux qui ne jouent pas le jeu ne sont ni les producteurs ni leurs représentants : c'est la spéculation commerciale, tant française qu'italienne, qui ne joue pas le jeu et qui intervient au détriment des producteurs italiens et des producteurs français.

A ce propos, je voudrais souligner une autre erreur contenue dans le règlement initial et, en fin de compte, dans la politique agricole de la Communauté. En effet, au lieu de penser à soutenir les prix sans discrimination, nous n'utilisons pas les ressources imposantes que la Communauté met à la disposition de l'agriculture pour développer le système coopératif. Tant que le vin produit dans le sud de l'Italie ou dans d'autres pays de la Communauté devra passer, pour arriver aux consommateurs, par les mains des commerçants et des industriels, il ne fait aucun doute que ces forces, qui ne jouent absolument pas le jeu, en tireront avantage. Quelque disposition que vous veuillez introduire et appuyer, et quel que soit le nombre de questions posées par M. Vredeling, qu'il s'agisse du maïs, de l'huile ou du vin, ces forces industrielles et commerciales interviendront de façon déterminée pour troubler la situation de marché au détriment des producteurs et des consommateurs.

Je ne vois rien dans ces modifications qui aille au contraire dans la bonne direction, qui consiste à aider et favoriser les associations de producteurs afin d'obtenir une véritable organisation de marché. En effet, lorsque nous arriverons vraiment à une libre circulation du vin, nous constaterons que la falsification, le sucrage et l'autorisation de coupage du vin avec de l'eau seront exploités non par les producteurs de telle ou telle région, mais à très vaste échelle par les industriels et les commerçants, comme c'est du reste déjà le cas. C'est pourquoi je pense que toutes les polémiques sur la manière dont le vin de certaines régions du sud de l'Italie est introduit en France ou sur le traitement à réserver aux pays méditerranéens qui exportent du vin dans la Communauté, sont épidermiques, symptomatiques et ne touchent pas au fond du problème général du marché viti-vinicole, qui en fin de compte n'est pas seulement un problème de politique agricole, mais également un problème de politique régionale de la Communauté, car la production viti-vinicole se développe dans des régions dépourvues d'autres possibilités de développement et d'emploi de la main-d'œuvre.

Cipolla

J'ai eu récemment l'occasion de rencontrer des représentants qualifiés des milieux politiques et gouvernementaux algériens. Vous cherchez à interdire l'entrée du vin algérien, mais l'Algérie a modifié son programme quinquennal pour introduire un plan de destruction des vignes, pour se libérer d'un type semi-colonial de relations avec le marché des pays industrialisés.

Il ne fait aucun doute que si nous continuons à voir le problème viti-vinicole dans la même optique que celle du règlement principal ou celle suivie actuellement, nous nous trompons de voie et c'est pourquoi nous nous y opposons.

Permettez-moi de poser encore une question. Le règlement prévoit l'obligation de faire distiller une certaine quantité de marc de raisin. En Italie, cela se traduit par un cadeau considérable fait non aux agriculteurs, mais aux distilleries, car dans une grande partie de l'Italie méridionale, le marc était utilisé non pour la distillation, mais comme engrais. Au contraire, sur la base du règlement approuvé, obligation est faite de livrer ou du vin, ou de l'alcool, ou du marc.

Cela n'entraînera pas une aide à la production, car ce marc n'est jamais entré dans la production nationale ni de vin, ni d'alcool. Il existe une tentative des caves coopératives de s'associer en super-groupements pour créer des distilleries; certains ont demandé ou ont l'intention de demander au FEOGA les interventions prévues pour ces installations et j'espère que, lorsque la Commission sera saisie de ces demandes, elle pourra les financer dans le plus bref délai possible. Cependant, nous verrons comment ces mesures, devant une production et des intérêts considérables, désavantageront les producteurs.

Pour ces raisons — et en conclusion — de même que nous n'avons pu approuver le règlement principal, nous ne pouvons approuver ces propositions; non qu'il nous plaise de répondre toujours non, mais parce que ces propositions vont dans le même sens que le règlement principal. Mais je suis certain que l'expérience que nous ferons, celle que feront les producteurs viti-vinicoles et les paysans européens, nous conduira à modifier la politique agricole communautaire, dans ce secteur et dans d'autres encore.

M. le Président — La parole est à M. Couveinhes.

M. Couveinhes. — Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai étudié avec beaucoup d'intérêt la proposition de la Commission des Communautés européennes visant à modifier le règlement portant dispositions complémentaires communes du marché viti-vinicole.

Comme mon collègue Liogier a parfaitement fait connaître la position de notre groupe sur cette ques-

tion, je ne m'attacherai à attirer l'attention de l'Assemblée que sur deux points particuliers, à savoir l'article 3 concernant les contrats de stockage à long terme et l'article 6 relatif aux importations de vins en provenance d'Algérie.

En ce qui concerne l'article 3, la Commission propose que le montant des contrats de stockage à long terme ne soit augmenté que de 20 %. J'estime en accord avec la commission de l'agriculture cette augmentation tout à fait insuffisante.

Quant à l'article 6 de la proposition présentée par la Commission, il vise en fait à prolonger le *statu quo* pour les importations de vins en provenance d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie afin d'éviter à ces pays le régime appliqué aux pays tiers.

Je ferai tout d'abord observer que si des dispositions particulières avaient été adoptées en leur temps à titre transitoire, envers ces pays, le Parlement et la Commission s'étaient imposé, dans la résolution du 8 octobre 1970, de définir avant le 31 août 1971 au plus tard, un régime communautaire applicable à ces vins. Or, par un règlement n° 1627 du 26 juillet dernier, prorogation a été accordée par le Conseil jusqu'au 31 octobre 1971, sans l'avis d'ailleurs du Parlement comme l'a rappelé le rapporteur. Pourquoi accepterions-nous d'accorder un nouveau délai jusqu'au 31 mars 1972? Je rappellerai qu'en ce qui concerne la France, rendant ainsi hommage à M. Cointat, ministre de l'agriculture, qu'il n'a pas été importé de vins d'Algérie pendant la dernière campagne.

Je ne comprends pas pourquoi nous continuerions à maintenir des mesures transitoires exceptionnelles envers ce pays. Permettez-moi de proclamer hautement mon opposition à une prorogation de faveur envers l'Algérie, qui n'a jamais respecté les accords d'Évian ni satisfait à des engagements relatifs à l'indemnisation des rapatriés.

Je demande donc que la date du 31 octobre 1971 mette fin à cette suspension du droit du tarif douanier commun appliqué à titre temporaire aux vins originaires et en provenance d'Algérie. C'est pourquoi, avec mon collègue M. Liogier, j'ai déposé un amendement tendant à la suppression de l'article 6.

Toutefois, si la Commission s'engage à accepter la modification proposée par la commission de l'agriculture, c'est-à-dire à prendre comme date limite le 30 novembre 1971, je suis prêt à retirer l'amendement que j'ai déposé.

M. le Président. — La parole est à M. Richarts.

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, les règlements de base n°s 816 et 817, organisant le marché des vins de table et des vins de qualité produits dans des régions déterminées, règlements que l'on se propose de modifier, diffèrent fondamentalement quant à

Richarts

leur structure, des autres organisations de marché. C'est bien naturel, car le vin diffère considérablement de tous les autres produits et les vins sont des produits hétérogènes. Les règlements en tiennent compte et c'est très bien ainsi. Le système de fixation des prix de ces vins tient également compte de ce fait ; les prix sont régionalisés. Le principe de la régionalisation des prix devrait d'ailleurs être maintenu en toutes circonstances.

L'ordre du jour de cette semaine apporte, à lui seul, un vigoureux démenti à ceux qui croient pouvoir dire que l'on ne fait pas grand-chose pour les produits des régions méridionales : le Parlement a discuté lundi du tabac, mardi, des olives et aujourd'hui, nous en sommes au vin. En tout cas, j'espère et je souhaite que l'on porte à la consommation de ces produits plus d'intérêt que ne pourrait le donner à croire le nombre de présents dans cet hémicycle.

Monsieur le Président, mes commentaires ne seront pas aussi favorables que ceux de certains des orateurs qui m'ont précédé, car les propositions ne m'enthousiasment pas particulièrement, en raison du fait que les organisations de marché sont encore si récentes que ni la Commission ni aucun membre de ce Parlement ne sont encore en mesure d'en apprécier toutes les conséquences.

Vous savez qu'une des questions les plus controversées à propos de ces organisations de marché est celle de la limitation des superficies cultivées, qui est toujours pratiquée dans certains pays alors qu'elle ne l'est pas dans d'autres. Or, l'application peu rigoureuse des dispositions relatives à la limitation des cultures, associée au renforcement proposé des mesures d'intervention, peut déboucher sur ce que l'on a toujours redouté, l'extension excessive des vignobles. On connaît la tendance, qui se manifeste dans toute la Communauté, à passer des côtes dans les vallées, dans des zones plus faciles à cultiver, dans les plaines, où le rendement est plus élevé. J'y vois un certain danger et la Commission ne dispose pas encore des données qui lui permettraient de nous dire comment la production évoluera, en particulier dans un grand pays viticole de la Communauté. C'est pourquoi, j'aurais aimé que l'on attende un peu.

Je prie néanmoins la Commission d'examiner la possibilité de prévoir dans les propositions ultérieures, des interventions non seulement pour les vins de table, mais aussi, dans certaines conditions, pour les vins de qualité produits dans des régions déterminées. Cela pourrait notamment se révéler très intéressant, voire indispensable, dans quelques années, pour certaines régions de la Communauté.

Cependant, je voudrais aussi demander, bien entendu, que l'on ne se montre pas trop strict et surtout, que l'on ne touche pas aux pratiques œnologiques. Celles-

ci sont régies par les législations des différents pays et si elles diffèrent les unes des autres, ce n'est pas par hasard, mais c'est dû au fait que le vin est le produit d'une région déterminée, et qu'il faut en tenir compte.

Pour le reste, Monsieur le Président, il importe que le calme se rétablisse, sur le front législatif, dans le secteur viti-vinicole. Pour ceux qui ont vécu la malaise qui s'est manifesté ces dernières années tant sur le plan national que sur celui de la Communauté, ne se seront pas étonnés que l'incertitude règne parmi les viticulteurs et dans l'ensemble du secteur viticole. Les viticulteurs ont besoin de savoir enfin à quoi s'en tenir, de façon à pouvoir orienter leur production et leur marché.

M. le Président. — La parole est à M. Cifarelli.

M. Cifarelli. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me bornerai à quelques brèves remarques, mais auparavant je voudrais remercier cordialement le rapporteur, M. Vals, qui a non seulement été, comme à l'accoutumée, un orateur clair et passionné par son sujet, mais qui a aussi émaillé son exposé de considérations qu'il me paraît utile d'avoir mis en relief.

En premier lieu, je souscris entièrement à la proposition de modification de la commission de l'agriculture concernant la date du 30 novembre 1971, destinée à mettre fin au régime exceptionnel applicable aux vins d'Algérie. J'estime en effet conforme au système communautaire que l'on ne tolère pas davantage cette situation particulière dont bénéficie un pays qui ne fait pas partie de la Communauté.

Dans cet ordre d'idée, et pour ne pas avoir à demander de nouveau la parole sur les amendements, je me déclare tout de suite catégoriquement opposé à l'amendement 156/5 de M. Liogier. Cet amendement tendrait en substance à introduire, en liaison avec le prix de seuil de déclenchement de l'intervention, un système de fermeture à certaines frontières intérieures et par conséquent à rétablir les barrières douanières intérieures, alors qu'une décision a déjà été prise concernant la libre circulation des denrées à l'intérieur de la Communauté. Or, le vin est à coup sûr une denrée communautaire. Sans doute le système comporte-t-il des inconvénients mais cela ne peut que nous inciter à mettre au point les moyens d'y remédier ? Cela ne peut signifier que nous devons rejeter en bloc un système qui, dans le secteur viti-vinicole, ne peut être que celui de la libre circulation.

Un autre point sur lequel je partage l'avis du rapporteur concerne la réduction à trois mois de consommation de l'importance des disponibilités qui doivent être constatées à l'ouverture de la campagne viticole pour avoir droit aux aides au stockage privé. Il s'agit là d'un point qui intéresse particulièrement

Cifarelli

les viticulteurs de mon pays. Ma circonscription électorale est en effet une région viticole, peut-être la plus importante d'Italie. Or, les disponibilités n'y ont jamais atteint un volume égal à 5 mois de consommation, de sorte qu'on peut qualifier de sage, non seulement la proposition de la Commission de ramener ce délai à quatre mois, mais aussi et surtout celle de la commission de l'agriculture de réduire à trois mois les disponibilités à prendre en considération à l'ouverture de la campagne, et celle de porter le pourcentage du stock à long terme de 20 % à 30 %.

Je ne m'appesantirai pas davantage sur ce thème puisque mon collègue M. Vals en a abondamment traité. J'ajouterai seulement, — et je parle en l'occurrence avec l'expérience de quelqu'un qui est originaire d'un pays hautement viticole et gros producteur de vin — qu'il me paraît important de contrôler le développement de la culture de la vigne. Incontestablement en Italie, et spécialement dans le Sud, il existe de vastes superficies de terres à vocation viticole. Incontestablement l'essor de l'agriculture méridionale dépend dans une large mesure de cultures spécialisées; parmi celles-ci, la viticulture trouve dans ces régions et dans ce climat et aussi dans les aptitudes spécifiques et la grande expérience des habitants de ces contrées, autant de raisons de se développer. Toutefois, une chose est de reconnaître la vocation viticole d'une région et une autre de n'imposer aucune discipline dans ce domaine car cette absence de discipline ne manquerait pas d'avoir des effets fâcheux pour tous, aussi bien pour la Communauté que pour les différents pays qui la composent.

En ce qui concerne le fameux cadastre viticole et le contrôle administratif de toutes les opérations propres à augmenter les superficies consacrées à la culture de la vigne comme de toutes celles destinées à ne pas considérer certaines superficies comme telles, les propositions du rapporteur me semblent fort pertinentes.

Je voudrais également remercier le rapporteur d'avoir bien voulu parler de la situation particulière qui existe en Italie, en ce qui concerne les prestations d'alcool vinique. Je suis d'accord avec M. Cipolla quand il affirme fort justement: « aidez les organismes coopératifs ». Toutefois il n'existe pas seulement des organisations coopératives dans la Communauté, ouvrons une parenthèse pour souhaiter qu'elles croissent et se multiplient dans certains pays et surtout en Italie; il est donc évident que le viticulteur privé a lui aussi le droit d'exister, aussi convient-il de reconnaître les situations existantes et d'y porter remède.

Or, pour ce qui est des prestations d'alcool vinique le problème majeur qui se pose, si j'en crois mon expérience, concerne moins les marcs de raisins que les lies de vin, c'est-à-dire le résidu provenant de la

première décantation et qui devrait être soumis à un filtrage particulier. Je dois dire que je souhaite que dans l'intérêt d'une intervention rationnelle non seulement on prenne en considération cette perte de recettes qu'engendre une telle limitation de la production et dont font surtout les frais les petits viticulteurs, mais que l'on prenne également en compte la situation de certaines catégories de travailleurs dont l'activité consistait précisément à traiter ces lies de vin et qui à présent que les lies de vin doivent être livrées « pompables », c'est-à-dire sous forme liquide, viennent à perdre leur possibilité d'emploi. Encore que ces catégories de travailleurs soient numériquement négligeables, Monsieur le Président, l'équilibre économique exige qu'on en tienne compte. Le fait que le rapporteur ait accueilli avec faveur ces remarques et d'autres analogues et qu'il ait jugé bon d'évoquer ces situations marginales dans le texte de son exposé des motifs alors que l'on se propose de porter ce pourcentage de 10 à 13 % m'incite à abonder dans le même sens et à prier les responsables de la Commission de tenir compte de cette phase de transition particulière qui intéresse aussi bien les personnes dont le travail consiste à traiter les lies de vin que les petits producteurs dont le cas doit être plus particulièrement pris en considération en raison des sacrifices qu'ils consentent en retirant du marché un vin de qualité inférieure à l'effet de soutenir le prix du vin des autres qualités.

La dernière remarque que je ferai, Monsieur le Président, a trait à ce que le rapporteur a écrit à propos d'une suggestion, qui n'a pas eu de suite et qui concerne la taxe spécifique sur le sucre. Il a fait preuve de diplomatie et en même temps de sincérité (je lui en donne acte) quand, à propos de ces pratiques analogiques courantes et criminelles que sont les fraudes dans la production du vin ou dans l'augmentation des quantités produites, ce que nous appelons le vin de « haute-mer », il a déclaré qu'il conviendrait de taxer le saccharose, mais que ceci est du ressort des États nationaux.

Il importe à mon avis, que la Commission examine le problème des institutions de ces fraudes du point de vue de leurs bases économiques et arrête les mesures appropriées. Les répressions habituelles, les contrôles courants ne suffisent point: il faut intervenir de la façon la plus radicale à cet endroit même où se trouvent les bases économiques de ces fraudes qui, où qu'elles soient commises, portent préjudice à un important produit communautaire.

M. le Président. — La parole est à M. Boano.

M. Boano. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, je vous prie de m'excuser si je joins ma voix — pour quelques minutes — à ce chœur essentiellement italien. Mais je tiens à apporter, en peu de mots, mon appui au rapporteur, M. Vals, qui, dans son rapport

Boano

écrit et, aujourd'hui, dans son exposé oral, nous fait part en termes contenus il est vrai de l'inquiétude qu'il éprouve pour l'avenir du marché vinicole, et je voudrais d'autre part demander à la Commission d'avoir l'amabilité de répondre à certaines questions.

Premier point : M. Vals regrette avec raison que les prix de stockage et de distillation n'aient pas garanti aux producteurs un prix plus ou moins aligné sur le prix d'intervention. Je voudrais demander à la Commission si elle a conscience du fait que ce phénomène peut provenir d'une offre excédentaire sur le marché, laquelle serait à son tour en partie provoquée par les dispositions du règlement n° 816 ? La Commission a-t-elle réfléchi par exemple au fait que la réduction du titre alcoométrique minimum ramené de 10 à 8,5 pour la mise à la consommation a augmenté de 10 millions d'hectolitres les disponibilités de vin sur le marché italien ?

Deuxième point : on affirme en toute logique dans cette proposition de la Commission, qu'il importe de considérer dans leur ensemble les plantations, replantations et arrachages de vignes. La première question que je poserai à la Commission est de savoir si elle pense obtenir une image exacte de ce processus à double courant et si elle a réfléchi au fait qu'il existe un lien logique entre ces différents phénomènes non seulement sur le plan des superficies mais également du point de vue quantitatif, attendu les risques d'un excédent de production et par conséquent de perturbation dans la répartition équilibrée des cultures.

En troisième point, je soulignerai la nécessité de respecter le prix de référence et d'empêcher que celui-ci soit faussé par des expédients d'ordre technico-pratique. Le rapporteur a rappelé un de ceux-ci, celui consistant à confondre en un prix unique le prix du produit et celui du conditionnement.

Sur ce point, Monsieur Vals, je suis saisi d'un doute du moins en ce qui concerne le texte italien ; vous semble-t-il suffisant de spécifier que le prix de référence doit se rapporter au vin non logé ? J'attire votre attention sur le fait que le vin en « Dame-Jeanne » — que vient grever, comme vous l'avez justement déploré, le prix du conditionnement, du moins au sens italien du terme — est un vin encore non logé. Par conséquent, cette adjonction apportée au texte, du moins dans l'édition italienne, apparaît insuffisante et nécessiterait une précision supplémentaire.

Mais je voudrais demander si la Commission entend prendre des mesures pour remédier à ces cas où le prix de référence n'est pas respecté non à la suite d'expédients d'ordre technico-pratique, mais faute de dispositions normatives, de quelle manière elle se propose de le faire et à quelle date. Je pense notamment à la Grèce qui ces dernières semaines a inondé le marché italien de vins concentrés blancs et rosés titrant 34° Baumé, au prix d'un demi-franc français le litre. Quand la Communauté envisage-t-elle d'éla-

borer pour tous les pays membres un régime tarifaire commun applicable aux vins en provenance de la Grèce ? Où en est l'élaboration de ces mesures ? Au moment où l'accord avec la Grèce fut rédigé, le marché vinicole n'était pas encore réglementé ; aujourd'hui les caractéristiques des économies vinicoles des États membres se sont sensiblement modifiées. Les nouveaux règlements énoncent des obligations et des règles qui ne sont pas sans incidence sur les produits grecs.

Quatrième point : l'hypothèse d'une taxe spécifique sur le sucre. Je suis d'accord pour estimer que le phénomène du sucrage est préoccupant tant en raison de l'augmentation de la production qu'il peut engendrer que par suite des distorsions de concurrence que peut provoquer l'amélioration artificielle du titre alcoométrique. Or, c'est précisément ce dernier effet qui a engendré la crise de la production italienne de muscat de de spumante. Je demanderai au rapporteur s'il estime possible d'élever le prix du sucre à un niveau tel qu'il rende anti-économiques ce qu'il appelle les pratiques oénologiques condamnables : ou s'il ne juge pas que le moment est venu de rendre obligatoire un révélateur chimique de la présence de sucre dans le vin lorsque le sucrage est interdit et d'exiger que soit indiqué sur les récipients, au moment de la mise à consommation, le taux d'enrichissement artificiel du produit, lorsque le sucrage est autorisé ?

Je soulèverai un dernier point : je pense qu'il faut unanimement saluer la proposition d'ajouter un article 39 bis autorisant les États membres à prévoir les sanctions nécessaires pour assurer le respect de ce règlement et à désigner un ou plusieurs organismes chargés d'en contrôler l'observation. Je sais que je soulève là un vieux thème, cher au rapporteur Vals. Je citerai à nouveau les paroles prononcées ce matin par M. Aigner, auxquelles je souscris entièrement, quand il souhaitait voir demain des contrôleurs de douane italiens opérer en Allemagne et des contrôleurs de douane allemands et hollandais opérer en Italie. Je souhaite que dans ce domaine aussi et dans un avenir assez proche les contrôles soient vraiment communautaires et que les responsables qui en seront chargés les exécutent avec probité, en toute autonomie et à l'abri des tentations. En attendant les éclaircissements que j'ai demandés à la Commission, je tiens à confirmer mon accord avec M. Vals, quand au fond, c'est-à-dire à la nécessité d'apporter au règlement n° 816 un plus large éventail de modifications échelonnées sur une plus grande période et de donner des explications plus fournies permettant de revoir l'ensemble du problème.

M. le Président — La parole est à M^{lle} Lulling.

M^{lle} Lulling. — Monsieur le Président, je voudrais prendre très brièvement la parole pour me rallier à l'essentiel de ce qu'a dit M. Richarts, mais aussi

Lulling

profiter de l'occasion pour poser une question à la Commission.

L'année dernière, j'ai eu l'occasion d'adresser à la Commission des Communautés une question écrite concernant les abus que font certains négociants des grands noms de certaines productions de vins. J'avais attiré l'attention de la Commission sur le fait que, par exemple, on commercialise en Belgique du vin prétendument luxembourgeois sous la dénomination de Château d'Hespérange, alors qu'il n'y a, dans cette petite localité, située près de Luxembourg, pas un seul pied de vigne, ou sous une autre appellation, par exemple sous celle d'une Veuve Nic Chambert de Wormeldange qui, manifestement, n'existe pas dans la Moselle luxembourgeoise.

A l'époque, la Commission m'avait répondu que ces questions étaient du ressort des autorités compétentes des États membres, mais qu'elle poursuivait ses efforts en vue de réaliser une harmonisation du droit pénal dans les Communautés, afin de permettre à ceux dont on abuse du bon renom, je veux dire les producteurs des bons et honorables vins de nos pays — il y en a encore ! — de se défendre contre de tels abus et de tels falsificateurs. Je voudrais profiter de l'occasion qui nous est donnée dans ce débat, où de nombreuses questions de fraudes ont été soulevées, pour demander à la Commission où en sont ses efforts en la matière.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, on m'a posé beaucoup de questions auxquelles je serais incapable de répondre. En effet, je remplace M. Mansholt qui est parti aux États-Unis pour des raisons que vous connaissez, ayant certaines difficultés avec le gouvernement américain, précisément à propos du fonctionnement du marché agricole. Je plaiderai donc les circonstances atténuantes. Je fais de mon mieux pour répondre. J'ai ici des notes de M. Mansholt.

Je répondrai surtout à l'occasion des amendements, sauf sur quelques points d'intérêt général.

En ce qui concerne la consommation de vin, j'ai demandé, pendant que l'orateur parlait, quelles étaient les chances de la voir augmenter dans notre Communauté. On me dit que la consommation par tête dans la Communauté est, depuis dix ans, de 70 litres environ. Cette longue stabilité indique qu'il sera relativement difficile d'augmenter la consommation.

Un autre orateur a posé une question au sujet de la garantie de prix à accorder aux producteurs viticoles. La réponse est tout à fait nette : c'est contraire au

règlement, lequel prévoit des mesures de soutien du marché, mais aucune automaticité garantissant un prix minimum aux producteurs. Suivre cette voie comporterait des risques économiques importants. M. Mansholt a ajouté de sa propre main, dans les notes qu'il m'a transmises : « Coppé, il faut être ferme sur ce point. » Je le suis ! Il n'y a pas de garantie de prix minimum, mais on me dit que l'application des mesures relatives au stockage et à la distillation a pu, dans le passé, garantir un prix raisonnable.

M. Cifarelli s'est opposé à une mesure de fermeture interne des frontières pour les vins. Si l'on devait fermer les frontières aux vins dans le Marché commun, nous causerions effectivement l'effondrement d'un commerce considérable, qui s'est développé au cours de ces dernières années. On me dit, en effet, que les échanges de vins dans le Marché commun dépassent le chiffre le plus élevé que j'aie entendu jusqu'ici. En moyenne, comme on sait, les échanges, dans le Marché commun, ont été multipliés par cinq ; pour le vin, ils l'ont été par vingt ou trente !

M. Richarts, de son côté, a proposé une plus grande autonomie pour les autres États membres en matière de réglementation. Si l'on devait suivre cette voie, on arriverait à des distorsions de concurrence entre les producteurs des États membres. Or, par suite précisément de l'importance qu'ont pris les échanges de vins dans le Marché commun, ce serait un risque considérable que d'exposer ces vins à des distorsions de concurrence auxquelles personne ne pourrait plus s'opposer dans la mesure où l'on aurait laissé libre cours aux réglementations nationales.

Je considère, et là je rejoins le point de vue de M. Mansholt, qu'une de nos tâches est précisément d'harmoniser les conditions de concurrence, pour qu'il n'y ait pas de distorsion au moment où les produits s'échangent à l'intérieur du Marché commun.

M. Boano a fait un certain nombre de réflexions que je ne manquerai pas de soumettre à M. Mansholt, parce qu'elles concernent, dans une large mesure, des questions de gestion du Marché commun du vin, dont il n'est pas entièrement satisfait.

Mais il a touché un point politique, sur lequel je puis lui répondre immédiatement. Il s'agit des vins grecs. Nous connaissons tous l'état, légèrement tendu, de nos relations avec le régime grec. C'est précisément à cause de cette situation que nous ne négocions pas avec la Grèce. Comme nous ne négocions pas avec ce pays, les vins grecs entrent dans le Marché commun à la suite de l'Accord d'association, qui, lui, est maintenu. Pour le modifier, il faudrait négocier. Or, pour négocier, il faudrait que nous eussions une attitude politique différente. Dans ces conditions, je ne vois pas comment sortir de ce dilemme.

M^{lle} Lulling a fait des réflexions qui concernent, elles aussi, la gestion du Marché commun et, notamment,

Coppé

sur cette fraude très intelligente qui consiste à donner à des vins des appellations de communes inexistantes ou de veuves imaginaires !

(Sourires)

On me dit que l'article 18 du règlement, que nous discutons, tend précisément à jeter les bases d'un contrôle communautaire. Je crois ainsi avoir répondu au souci, que je comprends et partage de M^{lle} Lulling. Étant moi-même responsable d'un certain nombre de contrôles, notamment du FEOGA, je suis très sensible au fait que l'on jette les bases d'un contrôle communautaire. Je me suis d'ailleurs plaint de la lenteur du Conseil à arrêter les règlements d'application de l'article 18 du règlement n° 729, qui nous permettraient d'aller mieux contrôler dans les États membres. L'article 18 prévoit une modification à l'article 39 bis, à savoir :

« Les États membres prennent toute mesure appropriée afin de sanctionner les infractions aux dispositions du présent règlement. Les États membres désignent un ou plusieurs organismes qu'ils chargent du contrôle de l'observation des dispositions du présent règlement. Ils communiquent aux autres États membres et à la Commission le nom du ou des organismes qu'ils chargent du contrôle de l'observation des dispositions du présent règlement. »

C'est un début de contrôle communautaire, qui nous permettra aussi, je crois, de procéder à l'harmonisation des mesures de contrôle dans les États membres.

En ce qui concerne les amendements qui ont été introduits sur des points particuliers du règlement, j'interviendrai au fur et à mesure de leur discussion.

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur Coppé.

La parole est à M. Vals.

M. Vals, rapporteur. — Je remercie M. Coppé de l'effort qu'il a fait. Nous savons fort bien qu'en matière de vin, il est peut-être spécialiste en tant que consommateur...

M. Coppé. — Même pas !

M. Vals. — Je comprends très bien la difficulté qui est la sienne de répondre aux problèmes techniques qui ont été posés. Dans tous les cas, je lui donne acte de la bonne volonté qu'il a manifestée, à la fois en participant à notre débat et en essayant de faire partager à l'Assemblée le point de vue que M. Mansholt avait pris soin de lui demander, par écrit, de défendre fermement.

Eh bien, non moins fermement je tiens à dire que tant le rapporteur que la commission de l'agriculture

et, je veux le croire, tout le Parlement, nous n'acceptons pas votre position, en particulier quand vous nous dites, à propos du prix d'intervention, que cela est contraire à l'esprit du règlement.

Je pensais, moi, je vous le dis très naïvement, Monsieur le Commissaire, que les règlements de la Communauté étaient faits pour protéger à la fois les producteurs et les consommateurs ; qu'à partir du moment où la suite d'études concernant le prix de revient de quelque denrée agricole que ce soit, vous fixiez un prix de campagne pour cette denrée, tout devait être mis en œuvre pour que le producteur puisse retirer de sa récolte un produit au moins égal au prix de campagne que vous avez fixé. Mais, allant beaucoup plus loin, vous prenez d'abord des mesures pour atteindre, à l'intérieur de la Communauté, un prix que vous fixez vous-même, en disant : « Nous interviendrons à partir du moment où ce prix ne sera pas atteint, nous déclencherons les mesures d'intervention pour permettre aux viticulteurs d'obtenir un prix que nous, Commission, essayons de défendre avec les mesures que nous prenons ». Puis vous nous dites : « Mais non, ce n'est pas du tout cela, nos prix d'intervention, ma foi, c'est une indication ». Cela, nous ne pouvons pas l'accepter.

J'ajoute que, si c'est là, peut-être, selon vous l'esprit du règlement viticole, votre esprit doit alors être le même pour toute la politique agricole commune, aussi bien pour les céréales, le vin et les fruits et légumes, que pour la betterave et pour l'huile d'olive. Il ne doit pas y avoir de différence de traitement entre ces produits.

Peut-être, à l'usage, vous êtes-vous aperçus que vous étiez allés un peu trop loin. Je signalerai, en effet, que, dans le projet de budget présenté par le Conseil, dans le volume n° 4 à la section 3, Commission, figurent les crédits de garantie du FEOGA et les dépenses pour l'année 1970 et pour le dernier semestre de 1969. Elles se montent à 19 millions d'unités de compte pour le vin. Mais pour les céréales et le lait par exemple, elles s'élèvent respectivement à 1 428 millions et 1 376 millions d'unités de compte. Si j'examine les prévisions de crédits pour 1971, je constate que vous avez prévu 38 millions d'unités de compte d'interventions pour le vin, mais 814 millions d'unités de compte pour le lait et les produits laitiers et 850 millions d'unités de compte pour les céréales.

Je ne suis nullement opposé, Monsieur Dulin, à ce que des garanties importantes soient prévues pour le lait et pour les céréales. Mais je suis simplement obligé de dire objectivement ce que nous présentent la Commission et le Conseil en ce qui concerne le FEOGA. Il m'apparaît qu'il y a là une distorsion dans les interventions.

Je ne voudrais pas vous rappeler à combien se monte la valeur du vin produit dans la Communauté, mais

Vals

faites donc le calcul : 135 millions d'hl, que vous multipliez par un prix moyen, puis par 100. Vous verrez que cela représente un nombre respectable de milliards d'unités de compte et que cette production mérite au moins autant que les autres d'être protégée par la Communauté.

Voilà pour ce qui est de l'esprit du règlement, ce que je tenais à dire à M. le Commissaire par intérim de l'agriculture.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, ce point-là, je le connais bien : nous savons qu'il n'y a pas de régime unique. Si M. Vals appelle cela une distorsion, il a raison. Il est certain que le régime de prix n'est pas le même dans les différentes spéculations. Pour les porcs, les fruits et légumes et les vins, il n'y a pas de prix minimum garanti. Pour les œufs et les volailles, il n'y a pas d'intervention du tout. Tout économiste peut apprécier cette question. Si l'on devait assurer un prix minimum dans ce secteur, il y aurait une élasticité d'offre telle que, me dit-on, l'on ne travaillerait autant dire plus que pour l'intervention.

Voici le texte du deuxième considérant du règlement n° 816/70 :

« Considérant que la politique agricole commune a pour but d'atteindre les objectifs de l'article 39 du traité..., que notamment dans le secteur viti-vinicole, la nécessité de stabiliser les marchés et d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole intéressée rend souhaitable la possibilité de prendre des mesures d'intervention sous forme d'aide au stockage privé et, le cas échéant, de distillation des vins de table... »

Le but est donc d'assurer un niveau de vie équitable et non un prix minimum. Je reconnais que, dans d'autres secteurs, ce prix minimum est garanti. Il y a là, je n'irai pas jusqu'à dire une distorsion, mais une différence de régime que je reconnais.

M. le Président. — Je remercie M. Coppé.

Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de règlement, l'examen de la proposition de résolution étant réservé.

Sur l'article 3, j'étais saisi d'un amendement n° 1 présenté par MM. Liogier et Couveinhes.

Cet amendement a été retiré dans l'intervalle.

Je donne donc acte de ce retrait.

Après l'article 5 bis, je suis saisi d'un amendement n° 3, présenté par MM. Liogier et Couveinhes et dont voici le texte :

Après l'article 5 bis, insérer un article 5 ter nouveau ainsi conçu :

« Le deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'article 9 du règlement CEE n° 816/70 est supprimé. »

La parole est à M. Liogier pour défendre cet amendement.

M. Liogier. — Il s'agit, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, de la taxe compensatoire perçue sur les importations de vin en provenance de pays tiers. Le deuxième alinéa déclare que cette taxe compensatoire ne sera pas perçue pour les pays tiers qui donneront la garantie que le prix pratiqué par eux ne sera pas inférieur au prix de référence diminué des droits de douane et que tout détournement de trafic sera évité.

Or, premièrement, des expériences récentes prouvent que certains pays tiers n'ont pas tenu leurs engagements dans ce sens pour le vin comme pour les fruits et légumes ;

deuxièmement, ce paragraphe est totalement inutile, puisque le paragraphe précédent dispose qu'il n'y aura pas de taxe compensatoire, lorsqu'il n'y aura pas de différence entre le prix de référence et le prix d'offre franco-frontière, majoré des droits de douane.

Ce paragraphe est donc parfaitement inutile.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Vals, rapporteur. — J'ai sous les yeux le règlement viti-vinicole, qui m'a permis d'examiner les modifications proposées par la Commission. Je constate que j'ai marqué, en face de ce paragraphe, le mot « suppression ». Tel serait mon sentiment personnel.

Mais je n'ai point proposé à la Commission cette suppression, parce que l'on m'a dit qu'il s'agissait d'une taxe compensatoire pour laquelle il existe aussi des dérogations dans d'autres secteurs, plus particulièrement en ce qui concerne les céréales. Et, comme j'aimerais beaucoup que le vin fût traité comme les céréales, je n'ai donc pas demandé la suppression de ce paragraphe.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — On me dit que la Commission aimerait que, s'il le peut, M. Liogier lui apportât la preuve de ces fraudes.

Coppé

Dans ces conditions, je demande à M. Liogier de bien vouloir accepter d'en discuter éventuellement avec la Commission.

Si ces fraudes sont effectives, la Commission est prête à adopter une position positive à l'égard de la demande de M. Liogier, étant donné que, comme l'a précisé M. Vals, il convient, dans l'optique d'un certain nombre de membres, de traiter tous les produits agricoles de la même façon !

(Sourires)

M. Dulin. — Ce n'est pas sérieux !

M. le Président. — La parole est à M. Liogier.

M. Liogier. — Compte tenu des explications qui viennent de m'être fournies et étant donné que je suis à même de fournir certaines preuves à la Commission, je retire mon amendement puisque, je l'enregistre, dans de telles conditions la Commission serait d'accord.

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale. — Monsieur le Président, si M. Liogier est en mesure d'apporter ces preuves, il ne doit pas retirer son amendement. C'est en cas de doute qu'il devrait le retirer. Mais s'il est prêt à fournir des preuves, il doit maintenir son amendement !

M. le Président. — La parole est à M. Liogier.

M. Liogier. — La Commission étant prête à me donner satisfaction si je lui apporte les preuves demandées, je crois pouvoir, me fiant à la parole de la Commission, ne pas maintenir mon amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Nous pouvons adopter deux attitudes. Nous pouvons aussi, s'il y a des fraudes, poursuivre.

La première chose à faire est d'ailleurs d'examiner si, à la suite des fraudes dont M. Liogier est prêt à nous fournir les preuves, il y a lieu de poursuivre.

M. Liogier. — Je retire l'amendement.

M. le Président. — L'amendement n° 3 est retiré.

Après l'article 5 ter, je suis saisi d'un amendement n° 4, présenté par MM. Liogier et Couveinhes et dont voici le texte :

Ajouter un article 5 quater ainsi libellé :

« Le troisième alinéa du paragraphe 3 de l'article 9 du règlement CEE n° 816/70 est supprimé. »

La parole est à M. Liogier pour défendre son amendement.

M. Liogier. — Par mon amendement n° 4, je propose de supprimer le troisième alinéa du paragraphe 3 de l'article 9 du règlement CEE n° 816/70.

Voici ce que dit cet alinéa qui, d'ailleurs, vient à la suite de celui dont nous venons de parler :

« Il peut être décidé que tout ou partie de la taxe compensatoire n'est pas perçue sur les importations de certains vins de qualité produits dans des pays tiers. »

Si j'ai déposé cet amendement, c'est que nous désirons connaître, en effet, de quels vins de qualité il s'agit ici. Nous ne comprenons pas pourquoi certains vins de qualités seraient exemptés, tandis que d'autres ne le seraient pas.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Vals. — Personnellement je suis incapable de répondre à la question posée par M. Liogier. Elle s'adresse à la Commission.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — On me donne ici quelques noms de vins qui sont dispensés de cette taxe.

Ce sont les seuls. L'on ajoute que ces vins étant toujours vendus à des prix supérieurs aux prix de référence, il n'y a pas lieu de leur appliquer cette taxe compensatoire.

Voilà la réponse. C'est une situation de fait.

M. Spénale. — Donc, on n'a pas besoin du paragraphe 3, parce qu'il n'est jamais d'application ? Mais il pourrait l'être !

M. le Président. — La parole est à M. Richarts.

M. Richarts. — Monsieur le Président, si je demande la parole, c'est en tant que seul vice-président de la commission de l'agriculture présent dans l'hémicycle.

J'estime que la procédure consistant à discuter en séance plénière des amendements qui, en commission, n'ont pas été discutés ou l'ont été trop peu, est inopportune.

Je demanderai donc à mes collègues de réfléchir à la possibilité de retirer ces amendements.

S'ils ne le font pas, il pourrait être nécessaire de renvoyer tout le règlement à la commission de l'agriculture.

M. le Président. — La parole est à M. Liogier.

M. Liogier. — Il est extrêmement pénible, évidemment, de discuter en l'absence de M. Mansholt qui connaît bien tous ces problèmes. Je suis donc très hésitant, mais je crois que nous sommes allés trop avant dans ce règlement, que finalement nous sommes presque prêts à accepter, pour que j'aille, sur un amendement mineur, demander que tout revienne devant la commission de l'agriculture.

Je retire donc cet amendement.

M. le Président — L'amendement n° 4 est retiré.

Sur l'article 6, je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par MM. Liogier et Couveinhes et qui tend à supprimer cet article.

La parole est à M. Couveinhes pour défendre cet amendement.

M. Couveinhes. — M. le Président, lors de la discussion générale, j'ai demandé à la Commission si elle acceptait la modification proposée par la commission de l'agriculture, c'est-à-dire de prendre comme date limite, le 30 novembre 1971. J'attends l'avis de la Commission.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Vals, rapporteur. — Encore une fois, Monsieur le Président, ce n'est pas à moi que la question s'adresse.

J'ai proposé la date du 30 novembre. M. Couveinhes propose de retirer son amendement si la Commission accepte comme date limite celle du 30 novembre 1971. Je ne peux pas répondre pour la Commission.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — C'est un point que je connais et je pense que nous le connaissons tous. Nous avons tous assisté à cette succession de prorogations des régimes provisoires en matière de vins qui nous a amenés à un régime qui dura pendant trois mois et qui, finalement, doit expirer dans quelques jours.

Si le régime provisoire est supprimé, les pays de l'Afrique du Nord deviennent des pays tiers. C'est donc un problème essentiellement politique. Pour éviter cela, la Commission a proposé au Conseil, en ce qui concerne l'Algérie, mais l'Algérie seulement, en juillet 1970, un régime provisoire comportant une réduction des droits de douane dans le respect des prix de référence applicables aux vins. Le Parlement

a émis un avis favorable à cette proposition le 8 octobre 1970. L'instauration de ce régime au 1^{er} novembre prochain ne présenterait donc aucune difficulté en ce qui concerne l'Algérie. Pour celle-ci en effet, nous avons un « filet », le régime du mois de juillet 1970 que vous avez vous-mêmes discuté et approuvé le 8 octobre 1970.

En ce qui concerne le Maroc, la Tunisie et la Turquie, ce serait une mesure unilatérale, que ces pays pourraient estimer inacceptable. Pour éviter cette espèce de « diktat » nous estimons qu'il faut permettre le déroulement de la négociation que nous avons engagée, respecter les prérogatives du Parlement, et, par conséquent, adopter des dispositions adéquates en ce qui concerne les autres pays que l'Algérie, c'est-à-dire le Maroc, la Tunisie, la Turquie.

C'est précisément en raison de cette complexité de la situation et du fait qu'une étape reste à franchir pour d'autres pays que l'Algérie, que nous proposons une date réaliste : celle du 31 mars 1972. Nous demandons donc le maintien de cette date, Monsieur le Président.

Nous sommes toutefois prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour arriver le plus rapidement possible à une extension du régime de l'Algérie — que vous connaissez — aux autres pays en question. Nous sommes uniquement animés d'un souci de relations extérieures : je demande à la commission de l'agriculture de bien vouloir reconnaître le bien-fondé d'arguments qui ne sont pas agricoles, mais qui sont des arguments de politique extérieure. Il ne s'agit donc que d'une différence de cinq mois pour ne pas imposer un régime qu'ils ne connaissent pas aux trois autres pays avec lesquels nous devons poursuivre les négociations actuellement en cours.

M. le Président. — La parole est à M. Vals.

M. Vals, rapporteur. — Monsieur le Président, la discussion devient un peu plus difficile à partir du moment où il vous est difficile, Monsieur Coppé, de prendre des engagements.

C'est pourquoi je maintiens ma demande au sujet de la date du 30 novembre, laissant à M. Couveinhes le soin de maintenir son amendement s'il le désire.

Vous faites état en effet, Monsieur Coppé, du rapport que j'ai eu l'honneur de présenter au mois d'octobre 1970 sur les vins d'Algérie. Or, à ma connaissance, les propositions de la Commission n'ont connu aucune suite devant le Conseil, même en ce qui concerne les vins d'Algérie. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que des propositions concernant le vin faites par la Commission restent pendantes devant le Conseil.

Il y a bientôt trois ans que vous avez demandé, à juste titre, que soit harmonisée la taxe sur la valeur

Vals

ajoutée sur les produits agricoles. Il y a eu un rapport de M. Artzinger, puis un avis émis par M. Klinker relatif à ces produits agricoles et demandant qu'ils soient traités de la même manière, avec une taxe sur la valeur ajoutée de l'ordre de 6 %. Le Conseil n'a toutefois pas adopté les propositions que vous avez faites et, à l'heure actuelle, dans mon pays, le vin supporte une taxe à la valeur ajoutée de 17,5 %. Il y a donc bien eu des propositions et un rapport, mais le Conseil n'a pas pris de décision.

C'est l'Algérie qui nous inquiète, encore qu'elle nous inquiète un peu moins, car un poète a dit un jour : « les roses d'Ispahan embaument le pétrole ». Un autre poète, qui appartient d'ailleurs à cette Assemblée

(*Sourires*)

... a ajouté un autre vers : « et le vin d'Algérie c'est kif-kif, ma parole ! »

(*Sourires*)

Nous sommes donc un peu moins inquiets maintenant, mais nous aimerions que vous nous disiez que la date à retenir pour l'Algérie est celle du 30 novembre et que, pour le reste, il est indispensable qu'il n'y ait pas une décision unilatérale vis-à-vis de la Turquie, du Maroc et de la Tunisie. A ce moment-là, je serais disposé à accepter la date du 31 mars.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, je ne peux pas prendre cet engagement, parce que la position que j'ai adoptée est celle de la Commission. Mon collègue M. Deniau vous expliquerait que notre souci est d'adopter une attitude cohérente et homogène à l'égard des pays du Moyen-Orient.

M. Vals, rapporteur. — Dans ces conditions, je maintiens ma proposition de modification.

M. Coppé. — Mes arguments ne sont pas agricoles, il ne s'agit même pas d'une consigne de M. Mansholt, c'est une position qu'il aura de la peine à défendre à Washington en cette circonstance. Telle est notre attitude à l'égard des associés africains, attitude cohérente et homogène vis-à-vis de tous les pays du bassin méditerranéen.

C'est parce que nous ne voulons pas, maintenant, contrevioler à une attitude générale en matière de politique à l'égard du bassin méditerranéen que je regrette de ne pouvoir vous suivre, Monsieur Vals, surtout qu'il ne s'agit que de cinq mois.

A l'heure actuelle, le Conseil serait disposé à donner son accord. Mais à l'égard des autres pays, c'est-à-

dire du Maroc, de la Tunisie et de la Turquie, un point est en discussion : certains pays voudraient d'abord savoir si ce régime est plus favorable que le régime actuel. S'il est plus favorable et si c'est prouvé, le Conseil — ce serait son attitude nouvelle — est disposé à l'accepter, non seulement à l'égard de l'Algérie mais également à l'égard des autres pays qui sont en cause : Maroc, Tunisie et Turquie.

Je demande donc quelques mois de patience, Monsieur le Président.

Je comprends M. Vals quand il demande un régime cohérent et unique à l'égard de tous les produits agricoles. Moi, je plaide en faveur d'une attitude cohérente et unique à l'égard de tous les pays du bassin méditerranéen.

M. le Président. — La parole est à M. Richarts.

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, j'ai beaucoup de compréhension pour les liens spéciaux qui existent entre la France et l'Algérie. D'autre part, Monsieur Vals, je n'ignore pas les difficultés que causent à vos viticulteurs, notamment à ceux de votre région, les vins d'Algérie. C'est pourquoi nous avons appuyé en commission de l'agriculture, votre proposition de ramener le délai au 30 octobre.

Je m'adresse maintenant à ceux de nos collègues qui ont déposé l'amendement, pour leur demander d'appuyer la proposition de M. Vals, pour leur demander d'appuyer la proposition de la commission de l'agriculture et de retirer leur amendement. Ils y ont intérêt.

Je comprends la position de M. Coppé, qui a à défendre, ce soir, le point de vue de la Commission. Je suis également convaincu que le monde ne s'écroulera pas pendant les cinq mois, qui séparent ces deux dates. Mais la Commission doit se rendre compte que la commission de l'agriculture tient absolument à ce que d'autres dispositions soient arrêtées dans le plus bref délai possible.

M. le Président. — La parole est à M. Vetrone.

M. Vetrone. — (I) Monsieur le Président, à mon avis cet amendement devrait être présenté sur le texte de la commission de l'agriculture et non pas sur celui de la Commission exécutive sous peine de rendre inutile le travail de la commission de l'agriculture. Je voudrais donc vous demander de poursuivre cette discussion en considérant seulement le texte modifié par la commission de l'agriculture.

M. le Président. — M. Couveinhes maintient-il son amendement ?

M. Couveinhes. — Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt la réponse de la Commission

Couveinhas

et je regrette qu'elle ne nous donne pas satisfaction. J'avais déposé cet amendement dans le but essentiel d'attirer l'attention de la Commission sur cette question, sans vouloir gêner en aucune manière la commission de l'agriculture, mais au contraire pour lui donner plus de force dans son argumentation et une marge de manœuvre plus large.

Étant donné la position défavorable de la Commission, je pense que mon amendement ne peut que renforcer le désir du Parlement de mettre fin à ce régime transitoire. Je le maintiendrai donc, avec l'accord du rapporteur.

M. le Président. — La parole est à M. Vals.

M. Vals, rapporteur. — Le rapporteur, Monsieur le Président, ne peut pas donner son accord et je vais vous expliquer pourquoi.

Le rapporteur a défendu devant la commission de l'agriculture un texte sur lequel il a parfois été battu. Il a accepté, de bon gré, d'être le porte-parole de la commission de l'agriculture en ce qui concerne le rapport qu'il a déposé. C'est la raison pour laquelle je vous demande, à titre personnel, de ne pas insister et de vous rallier, comme je le fais moi-même, au rapport qui a été adopté par la commission de l'agriculture, même si je n'ai pas toujours obtenu satisfaction.

M. le Président. — Monsieur Couveinhas, acceptez-vous cette invitation pressante ?

M. Couveinhas. — Monsieur le Président, je suis d'accord avec le rapporteur et je retire mon amendement.

M. le Président. — L'amendement n° 2 est retiré. Après l'article 17, je suis saisi d'un amendement n° 5, présenté par MM. Liogier et Couveinhas et dont voici le texte :

Insérer après l'article 17 un article 17 bis nouveau ainsi conçu :

« L'article 31, paragraphe 1, du règlement n° 816/70 est complété comme suit :

c) En ce qui concerne les vins de table, l'expédition et la vente dans un autre pays membre de produits facturés à un prix inférieur au « prix de déclenchement » pour le produit en cause. »

La parole est à M. Liogier pour défendre cet amendement.

M. Liogier. — Monsieur le Président, cet amendement, qui ne fait que reprendre le texte que M. Vals avait proposé à la commission de l'agriculture, tend

à empêcher que des mesures de stockage ou de distillation étant prises dans un État membre pour maintenir les cours en raréfiant le vin mis à la vente, le négoce ne puisse s'approvisionner en toute impunité, à des prix très inférieurs au prix d'intervention, dans un autre État membre de la Communauté.

Encore suis-je très gentil en employant le terme « négoce », car il s'agit en réalité de margoulines que le vin n'intéresse que pour le vendre très cher et l'acheter bon marché.

Cela étant dit, je ne me fais pas beaucoup d'illusions sur le résultat. J'ai entendu tout à l'heure mon collègue avec beaucoup d'intérêt. Je me permettrai tout de même de lui répondre, car il a dit, lorsqu'il était question de la concurrence, que l'on ne peut exiger une telle chose.

Je lui demanderai s'il estime avec moi que le prix d'intervention doit être un prix minimum ou non, et nous en revenons au débat de tout à l'heure. Le prix d'intervention a été fixé par les instances communautaires, en vue d'assurer au producteur le minimum auquel il peut prétendre. Si le prix est plus bas, les instances communautaires estiment devoir intervenir pour retrouver au moins ce prix dit « d'orientation ».

Évidemment, dans de telles conditions nous ne pouvons être d'accord sur la définition.

Je puis donc retirer mon amendement, ne voulant pas pousser la chose plus loin, et étant donné qu'il faudra bien revenir sur ces définitions pour savoir ce qu'est exactement un prix d'intervention. Personnellement, j'estime, comme M. le rapporteur Vals, qu'un prix d'intervention, c'est un prix minimum au-dessous duquel l'on ne peut pas descendre si l'on veut assurer une vie décente à nos viticulteurs.

M. le Président. — La parole est à M. Vetrone.

M. Vetrone. — (I) Je renonce à la parole, M. Liogier ayant retiré l'amendement sur lequel je voulais intervenir.

M. le Président. — La parole est à M. Richarts.

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, je remercie M. Liogier d'avoir retiré son amendement.

Je ne puis toutefois laisser passer sans réagir le terme de margoulin que M. Liogier a appliqué aux négociants. Il y a, dans la Communauté économique européenne, des négociants en vins très honorables, qui attachent tout autant d'importance à la qualité du vin que ne le font ou ne devraient le faire les coopératives.

M. le Président. — La parole est à M. Liogier.

M. Liogier. — Monsieur le Président, je répondrai à M. Richarts que je nourris le plus grand respect pour ceux que l'on peut appeler les négociants, ceux qui font du vrai négoce.

Malheureusement à côté de ceux-ci, d'autres se révèlent d'authentiques margoulins. Et pour ceux-là, Monsieur Richarts, je n'éprouve aucun respect.

J'ai d'autant plus de respect pour les vrais négociants que, dans mon pays, j'ai été président de chambre de commerce et vice-président de région économique.

M. le Président. — L'amendement n° 5 est retiré.

Sur la proposition de résolution je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets donc aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (*).

9. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, jeudi 21 octobre 1971, avec l'ordre du jour suivant :

à 9 h 30 :

— rapport de M. Dittrich sur les législations des États membres concernant la bière ;

à 16 h 30 :

— rapport de M. Merchiers sur les échanges de produits à base de viande.

La séance est levée.

(La séance est levée à 19 h 50)

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 27.

SÉANCE DU JEUDI 21 OCTOBRE 1971

S o m m a i r e

1. Adoption du procès-verbal	147	3. Modification de l'ordre du jour :	
2. Directive relative aux législations des États membres concernant la bière. — Règlement concernant certains produits utilisés en brasserie. — Discussion d'un rapport de M. Dittrich, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :		M. Müller, président de la commission des affaires sociales et de la santé publique	161
M. Dittrich, rapporteur	148	4. Règlements concernant les produits à base de viande. — Discussion d'un rapport de M. Merchiers, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :	
M. Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; M ^{lle} Lulling ; MM. Dittrich ; Wolfram ; Noè ; Borm ; Kriedemann ; Klinker ; Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes	149	M ^{me} Orth, rapporteur suppléant	162
Examen de la proposition de résolution ..	160	M. Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes	163
Amendement n° 1 après le paragraphe 5 : MM. Riedel ; Dittrich	161	Adoption de la proposition de résolution ..	164
Adoption de l'amendement n° 1	161	5. Composition des commissions	164
Adoption de la proposition de résolution ..	161	6. Dépôt d'un document	164
		7. Ordre du jour de la prochaine séance ..	164

PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

(La séance est ouverte à 9 h 40)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Directive relative aux législations des États membres concernant la bière — Règlement concernant certains produits utilisés en brasserie

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Dittrich, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- I - une directive relative au rapprochement des législations des États membres concernant la bière ;
- II - un règlement modifiant le règlement n° 120/67/CEE et le règlement n° 359/67/CEE pour ce qui

Président

concerne la restitution à la production dont bénéficient certains produits utilisés en brasserie (doc. 44/71).

La parole est à M. Dittrich qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Dittrich, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, en tant que rapporteur, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport de la commission des affaires sociales et de la santé publique. Des mois durant, celle-ci n'a pas ménagé ses peines et son travail mérite, à mon avis, qu'on s'y attarde. Nous avons entendu des experts dont les opinions n'étaient pas concordantes. Nous nous sommes penchés sur les avis de la commission juridique et de la commission de l'agriculture et nous en avons tenu compte dans notre rapport.

Pour vous donner une idée de l'intérêt que présente cette directive, permettez-moi de vous dire que la Communauté produit annuellement quelque 135,8 millions d'hectolitres de bière. La consommation annuelle par tête d'habitant y est de 70,7 litres. La République fédérale d'Allemagne vient en tête avec une production de 87,05 millions d'hectolitres et une consommation de 139,2 litres par tête d'habitant et par année. Cette boisson d'orge est donc consommée en quantités considérables. Si, à l'avenir, chacun qui, dans la Communauté, lève son verre pour boire à la santé de quelqu'un, songe à la peine que nous nous sommes donnée pour rendre possible une harmonisation, cela nous ferait certainement le plus grand bien. Notons encore, Monsieur le Président, que la République fédérale d'Allemagne est de loin le plus grand producteur de bière ; les 2/3 de la bière fabriquée dans la Communauté le sont en République fédérale d'Allemagne.

Il n'était pas facile, pour la Commission, d'élaborer une directive ainsi qu'un règlement, sur lequel d'ailleurs je reviendrai plus tard. Les points de vue quant à la fabrication de la bière, quant aux matières premières à employer et aux additifs à ajouter, diffèrent considérablement dans la Communauté. Alors que, des pays comme la France, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et la Hollande, utilisent des grains crus dans une proportion de 21 à 22 % en moyenne, la bière est fabriquée, en République fédérale, conformément à la loi dite de « pureté », qui remonte à l'an 1516. Dans les autres pays de la Communauté, des grains crus peuvent donc être utilisés. On entend par là, l'orge et le froment non maltés, le griz de maïs, les brisures de riz ainsi que l'amidon de maïs, de blé tendre et de riz. En République fédérale d'Allemagne, la bière ne peut être fabriquée qu'à partir de malt d'orge, de houblon, de levure et d'eau. Harmoniser et égaliser ces dispositions était la tâche qui incombait à la Commission. Elle s'en est acquittée dans sa directive en ce sens que désormais les grains crus pourront entrer dans la fabrication jusqu'à concurrence de 30 %. Cela signifie

qu'à l'avenir cette bière pourra, partout dans la Communauté, être vendue et bue. Jusqu'ici, la bière qui était fabriquée à partir de grains crus ne pouvait pas être importée en République fédérale d'Allemagne : aujourd'hui encore, en Bavière, pays où je vis, seule la bière fabriquée conformément à la loi de pureté peut être exportée.

Si cette directive, qui se fonde sur l'article 100 du traité, est adoptée par le Conseil, les bières fabriquées conformément à la loi de pureté aussi bien que les bières fabriquées à partir de grains crus pourront être bues dans toute la Communauté.

Votre commission, Monsieur le Président, et en particulier la commission juridique, se sont demandé si, en raison du fait que les échanges intracommunautaires de bière ne portent que sur 1,4 % de la production communautaire, une harmonisation des législations était nécessaire et opportune, et si elle favorisait le bon fonctionnement du marché commun.

La commission juridique est parvenue à la conclusion qu'un effort d'harmonisation était justifiée, même si les échanges de bière entre les Six ne représentaient que 1,4 % de la production globale. Il est donc établi — on en discutera sans doute encore — que les commissions ont estimé nécessaire et opportune l'harmonisation des législations en matière de fabrication de bière.

Avec votre permission, Monsieur le Président, je m'en tiendrai à une brève introduction. Le rapport qui vous a été soumis est très volumineux et contient tous les avis, y compris ceux des experts que nous avons entendus. Il enferme, en outre, des données statistiques qui vous permettront d'examiner si l'égalité des conditions de concurrence est respectée.

La majorité de la commission a donné son accord sur les grandes lignes de la directive et du règlement. Cela signifie qu'à l'avenir aussi, des additifs pourront être utilisés ; des substances chimiques par exemple, telles que l'acide ascorbique, l'anhydride sulfureux, les enzymes protéolytiques et le tanin. La commission était d'avis que l'on pouvait se contenter, au lieu de 20 milligrammes d'anhydride sulfureux par litre, de 10 milligrammes, cela pour assurer que l'on utilise dans la fabrication de la bière, le moins possible de substances étrangères — lisez : de produits chimiques — d'autant plus qu'aucun additif ne peut être ajouté aux autres denrées alimentaires.

Je n'entrerai pas dans le détail des divers pourcentages spécifiés dans le rapport, afin de m'étendre plus en particulier sur la question de la compétitivité. Il est établi que les matières premières, qui peuvent être ajoutées à la bière, ont fait l'objet jusqu'ici de subventions dites « aux grains crus ». Il en est résulté des distorsions de la concurrence.

Le règlement modifiant le règlement n° 120/67/CEE ainsi que le règlement n° 359/67/CEE concernant la restitution à la production accordée pour certains

Dittrich

produits utilisés en brasserie, stipule que ces subventions sont supprimées ; une harmonisation approximative des conditions de concurrence est ainsi réalisée.

Quoi qu'il en soit — je dois le souligner en tant que rapporteur — la différence entre le prix par hectolitre de la bière fabriquée à partir de grains crus et celui de la bière fabriquée conformément à la loi de pureté varie entre 1,10 et 1,40 DM.

En effet, la bière fabriquée à partir de grains crus — cela est également exposé en détail dans le rapport — est indubitablement d'un rendement supérieur à celui de la bière fabriquée conformément à la règle de pureté. En outre, les grains crus, qui peuvent être utilisés dans une proportion allant jusqu'à 30 %, sont moins chers que le malt d'orge.

La question s'est posée en commission de savoir si cette différence de 1,10 à 1,40 mark par hectolitre — résultant des prix actuels de l'orge — provoquait une distorsion de concurrence. Vos commissions, Monsieur le Président, et notamment la commission de l'agriculture, estiment qu'il n'y a pas distorsion de concurrence si bien qu'à cet égard également elles ont approuvé la directive et le règlement.

Je m'en tiendrai à cette brève introduction. Je me permettrai de vous demander plus tard une nouvelle fois la parole en mon nom personnel et au nom de mes amis. J'espère que, pour le plus grand bien de nos populations, le Conseil accordera toute l'attention voulue à cette proposition de directive. Je conclurai sur ce vieux dicton : « Malte et houblon, de Dieu le don ! »

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Berkhouwer. — (N) Monsieur le Président, en terminant son exposé introductif, le rapporteur, M. Dittrich, a cité un proverbe digne des fêtes d'octobre. L'illogisme étant roi au royaume de la bière, il se fait que les fêtes d'octobre n'ont pas lieu en octobre, mais en septembre. Sans doute a-t-on plus soif alors, parce qu'il fait plus chaud.

J'ai dit hier, au moment où nous discutons de nos tâches politiques, que nous ferions mieux de nous attacher un peu plus longuement à ce qui se passe dans le monde sur le plan politique, plutôt que de nous occuper de ce genre de choses. Cette remarque n'est peut-être pas vraiment applicable à la question qui nous occupe aujourd'hui. N'empêche qu'il s'agit d'une boisson qui est consommée par des millions de personnes dans la Communauté et à l'extérieur de la Communauté. Je pense, par exemple, à nos amis irlandais.

La bière est un produit important ; on pourrait même la considérer comme une substance alimentaire. Cela

étant, il n'est pas exclu — cela s'est déjà vu — que nous ne puissions résister à la tentation de nous laisser influencer par des sentiments chauvinistes.

On peut en trouver des exemples dans l'histoire de ce Parlement. Lorsqu'il s'agissait du chocolat, certains procédés d'extraction du beurre de cacao des graines pouvaient...

M. Dittrich. — (A) Pour le chocolat, ce n'est pas comme pour la bière !

M. Berkhouwer. — (N) Je ne l'ignore pas. Le chocolat ne rend pas ivre.

Puis, il y a eu le macaroni. Ce produit ne pouvait s'appeler « macaroni » que s'il était fabriqué en Italie. Ensuite, nous avons eu toutes sortes de problèmes concernant la mayonnaise, et maintenant, nous en sommes à la bière.

Le problème de la bière prend une dimension énorme, du moins pour ce qui est des concentrations dans le domaine de la production à l'intérieur comme à l'extérieur de la Communauté. La revue « Europe Magazine » y a consacré un important article, intitulé « La Bière, de Babylone au big business ».

Effectivement, Monsieur le Président, il s'agit de « big business ». Il se réalise actuellement dans le secteur de la bière, d'énormes concentrations, à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur de la Communauté. Peut-être faut-il voir dans la pénétration anglo-saxonne dans la Communauté, dans le secteur de la bière, le prélude à l'adhésion britannique à la Communauté politique.

Monsieur le Président, si je viens de parler de chocolat, ce n'était pas sans raison. Si je suis bien informé — M. Spinelli pourra éventuellement me le confirmer — le Conseil a classé sans suite la question de la directive sur le chocolat, qui avait donné lieu à de vives discussions au sein du Parlement. Le Conseil ne s'occupe plus de cette directive pour la seule raison que bientôt se posera la question des fabricants étrangers à la Communauté, qui produisent du chocolat d'une manière qui ne nous plaît guère. J'aimerais que M. Spinelli nous en dise un mot, faute de quoi nous risquons fort, quoique nous puissions dire aujourd'hui, que ce débat devienne aussi illusoire que celui que nous avons consacré au chocolat.

Je voudrais, Monsieur le Président, faire quelques remarques de principe concernant l'harmonisation des législations sur les denrées et marchandises. C'est une question très importante, car elle touche l'homme de la rue européen : il s'agit de ce qu'il mange et de ce qu'il boit.

Si nous voulons harmoniser la législation sur les denrées et marchandises dans l'intérêt du consommateur européen, essayons d'abord de ne pas adopter de solutions extrêmes ; en d'autres termes, si un

Berkhouwer

Etat membre impose des prescriptions beaucoup plus strictes pour la fabrication de certains produits que d'autres pays de la Communauté, il ne faut pas nécessairement appliquer les mesures les plus strictes à l'ensemble de la Communauté. J'y reviendrai tout à l'heure, à propos d'un autre critère.

Ensuite, il ne faut pas oublier non plus que la vie est régie, dans la Communauté, non seulement par le traité de Rome de 1957, mais aussi par un adage qui retombe aux Romains de l'Antiquité : *de gustibus non est disputandum*. Essayons donc avant tout de doter la Communauté d'un éventail aussi vaste que possible de biens, de produits alimentaires et de boissons de manière à pouvoir en profiter ensemble aussi librement que possible.

L'autre critère auquel mes amis politiques et moi-même sommes très attachés — il ne s'agit pas seulement de moi, mais aussi de beaucoup d'autres, je pense — c'est que le choix offert au consommateur doit rester ou devenir aussi large que possible, ou pour mieux dire, doit encore être élargi.

L'autre critère, c'est que pour autant qu'on soit assuré, de façon positive, et non négative, que la santé du consommateur n'est pas compromise, il faut lui laisser un choix aussi large que possible. Ce principe vaut aussi pour les bières bon marché. Le consommateur doit pouvoir acheter de la bière bon marché, s'il le désire. Et s'il veut pouvoir se procurer de la bière à bon compte, il a intérêt à ce qu'on ait recours à des méthodes modernes de brassage plutôt que de s'en tenir aux vieilles méthodes de production sous prétexte qu'elles sont anciennes. Je respecte les traditions, dont la valeur peut être grande, mais il ne faut pas vouloir ignorer les processus technologiques qui offrent également de multiples possibilités en matière de fabrication de la bière.

Monsieur le Président, je ne demande qu'à dépassionner le débat et je me réjouis qu'un homme aussi en vue en Allemagne que le sénateur Sixtus l'ait fait. Il faut absolument, a-t-il dit, faire abstraction des sentiments qui ont parfois été suscités au sein de certains organismes. Je souscris totalement aux propos que le sénateur Sixtus a tenus au cours de la conférence de presse qu'il a donnée à Berlin, le 23 juin 1971, devant la Fédération allemande des brasseurs.

Il est possible que la Bavière soit frappée d'un interdit d'exportation visant la bière qui ne répond pas aux normes de pureté. Si je suis bien informé, l'Allemagne exporte d'autres sortes de bière qui ne satisfont pas à ces normes. Je pense notamment à la fameuse DAB, la bière produite par la Dortmunder Aktiengesellschaft. Vous voyez bien, Monsieur le Président, que les Néerlandais aiment boire de la bière allemande qui ne répond absolument pas aux normes de pureté, de la bière qui contient plus de grains crus qu'il n'est question d'en admettre, c'est-à-dire 30 pour cent. Il ne manque pas de bières d'expor-

tations, auxquelles la bière allemande doit sa renommée mondiale, qui ne satisfont pas aux normes de pureté bavaroises. C'est heureux, car cela démontre que les brasseurs allemands se tiennent au courant des techniques modernes qui leur permettent d'exporter cette délicieuse bière. On ajoute aux matières de base de la fabrication de cette bière du maïs, du riz et d'autres matières de base. Il ne s'agit pas de tripotages avec des produits chimiques. La bière y gagne en saveur. On dit bien qu'elle est plus forte et que ses effets soporifiques sont plus immédiats. Quoi qu'il en soit, sa mousse est plus abondante et elle a de ce fait un aspect plus agréable. Il ne faudrait pas que l'harmonisation des législations sur les denrées et marchandises fausse les conditions de concurrence ; son effet devra rester neutre ou éliminer les entraves actuelles. Il ne saurait être question que l'harmonisation se traduise par de nouvelles entraves.

J'en arrive ainsi à la question de savoir si l'harmonisation de la législation sur les denrées et marchandises ne suscitera pas de nouvelles entraves. Je me référerai à ce propos à l'article 2, une des bases de ce règlement, qui stipule que la bière ne pourra plus être commercialisée si elle ne répond pas aux dispositions des articles 4 et suivants, qui définissent la composition de la bière.

L'article 2 appelle une question importante que je poserai à M. Spinelli : faut-il conclure de cette disposition que toutes les bières qui sont importées actuellement en quantités non négligeables du Danemark — je pense aux marques Carlsberg et Tuborg — et de Grande-Bretagne — je pense au Guinness — et qui ne répondent pas à ces conditions ne pourront plus être importées dans la Communauté si les méthodes de brassage de ces bières ne sont pas adaptées aux dispositions du règlement ?

Il se pose encore une autre question. L'Accord de Luxembourg relatif à l'élargissement des Communautés crée une situation nouvelle. En effet, il a été convenu à cette occasion de mettre en œuvre des procédures communes afin d'assurer que les décisions prises par les institutions des Communautés européennes tiennent compte comme il convient des intérêts des futurs membres de la Communauté. Cet accord stipule qu'« à cette fin, des consultations auront lieu préalablement à l'adoption de ces décisions ». La question que j'ai à poser à la Commission européenne est de savoir si elle compte proposer au Conseil de procéder aux consultations prévues par l'Accord de Luxembourg avant que le règlement soit arrêté définitivement. La question est, me semble-t-il importante, car elle met en jeu dans ce domaine, pour les pays candidats, des intérêts énormes.

J'aimerais recevoir une réponse à cette question. Je terminerai ici mon intervention qui, je l'espère, n'aura pas été trop longue. M. Dittrich a cité un dicton d'inspiration religieuse me souvenant que nous célé-

Berkhouwer

brons, cette année, le centième anniversaire de la naissance du grand écrivain français Paul Valéry, je vous ferai, quant à moi, une citation. Parlant de l'Europe, Valéry a dit et répété : « Profitez de vos différences ! » Profitons donc de la diversité qui nous est donnée. Espérons qu'à la suite de notre débat sur la bière, nous ne serons pas condamnés à consommer partout en Europe une bière unique, mais que nous pourrions jouir d'un choix aussi vaste que possible, de façon que chacun puisse étancher sa soif en buvant ce qui lui plaît le plus.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M^{lle} Lulling.

M^{lle} Lulling. — Monsieur le Président, après les explications de notre rapporteur et l'intervention de M. Berkhouwer, je puis être extrêmement brève.

Le problème du rapprochement des législations des États membres sur la bière a effectivement failli provoquer, entre les adeptes des différentes méthodes de brassage, une guerre de religion. Pureté ou pas pureté, *that was the question* !

Il a heureusement été possible de démythifier le problème au cours des très longs débats de la commission des affaires sociales et de la santé publique ainsi que de la commission de l'agriculture et de le ramener à ses justes proportions, même dans l'esprit de quelques-uns de nos amis allemands, pour lesquels nous avons beaucoup de compréhension.

Je tiens cependant, à souligner qu'il ne s'agit ni de s'attaquer à la loi allemande de la pureté, ni d'obliger tous les brasseurs des pays membres, présents et futurs, de la Communauté à brasser les mêmes bières uniformes.

Certes, et M. Berkhouwer l'a dit, il y a de bonnes bières et il y en a de moins bonnes. Il y en a heureusement, pour tous les goûts, car tous les goûts sont dans la nature, même les mauvais ! L'on ne discute pas des goûts et des couleurs ! Mais il serait extrêmement triste que, dans la Communauté, nous ne puissions plus consommer qu'une seule sorte de bière — fût-elle bonne ou même, selon ses producteurs ou ses consommateurs, la meilleure !

Ce qui importait, dans tout ce débat, c'était de ne pas faire produire dans la Communauté des bières nuisibles à la santé. Il a été prouvé, au cours des très longs débats — et quiconque, s'il est objectif, se doit de le reconnaître — que l'incorporation de grains crus et de quelques additifs n'est pas nuisible à la santé. S'il en était autrement, tous les Britanniques, tous les Danois et les Tchèques, qui consomment des bières fabriquées presque exclusivement de grains crus seraient morts et enterrés, et nombre d'entre nous avec eux !

(Sourires)

Ce qui importe le plus, c'est de supprimer toute distorsion de concurrence, c'est-à-dire de ne pas désavantager la bière fabriquée au moyen de malt pur par un régime où le prix de revient des grains crus serait plus avantageux. Or, la suppression, proposée dans le règlement, de la restitution actuellement en vigueur pour les grains crus répond à ce souci. Voilà donc les brasseurs de la Communauté ainsi placés dans ces conditions de concurrence identiques. Ceux qui veulent appliquer la loi de la pureté — ils ne se trouvent pas seulement, en Allemagne, loin de là ! — peuvent le faire, car les différences de prix entre le malt et les grains crus sont insignifiantes. Ils n'ont aucune raison, en ce qui concerne le prix de revient, de renoncer à appliquer la loi de la pureté, au contraire. Quant à ceux qui veulent brasser à partir d'un certain pourcentage de grains crus, ils peuvent le faire également. Que le meilleur gagne la plus grande clientèle et que tous les goûts soient satisfaits. Que voulons-nous de plus ?

Je m'en voudrais d'entrer à nouveau dans tous les détails, notre rapporteur les a excellemment exposés. Si ce Parlement se rallie à la très sage proposition de résolution de M. Dittrich, que je félicite, la guerre de la bière dans la Communauté n'aura pas lieu !

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Dittrich.

M. Dittrich. — (A) Monsieur le Président, Dieu sait si la tâche de votre rapporteur a été difficile ! Il est originaire de la République fédérale d'Allemagne, il est originaire de Bavière, et il devait s'occuper d'une directive qui ne correspond en rien à ses convictions intimes.

En tant que rapporteur j'ai cependant tenté, comme vous l'aurez constaté à la lecture de mon rapport, d'être aussi objectif que possible et de traduire au mieux les conceptions de la majorité de vos commissions.

Bien sûr, cela ne m'empêchait pas, Monsieur Berkhouwer, d'avoir, dans mon for intérieur, mon opinion personnelle. En République fédérale d'Allemagne, il n'est que de lire les publications à grand tirage, ou d'entendre l'homme de la rue, pour se rendre compte qu'une bière de grains crus ne correspond en rien à l'idée qu'il se fait de la bière.

Je fais appel, ce disant, à la compréhension de mes collègues des autres pays. La loi de la pureté remonte, en République fédérale d'Allemagne, à 1516 ; la bière y est devenue plus ou moins un aliment national. La consommation par tête d'habitant en Allemagne est nettement supérieure à celle des autres pays, y compris le vôtre, Monsieur Berkhouwer. Et si l'on vous dit par ailleurs que les deux tiers de la production de bière proviennent d'Allemagne, vous devrez avouer qu'il s'agit là, quoi qu'on en dise, d'une quantité non négligeable.

Dittrich

Je me disais, dès avant que M. Berkhouwer ne prit la parole, qu'il allait sans doute demander s'il n'y avait pas, dans la Communauté, des problèmes plus importants que celui de la fabrication de bière.

Je le savais d'avance ! Il est bien entendu que nous avons des problèmes plus importants ; il est bien entendu que nous les avons toujours présents à l'esprit. Cela n'empêche, et je m'en voudrais de vous le cacher, que l'égalité des conditions de concurrence sur le marché des différents produits pose à la Communauté un problème d'importance, et que nous devons y être attentifs.

Monsieur le Président, il est fort peu probable, je le sais, que nous puissions ici faire prévaloir le point de vue allemand. Je tenterai néanmoins de vous exposer sommairement ce que sont nos mobiles et notre point de vue. Face à une tradition si ancienne et à une consommation si élevée, il nous faut, nous, considérer cette directive avec un regard particulier. Je demande une fois de plus à mes collègues des autres pays de comprendre nos préoccupations.

J'ai déjà déclaré, en ma qualité de rapporteur, que la commission juridique en particulier s'était donné la peine de vérifier si, en l'espèce, une harmonisation s'imposait réellement. Hier, par exemple, il a été dit ici même : Pourquoi vouloir harmoniser tout cela ? Pourquoi obliger les populations des pays de la Communauté à rompre avec les habitudes qu'elles ont prises ? Est-il vraiment nécessaire de procéder, ici également, à une harmonisation ?

Je voudrais à présent répondre à M^{lle} Lulling. Elle prétend que chacun, dans la Communauté, est libre de boire la bière qui lui plaît. Il peut boire de la bière brassée à partir de grains crus, il peut boire de la bière qui satisfait à la loi de pureté. C'est exact. Mais comment, Mademoiselle Lulling, sait-on de quelle bière il s'agit ? La directive se borne à préciser que la bière brassée conformément à la loi de pureté peut porter la mention : « pur malt d'orge ». Cette mention peut figurer sur l'étiquette. Mais l'absence de cette mention ne signifie pas que la bière servie au client soit nécessairement une bière brassée à partir de grains crus. Il ne sait donc pas de quelle bière il s'agit.

M. Berkhouwer. — (A) Il la reconnaîtra au goût.

M. Dittrich. — (A) Mon cher collègue, tout le monde n'a pas le goût aussi infaillible que vous !

(Rires)

Il est un fait, vous l'avez signalé vous-même, qu'en dehors de la Communauté aussi, on fabrique des bières à partir de grains crus. La bière de Pilsen, la bière danoise, la bière anglaise sont toutes des bières de grains crus. Mais le consommateur qui a les papilles gustatives moins sensibles que vous ne peut distinguer de prime abord une telle bière d'une autre. C'est tout ce que je voulais dire.

Monsieur le Président, ayant accompli mon devoir en présentant, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, un rapport sur la proposition de directive de la Commission relative au rapprochement des législations concernant la bière, je voudrais à présent exposer mon opinion personnelle et celle de mes amis politiques, qui ne concordent pas du tout avec celle qu'exprime le rapport de la commission et la résolution.

Mes amis et moi jugeons tout à fait inacceptable une directive qui consacre, en principe, l'utilisation de grains crus et de produits chimiques.

Monsieur le Président, qu'il me soit permis d'aborder les points du problème qui soulèvent le plus de difficultés. Il s'agit surtout de l'article 5 et des produits chimiques dont il autorise l'emploi. Il admet en effet — ce qui est tout à fait contraire aux méthodes de brassage éprouvées — l'utilisation de produits tels que l'acide ascorbique, l'anhydride sulfureux, des enzymes protéolytiques et le tanin. Non seulement il les admet mais, quels que soient les motifs de cette admission, il ne fait pas obligation, contrairement à la législation sur les aliments que nous appliquons habituellement dans notre pays de mentionner les matières premières ni en particulier les produits chimiques que le producteur a utilisés dans sa fabrication.

Comprenez-moi bien, car c'est pour moi, qui m'occupe particulièrement des problèmes de la santé publique, des denrées alimentaires et même des médicaments, une source d'étonnement de voir que le producteur n'est pas tenu d'indiquer les additifs, ni en particulier les produits chimiques introduits dans la bière. A mes yeux cependant la question n'est pas dépourvue d'importance.

Mademoiselle Lulling, vous avez posé la question de savoir dans quelle mesure ces produits présentent des risques pour la santé. Vous avez déclaré qu'aucun expert n'avait affirmé qu'ils étaient nocifs et que, s'il en était autrement, les gens qui consomment des bières brassées à partir de grains crus et contenant des produits chimiques seraient vraisemblablement morts depuis longtemps, fût-ce de mort lente. Mais voilà ce qui n'est pas prouvé. En effet, l'utilisation d'anhydride sulfureux, d'acide ascorbique et d'autres produits chimiques analogues pose certains problèmes. Leur innocuité n'est en tout cas pas démontrée.

Tant qu'il n'est pas prouvé qu'ils ne sont pas préjudiciables à la santé, nous ne devons pas autoriser l'utilisation de ces produits. A ce propos d'ailleurs une question importante se pose en ce qui concerne l'égalité des conditions de concurrence. Mon collègue Riedel a élaboré un amendement au paragraphe 5 de la résolution. Il tiendra sans doute à vous en exposer les motifs lui-même.

Cependant, même si les subventions aux grains crus sont supprimées — je l'ai déjà constaté dans mon

Dittrich

rapport —, des distorsions de concurrence subsisteront. Alors que la Commission considérait jadis qu'il y avait distorsion de concurrence si la différence de prix à l'hectolitre était supérieure à 1,30 DM, — c'est exactement ce qui nous a été dit — elle prétend, maintenant, que la différence de prix varie de 1,10 à 1,40 DM, qu'il n'y a pas de distorsion. Calculée sur le prix du litre à la consommation, cette différence n'est pas décisive. Mais elle l'est certainement au niveau du producteur, des brasseries. Il peut en résulter une distorsion de concurrence. En effet, à l'avenir, on pourra acheter et consommer dans la Communauté des bières brassées conformément à la loi de pureté et des bières brassées à partir de grains crus.

La question de M. Berkhouwer à propos des bières provenant de pays tiers et d'une teneur plus élevée en grains crus, est particulièrement intéressante. Je pourrais y répondre, mais je préfère laisser ce soin à la Commission. Il s'agit naturellement ici d'une question qui n'est pas dépourvue d'importance et qui touche aux principes.

Considérant les discussions que nous avons menées pendant des mois, pouvons-nous approuver ce règlement, l'âme en paix ? Force m'est de déclarer, en mon nom et en celui de mes amis politiques, que nous ne pourrions souscrire ni à la directive, ni au règlement. Je prie mes collègues des autres pays de la Communauté de nous comprendre.

M. le Président. — La parole est à M. Wolfram.

M. Wolfram. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, permettez-moi quelques remarques préliminaires avant que je n'aborde le vif du sujet.

Je dois avouer que je me réjouis de voir ce Parlement, qui se prononce souvent à l'unanimité sur des questions importantes lorsqu'il s'agit, par exemple, de critiquer les conceptions du Conseil et de la Commission, se livrer aujourd'hui à un débat contradictoire. On a plaidé en faveur d'une libéralisation ; on a plaidé pour le strict maintien du principe de la pureté, voire pour la généralisation de celui-ci dans le cadre d'un règlement communautaire.

Une deuxième remarque préliminaire : je ne parle pas au nom des brasseries ; je ne suis pas un théoricien, un expert en bière. Je suis plutôt praticien, je l'avoue, et j'aime à occuper quelque peu rationnellement mes loisirs en pratiquant l'art de bien boire.

(Rires)

Je traduis ici, comme d'ailleurs M. Dittrich, les opinions et les impressions d'une part importante de la population, surtout de notre pays. Je concède cependant, Monsieur Berkhouwer, que la voix du peuple n'est pas nécessairement la voix de la raison pure. Les sentiments, les croyances, des attitudes ancestrales, peut-être, jouent ici un rôle. Mais est-ce nécessairement un mal ?

Et voici ma dernière remarque : Nous ne devons pas adopter dans cette discussion une attitude partisane. Il existe plusieurs points de vue ; chacun s'appuie sur des arguments scientifiques, chacun appelle des arguments pour et contre.

Je me suis quant à moi demandé pourquoi, vu le volume des échanges intracommunautaires en cause, qui représentent moins de deux pour cent du volume total, il fallait cette directive et pourquoi il la fallait aujourd'hui.

Je ne suis pas sensible à l'argument selon lequel les modifications prévues par la directive contribueront à assouplir et à développer les échanges intracommunautaires car, en effet, à l'heure actuelle, il n'existe au fond aucune entrave à la libre circulation de la bière.

C'est à juste titre que l'on a déjà souligné que, même chez nous, les gens qui ne savent pas exactement dans quelles conditions s'effectue le brassage de la bière, croient que la Pilsene Urquell, la Carlsberg, la Tuborg ou les bonnes bières hollandaises sont également brassées conformément aux prescriptions de la loi de pureté.

Il faut donc admettre que celui qui boit une telle bière est convaincu qu'elle est brassée conformément aux dispositions de cette loi.

Je me demande s'il n'y a pas de problèmes plus importants à examiner, surtout dans les domaines de la législation sur la santé publique, les denrées alimentaires et les produits pharmaceutiques et s'il ne vaut pas mieux consacrer notre temps et nos efforts intellectuels à l'harmonisation de ces secteurs où, nous le savons avec certitude, il existe des risques graves pour la santé de l'humanité.

N'est-il pas paradoxal dans un pays grand consommateur de bière — j'ajoute cette précision — et à une époque où nous luttons sinon au niveau mondial, du moins dans la plupart des pays de la Communauté, pour une plus grande pureté de l'eau et de l'air et une réduction des additifs chimiques aux aliments, de voir que là où une loi assure encore un haut degré de pureté à un produit que certains considèrent comme un produit alimentaire, on est en voie d'abolir cette loi, fût-ce progressivement. Car même si la directive ne prévoit pas cette suppression, elle pourrait en être la conséquence indirecte.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, cette Assemblée ne devrait-elle pas également tenir compte de l'avis de millions de buveurs de bière qui, à tort ou à raison, pour des motifs plus ou moins valables sur le plan scientifique, ne jurent que par la pureté de la bière ? N'est-ce pas de ceux-là que nous devons nous soucier en arrêtant notre décision, plutôt que de la mise en œuvre d'un prétendu principe ?

Quoi qu'il en soit, je tiens à vous mettre en garde contre la tendance qui se manifeste constamment

Wolfram

dans la Communauté à se montrer perfectionniste dans des questions secondaires et à négliger des domaines plus importants. A cet égard, je partage entièrement l'opinion de M. Berkhouwer.

Point n'est besoin que j'entre dans les détails des arguments avancés au cours du débat, surtout des arguments avancés par nos collègues qui, ces six derniers mois, ont examiné les aspects théoriques et pratiques du problème au sein des commissions et même en dehors de celles-ci. Je crois qu'ils sont suffisamment connus, même de l'opinion publique. Toutefois, je me demande si, pour la bière, on ne pourrait pas suivre le même raisonnement que celui qui a prévalu dans cette assemblée lorsqu'il s'agissait de l'organisation du marché du vin. Le principe que l'on a voulu mettre en œuvre à cette occasion était que tout nouveau droit communautaire devait s'inspirer aussi largement que possible du droit régissant la matière dans le principal pays producteur.

Je n'en fais pas une revendication, mais je vous demande d'y réfléchir.

J'appelle en outre votre attention sur les incidences économiques que ces mesures risquent d'avoir pour certaines régions. Nous savons que, surtout en Bavière, des entreprises artisanales appartenant aux classes moyennes peuvent en pâtir, ce qui ne manquerait pas, le cas échéant, de susciter dans cette région de graves problèmes.

Un mot encore à propos des problèmes sanitaires. J'ai dit, au début de mon intervention, que je n'étais pas assez averti de la question. Comme vous tous, probablement, je dois me fier aux conseils et aux avis des experts. Mes chers collègues, je vous demande simplement ceci : si la Communauté admet, en principe, l'emploi d'additifs chimiques déterminés, qui nous garantit que nous n'ouvrons pas aussi la porte à l'utilisation progressive d'autres additifs ? En effet, rien ne dit que les limites fixées actuellement sont immuables.

C'est M. Berkhouwer qui a souligné que la situation évoluerait encore avec l'adhésion des Britanniques et des Danois. Alors le plafond de 30 % pourrait être remis en question. Dès lors, ne risquons-nous pas de devoir agir contrairement à nos conceptions ? Si nous autorisons 30 % d'additifs aujourd'hui, pourrions-nous empêcher demain qu'on n'en ajoute d'autres dont l'innocuité serait démontrée, si tant est qu'elle puisse jamais l'être vraiment ?

Une autre question encore se pose : qui exercera le contrôle ? Ce contrôle est pratiquement impossible. Certains, comme notre charmante collègue Lulling, ont tenté de démontrer l'innocuité des additifs chimiques de la bière en arguant que s'il en était autrement, nos amis britanniques et danois ne pourraient entrer dans la Communauté, étant tous morts empoisonnés. Ceux-là suscitent l'impression que ces produits chimiques ne présentent aucun risque. J'estime,

Mademoiselle Lulling, que s'il est possible que ces produits ne soient pas nocifs, il est, en revanche, certain qu'ils ne sont pas bons pour la santé. Sommé de choisir entre ces deux hypothèses, j'opte personnellement pour la dernière : ces additifs ne sont pas bons ou, disons, car cela encore je veux l'accorder, ne sont pas particulièrement bons pour la santé.

Monsieur le Président, je vous demande de me comprendre si je défends ici un point de vue qui est celui de nombreux citoyens de la Communauté, encore qu'il diffère considérablement, je l'admets, selon les structures et les régions. Je me souviens avec beaucoup de satisfaction du long débat que nous avons eu hier au cours d'une réunion de notre groupe. Vous comprendrez qu'un député soit obligé, dans un tel débat, de défendre l'opinion de ceux qu'il représente. Je comprends parfaitement ceux qui approuvent cette directive. Je vous prie, Monsieur le Président, mes chers collègues, de faire également preuve de compréhension à l'égard des membres de cette assemblée qui, par conviction, sont amenés à la rejeter.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Noè.

M. Noè. — (1) Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais faire une brève recommandation à la Commission. J'ai écouté avec attention ce que vient de dire M. Dittich et je dois dire que son observation me semble très judicieuse lorsqu'il estime nécessaire d'indiquer sur les bouteilles de bière de quel type de bière il s'agit, c'est-à-dire de préciser les critères de pureté ou autres critères reconnus généralement comme valables et nécessaires et que le consommateur n'est pas à même de discerner simplement par le goût.

Je me réfère à la discussion qui s'est déroulée dans cet hémicycle, il y a trois mois environ, et qui portait sur les eaux minérales. Nous n'avons pas, à l'époque, réussi à faire valoir la thèse selon laquelle les bouteilles d'eau minérale devraient mentionner la composition chimique de celle-ci. Il est inutile de continuer à dire que nous voulons défendre la santé de nos concitoyens si ensuite nous ne remplissons pas ces devoirs fondamentaux. Il faut penser que pour l'eau minérale il est beaucoup plus difficile que pour la bière de déterminer, par le goût, de quel type de produit il s'agit. On met souvent en vente, je vous l'assure, Monsieur le Président, des eaux minérales qui ont un taux de salinité tel qu'elles conviendraient à merveille comme eaux de bain. Mais le consommateur l'ignore généralement.

Dès lors, avant d'énoncer des affirmations d'ordre général, la Commission devrait se préoccuper de cette nécessité de sorte que le consommateur connaisse le type de produit qui lui est vendu. Cette distinction pourra ensuite déterminer le choix de l'un ou l'autre type. Je me réfère en l'occurrence à

Noë

la bière, mais mes paroles s'appliquant tout autant aux eaux minérales parce que celles-ci ont un pouvoir curatif qui rend encore plus nécessaire la présence d'indications.

M. le Président. — La parole est à M. Borm.

M. Borm. — (A) Monsieur le Président, Mesdames Messieurs, permettez-moi tout d'abord de dire que ce n'est pas par hasard que vos collègues allemands interviennent dans le débat consacré à un domaine qui, chez nous, a une grande importance, c'est-à-dire celui de la bière. Mais il ne faudrait pas pour autant — et, en cela je me rallie à l'opinion de mon collègue Wolfram — que se constitue une sorte de front national au sein de ce Parlement.

Je tiens toutefois à attirer votre attention sur un problème que M. Wolfram n'a fait qu'esquisser, à savoir que l'adoption de cette directive impliquera nécessairement une restructuration de ce secteur en Allemagne.

En Bavière, il y a des centaines de petites et moyennes entreprises qui, depuis des siècles, produisent de la bière d'après un procédé éprouvé. Pour elles, l'admission d'un nouveau procédé sera synonyme de reconversion technique et cette reconversion ne se fera pas sans frais. Or, la plupart des petites et moyennes entreprises ne seront pas en mesure de s'adapter à la situation nouvelle, car les moyens financiers nécessaires leur font défaut. Elles se verront donc contraintes de fermer leurs portes.

Permettez à un libéral de dire que nous sommes toujours particulièrement prudents dès que des tendances à la concentration se manifestent dans l'industrie. Nous estimons en effet qu'il est très bon que la concurrence soit stimulée par la présence sur le marché d'un grand nombre d'entreprises appartenant à la même branche. Or, l'adoption du règlement à l'examen ne ferait qu'encourager le processus de concentration, car seules les entreprises disposant de capitaux importants seraient en mesure d'opérer la reconversion indispensable. Et, en République fédérale d'Allemagne, ce processus se déroulerait précisément dans une région dont l'industrialisation sans être tout à fait comparable avec le Sud de l'Italie, n'a pas progressé au même rythme que celle des autres régions du pays. A cela, il faut ajouter que la reconversion des méthodes de fabrication de la bière aurait aussi des répercussions indirectes sur l'agriculture. La demande d'orge de brasserie diminuerait. En effet, ce produit serait vraisemblablement remplacé par une autre céréale, qui pourrait être le froment, dont on sait qu'il ne nous fait pas défaut. Certaines malteries devraient également fermer leurs portes.

Bref, l'industrie de la bière devrait se reconvertir par priorité dans une région qui nous préoccupe particulièrement, c'est-à-dire les contrées situées à l'est du

Land de Bavière, dont le développement économique accuse un certain retard.

Je tenais précisément à vous faire remarquer, Mesdames et Messieurs, qu'en plus des problèmes de nocivité, dont il a été suffisamment question, il y aurait également des mutations de structures, processus auquel nous ne pourrions souscrire qu'avec de fortes réticences. Il en résulterait des problèmes qui, au préalable, demandent à être examinés de manière très approfondie.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir comprendre que, eu égard au fait que l'examen de ces problèmes n'a pas suffisamment progressé pour l'instant et que je ne suis pas encore à même d'en saisir toutes les implications, je ne puisse me résoudre à voter la directive à l'examen.

Permettez-moi d'ajouter un dernier mot. Nous avons affaire à une boisson stimulante. Il faut donc — et je souscris pleinement à cette expérience — faire figurer sur les bouteilles les procédés par lesquels la bière a été obtenue. Le consommateur a droit à cette information.

Dans ce cas, les brasseurs désireux de continuer à fabriquer la bière selon la « loi de pureté » auront, auprès des consommateurs qui n'aiment pas les additifs chimiques, un certain avantage car ces consommateurs sauront que la qualité de la bière qu'ils boivent continuera de répondre à leurs exigences.

Je souhaite donc en tout cas — pour moi, c'est une condition sine qua non — que l'obligation d'étiquetage soit strictement respectée.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Kriedemann.

M. Kriedemann. — (A) Monsieur le Président, il y a longtemps que je suis décidé à voter ces textes et j'ai été renforcé dans ma conviction dans la mesure où j'ai été obligé d'analyser les arguments avancés par les détracteurs de ces textes.

J'aurais parfaitement pu me dispenser d'intervenir étant donné que, comme je viens de le dire, ma conviction est faite et que je n'éprouve pas le besoin de manifester un intérêt particulier pour la question. Mais j'ai tout de même été incité à demander la parole pour deux raisons.

La première est une raison politique. Notre débat porte sur une question technique et il est tout à fait naturel qu'un parlement s'occupe également de questions de ce genre. Mais il n'est pas pour autant absolument indispensable, comme c'est le plus souvent le cas, d'entrer dans le plus petit des détails. A mon avis, il serait fort fâcheux et franchement de mauvais augure que nous puissions, où que ce soit, donner l'impression que cette question technique divise les

Kriedemann

nations de la Communauté en deux camps opposés : d'une part, il y aurait les Allemands qui militent en faveur de la pureté et, d'autre part, les pays qui n'ont pas de conceptions aussi strictes sur le problème.

Or, ce n'est pas le cas ! Je suis allemand. Même si mon pays a connu des événements qui auraient pu m'inciter à oublier quelque peu ma nationalité, je le suis resté. Et pourtant, je ne partage pas les opinions défendues ici. J'ajouterai qu'aucun de ces arguments n'empêche ma conviction.

Il faut bien préciser une chose : il ne s'agit pas de tous les Allemands, mais seulement de quelques-uns ou, si vous voulez, d'un grand nombre d'entre eux.

M. Aigner. — (A) Et de votre gouvernement en particulier !

M. Kriedemann. — (A) Je ne suis quand même pas ici pour défendre mon gouvernement. Je sais parfaitement faire la distinction entre mes fonctions de parlementaire européen et mes fonctions de membre du Bundestag.

(Applaudissements sur divers bancs)

Je ne suis tout de même pas le gardien de mon gouvernement. Ce dernier sait se défendre tout seul lorsque c'est nécessaire. D'aucuns estiment même qu'il se défend bien. Et nous venons précisément de le constater une nouvelle fois.

Donc tous les Allemands — moi par exemple, de même que beaucoup d'autres — ne pensent pas qu'il en est ainsi. Je peux néanmoins comprendre que cette argumentation serve certains intérêts. Mais ce ne sont pas les intérêts de l'Allemagne, mais les intérêts de quelques Allemands. Je respecte d'ailleurs parfaitement ces intérêts. J'estime que tous les intérêts honnêtes méritent d'être respectés. Mais il faut alors que, dans la mesure du possible, on le dise franchement. Il faut dire quels sont les intérêts qui font que l'on défende tel ou tel point de vue et ne pas s'efforcer de dissimuler un intérêt direct derrière de grands mots. Ce sera le deuxième point que je voudrais aborder. Je le répète donc, il ne s'agit pas d'un problème allemand ! Et, à ce propos, il n'y aura pas non plus de « front unique allemand » dans ce Parlement.

La seconde raison qui m'a incité à demander la parole est la suivante : je m'offusque toujours quand on parle du consommateur, car le problème est tout à fait différent. Je partage pleinement l'opinion de M. Berkhouwer, selon lequel le consommateur place certains espoirs dans le Marché commun. Il espère que l'offre augmentera, que l'éventail des produits offerts sera plus étendu, etc. Dans tous les domaines où le Marché commun existe, il en est effectivement ainsi. Si d'aucuns s'étonnent de l'importance relativement mineure des échanges de bière dans la Communauté, c'est peut-être dû au fait que dans ce domaine, le marché commun n'existe pas encore.

Mais la situation pourrait se modifier et, visiblement, les gens qui insistent tant sur la qualité de leur produit craignent de ne pouvoir, dans ce cas, l'imposer aux consommateurs.

J'ai sous les yeux une lettre adressée à tous les députés du Bundestag. Des « idéalistes » ont décidé de former un « comité d'action pour la fabrication d'une bière pure ». Pour montrer clairement de quoi il retourne, ces messieurs ont joint à cette lettre, un coffret contenant quatre flacons semblables aux flacons de pilules que délivrent les pharmaciens. J'ai trouvé l'idée astucieuse.

Lorsque j'ai amené ces flacons à une réunion d'experts, ils n'ont pas manqué d'y susciter une certaine curiosité. D'un côté il y avait les députés, de l'autre les représentants des brasseries européennes. On me demanda ce que j'avais apporté et je répondis : « ce sont les produits chimiques avec lesquels les brasseurs belges ont, paraît-il, exterminé la majeure partie de la population belge au cours des siècles ». Si cette réunion n'avait pas été une audition d'experts, mais un échange de vues entre les intéressés directs, j'ignore quelle partie l'aurait emporté. Certains s'estimaient outragés au plus haut point dans leur honneur professionnel qu'on osât les soupçonner de fabriquer des produits sans tenir compte des intérêts des consommateurs et n'admettaient plus que les autres leur fassent de tels reproches.

Je serais moi aussi favorable à un étiquetage plus précis sur les bouteilles de bière, mais à condition que tout le monde soit d'accord pour en faire autant sur les bouteilles de vin.

(Applaudissements)

Dans ce contexte, on parle d'acide sulfurique et on demande : « Qui est chargé de contrôler ce genre de choses » ? Je n'ai encore entendu aucun de nos experts dans le domaine vinicole dire que celui qui pose de telles questions a raison, qu'il faut déclarer tout ce qui se fait et tout ce qui est employé lorsque — comme on le dit si bien — on « élève » le vin dans la cave du vigneron.

(Sourires)

Mais, ainsi que je viens de le dire, ce n'est qu'alors que nous pourrions faire la même chose avec la bière.

L'argument selon lequel l'agriculture et, en particulier, les producteurs d'orge de brasserie — ce sont eux qui, après les producteurs de betteraves à sucre, ont la situation la plus privilégiée — en souffriraient n'est guère convaincant car le maïs et le riz sont également des produits agricoles et je me demande si nous avons le droit de favoriser les producteurs d'orge de brasserie au détriment des producteurs de riz et de maïs.

On a ensuite argué du fait que les petites entreprises étaient obligées de se restructurer. Il suffit de jeter

Kriedemann

un coup d'œil dans un journal économique sérieux pour se rendre compte de l'importance du processus de concentration en cours et plus personne n'ignore quelles sont les brasseries qui, tout en ayant conservé leur ancien nom, appartiennent depuis longtemps déjà à une autre brasserie. Nous savons aussi qu'un groupe puissant est sur le point de fabriquer en Allemagne une bière-standard, une prétendue bière de marque, qui serait alors présentée aux Allemands, à grand renfort de publicité, comme la bière la meilleure. Voilà donc, comme je le disais, des arguments qui ne sont guère convaincants.

Permettez-moi, pour terminer, de vous citer une phrase extraite du bulletin d'information que l'on a osé envoyer aux députés : « Notre bière pure est en danger » ! Elle permet de porter un jugement approximatif sur la manière primaire dont on s'adresse au grand public. Cette phrase est, en effet, une pure insolence, elle vise à induire complètement en erreur l'opinion publique et les députés. Car notre bière pure ne court aucun danger ! La directive à l'examen n'empêchera personne de fabriquer le produit qu'il pense pouvoir vendre et dont il pense pouvoir assumer la responsabilité devant les consommateurs. C'est là précisément le côté positif de cette directive.

Par ailleurs, affirmer que la « loi de pureté » doit rester d'application parce qu'elle remonte au 16^e siècle reviendrait à dire que d'autres personnes sont empêchées de fabriquer la bière qu'ils produisent depuis tout aussi longtemps à leur manière. C'est inexact et si les auteurs de la lettre le prétendent, il s'agit d'une tromperie.

Ces messieurs devraient tout de même être persuadés que leur bière, même si, à l'avenir il n'entre dans sa composition que du houblon, de l'orge, de la levure et de l'eau, sera d'une qualité tellement supérieure qu'ils pourront continuer à la vendre. Mais ils voudraient que cette directive soit rejetée « pour que nos citoyens puissent, également à l'avenir, boire une bière naturelle et pure ».

Tout le monde peut se laisser convaincre. Il suffit de se donner du mal et de se montrer persuasif, comme les vendeurs savent si bien le faire, en particulier lorsqu'il s'agit des consommateurs. Aucun acheteur ne s'abstiendra de boire de la bonne bière s'il la trouve bonne.

Je connais toutefois, pour ma part, beaucoup de personnes dont le goût pour la bière est tellement prononcé que la bière ne leur plaît pas pour l'unique raison qu'elle a été fabriquée conformément à la « loi de pureté ». En ce qui me concerne, je ne bois pas de bière de la région dont on a dit ici qu'elle était presque comparable au sud de l'Italie, car son goût ne me plaît pas. La bière que je bois est la bière de Dortmund.

(Sourires)

La lettre en question parle également de « bière chimique ». A la lecture de cette lettre, on est tenté de connaître l'identité de ces idéalistes qui déploient une action de cette envergure et qui n'hésitent pas à y mettre le prix. Je ne rappellerai que les flacons qui ont été envoyés à tous les députés. Cette opération a assurément coûté cher. On y a joint amicalement quelques adresses, dont certaines étaient même suivies d'un numéro de téléphone. Bref, la grande mise en scène ! Il était donc aisé et intéressant de découvrir à quel point les membres du « comité d'action pour la fabrication d'une bière pure » sont indépendants et à quelle cause ils sont acquis.

Monsieur le Président, je voudrais conclure en répitant ce que j'ai dit au début de mon intervention et que je considère comme étant la bonne voie : chacun fabrique le produit de son choix en fonction des habitudes régionales des consommateurs mais permet, en dépit de tous les gens intéressés, à un cercle plus large, c'est-à-dire à la population de la Communauté, d'y avoir accès dans le Marché commun. J'ai encore été renforcé dans ma conviction par les arguments avancés en faveur du rejet de ces textes.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Klinker.

M. Klinker. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, à mon avis, le débat a montré qu'au fond, la Commission serait bien inspirée en prenant elle-même l'initiative de retirer la proposition de directive à l'examen, car les problèmes à résoudre demeurent, comme les différents orateurs l'ont souligné, fort nombreux. Je n'y reviendrai donc pas. J'estime en effet que la Commission a des problèmes politiques autrement importants à défendre devant ce Parlement. Et l'argumentation de l'orateur qui m'a précédé à cette tribune n'a fait que me renforcer dans ma conviction que la demande que j'adresse à la Commission est fondée.

Quoi qu'il en soit, le Parlement est saisi d'une proposition et cette proposition doit être examinée avec le soin voulu. Je voudrais tout d'abord faire remarquer que, dans cette directive, il n'est absolument pas tenu compte des aspects de politique sanitaire et de protection de l'environnement, sur lesquels nous insistons tant d'habitude. D'ordinaire, nous affirmons toujours qu'il faut ajouter le moins possible de produits chimiques aux produits naturels. La directive à l'examen s'écarte fondamentalement de ce principe.

Au cours du présent débat, il a également été question des classes moyennes. Il s'agit là d'un aspect économique du problème, qui peut avoir des incidences sur les recettes fiscales, la situation de l'emploi dans la branche intéressée et même sur celle des producteurs de matières premières.

Mais il faut également évoquer un problème de politique agricole, à savoir que la consommation

Klinker

d'orge de brasserie pourrait diminuer. Il convient de ne pas oublier cet aspect du problème. Il y a des organisations de marché dans le secteur des céréales, il y a dans la Communauté un pays membre qui est grand producteur de céréales et notamment d'orge de brasserie de haute qualité ; ce pays vend une grande partie de sa production aux brasseries allemandes. Je voudrais par conséquent inviter justement les collègues de ce pays à réexaminer la question de savoir, si, dans le cas présent et aussi dans le cadre de la politique agricole commune, il ne serait pas préférable d'exiger que, dans cette directive, on prenne comme critères de base la plus grande pureté possible et la plus grande innocuité possible et qu'on indique clairement sur l'étiquette des bouteilles le procédé de fabrication employé et le pourcentage des additifs utilisés.

Je crois par conséquent que nous ne pouvons pas trahir nos propres principes, auxquels nous sommes restés fidèles au cours de tous nos débats sur la viande, le lait, etc., en examinant, dans le cadre de cette directive, les arguments émanant d'opinions politiques les plus diverses. Il est tout de même clair que la Commission serait bien inspirée en retirant cette directive.

En un mot, Monsieur le Président, je ne suis pas en mesure, pour les raisons que je viens d'évoquer, d'approuver cette directive.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Spinelli pour faire connaître au Parlement la position de la Commission des Communautés européennes sur les propositions de modification présentées par la commission parlementaire.

M. Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes. — (1) Monsieur le Président, après un débat aussi approfondi, je crois pouvoir être bref.

Je pense que peu de projets relatifs à l'harmonisation des législations ont bénéficié d'une préparation plus soignée et plus longue de la part tant de la Commission que du Parlement. Pour préparer ce projet, la Commission a dû organiser d'innombrables consultations pendant vingt mois et le Parlement a travaillé pendant quinze mois. Il ne s'agit donc pas d'un débat dont nous n'aurions pas tous examiné soigneusement les aspects positifs ou négatifs. L'excellent rapport présenté par M. Dittrich, et toutes ses annexes, montrent avec quelle précision les commissions parlementaires ont examiné les aspects commerciaux et les aspects intéressant la santé publique et quel soin elles ont apporté à respecter les différentes habitudes dans ce secteur.

Je pense que chacun dispose désormais de toutes les données nécessaires pour prendre une décision

et je ne vois pas comment, après d'aussi longs travaux, l'on pourrait retarder une proposition de ce genre.

Nombre des observations d'ordre technique qui ont été présentées ont déjà obtenu une réponse, soit dans les documents des commissions parlementaires, soit dans le débat qui a eu lieu ici. Je comprends que la polémique porte parfois à l'exagération, mais il me semble, par exemple, quelque peu étrange de prétendre que l'on ne devrait pas autoriser, dans un pays, un produit que d'autres pays consomment largement et depuis longtemps, sous prétexte que le dernier mot en matière d'hygiène n'a pas encore été dit. Je crois que le dernier mot, dans ce domaine, n'est jamais dit, ni dans ce cas, ni dans aucun autre ; et tout autre produit alimentaire peut se révéler dangereux demain. Mais il serait plutôt étrange de vouloir entre temps faire mourir de faim toute l'humanité, parce que nous ne serions pas absolument sûrs que ce que nous mangeons ou buvons ne présente véritablement aucun danger pour la santé.

Or, le règlement proposé par la Commission définit ce que l'on doit entendre par bière et le définit sur la base d'une expérience séculaire existant dans plusieurs pays.

Le fait que dans un pays : l'Allemagne, qui constitue le principal marché de la bière de la Communauté, une loi impose depuis des siècles un seul type de bière, est à respecter : c'est pourquoi la directive dispose que, lorsqu'il s'agit de bière de qualité spéciale, à laquelle le consommateur allemand est habitué, cela doit être clairement indiqué. Je ne doute pas d'ailleurs que les producteurs de ce type de bière disposent de nombreux instruments de publicité pour souligner que non seulement cette bière est faite de malt d'orge, mais encore qu'elle est seule conforme à la vieille loi allemande de 1516.

C'est un fait que, dans la situation où nous nous trouvons, le grand marché allemand est fermé. Au contraire, dans la logique du Marché commun, les marchés nationaux fermés doivent s'ouvrir après l'entrée dans la Communauté ; ce qui posera évidemment des problèmes de concurrence multiples et importants. Une fois garanties les mesures d'hygiène et l'égalité des conditions, un changement des goûts des consommateurs allemands n'est pas à exclure. Cela n'est pas certain : il se peut que ces goûts restent les mêmes et les exportations vers ce pays ne seront donc pas importantes. Mais, comme dans tous les autres secteurs importants, l'entrée dans le marché commun implique la volonté d'offrir à tous les consommateurs des possibilités de choix plus grandes que celles qui existent lors de l'entrée. C'est pourquoi, même si la bière n'est pas l'un des grands produits d'échange, ce moment devait venir, et il est arrivé.

L'excellent rapport des commissions parlementaires approuvant en substance le projet de résolution, je

Spinelli

ne m'attarderai pas davantage ; je voudrais simplement parler des amendements proposés, pour les classer en trois groupes ; ceux que la Commission peut accepter, ceux qu'elle doit rejeter et ceux qu'elle ne peut accepter qu'en partie. Le premier groupe, que je me bornerai à citer, car lorsqu'on est d'accord, il est inutile de le motiver par d'autres arguments, concerne l'article 4, paragraphe 3, l'article 7, l'article 8, paragraphe 1 et les articles 16 et 19. La Commission, usant de son droit de modifier ces propositions, présentera ces amendements au Conseil dans les plus brefs délais, en les justifiant précisément du fait qu'ils ont été examinés et approuvés par le Parlement et acceptés par la Commission.

Pour deux autres amendements — l'un relatif à l'article 5, paragraphe 2, l'autre relatif à l'article 15, paragraphe 2, alinéa 7 — la Commission peut accepter les propositions du Parlement, mais à condition de procéder à quelques aménagements pour les adapter au texte.

Le premier amendement relatif à l'article 5, paragraphe 2 tend à réduire de moitié le contenu maximum d'anhydride sulfureux, fixé à 20 milligrammes par litre. Cette question a été l'un des principaux sujets du débat. Cette limite est inférieure à celle fixée par l'Organisation mondiale de la santé. En République fédérale allemande a été approuvée, le 14 juillet 1971, une disposition autorisant pour les vins allemands une teneur maximale de 300 milligrammes d'anhydride sulfureux par litre, ce qui crée une situation plus dangereuse pour le buveur de vin que pour le buveur de bière. Dans ces conditions, la limite de 20 milligrammes ne devrait pas susciter d'inquiétudes. Toutefois, la Commission, préoccupée de réduire au maximum le contenu d'anhydride sulfureux dans les produits alimentaires, a chargé une commission scientifique, composée de membres indépendants, d'examiner la possibilité d'utiliser les réductones, substances réductrices qui sont semblables à l'inoffensives, contrairement à l'anhydride sulfureux. Si cette commission scientifique confirme l'innocuité des réductones, la Commission ne manquera pas de proposer la modification demandée par la commission parlementaire.

Le deuxième amendement vise l'article 15, paragraphe 2, alinéa c. S'il était accepté, il aurait pour conséquence l'impossibilité de prévoir aucune disposition fixant les conditions d'admission dans un État membre des bières fabriquées dans d'autres États. En effet, l'article 15 ne concerne pas seulement les bières fabriquées sur le territoire national de l'État membre. Cependant, la Commission peut accepter cet amendement, à condition que soient également supprimés à l'alinéa b les mots : « fabriquée sur son territoire », afin d'établir des conditions égales pour tous, et qu'il soit précisé, au paragraphe 1 du même article, que les États membres ne peuvent interdire, même avant le 1^{er} janvier 1986, la commercialisation des bières conditionnées en récipients comme pres-

crit pour cette date. Sous réserve de ces modifications, cet amendement pourrait être approuvé par la Commission.

Enfin, bien qu'elle les ait examinés avec l'attention qu'ils méritent, la Commission ne peut accepter certains amendements. A l'article 10, alinéa f, il est proposé de rendre obligatoire l'indication du fabricant sur l'étiquette, alors que celle du conditionneur et du vendeur est facultative. Jusqu'ici, les propositions de la Commission ont laissé le choix entre l'indication du fabricant ou du conditionneur ou du vendeur. Cette disposition a pour but d'indiquer de façon directe ou indirecte la personne responsable du dommage causé par un défaut du produit vendu au consommateur, sans vouloir pour autant entraver la liberté du commerce. L'amendement proposé aurait au contraire pour effet d'exclure dans de nombreux cas la vente de la bière par intermédiaire sous le seul nom de ce dernier.

Cela reviendrait à réserver au seul producteur la possibilité de vendre et constituerait du reste, dans certains cas, un obstacle pour les producteurs eux-mêmes. C'est pourquoi la Commission ne peut accepter cet amendement. Mais je rappelle que, selon un sigle convenu au niveau communautaire, l'indication du producteur, fût-elle abrégée, est toujours présente.

De plus, la commission parlementaire propose de supprimer l'article 15, paragraphe 2, alinéa a. Il en résulterait que, si un État membre interdisait l'utilisation de saccharine dans la fabrication de la bière, il serait néanmoins contraint de permettre la commercialisation sur son territoire des bières contenant cette substance qui seraient fabriquées dans un autre État membre. Il est évident que si, pour des raisons sanitaires, certains États interdisent l'emploi de cette substance, on ne peut soustraire la bière à cette interdiction. Et l'on aboutirait en outre à la conséquence paradoxale que le domaine d'application, que nous avons volontairement limité dans la directive, devrait être considérablement élargi.

Pour ce qui est de l'article 15, paragraphe 2, alinéa d, la Commission doit rappeler son attitude constante dans ce domaine. En effet, cet amendement interdirait à un État membre d'accepter des bières en provenance d'un autre État membre, dans le cas où certaines indications d'étiquetage seraient rédigées dans la langue de l'État exportateur. Je fais observer que vouloir imposer à tous la langue de l'État importateur serait vraiment un cas de perfectionnisme.

De plus, en ce qui concerne l'article 17, paragraphe 3, relatif au fonctionnement du Comité permanent des denrées alimentaires, je sais que le Parlement n'approuve pas cette procédure et aurait souhaité qu'il soit attribué moins de responsabilités au Comité et davantage à la Commission. Inutile de dire que, personnellement, je suis de l'avis du Parlement. J'estime cependant qu'il serait plus opportun de poser

Spinelli

cette question dans un débat politique relatif aux pouvoirs du Parlement, de la Commission et du Conseil. Actuellement, le traité donne au Conseil la possibilité de déléguer des pouvoirs à la Commission dans les conditions que le Conseil détermine lui-même. Cela signifie que, si la Commission ou le Parlement établissent d'autres conditions que celles décidées par le Conseil, elles ne sont pas prises en considération. Or, les conditions de travail du Comité des denrées alimentaires ont été fixées par le Conseil par décision datant de novembre 1969. Il est évident que tant que cette décision reste valable, la Commission est tenue de l'appliquer également dans ce cas précis, dans lequel la présence du Comité des denrées alimentaires est requise.

De plus, à l'article 18 est proposé un amendement demandant que la bière destinée à être exportée vers les pays tiers soit étiquetée en conséquence.

Permettez-moi de dire que nous comprenons le souci du Parlement d'éviter les fraudes, mais que ce risque est bien moindre qu'il ne paraît. En effet, l'exportation vers les pays tiers d'un produit non conforme à la réglementation communautaire devra être justifiée par le dossier commercial de l'opération et en particulier par les commandes des pays tiers et les factures afférentes. Il ne semble pas nécessaire d'imposer une mention spéciale obligatoire, en raison des complications qu'elle entraînerait pour les producteurs qui, au moment de la production, ne savent pas encore si une bière sera destinée à l'exportation ou à la consommation intérieure. C'est pourquoi cette proposition d'amendement ne peut être acceptée.

Pour ce qui est de la proposition de résolution, un amendement déposé par M. Riedel tend à insérer après le paragraphe 5 un nouveau paragraphe 5 bis, appelant l'attention « sur le fait que, même après la suppression des restitutions des coûts de production, des écarts subsisteront entre les coûts des matières premières, que le Conseil et la Commission sont invités à examiner, afin d'éviter des distorsions de concurrence inacceptables ». Je tiens à dire que la Commission n'a certainement pas l'intention de refuser une nouvelle vérification, comme M. Riedel semble le craindre. Je dois toutefois préciser que les études approfondies auxquelles nous avons procédé montrent que l'écart de prix le plus important qui a été observé, ne dépasse pas un pfennig par litre.

Je voudrais maintenant répondre à une importante observation formulée par M. Berkhouwer et d'autres orateurs, au sujet de la nécessité d'examiner cette question particulière avec les pays candidats. Certes, l'Angleterre et le Danemark auront leur mot à dire à ce propos. Je dois rappeler que toute la procédure de préparation du règlement a été engagée avant l'ouverture des négociations. Des consultations ont eu lieu avec les producteurs de ces pays, mais l'élaboration s'est faite essentiellement entre les Six. Entre temps cependant, le Conseil et la Commission ont établi la procédure qui permet de faire

participer les pays candidats à l'élaboration des règlements, et c'est pourquoi le règlement à l'examen sera certainement suivi d'un codicille. Lorsque, dans quelques mois — et le Conseil n'aura pas encore approuvé le règlement à ce moment — les pays candidats auront, comme nous l'espérons, signé le traité, la Commission aura soin d'appliquer immédiatement — et le Conseil devra en faire autant pour sa part — toutes les règles que nous nous sommes données pour examiner avec ces pays comment établir ce règlement, en tenant compte de l'adhésion probable, presque certaine actuellement, des pays candidats. Je pense que, malgré tout, il convient que nous fassions avancer ce texte, car le débat et l'examen avec les pays candidats seront plus faciles lorsqu'un minimum d'accord aura été atteint entre les Six, alors qu'il serait beaucoup plus difficile pour tous que le problème doive être réexaminé pratiquement à partir de zéro, avec le risque d'aboutir à des solutions encore moins conformes à ce que souhaitent certains.

Mais nous devons évidemment savoir qu'il y aura de nouvelles discussions avec les pays candidats. Le règlement sur le chocolat n'a pas, lui non plus, été « gelé » sans raisons. Puisque deux ou trois mois nous séparent de la signature du traité d'adhésion, c'est-à-dire de l'entrée en vigueur de la procédure d'examen avec les pays candidats, il faut attendre un peu pour commencer la discussion ; il serait très injuste, alors que la négociation va se conclure, d'insérer encore, au dernier moment, dans l'acquis communautaire un règlement relatif au chocolat conclu seulement entre les Six.

M. Berkhouwer. — Le même argument vaut pour la bière !

M. Spinelli. — (I) Davantage encore ! C'est pourquoi nous n'avons absolument pas l'illusion que le Conseil approuvera ce règlement avant le 31 décembre, date prévue pour la signature. Après le 31 décembre commencera ce réexamen, dont le Parlement sera dûment informé.

M. le Président. — Le rapporteur désire-t-il encore intervenir ?

M. Dittrich, rapporteur. — (A) Non, Monsieur le Président.

M. le Président. — Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 5, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Président

Après le paragraphe 5, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Riedel, au nom du groupe démocrate-chrétien et dont voici le texte :

Insérer, après le paragraphe 5, un nouveau paragraphe 5 bis ainsi rédigé :

« 5 bis. Appelle néanmoins l'attention sur le fait que même après la suppression des restitutions des coûts de production des écarts subsisteront entre les coûts des matières premières que le Conseil et la Commission sont invités à examiner afin d'éviter des distorsions de concurrence inacceptables. »

La parole est à M. Riedel pour défendre cet amendement.

M. Riedel. — (A) Monsieur le Président, je crois pouvoir conclure de la réponse que M. Spinelli vient de faire aux orateurs qui l'ont précédé qu'il est d'accord sur l'amendement que je vais avoir l'honneur de défendre brièvement. J'espère que la Commission et le Parlement européen continueront d'unir leurs efforts pour réaliser des harmonisations sur la base de l'égalité des conditions de concurrence.

Cependant, je dois encore attirer votre attention sur un détail dont la portée déborde le cadre de la fabrication de la bière pour s'étendre à l'agriculture elle-même, à la production d'orge de brasserie.

Les propositions de règlement de la Commission s'inspirent de l'idée que la suppression des restitutions à la production suffira à éliminer les distorsions de concurrence dans le secteur de la brasserie.

Le rapporteur, M. Ditttrich, a inclus dans l'exposé des motifs de sa proposition de résolution, des tableaux de la Commission tendant à démontrer que ces écarts de prix des matières premières ne peuvent plus guère jouer.

Il s'en va malheureusement pas ainsi. Dans son exposé des motifs de la proposition de règlement, la Commission elle-même souligne en effet la nécessité d'assurer « le rapprochement des conditions de concurrence pour ce qui est de l'approvisionnement en matières premières ».

Il ressort certes des tableaux que le rapporteur a reproduits au paragraphe 51 de son rapport, aux pages 29 à 31, que les distorsions de concurrence afférentes aux matières premières se trouvent très réduites. Mais il n'en résulte pas moins du tableau établi, lui aussi, sur la base de données fournies par la Commission que la diminution du prix à l'hectolitre de 0,350 à 0,154 u.c. ne correspond pas à la réalité, car rapportée aux nouvelles relations de coûts pour l'orge de brasserie, la différence de prix selon qu'il s'agit de grains crus ou de produits maltés est en réalité de 0,363 u.c., ce qui ressort également des chiffres fournis par la Commission.

Cela étant, je vous prie, Mesdames et Messieurs, d'adopter l'amendement que j'ai présenté et que je

viens de défendre brièvement. Car il importe, comme M. Spinelli l'a reconnu, de sauvegarder les conditions de concurrence lorsqu'il s'agit de mesures d'harmonisation intéressant le secteur visé par la directive.

(Applaudissements)

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Ditttrich, rapporteur. — (A) Je ne souhaite pas prendre position à ce sujet.

M. le Président. — Je constate que le rapporteur ne prend pas position sur cet amendement.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est adopté.

Sur les paragraphes 6 à 13, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 6 à 13 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution modifiée par l'amendement qui a été adopté tout à l'heure.

L'ensemble de la proposition de résolution ainsi modifiée est adopté (*).

3. Modification de l'ordre du jour

M. le Président. — Je constate que nos travaux avancent plus rapidement que prévu. Je demande donc à M. Müller, président de la commission des affaires sociales et de la santé publique, s'il ne pense pas qu'il serait bon d'examiner dès maintenant le rapport de M. Merchiers, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives aux règlements concernant les produits à base de viande (doc. 142/71).

Nous pourrions ainsi épuiser ce matin l'ordre du jour de la journée.

La parole est à M. Müller.

M. Müller, président de la commission des affaires sociales et de la santé publique. — (A) Monsieur le Président, je tiens évidemment à faciliter autant que possible le déroulement des travaux du Parlement. Il se fait que le rapporteur, M. Merchiers,

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 32.

Müller

est empêché d'assister à la séance de ce matin, il n'arrivera qu'à midi. D'autre part, nous sommes saisis d'un rapport au sujet duquel la commission de l'agriculture a fourni un avis substantiel. Le rapporteur pour avis est présent, elle connaît le problème aussi bien, pourrait-on dire, que le rapporteur. Si M^{me} Orth est d'accord pour présenter le rapport à la place de M. Merchiers, nous pourrions en discuter maintenant. Je regrette que le rapporteur ne puisse présenter son rapport lui-même. Mais vu les circonstances, je pense que M. Merchiers lui-même serait d'accord.

M. le Président. — Compte tenu de la déclaration du président de la commission compétente au fond et puisque M^{me} Orth veut bien nous présenter le rapport, nous pouvons passer à ce point de l'ordre du jour.

4. Règlements concernant les produits à base de viande

M. le Président. — L'ordre du jour appelle donc la discussion du rapport de M. Merchiers, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- I - un règlement relatif à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires des produits à base de viande ;
- II - un règlement relatif à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires des produits à base de viande (doc. 142/71).

La parole est à M^{me} Orth, suppléant le rapporteur, qui l'a demandée pour présenter ce rapport.

M^{me} Orth, rapporteur suppléant. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la Commission a soumis au Parlement deux propositions de règlements relatifs à des problèmes sanitaires ou de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires de produits à base de viande. Ces deux propositions constituent le prolongement logique de celles qui concernaient les problèmes sanitaires et de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires de viandes fraîches.

Nous sommes heureux que ces deux règlements soient présentés cette fois simultanément, car cela nous évitera des discussions dont nous avons déjà fait l'expérience. Nous sommes également heureux qu'il s'agisse de propositions de règlements, le règlement étant la forme juridique la plus appropriée à la solution des problèmes sanitaires et de police sanitaire qui se posent dans le domaine de l'agriculture.

Cependant, nous regrettons de devoir constater que les propositions actuelles de la Commission vont beaucoup moins loin que les propositions de directives antérieures relatives à ces problèmes, alors qu'au cours des dernières années, les risques encourus sur le plan de la santé des hommes et des animaux n'ont cessé de s'accroître.

Je voudrais remercier particulièrement le rapporteur, M. Merchiers, qui est malheureusement empêché, comme on vient de le dire, et que j'ai l'honneur de suppléer, pour son analyse pénétrante des deux propositions de règlement et pour le rapport fouillé qu'il y a consacré. De son côté, la commission de l'agriculture a formulé, sur cette proposition, un avis auquel le rapporteur et la commission des affaires sociales et de la santé publique se sont ralliés sans réserve. Qu'ils en soient également remerciés !

A première vue, ces deux propositions de règlement semblent d'ordre technique. Elles comportent toutefois certains points qui ont une portée non seulement technique, mais plus encore politique, et qu'il convient d'examiner de près. L'article 5 prévoit ceci — permettez-moi de le citer, Monsieur le Président :

« Jusqu'à l'entrée en vigueur de dispositions éventuelles de la Communauté économique européenne, ne sont pas affectées par le présent règlement, les dispositions des États membres :

- a) qui se rapportent au traitement des animaux de boucherie par des substances telles que des antibiotiques, des œstrogènes, des thyrostatiques ou des attendrisseurs susceptibles de rendre la consommation de produits à base de viande dangereuse ou nocive pour la santé humaine ;
- b) qui se rapportent au traitement des viandes fraîches au moyen de radiations ionisantes ou ultra-violettes. »

Cet article me paraît critiquable, car chacun sait que ce sont précisément les substances qui y sont énumérées, les antibiotiques, les œstrogènes et les thyrostatiques, qui sont dangereuses, sinon nocives, pour l'homme.

Les six États membres n'interviennent d'ailleurs pas avec une égale sévérité contre l'usage de ces substances. Il y va de l'intérêt de l'agriculture elle-même que l'on mette enfin sur pied une réglementation communautaire qui assure l'élimination des entraves commerciales auxquelles se heurte l'agriculture de divers États membres ; cela ne sera possible que si l'on arrête des dispositions communautaires également obligatoires pour tous les États membres.

C'est pour cette raison que la commission de l'agriculture a invité la Commission, dans son avis, à établir un aperçu des disparités existant entre les

Orth

dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales, de façon que l'on puisse examiner quels actes juridiques communautaires il faudrait prendre pour éviter les abus en ce domaine.

Mais il est encore plus de l'intérêt de tous les consommateurs que les aliments de base que sont la viande et les produits à base de viande ne soient pas altérés par l'une ou l'autre intervention soit au stade de l'alimentation du bétail soit même après l'abattage. On sait que les poulets, par exemple, sont traités après l'abattage aux attendrisseurs, de façon que leur viande ait apparemment une qualité qu'elle n'avait pas à l'origine.

On sait qu'à la longue ces substances sont dangereuses pour la santé. Alors que l'aggravation constante de la pollution de l'environnement constitue déjà pour la santé humaine une menace permanente, l'individu devrait au moins avoir le droit de disposer de produits alimentaires qui n'impliquent pas de dangers supplémentaires pour sa santé.

A propos de la protection de la santé des consommateurs, il convient d'attirer l'attention sur une proposition de modification du texte de la Commission, tendant à l'insertion d'un nouvel article 5 bis conçu comme suit :

« Sont exclus des échanges les produits à base de viande dans la fabrication desquels entre de la viande de porc qui n'a pas fait l'objet d'un examen trichinoscopique. »

Monsieur le Président, un deuxième point sur lequel il importe de prendre position est celui des Comités permanents. Le Parlement s'en est occupé à maintes reprises et a formulé son point de vue avec beaucoup de vigueur. Nous tenons à souligner une fois de plus que le Parlement européen n'approuve pas la procédure de travail proposée par la Commission pour les Comités permanents. Nous regrettons que la Commission s'en tienne toujours à son point de vue, car il se fait qu'en l'occurrence, elle délègue une partie de ses attributions au Comité vétérinaire permanent et n'assume pas pleinement les responsabilités que lui assigne le traité. Le Parlement européen insiste une fois de plus pour que la Commission tienne compte à cet égard de ses considérations politiques fondamentales et déclare que, dans le cas contraire, grâce à ses pouvoirs budgétaires accrus, il tirera à l'avenir les conséquences budgétaires qui s'imposent en la matière.

Permettez-moi enfin de souligner qu'il importe d'invoquer instamment le Conseil à mettre les deux règlements en vigueur simultanément, étant donné la connexité qui existe entre eux.

La commission des affaires sociales et de la santé publique a présenté au Parlement européen une proposition de résolution sur ces deux propositions de règlement. Elle a pleinement tenu compte de l'avis de la commission de l'agriculture.

Je prie l'Assemblée de bien vouloir adopter cette proposition de résolution et approuver les modifications qui ont été apportées à la proposition initiale de la Commission.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Spinelli pour faire connaître au Parlement la position de la Commission des Communautés européennes sur les propositions de modification présentées par la commission parlementaire.

M. Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, les deux propositions de règlement ont été élaborées à la suite de l'avis exprimé par le groupe d'experts agricoles et vétérinaires du Conseil, lors de la discussion d'une proposition de directive qui avait été soumise au Conseil dès 1963 et qui concerne les problèmes sanitaires en matière d'échanges de produits à base de viande.

Cet avis précisait qu'il était opportun de distinguer d'une part, les dispositions vétérinaires de celles du droit alimentaire et d'autre part, dans le cadre des dispositions vétérinaires, de distinguer les dispositions sanitaires de celles de police sanitaire. C'est pourquoi la proposition de règlement concernant les dispositions relevant du droit alimentaire sera soumise en un second temps au Conseil et au Parlement.

Tout en exprimant mes remerciements à la commission des affaires sociales et de la santé publique pour le rapport qui approuve en substance les propositions de la Commission, je m'arrêterai uniquement aux amendements qui ont été présentés. Je ne reviendrai pas sur le problème relatif au Comité vétérinaire permanent parce que les arguments que j'ai présentés il y a peu, au sujet de l'autre Comité permanent, sont également valables pour celui-ci. Je voudrais répéter une fois de plus que je crois que le Parlement a raison de demander des pouvoirs accrus pour la Commission dans ce secteur. A l'heure actuelle toutefois, c'est le Conseil qui détermine les conditions de fonctionnement et de délégation des pouvoirs sur la base de l'article 100 du traité CEE. Mais j'espère que, dans le cadre des perspectives d'élargissement des pouvoirs du Parlement, celui-ci et la Commission pourront affronter ce thème dans un vrai contexte institutionnel.

La commission parlementaire propose un amendement sur le dépistage des trichines rendant obligatoire l'examen trichinoscopique pour toutes les viandes de porc destinées à être transformées en produits à base de viande. La Commission a dû tenir compte de la disparité existant actuellement en cette matière entre les législations des États membres et de la nécessité d'effectuer dans ce secteur des études préalables qui sont du reste déjà en cours de réalisation, en vue d'arriver à une méthodologie

Spinelli

commune. C'est pourquoi il est proposé de maintenir dans une certaine mesure le droit national jusqu'à ce que ces études aient été effectuées et dès lors uniquement à titre transitoire ; ceci, je le répète, jusqu'au moment de l'application de la réglementation commune que la Commission entend préparer. Toutefois, eu égard à la situation actuelle, la Commission limite les cas dans lesquels les États qui pratiquent déjà l'examen trichinoscopique peuvent entraver la circulation des produits et, en même temps, ne réduit pas les garanties en matière de trichinoses dont bénéficient les États qui pratiquent le dépistage des trichines.

C'est pourquoi, et je rappelle qu'il s'agit d'une mesure transitoire, je propose au nom de la Commission de ne pas maintenir cet amendement.

Le texte de la Commission prévoit que les pays destinataires peuvent interdire la mise en circulation des produits à base de viande si, sur la base des inspections sanitaires effectuées sur leur territoire, ils constatent que ces produits sont impropres à la consommation ou contiennent des germes d'une maladie contagieuse. Il est proposé de transformer cette possibilité en obligation et la Commission accepte cet amendement.

Il y a enfin quelques amendements techniques communs aux deux règlements et visant à introduire certaines précisions dans le texte ; ils se réfèrent à des propositions que le Parlement avait formulées au moment de l'examen du projet au début de 1963. J'estime qu'il ne convient pas d'alourdir la discussion par un examen détaillé de ces problèmes au sujet desquels la Commission répondra par écrit en donnant toutes les informations nécessaires.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (*).

5. Composition des commissions

M. le Président. — J'ai reçu du groupe socialiste les propositions de nomination suivantes :

- M. Van der Stoep, comme membre de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques et, en remplacement de M. Broeks, comme membre de la commission des finances et des budgets ;
- M. Oele, comme membre de la commission des transports ;
- M. Broeks, comme membre de la Conférence parlementaire de l'association entre la CEE et les EAMA.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Ces nominations sont ratifiées.

6. Dépôt d'un document

M. le Président. — J'ai reçu de la Commission des Communautés européennes :

- un mémorandum sur la fixation du taux des prélèvements CECA pour l'exercice 1972,

ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets pour examen au fond et, pour avis, à la commission économique, à la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques et à la commission des affaires sociales et de la santé publique.

7. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, vendredi 22 octobre 1971, avec l'ordre du jour suivant :

à 9 h 30 :

- rapport de M. Gerlach, sur le projet de budget supplémentaire n° 1 pour 1971 ;
- rapport de M. Gerlach sur le projet de budget supplémentaire n° 2 pour 1971 ;
- rapport de M. Rossi, sur le budget du Fonds social européen ;
- rapport de M. Rossi sur le statut des fonctionnaires des Communautés européennes ;
- rapport de M. Rossi sur les indemnités journalières de mission des fonctionnaires.

La séance est levée.

(La séance est levée à 11 h 45)

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 40.

SÉANCE DU VENDREDI 22 OCTOBRE 1971

S o m m a i r e

1. Adoption du procès-verbal	165	<i>crate-chrétien ; Koch, au nom du groupe socialiste ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes</i>	168
2. Vérification de pouvoirs	166	<i>Adoption de la proposition de résolution</i>	168
3. Budget supplémentaire n° 1 des Communautés européennes. — Discussion d'un rapport de M. Gerlach, fait au nom de la commission des finances et des budgets :		6. Règlement concernant le statut des fonctionnaires des Communautés européennes. — Discussion d'un rapport de M. Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets :	
M. Gerlach, rapporteur	166	M. Rossi, rapporteur	169
MM. Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ..	166	M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes	170
Adoption de la proposition de résolution	167	Adoption de la proposition de résolution	170
4. Budget supplémentaire n° 2 des Communautés européennes. — Discussion d'un rapport de M. Gerlach, fait au nom de la commission des finances et des budgets :		7. Règlement concernant les indemnités journalières de mission des fonctionnaires. — Discussion d'un rapport de M. Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets :	
M. Gerlach, rapporteur	167	M. Rossi, rapporteur	170
MM. Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ..	167	M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes	171
Adoption de la proposition de résolution	167	Adoption de la proposition de résolution	171
5. Règlement financier applicable au Fonds social européen. — Discussion d'un rapport de M. Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets :		8. Calendrier des prochaines séances	171
M. Rossi, rapporteur	167	9. Adoption du procès-verbal	171
M ^{lle} Lulling, rapporteur pour avis ;		10. Interruption de la session	171
MM. Aigner, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Koch, au nom du groupe socialiste ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes			

PRÉSIDENCE DE M. MERCHERS

Vice-président

(La séance est ouverte à 9 h 30)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté.

2. Vérification de pouvoirs

M. le Président. — Au cours de sa réunion du jeudi 21 octobre 1971, le bureau a vérifié les mandats de MM. Franco Boiardi et Gerhard Reischl dont la nomination par la Chambre des députés de la République italienne et le Bundestag de la République fédérale d'Allemagne a déjà été annoncée le 18 octobre 1971.

Conformément à l'article 3, paragraphe 1, du règlement, le bureau a constaté la conformité de ces désignations aux dispositions des traités.

Il vous propose en conséquence de valider ces mandats.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Ces mandats sont validés.

3. Budget supplémentaire n° 1 des Communautés pour 1971

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Gerlach, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget supplémentaire n° 1 des Communautés européennes pour l'exercice 1971 (doc. 149/71).

La parole est à M. Gerlach qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Gerlach, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ce budget supplémentaire concerne l'octroi d'un certain nombre de postes supplémentaires qui, malheureusement, n'a pas été approuvé entièrement comme l'a demandé la Commission, mais qui semble être suffisant pour renforcer le personnel dans la mesure nécessaire.

Pour le reste, je vous prie de vous référer à l'exposé écrit des motifs. Je vous prie de bien vouloir adopter cette proposition de résolution.

M. le Président. — La parole est à M. Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Artzinger. — (A) Monsieur le Président, je serai très bref. Nous remercions le rapporteur et le félicitons de son rapport. Tous comme les autres groupes, nous approuvons la proposition de résolution.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président, ayant été chargé de nouvelles tâches après le dépôt du budget pour 1971, sans qu'il puisse être question

de négligence, il nous a fallu déposer un budget supplémentaire.

Je veux parler plus particulièrement de la gestion de l'union douanière et de la politique agricole. En ce qui concerne l'union douanière il s'agit d'une procédure accélérée afin de réaliser une harmonisation absolument nécessaire des législations douanières.

Pour ce qui est de la politique agricole, il nous fallait, au cours des mois écoulés, mettre sur pied de nouvelles organisations de marché dans les secteurs du vin, de la pêche, du tabac, du lin et du houblon. De plus, il nous faut maintenant nous occuper de la réglementation relative à la perception des ressources propres et à l'amélioration du contrôle.

Je voudrais m'adresser plus spécialement à M. Aigner. Il s'agit pour nous d'améliorer le contrôle du Fonds agricole et de pouvoir organiser les contrôles sur place et sur pièces. En outre, nous voulons profiter de cette occasion pour apporter également des améliorations dans le domaine de la presse et de l'information et donc de l'information relative à l'agriculture. Les incidents qui ont eu lieu à Bruxelles ne sont pas étrangers à notre proposition. Il s'agit donc, comme je viens de le signaler, d'améliorer le contrôle.

Ceci ne vaut pas seulement pour le Fonds agricole mais aussi pour notre direction générale du contrôle financier. Nous avons prévu, et je m'adresse à M. Aigner, que sur les 43 postes A pour la politique agricole, 2/3 seraient affectés aux nouvelles organisations de marché et 1/3 environ au Fonds agricole.

Nous avons pensé que de ce dernier tiers irait à l'organisation, au Fonds agricole, d'une nouvelle division financement et vérification. La mission de cette division consisterait plus particulièrement à rechercher dans la législation toutes les lacunes permettant les fraudes.

Ceci constituera simultanément un renforcement pour la direction générale du contrôle financier. Telles sont les deux directions dans lesquelles nous voudrions améliorer le contrôle.

Je le répète une fois encore, l'objectif en ce qui concerne le Fonds agricole, était d'examiner la législation, car la majeure partie des fraudes sont dues à des ambiguïtés ou des lacunes de la législation. Comme il ressort du projet de budget que le Conseil a entre temps transmis au Parlement, le Conseil a recommandé une répartition des postes accordés entre la gestion de l'union douanière, d'une part, et la direction générale de l'agriculture, d'autre part. Nous ne voulons nullement méconnaître la valeur de cette recommandation, mais il est évident que la Commission porte la responsabilité de la répartition et du mode d'affectation de son personnel. Étant donné qu'il n'est satisfait qu'en partie à la demande de la Commission, il est en outre évident que la répartition initialement prévue devra être revue à la lumière

Coppé

de nos priorités. Il faudra donc, pour les postes qui ont été accordés, examiner à nouveau les domaines qui doivent bénéficier d'une priorité. A ce sujet, je puis tranquilliser M. Aigner. Dans l'ordre des priorités il y a, à mes yeux, et je parle en mon nom personnel, et rien ne dit que les vues de M. Mansholt sont identiques aux miennes, le contrôle et les vérifications qui revêtent une importance primordiale. Le budget sera définitivement arrêté après le vote du Parlement. La Commission pourra ensuite immédiatement commencer à engager du personnel.

M. le Président. — Je remercie M. Coppé.

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

4. Budget supplémentaire n° 2 des Communautés européennes

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Gerlach, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget supplémentaire n° 2 concernant l'état des dépenses de recherche et d'investissement des Communautés européennes pour l'exercice 1971 (doc. 150/71).

La parole est à M. Gerlach qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Gerlach, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, en raison du remplacement du programme annuel pour 1971 par un programme pluriannuel, ce deuxième budget supplémentaire s'imposait en toute logique.

Je vous prie de bien vouloir adopter la proposition de résolution et je vous renvoie à l'exposé écrit des motifs.

M. le Président. — La parole est à M. Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Artzinger. — (A) Monsieur le Président, là encore nous ne pouvons qu'exprimer les remerciements de mon groupe au rapporteur.

Nous nous réjouissons que le Conseil de ministres ait décidé qu'en ce qui concerne la recherche, la fusion nucléaire et la physique des plasmas, seul un programme à long terme pouvait être développé.

Nous approuvons la proposition de résolution.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président, nous nous sommes très souvent plaints du fait que nous étions forcés d'établir d'année en année de petits programmes pour Euratom parce que le Conseil ne parvenait pas à prendre une décision sur un programme pluriannuel.

Or il s'agit ici d'un programme portant sur 5 années sur lequel le Conseil a pris une décision en juin ; il concerne notamment deux points qui ont toujours eu priorité, à savoir la fusion thermo-nucléaire et la physique des plasmas. Grâce à ce budget supplémentaire, le plafond des engagements prévus pour ces 5 ans est porté à 46,5 millions d'u.c. Il s'ajoute aux 5 millions d'unités de compte inscrits au budget ordinaire pour 1971. Ceci nous permettra de signer encore avant la fin de cette année les contrats permettant de réaliser le programme quinquennal.

Monsieur le Président, je crois que nous pouvons d'autant plus nous réjouir qu'un premier pas a été accompli dans la voie du programme pluriannuel sur lequel, espérons-nous, le Conseil prendra une décision au cours des prochaines semaines également pour ce qui concerne les autres points.

M. le Président. — Je remercie M. Coppé de son intervention.

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

5. Règlement financier applicable au Fonds social européen

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil modifiant sa proposition d'un règlement financier applicable au budget des Communautés (Fonds social européen) (doc. 151/71).

La parole est à M. Rossi qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Rossi, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je serai d'autant plus bref que cette affaire n'a posé aucun problème à la commission des finances et des budgets. En effet, les modifications apportées au règlement financier en ce qui concerne le Fonds social tiennent effectivement et parfaitement compte des changements intervenus au plan de la législation communautaire et de la réforme du Fonds social européen depuis la présentation des

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 55.

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 56.

Rossi

premières propositions de la Commission, en novembre 1970.

Il s'agit comme le souligne le paragraphe 2 de l'exposé des motifs de l'introduction de la notion d'intérêts de retard sur les contributions et avances, de la précision de la notion d'engagement de dépenses en matière de Fonds social, de l'introduction d'un titre au règlement financier, afin de tenir compte de la décision du Conseil visant les engagements pluriannuels dans le cadre de la réforme du Fonds social.

Dans l'ensemble, la commission des finances a été amenée à constater que les propositions de la Commission exécutive étaient parfaitement en harmonie avec l'évolution de la législation communautaire et la décision du Conseil concernant la réforme du Fonds social.

C'est pourquoi je demande au Parlement de bien vouloir retenir la proposition de la Commission.

M. le Président. — La parole est à M^{lle} Lulling, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales et de la santé publique.

M^{lle} Lulling, rapporteur pour avis. — Invitée à exprimer son avis, la commission des affaires sociales et de la santé publique a examiné le 13 octobre la proposition de la Commission modifiant sa proposition d'un règlement financier applicable au budget des Communautés et, plus spécialement, au Fonds social européen.

La commission des affaires sociales et de la santé publique a été d'avis qu'à la suite de la décision du Conseil du 1^{er} février 1971, relative à la réforme du Fonds social européen, une modification du règlement financier s'imposait. Elle a estimé que celles qui ont été proposées par la Commission européenne découlent de cette décision du Conseil du 1^{er} février 1971, sans introduire de nouveaux éléments qui pourraient entraver le fonctionnement du Fonds social européen rénové. Dès lors, elle approuve sans réserve cette proposition de modification.

M. le Président. — La parole est à M. Aigner, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, je peux, au nom du groupe, me joindre aux remerciements que les commissions ont déjà exprimés à M^{lle} Lulling. Nous sommes pleinement d'accord avec la proposition.

M. le Président. — La parole est à M. Koch, au nom du groupe socialiste.

M. Koch. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au nom du groupe socialiste, je voudrais

également remercier le rapporteur de son rapport. Ce rapport tire les conclusions de la réforme du Fonds social et procède aux modifications nécessaires de notre règlement financier. Nous nous déclarons d'accord avec cette proposition.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, pour l'essentiel, il s'agit d'introduire pour le Fonds social la notion d'engagement des dépenses et de permettre également des engagements au-delà de l'exercice en cours, sur deux ans, de façon à pouvoir établir des plans sur plusieurs années. Il s'agit des articles 39, paragraphe 2, et 91.

Monsieur le Président, dans toute ma carrière politique, je n'ai jamais vu un département des finances introduire un texte sans saisir cette occasion pour y ajouter l'un ou l'autre point qui l'intéresse.

Présentant un texte modifiant le règlement pour le Fonds social, nos financiers en ont profité pour y prévoir des intérêts de retard sur les avances, ce qui n'avait pas encore été fait jusqu'à présent. Dans le système de ressources propres, on applique des intérêts de retard aux États membres quand les ressources propres sont payées avec retard. Constatant que, pour les avances que les États membres doivent verser, les intérêts de retard n'avaient pas encore été prévus, ils ont profité de la circonstance pour les introduire. C'est l'objet de l'article 36 nouveau. Je ne peux que féliciter notre administration d'être aussi astucieuse et aussi vigilante pour augmenter les recettes de la Communauté.

M. le Président. — Je remercie M. Coppé de sa sincérité et des indications qu'il nous a fournies au sujet de la vigilance des services financiers.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

6. Règlement concernant le statut des fonctionnaires des Communautés

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant modification du statut des fonctionnaires des Communautés européennes et du régime applicable aux autres agents des Communautés (doc. 140/71).

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 57.

Président

La parole est à M. Rossi qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Rossi, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la proposition de règlement dont nous sommes saisis par le Conseil vise à traduire concrètement la nouvelle conception de la recherche communautaire, à savoir : autonomie, gestion souple de type industriel.

Cette conception, qui découle d'ailleurs de la Conférence de La Haye, a été approuvée par le Parlement au moment où celui-ci s'est prononcé sur la restructuration du Centre commun de recherche et sur les parties du règlement financier concernant les crédits de recherches et d'investissement.

Je rappelle à l'Assemblée que ce texte avait déjà été inscrit à l'ordre du jour, mais qu'il avait été renvoyé devant la commission des finances et des budgets afin que les représentants du personnel du Centre commun de recherche puissent être entendus.

La proposition de résolution qui vous est soumise aujourd'hui, dans l'ensemble, retient la plupart des propositions de la Commission, avec cependant un certain nombre de modifications.

Outre qu'elles permettent une plus grande autonomie de la recherche et une gestion de type industriel, les dispositions proposées par la Commission des Communautés respectent les droits acquis des fonctionnaires et permettent d'assurer leur reconversion. Dans sa proposition de résolution, la commission des finances a d'ailleurs insisté pour que soient strictement respectées les dispositions prévoyant que le règlement modifiant le statut entre en vigueur dès l'adoption par le Conseil du programme pluriannuel de recherches et d'investissement.

Monsieur le Président, la commission des finances et des budgets vous propose un certain nombre de modifications aux propositions de la Commission des Communautés.

La première porte sur le chapitre I, article 1, de la proposition de règlement ; elle tend à ajouter à l'article 6 un alinéa précisant qu'il incombe au directeur général du Centre d'établir la répartition des postes dans les différents grades et carrières de chaque catégorie.

En effet, le tableau des effectifs fixe le nombre global des emplois dans chaque catégorie. La commission des finances et des budgets accepte cette modification du statut proposé par la Commission des Communautés. Toutefois, dans un souci de transparence, elle demande qu'une répartition de ces postes soit faite non plus par l'autorité budgétaire, mais par le directeur général du Centre qui jouit ainsi d'une plus grande autonomie.

La deuxième modification proposée vise l'article 24. D'une part, la commission des finances et des budgets

estime qu'il convient de prévoir dans le statut que pendant le congé spécial de perfectionnement professionnel ou de reconversion, l'agent est considéré comme étant en position d'activité, en d'autres termes, qu'il conserve ses droits d'ancienneté, sa vocation à promotion, etc.

La commission des finances a donc proposé d'insérer cette disposition, car le congé spécial prévu par ailleurs dans le statut est en général de courte durée et le congé pour perfectionnement ou reconversion étant plus long demandait donc que l'on prévienne de façon expresse le maintien du fonctionnaire en position d'activité.

D'autre part, la commission des finances a estimé que l'institution doit fixer les modalités d'application des différentes dispositions concernant le perfectionnement professionnel du fonctionnaire ou sa reconversion en vue de son affectation à d'autres fonctions, après avoir consulté la Commission paritaire.

La commission des finances et des budgets a ainsi voulu donner suite à une remarque faite par les représentants du personnel.

La troisième modification qui vous est proposée porte sur l'article 1 du chapitre I, et vise l'article 101 bis que la Commission propose d'ajouter après l'article 101.

Au premier alinéa de cet article 101 bis, il est demandé que la possibilité d'un congé spécial de convenance personnelle pour faciliter l'entrée dans une nouvelle activité à l'extérieur des Communautés, soit prévue pour le fonctionnaire des catégories A et B du cadre scientifique et technique, que ce fonctionnaire fasse ou non l'objet d'une mesure de retrait d'emploi, conformément à l'article 101 ter.

Sur les modalités de ce congé — alinéa 2 — la commission des finances et des budgets propose que la durée de ce congé soit limitée en principe et ne puisse être prolongée au-delà d'un an.

Elle propose en outre de prévoir que si le fonctionnaire exerce durant ce congé une activité ne comportant pas de rémunération, il aura droit à son traitement.

La quatrième et dernière modification proposée par votre commission tend à clarifier le texte des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 101 ter, en précisant que, au cas où la décision n'a pas été prise par la Commission elle-même, mais sur délégation, le fonctionnaire doit pouvoir faire appel auprès de la Commission dans les conditions prévues au règlement.

Voilà, Monsieur le Président, résumées aussi brièvement que possible, les modifications que votre commission propose à la proposition de règlement de la Commission des Communautés.

Ces propositions de modifications ont été arrêtées par votre commission des finances, comme je viens de

Rossi

vous le dire, après l'audition des représentants du personnel.

La commission des finances et des budgets a été très attentive aux arguments développés par ces représentants, notamment au sujet de l'article 24 du statut et de l'article 84 du titre VI, chapitre I. C'est après l'audition des représentants du personnel et après en avoir délibéré avec la Commission des Communautés que votre commission a décidé de retenir un certain nombre d'éléments — j'y ai déjà fait allusion — et par contre de ne pas modifier l'article 84, tout en retenant cependant dans la proposition du personnel, le maintien d'une proportion de personnel contractuel ne devant pas dépasser 20 %.

En revanche, elle n'a pas retenu les arguments développés par les représentants du personnel tendant, d'une part, à exclure les agents de catégorie B du bénéfice de l'article 101 ter et, d'autre part, à réintroduire certaines dispositions reprises du règlement n° 259 de 1968.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les propositions que votre commission a été amenée à présenter, tenant compte des remarques faites par le personnel et par la Commission des Communautés.

Votre commission vous propose donc d'adopter la proposition de résolution qui vous est soumise avec les modifications qu'elle contient.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé pour faire connaître au Parlement la position de la Commission sur les propositions de modification présentées par la commission parlementaire.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes, — (N) Monsieur le Président, je remercie M. Rossi des efforts qu'il a accomplis pour préparer deux rapports. L'examen de ce point n'a pu avoir lieu dernièrement.

Entre temps, le personnel a été consulté. Je crois que c'est une bonne chose. Les propositions que nous étudions ici ce matin ont une importance fondamentale pour l'organisation d'un Centre moderne de recherche.

Si nous n'y réussissons pas, il serait impossible à une autorité comme la nôtre, d'organiser un Centre moderne de recherche et de tenir compte simultanément des règles strictes du traité de Rome.

Nous avons, à mon sens, trouvé un juste équilibre entre l'autonomie nécessaire à un centre scientifique de recherche, d'une part, et les droits acquis du personnel d'autre part.

Je remercie le Parlement européen de l'appui qu'il nous assure pour régler ce point très épineux qui a déjà soulevé de nombreuses controverses. Je crois que

nous avons enfin trouvé la manière de régler convenablement cette question.

Nous sommes disposés à reprendre toutes les propositions de modification étant donné qu'elles constituent une amélioration du texte.

Je souligne cependant avec insistance que cette nouvelle réglementation du personnel n'entre en vigueur que si le Conseil détermine un programme pluriannuel.

Les deux points restent donc liés. Or, le programme établi est pluriannuel. Il s'agit donc de la modernisation de notre Centre de recherche et plus précisément de l'adaptation du statut du personnel.

Je répète que les propositions de modification nous semblent justifiées et que nous les acceptons sans discussion.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

7. Règlement concernant les indemnités journalières de mission des fonctionnaires

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement modifiant le statut des fonctionnaires des Communautés européennes en ce qui concerne les indemnités journalières de mission (doc. 152/71).

La parole est à M. Rossi qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Rossi, rapporteur. — Monsieur le Président, le barème d'indemnités journalières de mission actuellement appliqué au personnel a été fixé le 1^{er} janvier 1970. C'est dire que depuis cette époque, le coût de la vie a fortement augmenté dans les principaux lieux de mission de la Communauté. Il était donc normal que ce barème soit révisé.

La commission des finances a donné son accord aux propositions de la Commission des Communautés, en précisant simplement qu'à l'avenir, à l'occasion de chaque examen du niveau des rémunérations, il devra être procédé à un réexamen des indemnités de mission sans pour autant créer un automatisme entre l'un et l'autre.

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 58.

Rossi

Telle est, Monsieur le Président, la proposition que la commission des finances et des budgets suggère au Parlement de bien vouloir retenir.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, j'interviens très brièvement pour dire que la suggestion figurant dans l'exposé des motifs et à laquelle M. Rossi vient de faire allusion me semble très sage. Il n'est pas souhaitable, en effet, que nous revoyions les indemnités journalières de mission tous les deux ans, comme c'est le cas présentement. Je crois donc que la proposition qui nous est faite de revoir ces indemnités à l'occasion de chaque examen du niveau des rémunérations est très pertinente.

Nous espérons ainsi assouplir le mécanisme d'adaptation des traitements et indemnités. Je crois que cette suggestion mérite d'être soulignée et, personnellement, je ne manquerai pas de la répéter et de la défendre auprès de toutes les autorités budgétaires.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

(*) JO n° C 114 du 11 novembre 1971, p. 62.

8. Calendrier des prochaines séances

M. le Président. — Le Parlement européen a épuisé son ordre du jour.

Le bureau élargi propose au Parlement de tenir ses prochaines séances dans la semaine du 15 au 20 novembre 1971 à Strasbourg.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

9. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Conformément à l'article 17, paragraphe 2, du règlement, je dois soumettre à l'approbation du Parlement le procès-verbal de la présente séance qui a été rédigé au fur et à mesure du déroulement des débats.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté.

10. Interruption de la session

M. le Président. — Je déclare interrompue la session du Parlement européen.

La séance est levée.

(La séance est levée à 10 h)

